

Pour plus de livres rejoignez nous sur
Heights-book.blogspot.com

le meilleur de l'actualité 2015-2016

Olivier Sarfati

L. Barré, P. Bonnaud, A. Cronel, J.-L. Dagut, X. Enselme,
T. Galula, P. Hemme, É. Juramy, A. Kovarsky, A. Labossière,
F. Lafargue, R. Maisonneuve, L. Martin, C. Mazé, A. Nait,
C. Peytour, T. Scubla, L. Spector, A. Succar, N. Tschann

DUNOD

Couverture et maquette intérieure : Arnaud Gautron.
Mise en page : Belle Page

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2016

5 rue Laromiguière, 75005 Paris
www.dunod.com

ISBN 978-2-10-074488-6

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Remerciements

Je tiens en premier lieu à remercier tous les auteurs de cette nouvelle édition qui ont accepté de coécrire l'ouvrage à mes côtés. Leurs agendas respectifs étaient pourtant très encombrés. Adonis, Ainée, Alexandre, Ariane, Arnaud, Charles, Charlotte, Éric, François, Jean-Luc, Léo, Loïc, Louis, Nicolas, Paul, Philip, Robin, les deux Théo, Xavier, merci à vous tous d'avoir passé le temps qu'il faut pour répondre aux exigences que je vous avais formulées.

J'adresse un remerciement tout particulier à Ariane, Arnaud, Charles, Éric, François, Jean-Luc, Nicolas et Xavier qui étaient déjà auteurs dans la précédente édition et qui ont accepté de poursuivre l'aventure à mes côtés. Une mention spéciale à François pour ses relectures et ses précieux conseils pour améliorer sans cesse la qualité de l'ouvrage. Merci à vous pour votre confiance renouvelée.

Je n'oublie pas les travailleurs de l'ombre, Matthieu Daniel, Christelle Colfaux (éditeurs chez Dunod) et leur équipe ainsi qu'Arnaud Gautron (graphiste de génie) qui n'ont pas compté leurs heures pour compléter le contenu ou le rendre plus agréable à lire.

Enfin, mes remerciements les plus affectueux vont à ma femme, Caroline Jacquin, qui me soutient sans relâche depuis le début tout en me poussant vers encore plus de précision dans la conduite de mes projets. Merci du fond du cœur.

Olivier Sarfati

Les auteurs

Olivier Sarfati

Diplômé d'HEC, Olivier Sarfati accompagne des candidats aux concours HEC depuis 20 ans. Il est également le fondateur de MyPrepa (www.myprepa.fr), organisme de cours entièrement en ligne spécialisé dans la préparation aux concours et examens. Il est par ailleurs l'auteur de nombreuses études sectorielles pour le compte du groupe Les Échos.

Louis Barré

Louis Barré est étudiant à HEC.

Paul Bonnaud

Paul Bonnaud est étudiant à HEC.

Ariane Cronel

Énarque et diplômée d'HEC, Ariane Cronel est actuellement directrice de projet au sein du Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (Services du Premier ministre).

Jean-Luc Dagut

Jean-Luc Dagut est professeur d'économie à l'Université et en classes préparatoires.

Xavier Enselman

Agrégé de sciences sociales, Xavier Enselman est professeur en classes préparatoires aux lycées Henri-IV et Louis-le-Grand, Paris.

Théo Galula

Théo Galula est étudiant à HEC.

Philip Hemme

Philip Hemme est le fondateur et CEO du média Labiotech.eu.

Éric Juramy

Diplômé d'HEC, Éric Juramy est consultant en stratégie.

Alexandre Kovarsky

Alexandre Kovarsky est étudiant à l'ESSEC.

Arnaud Labossière

Arnaud Labossière est un ancien étudiant de l'école HEC, spécialisé en économie et fondateur de l'application khhube (<http://khhube.com>).

Le meilleur de l'actualité 2015-2016

François Lafargue

Docteur en géopolitique et docteur en science politique, François Lafargue est professeur à Paris School of Business.

Robin Maisonneuve

Robin Maisonneuve est étudiant à HEC.

Loïc Martin

Loïc Martin est diplômé de l'EDHEC et consultant en communication d'influence.

Charles Mazé

Charles Mazé est étudiant à HEC.

Ainée Nait

Ainée Nait est étudiante à l'ESCP Europe.

Charlotte Peytour

Charlotte Peytour est étudiante à HEC.

Théo Scubla

Théo Scubla est étudiant à l'ESCP Europe et co-fondateur de L'insertion du cœur.

Léo Spector

Léo Spector est étudiant à HEC.

Adonis Succar

Adonis Succar est étudiant à HEC.

Nicolas Tschann

Nicolas Tschann est étudiant à l'ESSEC.

Avant-propos

« Olivier, je n'en peux plus, notre prof nous demande de lire 50 articles de presse par semaine et je ne trouve pas le temps de les lire. » Cet appel à l'aide d'Emna, l'une de mes anciennes élèves, n'est malheureusement pas isolé. Depuis des années, les candidats peinent à synthétiser une information pléthorique, complexe et pourtant nécessaire pour se distinguer aux concours. *Le meilleur de l'actualité 2015-2016* répond à ce besoin et donne aux futurs candidats les clés pour acquérir une connaissance à la fois précise, concise et illustrée des principaux enjeux du monde contemporain.

Quatre ingrédients majeurs feront de cet ouvrage l'un de vos précieux alliés :

- **Le format** : nous avons choisi de calibrer le contenu sous forme de fiches organisées en deux ou trois parties pour faciliter la mémorisation et permettre au candidat de trouver rapidement l'information qu'il recherche.
- **La diversité des thèmes** : les principaux événements de l'actualité ont été couverts : géopolitique, économie, société, innovations... Entre les attentats de Paris, la menace de sortie de la Grèce de la zone euro, les enjeux de la conférence de Paris sur le climat (COP21), ou encore les portraits d'Hillary Clinton ou d'Alexis Tsipras, les candidats trouveront des analyses variées pour animer leurs travaux écrits ou leur argumentaire à l'oral.
- **Le style** : rédigé par des enseignants experts, des diplômés et futurs diplômés de grandes écoles, cet ouvrage livre les clés d'un style à la fois clair, nuancé et répondant parfaitement aux attentes des concours et examens. Prêtez donc attention à la façon dont sont formulés les enjeux et n'hésitez pas à mémoriser certaines tournures. Vous éviterez alors deux écueils récurrents et lourdement sanctionnés aux concours : la pauvreté du style ainsi que la surenchère de tournures journalistiques inappropriées.
- **La multiplicité des sources** : les fiches font la synthèse de nombreux articles de la presse française et internationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Express*, *Courrier international*, *The Economist*, *The New York Times*...). Cette diversité de points de vue garantit une analyse à la fois exhaustive, intelligente et nuancée des enjeux fondamentaux.

Pour finir, n'oubliez pas de consulter régulièrement le site dunod.com : des fiches sur les événements récents de 2016 y seront ajoutées pour rendre votre propos parfaitement actuel. Au nom de toute l'équipe d'auteurs, il me reste à vous souhaiter le meilleur pour les échéances palpitantes qui s'annoncent.

Olivier Sarfati

MODE D'EMPLOI

Pour chaque fiche, en première page

La thématique de la fiche :
Actualités, Entreprises, Débats
ou Personnalités

Le contexte et les faits marquants :
une synthèse claire et concise de ce
qu'il faut retenir

{Actualité}

La Grèce sortira-t-elle de la zone euro ?

Jean-Luc Dagut

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS

La victoire du parti de gauche Syriza aux élections générales du 17 juin 2012 a entraîné les conjectures sur un éventuel désengagement de la zone euro. Le programme « anti-austérité » a pu être vu comme un électrochoc composé de mesures populaires et moyennes, échappant par ses services de régulation au traitement par un recul du PIB et du PIB moyen par tête de 25 %, la baisse des salaires et des retraites, l'explosion du chômage (25 % en 2014, soit 56 % pour les jeunes de moins de 25 ans), et un délabrement croissant du secteur public en dépit d'un allègement sensible de la pression fiscale.

Pour une partie de l'opinion publique, ces difficultés sont dues aux politiques des décennies écoulées par l'Europe depuis la crise de 2008 en contrepartie de son soutien financier. Le parti Syriza a promis dans son premier temps, jusqu'en 2012, au titre d'une sortie de la zone euro, puis au cours d'une large élection de la « dette soignée ».

Le programme « anti-austérité » a annoncé un certain nombre de « mesures d'urgence » : élévation graduelle du salaire minimum de 540 à 750 euros, fourniture d'électricité gratuite à 200 000 familles dans le besoin, accès gratuit aux services de soins, distribution de coupons d'acte alimentaire et de transport pour les plus modestes, retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans, réalisation des pertes entrées, blocage des salaires de la résidence principale en cas de non-achèvement, mesures incitatives au paiement des arriérés d'impôts et des emprunts bancaires grâce à un effacement substantiel des sommes dues, re-création d'une partie des emplois publics supprimés, remise en cause du programme de privatisations.

Comment ce pays, qui avait connu plus de vingt-cinq années de croissance vigoureuse depuis son intégration dans l'Europe en 1981, et qui était largement au-dessus par rapport aux standards européens, en est-il arrivé là ? On se souvient que, déjà en 1987, lors du sommet de Barcelone qui examinait les candidatures des pays qui aspiraient à intégrer l'Union économique et monétaire (UEM), la Grèce avait été écartée, en raison notamment d'un déficit public supérieur à 5 % du PIB, et d'une dette publique qui dépassait déjà 120 % du PIB, soit le double du critère de Maastricht. En dépit d'une croissance soutenue au cours de la décennie 1990 (2,527 à 4 % en moyenne), et de contributions européennes substantielles versées par les fonds structurels, la dette publique du pays représentait encore 108 % du PIB en 2004, à la veille de la crise. Après des déficits de 15 % du PIB en 2009, et de l'ordre de 10 % en 2010 et 2011, la dette atteint 171 % du produit intérieur brut en 2011. Malgré les aides financières internationales, et l'annulation en 2012 de près des deux tiers de la dette détenue par le secteur privé (107 Mds €), la dette publique atteint 178 % du PIB deux ans plus tard en décembre 2014 et représente 318 Mds d'euros.

Les pays de la zone euro détiennent plus de 70 % de ce total, via les prêts du Fonds européen de stabilité financière – FESF (142 Mds €), les prêts du Fichier (52 Mds €), et les engagements

4 {Actualité} La Grèce sortira-t-elle de la zone euro ?

Économie

ENJEUX

- **Le pari des Abenomics**
Pour être efficace, l'impulsion produite par l'investissement public et l'injection de liquidités doit être suivie d'une hausse de la demande intérieure et des investissements privés. Toutefois, la dette publique japonaise, déjà très supérieure à deux fois le PIB, pourrait contraindre la Banque du Japon à revoir sa politique monétaire.
Par ailleurs, pour rentabiliser l'investissement des entreprises sur le sol japonais, de nouveaux débouchés devront être trouvés à l'international. Or, le gouvernement Abe adopte lors des négociations internationales, transposées notamment, une posture plutôt protectionniste, en matière agricole par exemple, afin de protéger certains intérêts domestiques. En 2013, la production industrielle du Japon devient malgré tout la plus élevée de plus de 3 %.
- **Les Abenomics reposent donc sur une approche d'équilibre, visant à concilier impératifs budgétaires, contraintes monétaires, débouchés industriels et maintien du pouvoir d'achat. Les années 2014 et 2015 diront si ce pari risqué aura porté ses fruits.**
- **Pour l'Europe et pour la France, Abenomics ou « Merkelomics » ?**
Le 7 juin 2013, en visite à Tokyo, François Hollande déclare que « les Abenomics sont une chance pour l'Europe » qui doit être inspirée, car « l'Europe aussi a besoin de croissance ».
Toutefois, même si certaines convergences peuvent être trouvées avec les réformes structurelles visant à améliorer la compétitivité industrielle entreprises dans plusieurs pays européens, la politique économique publique japonaise est à l'exact opposé de la politique économique allemande et européenne : une politique monétaire orthodoxe visant à juguler l'inflation et équilibrer les finances publiques.
En Allemagne, le souvenir des calamiteuses politiques de relance des années trente reste vivace, et le dogme sur la politique monétaire recueille un large consensus politique, de la CDU au SPD. Selon ce dogme, repris à son compte par la Banque centrale européenne, la politique monétaire vise à apporter un objectif de stabilité aux marchés et ne doit pas créer artificiellement de la monnaie pour jouer sur les prix dans un but de relance.
La souveraineté de la BCE interdit donc au jour d'aujourd'hui une relance type « Abenomics » en France, où la dette souveraine, financée par les marchés, corrige également toute relance par la dépense publique.

{Actualité} La nouvelle politique économique du Japon

22

Les enjeux : une analyse pour élargir la réflexion

L'argumentaire **POUR** et **CONTRE**
de chaque terme du débat pour mieux
comprendre, analyser et restituer la
complexité de ces questions qui ont
agité la société

Réalisations de l'année : les évènements marquants de l'année

L'argumentaire **POUR** et **CONTRE**
de chaque terme du débat pour mieux
comprendre, analyser et restituer la
complexité de ces questions qui ont
agité la société

Culture et Société

POUR

- Dans les faits, les cours en anglais sont très largement répandus à l'IEP Paris (Sciences Po) et dans les grandes écoles de commerce. Il est donc logique de faire passer les cours d'excellence en anglais sur le terrain, le fossé entre universités et grandes écoles ne peut que se creuser.
- Dans une certaine mesure, avant le projet de loi, l'anglais s'était déjà frayé un large chemin à l'université. Selon une étude de l'Ined parue en 2013, on chiffre autour de 27 % pour les Chargés et directeurs de recherche. La loi ne fait donc que valider une situation existante. C'est l'avis de Jean-Loup Salerm, président de la Conférence des présidents d'universités : « N'en déplaise à cet état monétaire de l'États français, la loi ne fait que régulariser ce qui se fait déjà ». Selon lui, il aurait même fallu « abroger la loi l'oublier » et permettre que « les cours se fassent dans la langue qui s'avère utile pour l'enseignement dispensé ».
- Autant les cours en anglais permet d'attirer dans les universités françaises les étudiants étrangers qui ne seraient pas venus si seuls des cours en français y étaient dispensés. Il s'agit notamment d'étudiants asiatiques (Indiens, Chinois) qui décrocheraient par la même occasion le français bon de leur séjour. Ce point de vue est notamment partagé par M. Bonabail, membre du conseil d'administration de l'Agence universitaire de la francophonie.
- L'anglais est à la fois la langue des affaires et de la communauté scientifique, sur un collecter éminent par la Nobel de médecine François Barré Simonin, « au fond dans des disciplines très particulières, les scientifiques du monde entier utilisent l'anglais pour communiquer ». La maîtrise de l'anglais est donc un dé min important de professionnalisation.

CONTRE

- La loi fait pour effet de marginaliser la langue française dans le monde, « Le signal peut à votre avis, un peu porteur, dépeint et secrétaire nationaux tant pas à tort » estime Pierre Amélie, député et secrétaire national du parti socialiste à l'Assemblée. Les Académiciens, cependant aussi que la loi continue : « une menace importante pour la situation de la langue française dans l'enseignement supérieur... » (JEF) favorise une marginalisation de la langue française ». De son côté, Bernard Péro affirme que « s'appauvrit l'université française introduisant dans nos universités, si nous le laissons continuer, le monde moderne, le monde moderne, alors la France se moquera et s'avouera. Il descendra une langue banale, ou pire, une langue morte ».
- Imposer l'anglais à l'université s'annonce pas le niveau des Français en anglais et, pour l'instant, le nombre des étudiants français d'après surtout peut le niveau pour autre des cours en anglais. Le problème est très bien en anglais, au collège et au lycée. Selon Pierre Amélie, « cela fait trente ans qu'on fait

(Biblot) Faire si disparaître les cours en anglais à l'université ?

106

TABLE DES MATIÈRES

1 ÉCONOMIE 1

1. La Grèce sortira-t-elle de la zone euro ?	4
2. L'Occident vit-il un déclin global de sa productivité ?	11
3. <i>Quantitative easing</i> de la BCE	14
4. Et si la croissance ne revenait pas ?	17
5. Économie de partage	22
6. Commerce extérieur de la France : que faire ?	27
7. Jeremy Rifkin : vers la fin du capitalisme.	30
8. La loi Macron	33
9. La crise des éleveurs	36
10. Promesses et limites de la loi Royal	39
11. Traité transpacifique, secrets et enjeux de l'accord	42
12. Les enjeux de la baisse du pétrole	45
13. Chine : un nouvel eldorado pour le gaz de schiste ?	50
14. Chine : l'essoufflement d'un modèle	54

2 GÉOPOLITIQUE 59

1. Les attentats de janvier 2015	62
2. Le terrorisme : quelles réponses pour l'éradiquer ?	70
3. Daech : origines et logiques d'un « OVNI politique »	75
4. Immigration aux portes de l'Europe : la crise des migrants	79
5. Turquie : les nouveaux enjeux d'Erdogan	82
6. Alexis Tsipras, le nouvel homme fort de la Grèce	85
7. Espagne : la victoire de Podemos	88
8. Hillary Clinton – First Lady, sénatrice, candidate à la Maison Blanche.	93
9. Afrique : les enjeux soulevés par la visite de B. Obama	96
10. La détente Cuba-USA : le point final de la guerre froide ?	99
11. Iran : accord historique sur le nucléaire	102
12. Mort du roi Abdallah en Arabie Saoudite : héritage et avenir du pays	106
13. Les îles Spratley convoitées par Pékin	110
14. Chine : l'avènement d'une puissance navale ?	114
15. La Russie relance la bataille pour l'Arctique	117

3 CULTURE ET SOCIÉTÉ 123

1. Pour ou contre la réforme du collège ?	126
2. Réforme de Polytechnique : la fin de l'élitisme à la française ?	131
3. Les Jeux olympiques à Paris en 2024 : mythe ou réalité ?	135
4. Le Tour de France, une célébration nationale à portée internationale	139
5. Scandales à répétition à la FIFA	142
6. Stanislas Wawrinka, l'autre Suisse	145

7. Festival de Cannes : les bons résultats du cinéma français	147
8. L'adoption du nom des Républicains par l'UMP : un nouvel élan pour la droite ? ..	150
9. Rupture chez les Le Pen	154
10. Royaume-Uni : la réélection de Cameron et les défis à venir	157
11. Donald Trump : le candidat qui détonne.....	163
12. États-Unis : émeutes raciales à Ferguson, Baltimore.....	165
13. Singapour fête ses 50 ans d'indépendance : bilan d'un modèle contesté mais efficace	168
14. Séisme meurtrier au Népal.....	173
15. Le mariage homosexuel se généralise.....	176
16. Pour ou contre la légalisation du cannabis ?	178
17. Débat : pour ou contre l'euthanasie ?.....	181

4 SCIENCES, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

185

1. La COP21 : dernière chance pour le climat ?.....	188
2. Téléphones portables : généralisation, addictions, et opportunités	191
3. Les innovations chez Facebook et Google.....	194
4. Apple, l'année de tous les records	198
5. La révolution de l'Internet des objets	201
6. Biotechnologie, la 6 ^e révolution industrielle ?.....	204
7. L'intelligence artificielle : opportunité ou danger ?	207
8. Les FinTech : Silicon Valley à l'assaut de Wall Street ?	210

5 TABLEAUX DE BORD

215

1. Classement des 20 premiers pays selon le PIB	217
2. Classement des 20 premiers pays selon le PIB par habitant.....	218
3. Classement des 61 premiers pays selon leur compétitivité	219
4. Classement des 20 plus grandes capitalisations boursières mondiales.....	220
5. La démographie mondiale en 2015	221
6. Classement des plus grandes agglomérations mondiales en 2015	222

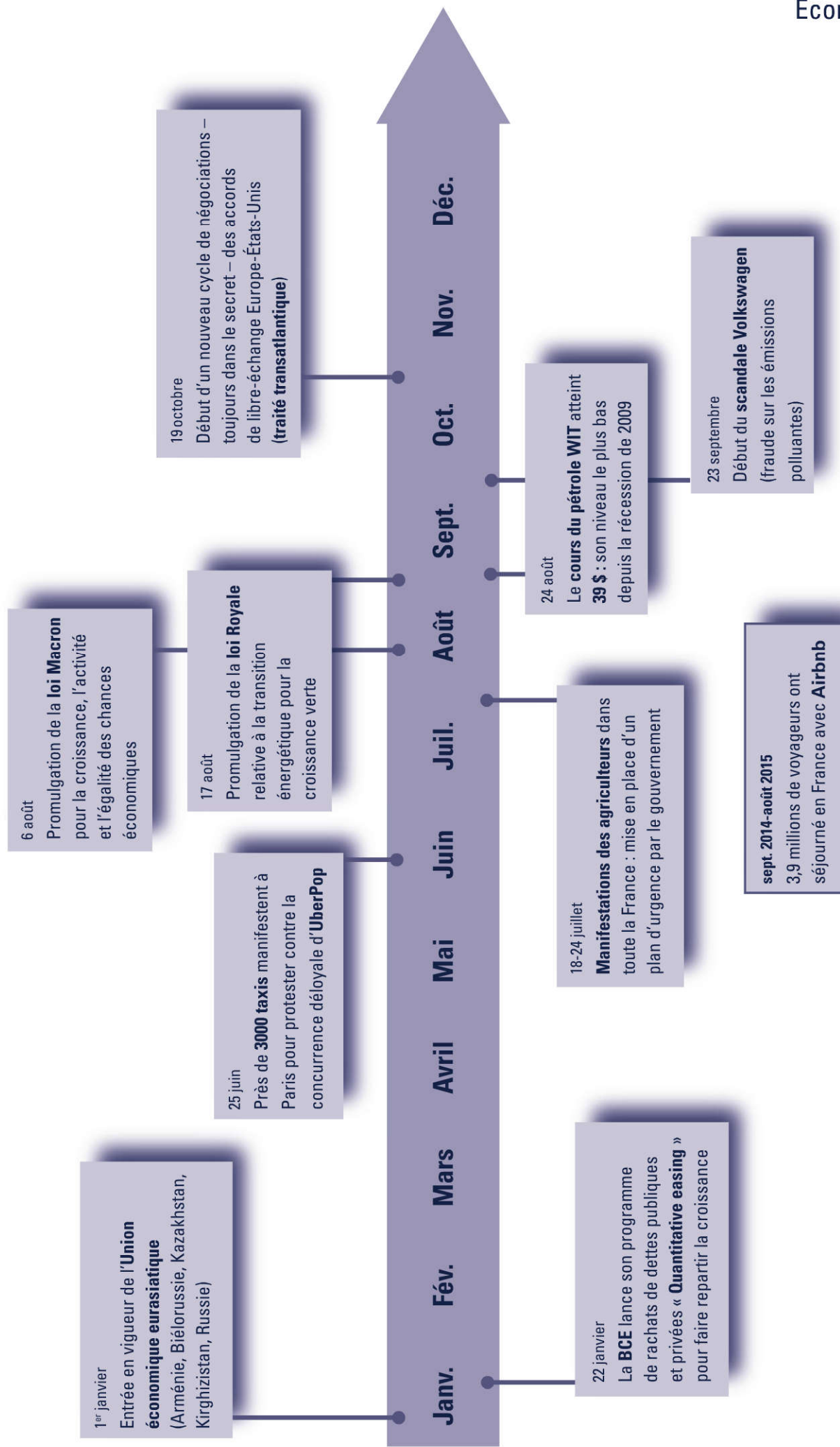
Index

223

PARTIE 1

Économie

Chronologie 2015 Économie





La Grèce sortira-t-elle de la zone euro ?

Jean-Luc Dagut

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



La victoire du parti de gauche Syriza aux élections grecques du 25 janvier 2015 a relancé les conjectures sur un éventuel éclatement de la zone euro. Le programme « anti-austérité » n'a pu que séduire un électorat composé de classes populaires et moyennes, échaudées par six années de dépression se traduisant par un recul du PIB et du PIB moyen par tête de 25 %, la baisse des salaires et des retraites, l'explosion du chômage (26 % en 2014, dont 56 % pour les jeunes de moins de 25 ans), et un délabrement croissant du secteur public en dépit d'un alourdissement sensible de la pression fiscale.

Pour une partie de l'opinion publique, ces difficultés sont dues aux politiques drastiques exigées par l'Europe depuis la crise de 2009 en contrepartie de son soutien financier. Le parti Syriza a prospéré ainsi dans un premier temps, jusqu'en 2012, sur l'idée d'une sortie de la zone euro, puis sur celle d'une large annulation de la « dette odieuse ».

Le programme « anti-austérité » a annoncé un certain nombre de « mesures d'urgence » : élévation graduelle du salaire minimum de 580 à 750 euros, fourniture d'électricité gratuite à 300 000 familles dans le besoin, accès gratuit aux services de soins, distribution de coupons d'aide alimentaire et de transport pour les plus modestes, retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans, revalorisation des petites retraites, blocage des saisies de la résidence principale en cas de surendettement, mesures incitatives au paiement des arriérés d'impôts et des emprunts bancaires grâce à un effacement substantiel des sommes dues, re-création d'une partie des emplois publics supprimés, remise en cause du programme de privatisations.

Comment ce pays, qui avait connu plus de vingt-cinq années de croissance vigoureuse depuis son intégration dans l'Europe en 1981, et rattrapé largement son retard par rapport aux standards européens, en est-il arrivé là ? On se souvient que, déjà en 1997, lors du sommet de Bruxelles qui examinait les candidatures des pays qui aspiraient à intégrer l'Union économique et monétaire (UEM), la Grèce avait été écartée, en raison notamment d'un déficit public supérieur à 5 % du PIB, et d'une dette publique qui dépassait déjà 120 % du PIB, soit le double du critère de Maastricht. En dépit d'une croissance soutenue au cours de la décennie 1997-2007 (+ 4 % en moyenne), et de contributions européennes substantielles versées par les fonds structurels, la dette publique du pays représentait encore 109 % du PIB en 2008, à la veille de la crise. Après des déficits de 15 % du PIB en 2009, et de l'ordre de 10 % en 2010 et 2011, la dette atteint 171 % du produit intérieur en 2011. Malgré les aides financières internationales, et l'annulation en 2012 de près des deux tiers de la dette détenue par le secteur privé (107 Mds €), la dette publique atteint 176 % du PIB deux ans plus tard en décembre 2014 et représente 318 Mds d'euros.

Les pays de la zone euro détiennent plus de 70 % de ce total, via les prêts du Fonds européen de stabilité financière – FESF (142 Mds €), les prêts bilatéraux (53 Mds €), et les engagements



de la Banque centrale européenne – BCE (27 Mds €). L'Allemagne a prêté 56 Mds et la France 42 Mds d'euros. Les deux pays ont apporté leur caution pour près de 50 % des emprunts du FESF. Les gouvernements européens ont le sentiment d'avoir déjà beaucoup fait pour la Grèce, sans bénéficier pour autant, notamment du côté allemand, d'un grand retour d'estime.

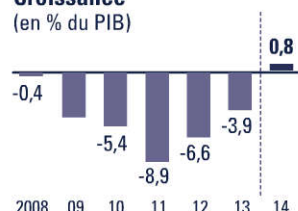
> ILLUSTRATIONS

Les chiffres clés de la dette

PIB nominal (2014)

- ▶ 179,1 milliards d'euros
- ▶ 16 300 euros par habitant

Croissance (en % du PIB)



Déficit public (en % du PIB)

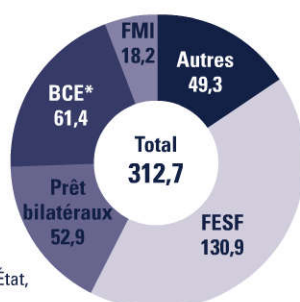


Dettes publiques

- en milliards d'euros
- en % du PIB

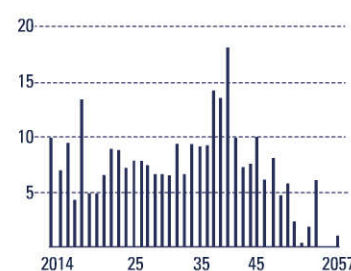


Détenteurs de la dette grecque (en milliards d'euros, au 31 mars)



* achat d'obligations d'État, autres prêts

Calendrier des échéances (en milliards d'euros)



Sources : Eurostat, Commission européenne, ministère grec des Finances, AFP.

- **Témoignage** : Edmond About (1828-1885), écrivain, journaliste, membre de l'Académie française, après avoir séjourné deux ans dans le pays, publie en 1854 un essai intitulé : *La Grèce contemporaine*. Agacé par les outrances du « philhellénisme » alors à la mode, il insiste sur l'écart entre le mythe grec fondé sur l'Antiquité et la réalité de l'époque. Sous domination ottomane, la Grèce ne manifeste pas une forte propension à payer l'impôt. On ne paye pas d'impôt pour l'occupant. Les chausse-trappes qui guettent le contrôleur à la sortie de son ministère sont nombreuses, et « un accident est si vite arrivé ». Ce trait culturel aurait survécu à la fin de la domination ottomane.
- **Quelques repères historiques** :
 - 1453-1830 : Domination ottomane. La Grèce devient indépendante en 1830
 - 1967-1974 : Régime des « colonels ». Restauration de la démocratie en 1974
 - 1981 : Adhésion à la Communauté européenne. La Grèce devient le 10^e État-membre
 - 2001 : Entrée dans l'UEM





- **Indicateurs généraux sur l'économie grecque :**

Population en 2014 : 10,7 millions d'habitants (même population qu'en 1994). Taux d'accroissement naturel de la population en 2014 : - 0,22 %. Taux de fécondité : 1,28 enfant par femme. Superficie : 132 000 km². Densité : 81,6 habitants/km². Population urbaine : 78 %. Population active : 6 millions de personnes, dont 1,250 million sont au chômage en 2014, soit 26 % (28 % en 2013).

Répartition de la population active par secteurs en 2013 : Agriculture : 12 % ; Industrie et BTP : 20 % ; Services : 68 %. Répartition du PIB par secteurs : Agriculture : 4 %, Industrie et BTP : 20 % ; Services : 76 % (dont tourisme 15 % avec 16 millions de visiteurs). La flotte marchande d'intérêts grecs est leader mondial en termes de capacité de transport. Secteur public : 40 % du PIB. Économie parallèle : au moins 25 % du PIB.

PIB en 2013 : 182,4 milliards d'euros (sources ci-dessous), soit 2,3 % du PIB de la zone euro. Taux de croissance du PIB à l'ère du « miracle grec » (1950-1973) : 7 % par an. Croissance 1997-2007 : 4 % par an. PIB par habitant : 16 500 €, soit 75 % de la moyenne de l'UE, et + 33 % si estimé en standard de pouvoir d'achat, selon Eurostat. IDH : 0,854. Coefficient de Gini : 0,343. Population sous le seuil de pauvreté : 20 %.

Données commerciales en 2013 : Exportations : 28 Mds € (15 % du PIB). Importations : 48 Mds € (26 % du PIB). Solde commercial : - 20 Mds € (11 % du PIB).

- **Conjoncture en 2014 :** Taux de croissance en volume : + 0,8 %. Taux d'inflation : - 2,1 %. Taux de croissance du PIB nominal : - 1,3 %. Dette publique = 176 % du PIB. Taux d'intérêt moyen sur la dette publique : 2,5 %. Solde budgétaire : - 1,6 % du PIB. Solde primaire du budget : + 1,7 % du PIB. (Sources : FMI, OCDE, Commission européenne)

ENJEUX

- « Grexit » or not « Grexit », et soutenabilité du populisme

Le président V. Giscard d'Estaing (président de la République entre 1974 et 1981), qui avait joué de toute son influence à l'époque pour faire entrer la Grèce dans l'Europe (1981), malgré les réticences de l'Allemagne, le répète régulièrement dans les médias : « la Grèce n'aurait pas dû entrer dans la zone euro, et il serait de l'intérêt de tous qu'elle la quitte aujourd'hui ».

Le même sentiment domine en Allemagne. Des sondages montrent que plus de la moitié des Allemands seraient favorables à une sortie de ce pays de la zone euro. La chancelière A. Merkel a évoqué cette hypothèse, et le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble n'a pas exclu que cela arrive « par accident » (*Greek accident*), soit après un défaut de paiement.

Les inconvénients d'un tel scénario seraient toutefois vraisemblablement supérieurs à ses avantages et ce, pour l'ensemble des parties. Le retour à la drachme qui permettrait à la Grèce d'émettre de la monnaie se solderait rapidement par un regain d'inflation, qui finirait d'appauvrir la population. La dépréciation du change aggraverait fortement les difficultés, alors que les importations représentent le double des exportations. L'alourdissement du fardeau de la dette libellée en euros précipiterait la faillite financière du pays, qui

subirait par ailleurs d'intenses fuites de capitaux et se trouverait coupé désormais des circuits financiers internationaux. Pour l'Europe, la sortie de la Grèce nuirait à son image. Sur le plan économique, les exportations à destination de ce pays chuteraient suite à la dépréciation de la monnaie locale, et le défaut de paiement vraisemblable sur la dette aurait des conséquences dommageables pour les institutions créancières. Le risque « d'effet domino » pourrait emporter l'Union.

Il semble que tous en soient convaincus. La Grèce doit rester dans la zone euro. Ce qui implique qu'elle tienne ses engagements financiers, au moins en partie, et pour sauver les apparences. Les pays du Sud – Espagne, Portugal, Italie – qui ont consenti des efforts de rigueur particuliers se sont montrés parmi les plus intransigeants à cet égard. Mariano Rajoy (président du gouvernement espagnol) déclare ainsi en mars 2015 : « *Je ne veux pas que la Grèce sorte de l'euro. Je ne pense pas que cela serait bon pour elle, ni pour l'ensemble des Européens. Mais, oui, j'aimerais que son gouvernement respecte ses compromis comme nous le faisons tous.* »

Le gouvernement grec tient le même discours. Pas de sortie de la zone. « Si la Grèce explose, alors l'Espagne et l'Italie seront les prochains. Et, à terme, l'Allemagne. C'est pourquoi nous devons trouver une solution à l'intérieur de la zone euro », déclare le ministre de la Défense Panos Kammenos dans une interview en mars 2015. Le chef du gouvernement Alexis Tsipras confirmait dans un discours : « Après avoir payé l'euro de son sang, la Grèce serait la dernière à en partir. » De même, les trois quarts de la population se disent attachés au maintien de leur pays dans l'UEM.

Mais ce maintien a un prix. Le respect des engagements financiers requiert de renoncer à certaines promesses faites à l'électorat, qui paraissent économiquement non soutenables. Le président de la Commission européenne J.-C. Juncker a mis les choses au point : « Concernant la Grèce et son programme, il y a dans la zone euro 19 opinions publiques qui comptent. Les élections ne changent pas les traités. » Évoquant les « nouveaux partis anti-austérité », de type Syriza et Podemos, il ajoute : « S'ils emportent les élections, ils sont incapables de tenir leurs promesses, et transformer leurs programmes en réalité. Les propositions de ces partis ne sont pas compatibles avec les règles européennes : elles conduisent à une situation de blocage total. » De fait, le gouvernement grec a ajourné la plus grande partie des mesures « anti-austérité » qui l'avaient porté au pouvoir.

- **Bras de fer financier**

La dette, comme on sait, est davantage le problème des créanciers que des débiteurs. Sauf toutefois, si les débiteurs ont de nouveaux besoins de financement.

Pour l'heure, l'Europe se montre ferme quant au remboursement des dettes contractées, dont le non-paiement constituerait un dangereux précédent. Un très mauvais signal envoyé aux pays en situation financière fragile. L'effet de

contagion, en Espagne notamment où le parti populiste Podemos gagne du terrain en vue des élections de fin d'année, aurait des effets dévastateurs pouvant mettre en péril l'existence même de la zone euro. Le mauvais exemple et « l'aléa moral » pourraient miner rapidement toute l'union.

La Grèce attend de son côté de l'UE le versement d'une dernière tranche d'aide de 7,2 milliards d'euros, dans le cadre du plan de 240 milliards d'euros décidé en 2010. Elle doit faire face à d'importantes échéances financières en mars-avril 2015, notamment à l'égard du FMI. Des rumeurs persistantes avaient laissé entendre que le gouvernement n'avait pas l'intention d'honorer ses engagements.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a mis en garde : « Dès lors que le premier paiement n'est pas effectué dans les temps, on est dans une situation que l'on appelle un défaut (...). Et cela, M. Yanis Varoufakis doit le savoir : il est ministre des Finances et professeur d'économie (...). À sa place je n'aimerais pas prendre cette responsabilité ». Alexis Tsipras a répondu : « Si on continue à vouloir nous asphyxier, il finira par y avoir des conséquences. »

Ce face-à-face entre Athènes et ses créanciers ne peut pas s'éterniser. Tout en faisant tourner l'État, le gouvernement doit rembourser 820 millions d'euros en créances diverses en avril, dont 460 millions d'euros au FMI, et renouveler 2,4 milliards d'euros de bons du Trésor. Le gouvernement grec souhaiterait que la BCE élève le plafond de 15 milliards d'euros de bons du Trésor en circulation, et voudrait récupérer 1,2 milliard d'euros auprès du FESF et 1,9 milliard d'euros auprès de la BCE. Deux enveloppes qu'A. Tsipras estime dues à la Grèce.

En visite à Washington le 9 avril, le ministre des Finances Varoufakis s'est finalement engagé à verser les 460 millions d'euros dus au FMI. La Grèce serait à la recherche de nouveaux soutiens internationaux, notamment auprès du FMI, qui est souvent apparu plus compréhensif que certains créanciers européens. Après ensuite du gouvernement américain, qui souligne à toute occasion le rôle géopolitique précieux que joue la Grèce à l'est de l'Europe. Le Président Obama a défendu l'idée d'un plan de relance afin d'aider le pays à se désendetter. La visite de M. Varoufakis à Washington a précédé de peu celle de M. Tsipras à Moscou... Le président du Conseil européen, le britannique Donald Tusk, a estimé pour sa part que la question grecque « n'est pas seulement une question de chiffres. Il y a aussi la géopolitique. Vous imaginez l'UE sans la Grèce ? ». Fort de ces soutiens, le gouvernement d'Athènes a réactivé une commission parlementaire chargée d'obtenir le paiement des indemnités qui seraient dues par l'Allemagne au titre de la Seconde Guerre mondiale...

Une solution à plus long terme exigera des mesures plus profondes de restructuration de la dette, jugée non soutenable par la plupart des observateurs. La charge de la dette doit donc devenir acceptable. Alors que la maturité moyenne des emprunts grecs est déjà passée de 6 à 17 ans depuis le plan de restructuration de 2012, et que les taux d'intérêt moyens sont ramenés autour de 2 % (proches

de ceux de la France), de nouveaux rééchelonnements et des remises d'intérêts devront tout de même être consentis. L'idée d'euro-obligations émises à taux très faibles (0,5 % ou moins - aujourd'hui les taux sont même devenus négatifs sur les bunds allemands) reste une piste. La proposition de Y. Varoufakis de convertir la dette souveraine en obligations indexées sur la croissance ne semble pas déraisonnable. Les remboursements resteraient nuls par exemple si la croissance en volume est inférieure à 2 %. Et passeraient à 0,25 point de PIB à chaque point de croissance supplémentaire. Pour que le pays se reconstitue, la baisse du taux d'endettement doit passer fondamentalement par une augmentation du PIB. Mais les créanciers, essentiellement publics aujourd'hui, restent fermés à l'idée de nouvelles décotes, tant que les efforts budgétaires n'auront pas été confirmés. La BCE de son côté s'est engagée à accroître ses rachats de titres via le *Quantitative Easing*.

- **Des réformes structurelles et fiscales ?**

Le gouvernement d'Athènes a envoyé le 27 mars 2015 une nouvelle liste de réformes à ses créanciers. Les premières propositions, qui avaient été annoncées en février et mars, avaient été jugées peu convaincantes par le « Groupe de Bruxelles » (nouveau nom donné à la « troïka », Syriza ne voulant plus entendre ce terme, ce groupe étant pourtant composé des mêmes institutions : UE, FESF-MES, BCE et FMI).

Outre certaines mesures générales visant à la « réorganisation de la fonction publique » et à la « diminution de la bureaucratie », un programme de réforme fiscale est annoncé. La nouvelle équipe au pouvoir entend mieux répartir l'impôt alors que les professions libérales et commerçants continueraient à sous-déclarer leurs revenus. L'embauche de contrôleurs fiscaux amateurs pour des missions ponctuelles en caméra cachée serait envisagée à cette fin... Plus largement, des hausses d'imposition touchant les hauts revenus sont évoquées, ainsi que l'intensification de la lutte contre le trafic de carburants et de cigarettes. L'idée d'inciter au paiement des arriérés d'impôts, via des décotes, est reprise.

L'un des chapitres importants des réformes annoncées est consacré à la lutte contre l'évasion fiscale des grandes fortunes. Au moins 120 milliards d'euros d'avoirs nationaux placés à l'étranger échapperaient au fisc. Athènes entend approfondir ses contacts avec les États susceptibles d'abriter ces avoirs, dont la Suisse et le Royaume-Uni. Il serait également question de relancer l'exploitation de la « liste Lagarde », ainsi désignée car elle avait été fournie au gouvernement par Christine Lagarde, lorsqu'elle était ministre de l'Économie et des Finances en France. Cette liste contenait plus de 2000 noms de fraudeurs grecs présumés, figurant sur un document volé à HSBC par Hervé Falciani, ancien informaticien du groupe. Le précédent gouvernement n'a jamais vraiment exploité cette liste, qui contenait des noms de proches du pouvoir de l'époque. L'ancien ministre des Finances, Georges Papaconstantinou, est d'ailleurs poursuivi par

la justice qui le soupçonne d'avoir falsifié ce document. « L'Europe voulait que nous harcelions les coiffeurs et les pharmaciens, mais nous, nous voulons faire payer les oligarques », aurait déclaré M. Varoufakis

Certains observateurs spécialistes de ces questions se montrent toutefois sceptiques quant au résultat, certaines de ces personnalités ayant financé la campagne de candidats Syriza pour s'attirer ses faveurs. Le nouveau gouvernement ne semble pas décidé par ailleurs à taxer davantage l'Église orthodoxe. Et les armateurs, quant à eux, continuent à menacer régulièrement de délocaliser leurs activités en cas de nouvelle taxation sur leur secteur.



L'Occident vit-il un déclin global de sa productivité ?

par Nicolas Tschann

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



C'est un fait, les gains de productivité en Occident ne cessent de diminuer depuis le début des années 70, exception faite des États-Unis des années 90 où la productivité s'est nettement accélérée, cette accélération étant généralement associée à la révolution technologique portée par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce ralentissement récent de la productivité du travail s'inscrit dans un cadre plus long de ralentissement structurel amorcé dès le premier choc pétrolier, au milieu des années 1970, à la fin de la période connue sous le nom des « Trente Glorieuses ». Ainsi, Patrick Artus, le directeur de la recherche économique de la banque Natixis, signale que les gains de productivité sont désormais « extrêmement faibles ».

Or si la décélération constante de la productivité ces dernières années est préoccupante c'est parce que la relation entre la croissance de la productivité et la croissance économique est forte, nous faisant craindre à terme ce qu'on pourrait appeler « une croissance zéro ».

Janet Yellen, la patronne de la Fed, faisant écho à la « stagnation séculaire » annoncée par Larry Summers, prévient que, sans hausse significative de la productivité, il ne sera possible ni de croître ni d'augmenter les salaires. En effet, les conséquences à moyen terme d'une croissance plate, voire même d'une faible croissance de la productivité « réduit les opportunités d'investissement et les rendements attendus et augmente les risques systémiques » signale Valentijn van Nieuwenhuijzen, directeur de la gestion Multi Asset chez NN Investment Partners.

> ILLUSTRATIONS



Taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire du travail. Ensemble de l'économie (en %)

	France	Zone euro	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
1890-2012	2,46	2,48	2,45	2,70	2,34	1,77	2,18	3,07
1890-1913	1,80	1,87	2,28	1,64	1,15	0,71	1,73	2,03
1913-1950	1,52	1,32	0,98	1,82	0,68	1,25	3,00	1,76
1950-1975	4,70	5,32	5,33	6,30	5,62	2,78	2,25	6,65
1975-1995	2,76	2,68	2,45	2,62	3,72	2,55	1,19	3,17
1995-2007	1,59	1,18	1,58	0,71	0,03	2,30	1,89	1,55
2007-2012	0,27	0,30	0,02	0,32	2,13	-0,35	0,84	0,72

Source : Bergeaud, Cette, Lecat (2013).



- La productivité est le rapport entre une quantité de richesses produites et les moyens utilisés pour la produire. Elle est primordiale car c'est sa progression, et elle seule, qui nous permet de nous enrichir. En effet, si la productivité était restée la même qu'au Moyen Âge, nous serions encore tous sujets aux famines, car les champs auraient besoin de millions de bras pour nous nourrir.

ENJEUX

- **L'économie est-elle condamnée à stagner ?**

Depuis 2000, la croissance du PIB par habitant aux États-Unis a été de 0,9 % par an en moyenne, contre 2,3 % au cours des cinquante années précédentes. Le constat est pire encore en Europe.

Selon les tenants de la « stagnation séculaire », la tendance au déclin de la croissance, déjà engagée depuis des décennies, serait entre autre entretenue par l'affaissement du progrès technique, source d'augmentation de la productivité. C'est la thèse de Robert Gordon. L'économiste américain estime que les révolutions industrielles nées de l'invention de l'électricité, puis de la combinaison du moteur à essence et des canalisations domestiques, ont été infiniment plus importantes pour l'augmentation de la qualité de vie et de la productivité que l'électronique grand public. Et il ne voit pas de technologies futures capables d'inverser la tendance. Or, si les gains de productivité peuvent d'abord conduire à détruire de l'emploi (par l'utilisation plus intensive de machines, par exemple), ils constituent à long terme une source de croissance. Nous serions alors en panne de relais de croissance devant l'illusion de cette 3^e révolution industrielle.

Pour Patrick Artus, le « PIB potentiel » de la France est ainsi durablement affaibli. En d'autres termes, le volume de richesses que l'économie française est capable de produire de façon récurrente par la simple combinaison du volume de travail et de capital disponibles ainsi que du progrès technique a diminué.

Beaucoup ne partagent pourtant pas un tel pessimisme sur le progrès technique. Barry Eichengreen, lui aussi économiste américain, ne croit pas qu'il soit durablement stoppé. « Les pessimistes ont prédit un ralentissement du rythme des inventions pendant des siècles et ils ont eu constamment tort », écrit-il. Ce spécialiste du système monétaire mondial voit un potentiel formidable dans le développement des robots intelligents ou de la génétique. Et rappelle que les débuts de l'électrification, dans les années 1890, ont été marqués par une période de faible augmentation de la productivité, parce que l'économie n'avait pas eu le temps de s'adapter pour profiter du progrès.

Ainsi, à la question du prix Nobel Robert Merton Solow en 1987 qui s'inquiétait de ces ordinateurs « qui sont partout, sauf dans les statistiques », on répondrait que ce n'est qu'une question de temps.

- **Mais ne nous tromperions-nous pas de prisme pour évaluer la situation actuelle ?**

Certains économistes relativisent en effet le ralentissement de la productivité en invoquant des problèmes d'évaluation du phénomène. La façon actuelle de mesurer la productivité cache les changements profonds de nos sociétés. Le PIB, calculé pour un monde défini à partir des prismes de l'industrie et de l'agriculture, ne suffit plus à décrire la réalité d'un monde de communication et de partage d'informations façonné par les « 4 fantastiques » américains (Amazon, Apple, Google et Facebook) et l'économie de partage.

Si la comptabilité nationale prend en compte l'amélioration de la qualité des biens, elle ne mesure en effet pas celle de la qualité des services. Le gain de temps généré par les commandes sur Internet n'est, par exemple, pas bien évalué. Résultat : beaucoup de nouveaux services gratuits, à l'instar de YouTube ou Google, ne comptent donc pas dans le calcul de la richesse nationale produite.

Londres est aujourd'hui un exemple saisissant de nos erreurs d'évaluation. Malgré une stagnation de la productivité inquiétante selon les statisticiens (la Banque d'Angleterre dans une étude récente et le Trésor français dans une autre), l'économie londonienne est pourtant en plein essor, tirant ainsi l'économie du pays entier, et ne paraît pas pénalisée par le pseudo ralentissement décrit par les statistiques. Ses services financiers, ses *start-up* dans les nouvelles technologies et l'économie de partage ne sont que très peu pris en compte dans ce calcul de productivité.

Selon les statistiques actuelles, les « 4 fantastiques » américains n'aideraient pas la productivité étant donné que toute croissance vient d'une dépense selon le mode de calcul actuel. Cependant, qui oserait contester qu'agir plus vite et efficacement, communiquer plus finement, choisir plus précisément, mieux comprendre ce que veut (et voudra) tel client pour mieux le satisfaire ne rend pas notre société plus productive et plus à même de produire de la croissance ?

Le PIB est aujourd'hui davantage calculé en fonction du temps physique qu'intellectuel. Alors que l'innovation et l'astuce, c'est-à-dire faire autrement avec moins, sont aujourd'hui considérées comme récessives, au même titre que les désintermédiations et l'économie de partage (Uber, Airbnb, BlaBlaCar...) qui explosent.

Il faut donc aujourd'hui, suite au rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, revoir nos mesures et ne pas se focaliser sur les chiffres déclinants de la productivité telle que nous la mesurons.

Au lieu de s'alarmer concernant cette productivité, en fait mal mesurée, qui annoncerait la stagnation, il faut revoir notre appréhension de celle-ci et arrêter de la considérer avec des standards obsolètes et dépassés, comme le souligne le dernier rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Nous réaliserons alors que nous entrons dans l'économie du partage. Les gains de productivité et les baisses de prix y seront au moins aussi élevés.



Quantitative easing de la BCE

par Nicolas Tschann

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Après avoir utilisé avec parcimonie puis de manière plus brutale la baisse des taux directeurs afin d'inciter les banques à emprunter et donc, en théorie, à prêter plus facilement aux entreprises et particulier, la Banque centrale européenne (BCE) est aujourd'hui dos au mur. En effet, le taux directeur de la BCE est désormais à 0,05 %. Faute de pouvoir le faire passer en dessous de 0 %, ce levier ne peut donc plus être actionné.

La Banque centrale européenne (BCE) a ainsi annoncé jeudi 22 janvier son très attendu programme de rachats massifs de dette publique et privée, « *quantitative easing* » (QE) (« assouplissement quantitatif » en français). Un jeu d'écriture qui permet de créer de l'argent sans imprimer de nouveaux billets et permettant de faire repartir la croissance, du moins en théorie. Car les pays qui ont déjà utilisé le QE, le Japon, l'Angleterre et les États-Unis, ne sont pas toujours parvenus aux résultats escomptés.

La BCE va racheter de la dette, à la fois publique, c'est-à-dire des obligations souveraines émises par les États de la zone euro et les institutions européennes, et privée. Jusqu'à présent, pourtant, le rôle de la BCE se cantonnait à son objectif initial fixé lors de sa création en 1999 : maîtriser la hausse des prix, le principal symptôme visible de l'inflation, autour de 2 %. Mais depuis la crise des *subprimes*, qui a conduit à la crise bancaire puis à la crise des pays de la zone euro, l'inflation ne constitue plus un problème. Au contraire, le spectre de la déflation menace.

Les pays membres de la zone euro semblent avoir aujourd'hui tacitement accepté l'idée que le rôle de la BCE soit étendu pour combattre les deux fléaux actuels : la crise de la dette et la croissance en berne. Cet accord de bon sens ne fut pourtant pas facile à obtenir car cela revient à laisser dans les mains de Mario Draghi, indépendant des États, les rênes d'une politique monétaire qui pourrait occasionner de lourdes conséquences sur chaque pays membre.

> ILLUSTRATIONS



La BCE prête à débours 1 140 milliards d'euros

- La Banque centrale est prête à débours 60 milliards d'euros par mois, au moins jusqu'à septembre 2016, ce qui représentera 1 140 milliards d'euros. Cela correspond à un peu plus de 10 % de l'ensemble de la masse monétaire en circulation en zone euro à l'heure actuelle. Le chiffre comprend les rachats d'ABS et d'obligations sécurisées.



- L'essentiel (92 %) des rachats sera effectué par les banques centrales nationales des 19 pays de la zone euro.
- La distribution des achats par pays reflétera la clé de répartition du capital de la BCE, elle-même fonction du poids de chaque économie dans le bloc monétaire. Dans le panier final, on devrait ainsi trouver au maximum un quart de titres allemands, 20 % d'actifs français... selon le poids de ces pays respectifs dans le capital de la BCE détenu par les pays de la zone euro.
- Jusqu'ici, il y a seulement trois grands pays qui ont mis en œuvre cette politique : le Japon, l'Angleterre et les États-Unis.

ENJEUX

Les enjeux du lancement du *quantitative easing* par la BCE sont multiples.

Sept ans après la crise des *subprimes*, la zone euro est toujours en convalescence. Certes, elle est sortie de la récession, mais, contrairement aux États-Unis, l'activité et la croissance peinent à repartir et la déflation menace. Dans ce contexte, la BCE espère que son programme de QE puisse enrayer la spirale déflationniste et relancer l'économie. L'objectif est d'enclencher un cercle vertueux : sous l'effet d'une demande forte, la valeur des obligations augmente et les taux d'intérêt baissent ce qui pousse les banques à placer leur argent ailleurs, en prêtant notamment aux entreprises et consommateurs. Ceux-ci sont incités par les taux bas à ne pas laisser leur argent sur leurs comptes en banque, mais à s'endetter et dépenser davantage. Au final cela est censé relancer la machine économique et augmenter les prix.

La création *ex nihilo* de monnaie fait aussi mécaniquement baisser le cours de l'euro. Comme les taux sont bas, les placements en zone euro ne sont pas intéressants pour des investisseurs d'autres régions, et l'argent sort de l'union monétaire, ce qui fait baisser le cours de l'euro par rapport aux autres devises. Anticipé par les investisseurs, le programme de QE de la BCE a d'ailleurs déjà fait fortement baisser l'euro par rapport au dollar renforçant la compétitivité des exportations mais renchérissant les importations.

Toutefois, si l'arme du QE a parfois coïncidé avec une reprise de l'activité économique comme aux États-Unis ou en Angleterre, ses effets positifs n'ont pas toujours été avérés. Alors que ses effets pervers, eux, sont bien présents.

Le principal risque lors d'un programme de QE réside dans la hausse des prix. Plus d'argent sur le marché relance la spirale inflationniste. Cependant le risque est aujourd'hui faible. D'abord parce que l'inflation est aujourd'hui proche de zéro. Ensuite parce qu'on a observé une déflation persistante au Japon malgré leur politique de QE pendant des années.

Les investisseurs traditionnellement prudents vont aussi voir leur rémunération chuter. Les rendements des assurances vie vont en effet continuer de baisser pour les particuliers. Ce qui peut poser des problèmes pour l'épargne que

se constituent les travailleurs en vue de la retraite, pour combler la baisse programmée des pensions.

À un horizon plus lointain, le *quantitative easing* provoquera des dommages collatéraux qu'il serait dangereux d'éluder.

Le fonctionnement des marchés financiers pourrait être durablement altéré par le « dopage monétaire », une médication qui est certes vertueuse lorsqu'elle n'est qu'exceptionnelle, mais malsaine quand elle devient une habitude ! Sur une période longue, l'environnement de taux bas, voire négatifs (comme pour les emprunts de la Suisse à 10 ans début 2015) qu'entretiendra la création de monnaie, risque d'encourager une « mauvaise » allocation de l'épargne. Nous risquons d'assister à un profond dérèglement de la valeur des actifs, les prix n'ayant plus aucune signification. À terme, l'incitation à la course au rendement risque d'alimenter la formation de nouvelles bulles spéculatives, dont l'éclatement pourrait obliger la Banque centrale à créer toujours plus de monnaie entraînant la formation d'un cercle vicieux difficile à rompre.

Enfin, la BCE reste très différente des autres banques centrales car elle représente l'ensemble de la zone euro. C'est donc une situation inédite, avec des risques difficiles à évaluer aujourd'hui et des conflits d'intérêts entre les différents pays à gérer. Pour tenir compte des réticences de l'Allemagne par exemple, inquiète de devoir supporter les risques de défaut de titres grecs ou chypriotes, 80 % des titres achetés ne feront pas l'objet de « partage du risque ». En d'autres termes, la Bundesbank achètera essentiellement des obligations allemandes, la Banque de France des titres français, etc.



Et si la croissance ne revenait pas ?

par Xavier Enselle

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Après la crise financière de 2007 et sa transmission au secteur réel, la reprise a été lente à se manifester et fragile, particulièrement dans la zone euro. Malgré la mise en œuvre de politiques budgétaires expansionnistes et de politiques monétaires de création de liquidités inédites, les pays avancés restent marqués par une croissance lente, un niveau de chômage élevé et un investissement frileux bien que la restauration des marges des entreprises soit amorcée. Dans un premier temps, les économies émergentes ont pu servir de locomotives à la croissance mondiale en persistant dans leur trajectoire de croissance forte, leur résilience s'expliquant par une moindre exposition aux risques financiers et une capacité à attirer les flux d'investissements internationaux. Néanmoins elles sont aussi confrontées à un ralentissement qui amplifie la crise sociale (Brésil) ou questionne la soutenabilité de l'industrialisation (Chine).

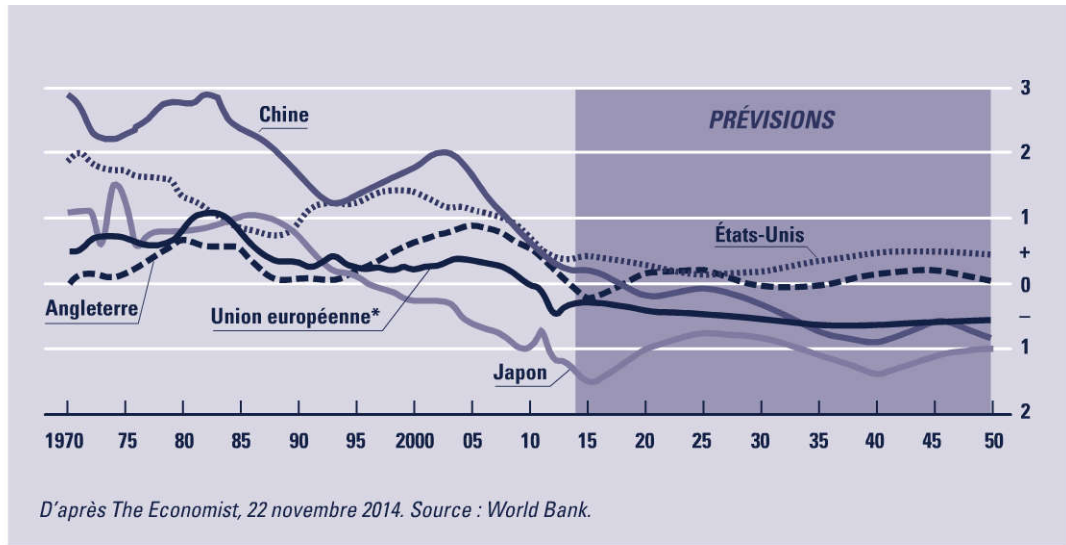
Dans les pays avancés, la « Grande Récession » (terme utilisé pour qualifier la crise économique mondiale de 2008-2012) suscite deux interrogations. À court terme, les pouvoirs publics semblent démunis face à l'anémie de la reprise et ne disposent pas de moyens financiers pour faire face à un nouveau recul de l'activité, vu les niveaux de l'endettement public et la méfiance des marchés. Pourtant, à long terme, les nouvelles technologies offriraient suffisamment d'opportunités pour créer des marchés et des produits nouveaux, vecteurs d'une croissance renouvelée. Pour être comparées aux deux premières révolutions industrielles, les promesses de la nouvelle économie devraient pouvoir générer une accélération sensible des gains de productivité. Or, en 1997, R. Solow, prix Nobel d'économie, déclarait qu'il voyait des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de la productivité ; vingt ans plus tard le constat est tout aussi désabusé. Après l'intermède des Trente Glorieuses, l'économie renouerait-elle avec la « stagnation séculaire » (R. Gordon) qui a sévi jusqu'à la première révolution industrielle ?

Une croissance atone, une stagnation du revenu par tête, des inégalités de répartition croissantes : les ingrédients d'une contestation de grande ampleur sont réunis. Pour la cohésion sociale, il est périlleux de passer du partage d'un surplus croissant année après année à la défense des intérêts acquis et des rentes de situation. Les interrogations sur le progrès technique et la répartition ont rarement été aussi anxiogènes pour des populations éduquées dans la conviction que les dividendes de la croissance régleraient les conflits. Or depuis trente ans, 90 % des ménages américains n'ont bénéficié d'aucune croissance de leur pouvoir d'achat.

> ILLUSTRATIONS

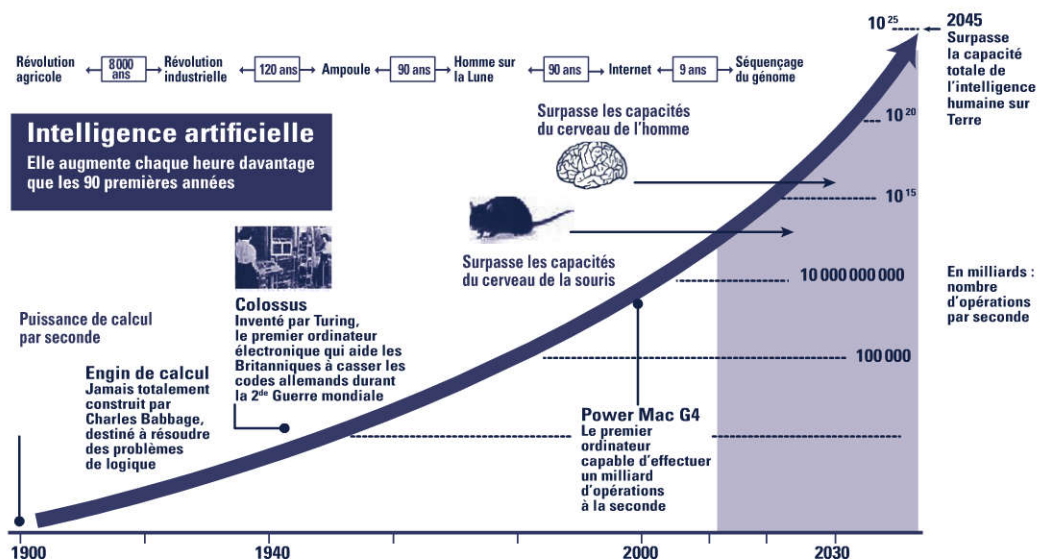


Taux de variation annuelle de la population active



- Le rythme de croissance de l'économie dépend essentiellement de deux facteurs : l'augmentation des ressources en travail (par exemple une croissance de la population active ou un allongement de la durée du travail) et la productivité (c'est-à-dire la production par heure de travail). Si les gains de productivité atteignent 1 % par an, le niveau de vie progresse d'un tiers d'une génération à l'autre. Le ralentissement marqué de la productivité du travail depuis les Trente Glorieuses, simplement retardé par l'introduction des TIC dans les années 90, explique l'effondrement des taux de croissance. Le ralentissement de la croissance démographique, déjà engagé et pénalisant les débouchés, suivi d'une contraction de la population active mobilisable, constitue le deuxième défi pour tous les pays qui devront trouver les moyens de substituer du capital au travail sans accentuer le chômage.

L'accélération du changement



Source : « Le projet du siècle : la carte du cerveau », Paris Match, 30/03/2015.



- En 1965, G. Moore, futur fondateur d'Intel, formule une « loi » empirique prédisant l'évolution de la puissance de calcul des ordinateurs : à prix constants, le nombre de transistors par circuit double tous les dix-huit mois. Cinquante ans après, cette « loi » reste vérifiée, la technologie ayant évolué vers les circuits imprimés et, dans le futur, les transistors en 3D.
- Le rythme du progrès technique n'a pas non plus faibli : les innovations radicales sont de plus en plus proches dans le temps et les ménages prompts à les adopter. Il a fallu presque cinquante ans pour qu'un quart des foyers américains soient reliés à un réseau électrique ; seuls sept ans séparent les premières connexions internet disponibles pour les particuliers (1991) de l'accès au réseau pour le quart des ménages. Portée par les innovations, la croissance peut être infinie si de nouveaux produits sont mis sur le marché et si l'organisation du travail est rendue plus performante.

ENJEUX

• Les promesses des TIC

L'idée d'une croissance auto-entretenu est à la fois communément partagée et finalement assez neuve. Jusqu'au début de la première révolution industrielle, les seules avancées du produit global sont dues à la croissance démographique ; la production par tête, quant à elle, ne progresse guère. La rupture intervient au milieu du XVIII^e siècle, initialement dans quelques pays d'Europe de l'Ouest. Le PIB se met alors à croître à un rythme soutenu jusqu'aux Trente Glorieuses, à mesure que les pays avancés augmentent le stock de capital par tête et que leur population augmente. Les trois révolutions industrielles ont accentué les effets de l'accumulation en permettant de combiner les facteurs productifs de la manière la plus efficace. À cet égard, les technologies de l'information et de la communication représentent un formidable révélateur du potentiel de croissance des activités qui peuvent être transformées par la numérisation, à l'image de ce que furent pour l'accélération de la croissance les technologies qui ont révolutionné la mobilité et la production manufacturière au cours des deux premières révolutions industrielles.

En 2014, les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) ont réalisé plus de 60 milliards de dollars d'investissement. La combinaison des dépenses en recherche et développement et en achat d'équipements productifs plus performants devrait générer trois effets positifs sur le rythme de croissance lorsque les innovations radicales arrivent sur le marché :

- augmentation des gains de productivité grâce aux progrès dans le traitement de l'information numérisée, l'échange (réseaux) et le stockage (*clouds*) ;
- la destruction créatrice : l'essor de nouvelles activités dans le commerce électronique et le multimédia ;
- la réorganisation des systèmes productifs et des marchés (élargissement de la sphère marchande et de la mobilisation des équipements durables avec les intermédiaires de co-voiturage et de VTC – voiture de tourisme avec chauffeur).

- **Une croissance erratique et clivante**

Depuis les années 70, les pays avancés sont entrés dans une période de croissance ralentie entrecoupée de crises. Les reprises se sont révélées brèves et la croissance entrecoupée de crises financières dont les économies peinent à s'extraire. L'économie numérique crée bien des activités nouvelles mais les gains de productivité sont à peine perceptibles et les salaires restent stables, sauf pour une minorité.

Le faible effet d'entraînement des nouvelles technologies sur la productivité peut être attribué à trois facteurs :

- D'une part, les transformations induites par la généralisation des TIC sont de moindre portée que celles qui ont permis d'enclencher un cycle de croissance sur trois générations à partir de trois technologies génériques : l'électricité, le moteur à explosion et les réseaux de communication. Aucune des transformations récentes n'a eu autant d'incidence sur le niveau et la qualité de vie que l'eau courante, l'assainissement urbain ou bien la réfrigération des aliments.

- D'autre part, les coûts de R&D dans le secteur des TIC s'élèvent continûment et menacent la rentabilité des firmes qui innovent : depuis 10 ans les dépenses de développement et de production des puces augmentent de 30 % par génération. Les coûts générés par la course à la miniaturisation mettent en péril l'équilibre économique du secteur.

- Enfin, et c'est sans doute là le plus préoccupant, lors des deux premières révolutions industrielles, les déplacements de la population active se sont faits au profit du secteur manufacturier, où se trouvaient d'importants gisements de productivité. Or les TIC accélèrent la tertiarisation sans gains significatifs pour la productivité et le secteur manufacturier ne représente plus qu'une fraction réduite de l'économie (un huitième du PIB américain). La robotisation détruit des emplois industriels sans créer l'équivalent dans le secteur des services où les gains de productivité n'ont guère de sens (médecine, services à la personne...). Les gains de productivité enregistrés dans le secteur manufacturier et les services aux entreprises demeurent conséquents mais la part de ces activités est trop faible pour avoir un effet d'entraînement sur la croissance potentielle.

Les TIC ont accompagné l'essor d'une économie où la gratuité s'appuie sur des coûts de reproduction très faibles et où le pouvoir d'achat progresse. Mais on estime qu'aux États-Unis presque la moitié des emplois sont menacés, en particulier pour les salariés situés à un niveau hiérarchique intermédiaire (D. Cohen). La classe moyenne s'est développée à la faveur de l'expansion des tâches d'organisation et de contrôle dans les grandes entreprises et les administrations. Dans un contexte de mondialisation et de concurrence par les prix, les entreprises mobilisent les TIC afin de réduire les échelons intermédiaires, là où la numérisation se révèle plus efficace que le travail humain. Par le passé, le machinisme a remplacé les artisans par des ouvriers peu qualifiés ; désormais

les ordinateurs polarisent le marché du travail au profit d'une petite minorité qui a capté l'essentiel de la rente générée par les nouveaux marchés (J. Stiglitz).

La stagnation séculaire est moins à craindre que l'élargissement de l'éventail des revenus et le déclassement. Les nouvelles technologies renforcent les tendances à l'œuvre avec la financiarisation de l'économie et l'inclusion des pays émergents dans les échanges internationaux. Elles représentent donc par leurs implications sociales un défi pour la solidarité et la cohésion sociale.



Économie de partage

par Xavier Enselle

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Chaque nuit 40 000 personnes louent un appartement ou une chambre chez l'habitant, par l'intermédiaire d'Airbnb, qui les a mises en relation avec le propriétaire d'un des 250 000 logements proposés (dont 11 500 en France). Depuis sa création en 2008, la plate-forme met en relation des clients et des hôtes et organise un paiement en ligne. Le succès d'Airbnb est sans doute le plus fulgurant dans un domaine d'activité nouveau, l'économie de partage ou collaborative, où des particuliers louent leur logement, leur voiture, proposent des services de transport directement pour d'autres individus. Mais les pratiques sont diverses : le partage des connaissances est souvent gratuit (Wikipédia) ou sur la base du troc. L'essor de l'économie de partage s'explique par l'expansion des réseaux qui ont considérablement réduit les coûts de transaction, permettent de vérifier la réputation des potentiels partenaires et de payer en ligne de manière sécurisée.

L'économie « *peer-to-peer* » (de pair à pair ou de gré à gré) est née avec eBay et l'opportunité offerte à tous de vendre des biens à une vaste clientèle. Les sites de partage élargissent les possibilités en transformant les propriétaires d'actifs en auto-entrepreneurs (hôteliers, chauffeurs, réparateurs). Les actifs concernés sont généralement coûteux et peu fréquemment utilisés (seul 2 % du parc automobile circule simultanément) mais le financement collaboratif se développe aussi, court-circuitant l'intermédiation bancaire.

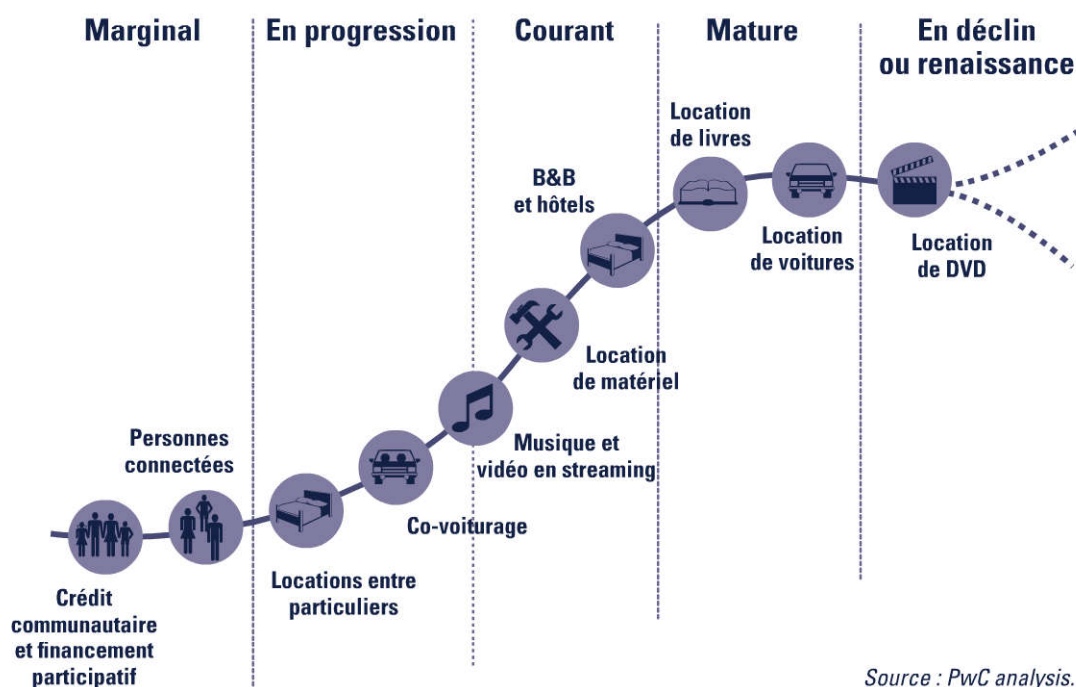
À chaque crise du système capitaliste émergent de nouvelles formes d'échange, de production et de consommation. Pour certains, l'économie collaborative rencontre des préoccupations frugales (dépenser moins), environnementales (réduire les besoins en capital et mieux utiliser les ressources) et sociales (former de nouveaux liens). Pour d'autres, tels J. Rifkin, l'essor de ces pratiques marginalise un capitalisme de la marchandisation et de la propriété au profit de l'usage (économie de la fonctionnalité), des échanges non marchands et de la coopération adossée à la confiance. Cependant, les plus sceptiques accusent le modèle entrepreneurial de fragmenter le marché du travail, d'accentuer la précarité en imposant à une masse croissante de ménages de compléter ses revenus stagnants par des activités subsidiaires et de réduire les recettes publiques par la généralisation de l'évasion fiscale.

L'économie collaborative naît d'une prise de conscience (les limites de la croissance) mais aussi de la crise des solidarités et de la nécessité d'y substituer des modèles hybrides, combinant coopération et marché sous des formes très variées.

> ILLUSTRATIONS



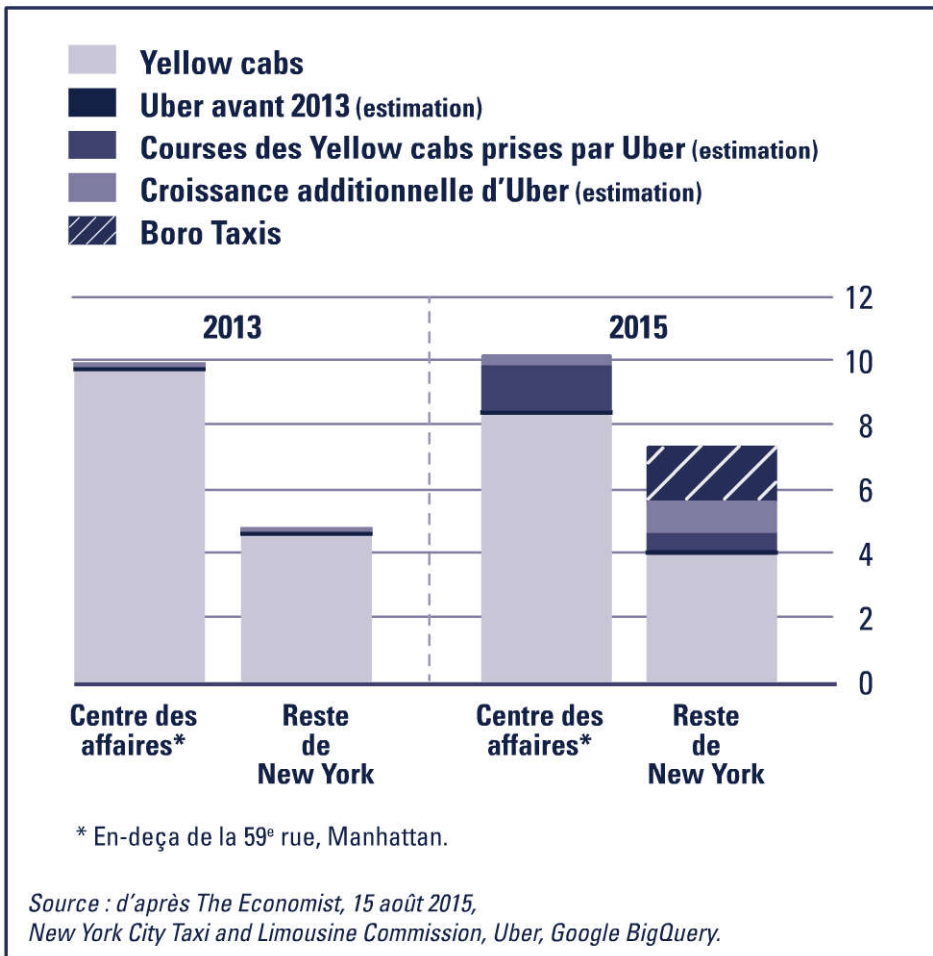
Cycle de vie des produits et services



- Initialement, les activités de l'économie de partage constituent des niches s'adressant à une demande faible et volatile. Le volume des ventes devient conséquent lorsque la baisse des prix permet de toucher une clientèle plus large ; les intermédiaires de co-voiturage (BlaBlaCar), les sites de musique en *streaming* et la location d'appartements privés par l'intermédiaire de plates-formes (Airbnb) sont proches de ce seuil. Les activités traditionnelles, matures, enregistrent un ralentissement de la croissance de leur demande (location de voiture, hôtellerie) avant d'entrer dans une phase de déclin (location de DVD). En 2015, les principales activités de partage représentaient un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars ; dans dix ans elles pourraient capter la moitié du revenu combiné des entreprises traditionnelles et participant du secteur collaboratif.



Parts de marché des courses de taxi à New York en millions



- En 2011, Uber a commencé à proposer ses services à New York, concurrençant les taxis jaunes titulaires d'une licence. Depuis l'introduction de la concurrence, la taille du marché s'est accrue, surtout du fait de la progression des courses effectuées hors du centre-ville, dans les quartiers éloignés où les nouveaux entrants attirent une clientèle appréciant le service (disponibilité la nuit, réservation du taxi sans descendre dans la rue). Dans le centre des affaires, environ 90 % des courses assurées par des taxis indépendants représentent une recomposition de la répartition entre offreurs ; seules 10 % des courses effectuées par Uber correspondent à un accroissement de la taille du marché. En conséquence, le prix de la licence de taxi a baissé de 1 million de dollars en 2014 à 690 000 \$ à la mi-2015. Le succès d'Uber a incité de nouvelles firmes à entrer sur le marché, comme Lyft. Le principal obstacle au développement de ce type d'entreprise réside dans la résistance des opérateurs historiques et dans l'incertitude fiscale et statutaire pour les conducteurs.

ENJEUX

• Quelles pratiques ?

L'économie de partage recouvre plusieurs domaines d'activité :

- la mutualisation des compétences et des objets : de l'échange de compétences à la mise au point de produits (Wikipédia et les Moocs pour le savoir académique, iFixit pour la réparation, les fab labs) ;
- le financement alternatif de projets (prêts ou investissements) par l'intermédiaire de plates-formes spécialisées (KissKissbankbank) ou d'institutions financières coopératives ;
- la consommation et l'échange partagés entre particuliers de biens (Leboncoin), de services (autopartage, hébergement, services à la personne).

L'ensemble des pratiques obéit à des principes communs :

- un échange décentralisé entre individus qui se coordonnent *via* des plates-formes numériques agréant des données, assurant la circulation de l'information et des éventuels flux de paiement ; chacun peut être tour à tour producteur et consommateur ;
- une circulation des compétences et des financements ; chacun peut devenir producteur de contenus, voire poursuivre un projet entrepreneurial en cherchant des investisseurs, étudiant le marché, comparant les prix demandés par les concurrents ;
- un contrat optimisé sous forme de location d'un service : ce contrat remplace l'acte de vente et le transfert de propriété. Le loueur gagne en flexibilité et réduit des immobilisations, tout en rendant l'économie plus efficace dans son utilisation des actifs. Le taux d'utilisation des capacités de production augmente. La consommation collaborative contribue à l'extension du champ des biens communs ;
- la surveillance des partenaires par la réputation : au cours des échanges les participants s'évaluent et accumulent un capital social qui augmente leur probabilité de vendre dans le futur et d'exiger un prix plus élevé.

Les firmes classiques ne sont pas restées inactives devant la montée en puissance de ces concurrents. Ainsi la SNCF offre un service de covoiturage (iDvroom) et a pris le contrôle d'une entreprise d'auto-partage (OuiCar, société de location de voitures entre particuliers revendiquant plus de 20 000 voitures et 400 000 membres) afin de compléter ses services de transport ferroviaire en faveur des voyageurs dissuadés de prendre le train par le prix de la location des voitures dans les gares d'arrivée chez les loueurs traditionnels.

• Des ambiguïtés

La diversité des intervenants et de leurs motivations explique la permanence d'ambiguïtés sur les modèles économiques poursuivis :

– décentralisation vs. concentration : les promoteurs de l'économie de partage insistent sur la mise en relation directe des particuliers et l'absence de barrières à l'entrée dues au vide juridique. Néanmoins des firmes intermédiaires assurent la circulation de l'information et peuvent se trouver dans une position dominante sur un marché qu'elles ont contribué à créer grâce aux commissions prélevées (Airbnb).

– circuit court vs. globalisation : coexistent au sein du secteur collaboratif des acteurs qui cherchent à contourner les intermédiaires des filières agroalimentaires au profit de la proximité entre producteurs et consommateurs (La Ruche qui dit Oui) et des entreprises cherchant dans l'expansion internationale les moyens d'exporter leur modèle, voire de contourner les législations fiscales. Les premiers cherchent à recréer des territoires de solidarité, les seconds privilégient la normalisation de l'offre au profit d'une clientèle globale.

– marchand vs. non marchand : l'économie collaborative est née dans l'économie sociale et solidaire, dans un champ profondément critique envers la logique capitaliste de la marchandisation et du profit. Certains acteurs restent attachés à cet ancrage et proposent des alternatives à un modèle en crise mais ils tendent à être concurrencés par des plates-formes marchandes qui mettent surtout en avant la possibilité de générer des revenus complémentaires, de réduire le montant des dépenses tout en encourageant la consommation (puisqu'il est plus aisé de revendre et de louer). De manière saisissante, l'économie du partage substitue au secteur marchand régulé une offre marchande qui concurrence les entreprises traditionnelles, alimentant les inquiétudes pour la qualité du travail (cas des chauffeurs de taxi) et la protection sociale (aux salariés protégés se substituent des entrepreneurs confrontés à la dépendance envers une plate-forme qui dispose d'un actif stratégique et à la fluctuation des revenus). L'économie de partage participe à la fois de la libéralisation de l'économie et de la recherche de solutions alternatives à l'extension de la sphère de la concurrence.

L'économie de partage pourrait promouvoir la métamorphose du système capitaliste qui éloignerait l'échange du simple motif de l'intérêt individuel au profit de la coopération. Mais les représentants du capitalisme numérique poursuivent tout autant la transformation en marchés solvables des besoins.



Commerce extérieur de la France : que faire ?

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le déficit commercial de la France s'est établi à 53,8 milliards d'euros en 2014. Si ce chiffre est salué comme encourageant, car inférieur de 11,5 % par rapport au montant de l'année précédente, les résultats commerciaux de la France ne sont guère comparables à ceux de l'Allemagne (qui en 2014 a dégagé un excédent de 217 milliards d'euros). La France déplore un déficit commercial structurel depuis 2003, et qui s'explique de plusieurs manières :

- Une trop grande dépendance à l'égard du marché communautaire, la destination de 60 % des exportations. Les entreprises françaises sont trop concentrées sur l'Europe, et les acheteurs traditionnels comme l'Italie connaissent aujourd'hui une conjoncture plutôt morose.

- Pour des raisons historiques et culturelles, la France est plutôt bien présente en Afrique de l'Ouest. Or cette région est une zone de faible croissance, avec des marchés de taille limitée, comme le Sénégal ou le Bénin.

- Une absence flagrante sur les marchés prometteurs, particulièrement en Asie (seules 2,3 % des exportations nationales vont vers la Chine et moins de 1 % vers l'Inde). En comparaison avec la France, l'Allemagne – dans un secteur comme celui des machines-outils – est mieux positionnée dans les échanges avec la Chine, mais aussi avec les pays d'Europe centrale et orientale qui figurent aujourd'hui parmi ses premiers clients.

- L'absence de véritable spécialisation industrielle qui rend la complémentarité économique entre la France et les pays émergents plutôt réduite. Ainsi, un pays comme l'Inde importe matières premières et technologies industrielles du Japon, de la Corée du Sud ou de l'Allemagne. Avec un montant de 13,3 milliards de dollars, les exportations allemandes vers l'Inde sont d'un montant trois fois supérieur, au nôtre.

- La taille des entreprises est trop réduite pour leur permettre de développer de manière efficace leurs activités à l'étranger. Parmi les 3,2 millions d'entreprises que compte la France, seulement 3,6 % vendent leurs produits à l'étranger.

- une trop forte dépendance à l'égard des produits agroalimentaires (au total 14 % des exportations) et de luxe (habillement, joaillerie), qui parviennent à accroître leur part de marché. Les produits agricoles subissent la concurrence internationale notamment des pays comme le Brésil ou l'Australie. La structure artisanale et familiale des entreprises du secteur les rend particulièrement vulnérables, comme devant les épidémies telle celle de l'encéphalopathie spongiforme bovine au début des années 1990, ou encore devant des mesures d'embargo comme à l'encontre de la Russie en 2014.

> ILLUSTRATIONS



53,8 milliards d'euros de déficit commercial

- 53,8 milliards d'euros : il s'agit du montant du déficit commercial de la France en 2014.
- Depuis 2003, le déficit commercial de la France ne cesse de s'aggraver, puisqu'il est passé de 29,2 milliards en 2006 à 55,6 milliards en 2008, puis 61,2 milliards en 2013. Les déficits les plus élevés sont à déplorer avec la Chine, l'Allemagne et la Belgique.
- L'amélioration du solde commercial (comme en 2009 et en 2014) est principalement due à un allègement de la facture énergétique, et à une forte diminution des importations, provoquée soit par des raisons économiques (la récession ou la baisse des cours des hydrocarbures) soit par des conditions climatiques plus clémentes.

ENJEUX

- Deux interprétations de cette situation sont possibles

Une interprétation optimiste : les échanges mondiaux se sont accélérés depuis la fondation de l'OMC (1995). Les exportations françaises ont atteint un seuil historique (372 milliards d'euros en 2005, puis 436 milliards en 2013). Le déficit français n'est pas nécessairement lié à une croissance faible. Il n'est pas dû à une insuffisance des exportations, mais au fait que les importations ont augmenté plus rapidement. En dépit d'une conjoncture économique difficile, les ménages en France ont continué de consommer. Les responsables de cette détérioration du solde commercial sont la facture énergétique, et les achats de biens de consommations courants notamment en provenance d'Asie.

Une interprétation pessimiste : le constat précédent est à nuancer. Il y a trois signes qui indiquent que les positions commerciales de la France se dégradent :

– les exportations françaises ont certes augmenté lors de la décennie 2000-2010, mais plus lentement que le commerce international et européen. En 2005, la France représentait 11 % des exportations de l'Union européenne contre 9,2 % en 2013. Même en tenant compte de l'adhésion de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Croatie à l'UE, le poids de la France dans le commerce de l'UE a sensiblement diminué.

– il est fréquent d'affirmer que depuis 2004, la compétitivité-prix de la France s'est érodée suite à l'introduction de l'euro. L'euro a connu une forte appréciation entre 2001 et 2008 par rapport à la monnaie des États-Unis. En juin 2001, l'euro s'échangeait contre 0,83 \$ puis contre 1,6 \$ en avril 2008. Néanmoins, il ne faut pas oublier que 60 % des exportations françaises ont pour destination l'Europe communautaire, et sont donc en partie libellées en euro. Le change n'existe pas et même si l'euro est fort, cela n'a pas empêché l'Allemagne de dégager un excédent et d'exporter hors de l'Europe. En Allemagne, en 2010, l'excédent commercial s'est chiffré à 154,3 milliards d'euros, puis à 188 milliards

en 2012. Le déficit n'est pas seulement une question de monnaie, mais aussi de spécialisation à l'exportation et de présence dans les économies émergentes. L'Inde, qui se classe au 10^e rang mondial en termes de PIB, ne représente que 0,85 % du commerce de la France. Et notre pays ne détient que 1,7 % du stock d'investissements étrangers en Inde, contre 16 % pour la Grande-Bretagne et 5,8 % pour l'Allemagne, selon les données du FMI.

- **Les solutions à envisager**

L'amélioration des positions commerciales de la France ne peut aboutir que par un engagement manifeste des pouvoirs publics, et par des efforts menés par les entreprises. Aujourd'hui, la dégradation du commerce extérieur de la France ne se traduit plus par des dévaluations de la monnaie. Mais la sanction en termes de destruction d'emplois est incontestable. Trois défis sont à relever :

- Promouvoir l'innovation : le manque d'efforts dans les secteurs clés comme la recherche se révèle criant maintenant, et dégrade la compétitivité et l'offre de produits. Certains dispositifs fiscaux visent à permettre aux entreprises de financer plus aisément la recherche et le développement (comme le crédit d'impôt recherche). Mais ces dispositifs sont notoirement insuffisants et malheureusement parfois utilisés à mauvais escient.

- Maîtriser le coût de la main-d'œuvre : cette question est récurrente dans les débats économiques en France. La main-d'œuvre peu qualifiée est trop onéreuse face à la concurrence des pays du Maghreb ou d'Europe du Sud comme la Turquie. Cela explique la difficulté pour les entreprises à proposer certains produits compétitifs, dans lesquels le coût principal est constitué par la main-d'œuvre, comme le textile. Pour compenser ce coût salarial qui rend nos produits plus onéreux que ceux de la concurrence, il faut se distinguer par une offre de produits de qualité irréprochable.

- La fragmentation du tissu économique constitue sans nul doute l'un des freins pour mener à bien une implantation à l'étranger. Les entreprises familiales ou artisanales n'ont guère les moyens de financer de nouveaux produits et d'engager une prospection commerciale à l'étranger. Parfois ces entreprises sont dissuadées de croître et d'embaucher, car elles subiraient alors de nouvelles contraintes administratives.





Jeremy Rifkin : vers la fin du capitalisme

par Charles Mazé

> PARCOURS



Jeremy Rifkin est un économiste et sociologue américain né le 26 janvier 1945 à Denver, se réclamant de la social-démocratie. Il est connu pour ses réflexions sur les problèmes économiques, mais aussi environnementaux et sociaux. En 1995, il se fait connaître du grand public avec *La fin du travail*, un essai s'interrogeant sur la manière d'accompagner la disparition des emplois manuels due à la mécanisation et l'informatisation de l'économie. Il suscite encore le débat avec *La troisième révolution industrielle*, en 2012, livre dans lequel il imagine l'économie de demain, une économie de la connaissance et du partage, dans un régime de capitalisme distribué. En septembre 2014, il publie un nouvel ouvrage, *La nouvelle société coût marginal zéro. L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme*. Il y est encore question de l'avènement, grâce à Internet, de l'économie du partage, et de la disparition subséquente du capitalisme, du fait de la tangence du coût marginal de production de nombreux produits vers zéro. Ces deux livres sont en réalité très proches sur le fond, dans l'analyse des phénomènes économiques, et dans la prospection. Dans *La nouvelle société du coût marginal zéro*, Rifkin procède à une réactualisation et à une synthèse de ses précédents ouvrages, mais ce dernier livre a provoqué de vives réactions en ce qu'il prédit la fin du capitalisme, et non plus seulement sa profonde évolution.

Dans *La troisième révolution industrielle* (2012), Jeremy Rifkin met en avant la grande corrélation entre le régime énergétique, le régime informationnel et le régime de croissance. Pour lui, la troisième révolution industrielle a pour origine la naissance conjointe du réseau internet et des énergies renouvelables. Le pétrole avait induit une organisation hiérarchique et centralisée de l'économie, et provoqué la naissance de firmes géantes dans tous les secteurs ; les énergies renouvelables et internet permettent la décentralisation économique et dessinent un rôle nouveau aux individus. Ainsi, le capitalisme industriel se mue en « capitalisme distribué » et n'est dès lors plus fondé sur la poursuite de l'intérêt matériel individuel, mais sur le partage ; la notion de réseau apparaît alors centrale dans ce nouveau régime.

Avec son nouvel ouvrage, l'auteur prolonge la réflexion initiée dans son précédent livre. En effet, la notion de propriété privée perd son sens dès lors que l'économie entre dans « l'âge de l'accès » : l'enjeu n'est plus de posséder, mais de pouvoir jouir des choses, des services, du savoir. Dès lors, on aboutit à une propriété collective, rendue possible par la faiblesse du coût marginal de production des objets, immatériels mais aussi matériels ! Pour illustrer la baisse du coût de reproduction, Rifkin développe plusieurs exemples, dans *La nouvelle société du coût marginal zéro*. La baisse du coût marginal de production est la plus forte dans les domaines du



savoir et de l'information, où l'on assiste à la naissance de plateformes collaboratives, telles Wikipédia. Dans le secteur énergétique, Rifkin montre que les consommateurs d'énergie produiront bientôt leur propre énergie, grâce aux ressources naturelles inépuisables telles le soleil, le courant, ou le vent. Ainsi, une fois amorti le coût d'acquisition du matériel permettant de capter l'énergie, celle-ci sera gratuite. Enfin, l'auteur montre que même le secteur des biens tangibles, matériels, n'est pas épargné par cette révolution. Il se fonde sur l'exemple des imprimantes 3D. Ces machines de taille réduite permettent de fabriquer chez soi, à partir de modèles préconçus, des objets, de sorte que, bientôt, les « *consumers* » seront devenus des « *prosumers* », c'est-à-dire à la fois des producteurs et des consommateurs.

Enfin, Rifkin revient sur l'hypothèse formulée dans *La fin du travail* d'un monde sans travail et constate qu'elle se vérifie en partie, avec la hausse du chômage dans la plupart des pays industrialisés. Loin de s'en affoler, ou de considérer que cette situation est dramatique, il insiste sur l'évolution du rôle de l'individu dans la société, ce dernier se tournant davantage vers le bénévolat, les œuvres sociales et solidaires.

> SA VISION



- Le capitalisme désigne le système économique et politique fondé sur la propriété privée des moyens de production dans lequel les agents économiques sont libres d'entreprendre et ont pour but de maximiser leur profit. Dès lors, l'hypothèse d'une propriété collective des biens, des connaissances, des informations, s'oppose radicalement au système capitaliste. Les aimables contributeurs bénévoles de Wikipédia ne poursuivent pas le but de maximiser leur profit économique, mais recherchent davantage la reconnaissance sociale et intellectuelle, ce dont le système capitaliste ne rend pas compte.
- Wikipédia représente 13 % du trafic internet. L'encyclopédie est, selon Rifkin, trente fois plus volumineuse que l'*Encyclopedia Britannica*. L'exactitude des articles est garantie par le contrôle des utilisateurs eux-mêmes.
- Le cabinet de conseil Gartner estime que les ventes d'imprimantes 3D vont passer de 108 151 en 2014 à 2,3 millions en 2018.
- Jeremy Rifkin attache une grande importance à l'éducation. Les individus ne doivent plus envisager le savoir comme l'objet d'une acquisition individuelle, mais comme un bien commun, dont l'acquisition est collective et coopérative. Cette révolution est en cours, portée par les MOOCs (*massive open online course*). Ces cours partagés en ligne par les universités et écoles les plus prestigieuses du monde, telles HEC Paris, connaissent une forte croissance. Ainsi, le nombre de MOOCs a augmenté de 44 % au premier semestre 2014, pour atteindre, au niveau mondial, le nombre de 3 036 au 1^{er} août 2014 (source Open Education Europa).
- La transition énergétique voulue par Rifkin est sur de bons rails en Allemagne, où la part des énergies renouvelables dans l'énergie totale consommée est passée de 6 % à 25 % entre 2004 et 2014.

Quant à l'hypothèse de fin du capitalisme, c'est la tangence du coût marginal de production vers zéro qui la sous-tend. Pour bien comprendre le raisonnement, il convient de revenir aux fondements microéconomiques du capitalisme. Le coût marginal est, selon Rifkin, « le coût de production d'un objet ou d'un service additionnel une fois les coûts fixes absorbés ». Se fondant sur la décroissance des rendements d'échelle, c'est-à-dire sur la hausse du coût marginal de production lorsque la quantité produite augmente, la microéconomie classique considère que le producteur maximise son profit pour la quantité telle que le prix de vente, fixé de manière exogène par le marché, est égal au coût marginal de production. En effet, tant que le prix est supérieur au coût marginal, il est avantageux pour le producteur de produire une unité supplémentaire. Le profit ne croît plus lorsque le prix est égal au coût marginal : le profit est alors maximal. Dès lors, le prix de marché est toujours égal au coût marginal de production. Or, Rifkin montre que les coûts marginaux des produits matériels et immatériels tendent vers zéro, de sorte que, selon le modèle classique, on devrait avoir un prix de vente nul, qui ne permettrait alors pas de rémunérer les facteurs de production. Dans une économie capitaliste, où l'individu est rationnel et ne recherche rien d'autre que de maximiser son utilité, une telle situation est inimaginable.

Par conséquent, l'ouvrage de Rifkin incite à s'interroger sur la transition vers ce nouveau régime économique. Nous vivons un transfert, par un grand nombre de personnes, d'une partie de leurs activités économiques depuis les marchés capitalistes vers les *collaborative commons*, cet ensemble de biens dont la propriété est collective. L'enjeu de l'économie de demain est donc de relier toute activité à un réseau mondial intelligent. Alors que les premières et secondes révolutions industrielles étaient fondées sur une accumulation très importante du capital (d'où le capitalisme, étymologiquement), faisant du marché le mécanisme de répartition le plus efficace, et rendant les entreprises centralisées nécessaires à l'accumulation, la troisième révolution industrielle s'appuie davantage sur les capitaux humains et sociaux que sur le capital financier. Le marché ne pourra dès lors subsister, selon Rifkin, qu'à la condition qu'il intègre les nouveaux modes de partage.



La loi Macron

par Charles Mazé

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



La loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, du nom d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie du gouvernement Valls, s'inscrit dans un contexte économique national dégradé sur plusieurs plans : le taux de chômage ne diminue pas, malgré la reprise de l'activité mondiale en 2014, et reste élevé, à 10,3 % en novembre 2014, le taux de croissance du PIB réel entre 2013 et 2014 vaut 0,4 %, et est deux fois plus faible que le taux de croissance du PIB réel des pays de la zone euro. Enfin, le taux d'investissement est en baisse constante depuis 2012.

La loi Macron entend dès lors accroître l'activité économique à travers trois groupes de mesures : d'une part, lever les freins à la croissance, c'est-à-dire notamment ouvrir certains secteurs et certaines professions comme les transports par autocars, les professions réglementées ; d'autre part, promouvoir l'investissement, en rénovant le cadre d'intervention de l'État actionnaire, en améliorant la gestion des délégations de service public et les partenariats publics-privés ou encore en réformant l'actionnariat salarié ; et ensuite fluidifier le marché du travail, par la rénovation du cadre prud'homal ou encore la simplification du travail dominical.

Le projet de loi, finalisé mi-décembre 2014, est débattu en commission à partir du 13 janvier, et doit être voté au printemps 2015. Il n'est pas dit que le texte sera voté en l'état, car les amendements sont nombreux, et la majorité divisée.

> ILLUSTRATIONS



- Aujourd'hui, les tarifs des administrateurs judiciaires, commissaires-priseurs judiciaires, greffiers de tribunaux de commerce, huissiers de justice, mandataires judiciaires et notaires sont fixés par l'État selon des règles anciennes, de sorte que les tarifs supportés par les particuliers sont parfois déconnectés des coûts encourus par les professionnels. Par exemple, les commissions des agents immobiliers sont indexées sur le prix des transactions. Or, les prix des logements anciens ont augmenté de 253 % entre 1996 et 2013, si bien que les commissions immobilières ont fortement cru.
- Les lignes d'autocar ne font voyager que 100 000 personnes par an en France, selon les chiffres donnés par Bercy, contre près de 30 millions en Grande-Bretagne.
- L'exercice de certaines professions juridiques (notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs judiciaires, mandataires judiciaires) n'est possible que dans le cadre d'un régime de



- numerus clausus* imposé en droit ou en fait. Les créations d'offices sont rares, détachées de l'accroissement de la demande ou de la croissance de la population.
- L'épargne salariale désigne l'ensemble des dispositifs permettant aux salariés d'être associés financièrement à la croissance de leur entreprise. Certains dispositifs sont peu lisibles, tant pour les partenaires sociaux, pour les salariés, que pour les entreprises elles-mêmes, si bien que l'épargne salariale est très peu développée dans les TPE-PME. Ainsi, 83 % des salariés ont accès à au moins une formule d'épargne salariale dans les entreprises de plus de 50 personnes. Ce chiffre chute à 20 % dans les entreprises de 10 à 49 salariés et à 12 % dans les entreprises de moins de 10 salariés.
 - La réforme de la justice du travail vise à s'attaquer à la peur de l'embauche si souvent invoquée par les patrons, provoquée par la difficulté de licencier. En cas de licenciement contesté, le chef d'entreprise et le salarié doivent tous deux affronter la lenteur et l'imprévisibilité des conseils des prud'hommes. La durée moyenne d'une décision atteint aujourd'hui quinze mois. Les délais moyens d'appel sont de seize mois. Quant à la conciliation, elle ne marche visiblement pas : seuls 6 % des cas sont conclus de cette manière. Le taux d'appel moyen atteint 65 % des cas et le taux d'infirmité de la décision initiale, 71 % en appel.

ENJEUX

Sans trop oser prononcer le mot tabou de « concurrence », la loi Macron se fait héritière du décret d'Allarde en s'attaquant aux corporatismes, aux privilèges indus de certaines professions, et plus largement aux freins à l'activité. La loi entend donc améliorer le fonctionnement concurrentiel de certains marchés, à l'image du marché des transports de voyageurs, ou du marché des professions juridiques. Pourquoi ? La concurrence pure et parfaite définie au XIX^e siècle par les économistes classiques est une situation dans laquelle le surprofit des producteurs est nul, et le prix de vente des produits est égal à leur coût marginal de production. Cette situation est particulièrement favorable au consommateur car elle est celle qui permet au prix des produits vendus sur le marché d'être le plus faible, et maximise donc son utilité. De nos jours, la concurrence est encore louée par certains économistes comme la solution contre les blocages de l'économie. C'est sur ce constat que se fonde l'axe premier de la loi Macron.

Le second axe du projet porte sur l'investissement. Il a pour but de redéfinir le rôle de l'État-actionnaire, en recentrant son action sur les entreprises stratégiques, et de promouvoir l'actionnariat salarié, en simplifiant le dispositif de taxation pour unifier le régime fiscal des gains d'acquisition et de cession, et par conséquent adapter le régime social salarial. Enfin, avec les amendements déposés par les deux rapporteurs du projet de loi, en libérant les possibilités de financement des petites et moyennes entreprises (PME) par des particuliers, dits *business angels*, par la voie d'une réduction de la durée de détention des titres dans les PME exigée pour bénéficier du dispositif ISF-PME par lequel un particulier réduit son impôt sur la fortune (ISF) en finançant des PME. Ces amendements doivent inciter au placement de l'épargne nationale dans les PME présentes sur le territoire. Dans un marché financier mondialisé, la mobilisation des capitaux pour financer un

projet dépend du taux de rentabilité de ce dernier de sorte que les projets rentables n'ont pas de difficultés à trouver des capitaux. Mais, le taux de profitabilité exigé est corrélé avec le risque des placements, si bien que les *start-up* et les PME, plus risquées par nature, ont de grandes difficultés à lever des financements. D'où cette réforme permettant à des particuliers de réduire leur ISF en finançant des projets risqués. La réduction de l'impôt constitue, en quelque sorte, une diminution du risque des projets financés en garantissant un gain.

Le troisième axe, plus débattu que le second, s'attaque aux rigidités du marché du travail, par la réforme des conseils des prud'hommes et la libéralisation partielle du travail dominical. Sur la base du rapport Bailly remis à J.-M. Ayrault en 2013, le projet de loi propose de permettre aux maires d'autoriser l'ouverture des magasins douze dimanches par an au lieu de cinq actuellement, afin d'adapter l'offre à la demande nouvelle. La réforme de la justice prud'homale nous semble bien plus fondamentale. L'objectif du gouvernement est de la rendre plus rapide, et plus prévisible grâce à l'amélioration de la formation des juges prud'homaux. Cette réforme s'inscrit dans une logique de flexibilisation du marché du travail : les blocages induits par les conseils des prud'hommes sont favorables aux individus insérés sur le marché du travail, et, comme le montrent Lindbeck et Snower dans *The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment*, très défavorables aux chômeurs et aux inactifs. Ainsi, on peut expliquer la moindre corrélation entre le taux de chômage et le taux de croissance du PIB (relation d'Okun) en France par rapport au Royaume-Uni par une plus faible rigidité du marché du travail britannique. En améliorant le fonctionnement du marché du travail, on permet au chômage de diminuer plus fortement lorsque l'activité reprend. Dès lors, cette réforme de la justice prud'homale, adjointe aux deux premières dont le but est d'accroître l'activité, doit permettre de diminuer le chômage.

La libéralisation des professions réglementées et de certains marchés suscite de vives réactions qu'une relecture de Mancur Olson nous permet d'appréhender. Dans *Logique de l'action collective*, Olson explique que le gain moyen par tête pour les consommateurs de l'ouverture à la concurrence est plus faible que la perte moyenne par tête pour les producteurs, de sorte que la propension de ces derniers à se mobiliser contre l'introduction de la concurrence est plus forte que celle des consommateurs pour soutenir une telle mesure. Ainsi, nous comprenons les difficultés rencontrées par Emmanuel Macron auprès des avocats, des notaires, pour faire passer son projet de loi, si peu ambitieux soit-il. Le projet de loi Macron est enfin marqué par un enjeu politique crucial, puisqu'il constitue une inflexion libérale importante de la politique du gouvernement. La majorité étant hétérogène, s'étalant sur un spectre idéologique large dont Emmanuel Macron représente la droite, le gouvernement doit assurer le soutien le plus large à son projet et mater la contestation dans ses propres rangs. Il convient donc de se demander ce qu'il restera de la loi Macron une fois le débat parlementaire lancé, les amendements étudiés, et le compromis trouvé.



La crise des éleveurs

par Adonis Succar

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Du 18 au 24 juillet 2015 ont éclaté dans toute la France des manifestations menées par des « agriculteurs en colère », ouvrant une période de crise agricole d'une ampleur sans précédent. Ces démonstrations de force de la part des éleveurs français eurent lieu en réaction à la déclaration du 17 juillet du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, stipulant que 10 % environ des exploitations d'élevage françaises seraient au bord du dépôt de bilan.

La Normandie, région dont l'économie est étroitement liée à l'activité agricole (lieu de production de 15 % du lait français, mais également terre d'élevage et de production de viande), a vu les premières manifestations éclater sur son sol. À la suite de quoi le mouvement de colère s'est répandu dans la France entière, certains agriculteurs allant même jusqu'à bloquer l'arrivée de produits agricoles aux frontières allemandes et espagnoles afin de dénoncer un climat de concurrence délétaire.

En vue de la résolution de cette crise agricole, un bras de fer s'est alors engagé entre le gouvernement et les instances représentatives des agriculteurs français. La principale requête des éleveurs français est que le gouvernement respecte l'accord du 17 juin 2015 qui fut établi entre les éleveurs, les abattoirs et le secteur de la grande distribution. Cet accord visait notamment à augmenter les prix d'achat de la viande porcine et bovine à raison de 5 centimes par semaine, afin que les éleveurs puissent au moins couvrir leur prix de production. L'irrespect de cet accord (les prix ont augmenté d'à peine 7 centimes en un mois) a donc contribué à mettre le feu aux poudres et il est l'une des raisons principales de la colère des éleveurs.

Face à la généralisation de la crise, le gouvernement a donc mis en place un plan d'urgence comportant 24 mesures réparties en 6 axes : ce plan se veut une réponse directe aux demandes des éleveurs, et comporte pour ce faire des mesures financières structurelles et conjoncturelles afin de résoudre les problèmes budgétaires des exploitants.

Xavier Beulin, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a déclaré à la suite de ce plan d'urgence que ces annonces allaient « *dans le bon sens* ». Même si un compromis semble donc se dégager entre les éleveurs et le gouvernement, la situation paraît bel et bien inquiétante pour l'agriculture française. À titre d'exemple, le coût d'achat de carcasses de porc est actuellement de 3,70 euros le kilo pour un coût de production de 4,50 euros le kilo.

> ILLUSTRATIONS



10 % des exploitations en péril

- C'est, selon les estimations du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, le pourcentage des exploitations d'élevage qui seraient au bord du dépôt de bilan. Cela représente donc entre 22 000 et 25 000 exploitations agricoles. Ce chiffre met en lumière les importantes difficultés financières des agriculteurs français, qui doivent dès lors recourir à un endettement démesuré pour survivre : l'endettement cumulé des exploitations françaises s'élève en effet à plus d'un milliard d'euros.
- Face à l'ampleur de la crise, le gouvernement a détaillé le 22 juillet 2015 un plan d'urgence à hauteur de 600 millions d'euros. Sur ce total, 100 millions d'euros sont alloués à des annulations de charges et de cotisations, et les 500 millions d'euros restants à des reports divers (par exemple paiement de l'impôt sur le revenu ou exonérations de charges foncières).
- Ce plan d'urgence vise donc à aider les agriculteurs à restructurer leurs dettes, mais comporte aussi certaines mesures concrètes de soutien à l'export afin de promouvoir à l'étranger les filières de viande bovine, porcine et de produits laitiers.

ENJEUX

En quoi cette crise des éleveurs est-elle symptomatique de l'ensemble des défis que doit relever l'agriculture française ?

- **La crise des éleveurs, plus qu'une simple crise conjoncturelle**

Certains facteurs conjoncturels ont bel et bien contribué à aggraver la crise des éleveurs : l'embargo russe, en réaction à la crise ukrainienne, a ainsi souvent été perçu comme l'un des déclencheurs de la crise des éleveurs. En revanche, même s'il est vrai que l'embargo russe a provoqué dans une certaine mesure un effet domino sur les prix, postuler que celui-ci serait la pierre angulaire de la crise est évidemment un leurre. En effet, la Russie représente seulement 9,5 % des ventes françaises à l'étranger. À la lumière de ce chiffre, l'embargo russe apparaît donc comme étant un facteur explicatif insuffisant, ce pourcentage étant trop faible pour expliquer à lui seul la crise agricole.

Dès lors, la crise s'explique plus par des facteurs structurels que conjoncturels.

Tout d'abord, les prix dans le secteur agroalimentaire sont soumis à une forte volatilité : la loi de King théorise cette volatilité, indiquant qu'une petite variation de la demande entraîne des fluctuations démesurées des prix.

Ensuite, cette crise pointe du doigt les défaillances du secteur de la grande distribution en France : en effet, on observe une véritable cartellisation de ce secteur, puisque 4 grands groupes détiennent à eux seuls 80 % du marché. Cette situation permet donc à ces groupes de mener une politique de baisse des prix, et ce au détriment des exploitants agricoles.

Enfin, il est à noter que cette crise concerne majoritairement les producteurs bovins et laitiers : les producteurs céréaliers sont donc relativement épargnés par un marché haussier qui leur permet de couvrir leurs coûts de production.

- **Une agriculture française en perte de compétitivité ?**

Dans le cadre de la mondialisation actuelle, ces handicaps structurels pénalisent donc la compétitivité de l'agriculture française. À l'échelle européenne, cette perte de compétitivité pose plus que jamais la question de l'intégration européenne. En effet, en l'absence d'harmonisation fiscale ou sociale entre les États membres de l'UE, certains pays ont tendance à jouer sur leurs avantages comparatifs afin de gagner en compétitivité au détriment d'autres pays. À titre d'exemple, l'absence de salaire minimum dans le secteur agroalimentaire donne à l'Allemagne un avantage comparatif décisif. Dès lors, l'Allemagne peut se permettre de tirer les prix agricoles vers le bas, ce que ne peut se permettre la France où les normes sociales sont plus fermes. Ce dumping social est par conséquent vivement critiqué en France : l'initiative de la part des exploitants agricoles de bloquer les camions aux frontières allemandes et espagnoles participe de cette tendance.

Il convient enfin de ne pas considérer cette crise comme monolithique et de distinguer les différentes situations des exploitants. En effet, les difficultés auxquelles sont confrontés les exploitants n'ont pas les mêmes origines. Pour Stéphane Le Foll, la crise des exploitants laitiers est « une crise mondiale liée au marché du beurre, de la poudre de lait, à la fin des quotas et à la contraction de grands marchés, Chine en tête ». Pour les éleveurs porcins, le problème porte selon lui sur l'origine de la viande : Les exploitants bovins souffrent quant à eux des habitudes changeantes des Français qui consomment de moins en moins de viande de bœuf.

Ainsi, certaines mesures à l'échelle nationale peuvent tout de même répondre à ces nouvelles exigences des consommateurs français. Par exemple, le lancement du label « Viandes de France » répond en partie à l'exigence de traçabilité des consommateurs. De plus, les appels à consommer français se multiplient dans la sphère politique, à l'image récemment de l'appel d'Hervé Morin. La solution à cette crise pourrait donc en définitive passer par un réflexe mesuré de protectionnisme, afin de préserver le marché français d'une concurrence parfois agressive.



Promesses et limites de la loi Royal

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



La loi transition énergétique pour la croissance verte ou loi Royal, adoptée par le Parlement au printemps 2015, a comme premier objectif de diminuer la consommation d'énergie finale en France de 50 % en 2050 (par rapport à l'année 2012). L'utilisation des énergies fossiles devra être fortement réduite, principalement celles des hydrocarbures (de 30 % à l'horizon 2030). À la différence de l'Allemagne, la France ne renonce pas à l'énergie nucléaire civile, mais elle se fixe comme objectif que la part de l'atome dans la production d'électricité s'établisse autour de 50 % en 2025, contre 73 % actuellement.

La loi Royal énumère un ensemble de mesures à la fois incitatives comme la rénovation d'un demi-million de logements par an, par le biais d'aides publiques et des mesures plus coercitives. Cette loi ne constitue pas une profonde révolution, mais s'inscrit davantage dans l'esprit de celles adoptées sous la présidence de Nicolas Sarkozy, dites Grenelle de l'environnement (I et II). Cette loi est un compromis entre des attentes contradictoires. Si la France affirme sa volonté de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 % entre 1990 et 2030, elle renonce à une profonde rupture qui serait d'abandonner l'énergie nucléaire.

> ILLUSTRATIONS



2^e parc mondial de centrales atomiques

- La France, qui possède le 2^e parc de centrales atomiques au monde après celui des États-Unis, est le pays qui produit la plus grande part de son électricité à partir du nucléaire (73 %), puisque la moyenne des pays de l'OCDE s'établit à 18,6 %. Au début de l'année 2015, 58 réacteurs nucléaires à eau pressurisée (REP) fonctionnaient en France et un réacteur de nouvelle génération de type EPR (réacteur pressurisé européen), était en cours de construction sur le site de Flamanville (dans le département de la Manche).
- La France est, parmi les pays de l'OCDE, l'un de ceux qui émettent le moins de gaz à effet de serre par habitant, puisque ses rejets ne représentent que 1,2 % des émissions mondiales contre 2,3 % pour l'Allemagne et 1,8 % pour la Corée du Sud. Un résultat plutôt flatteur qui s'explique par la faible utilisation du charbon et du gaz naturel (19 % de l'énergie primaire consommée en France contre par exemple 50 % en Allemagne) et surtout la forte proportion d'électricité d'origine nucléaire et hydraulique.



- Parmi les pays de l'Union européenne, la France est le 2^e producteur d'énergie renouvelable après l'Allemagne, et elle occupe le 4^e rang pour la production d'énergie solaire et le 5^e pour l'éolien. Le bois assure la moitié de la production d'énergie renouvelable grâce à la surface forestière, la 3^e parmi les pays de l'Union européenne après la Suède et la Finlande.
- L'énergie finale désigne l'énergie prête à l'emploi, comme l'essence. Elle ne tient pas compte des quantités consommées par les producteurs et les transformateurs d'énergie.

ENJEUX

- **Quelles stratégies énergétiques pour la France ?**

La politique énergétique de la France s'inspire des recommandations émises par la Commission européenne¹, qui prône le développement des énergies renouvelables. L'objectif affiché est d'assurer un approvisionnement « sûr, abordable et durable ». Il est résumé par le triptyque « 20, 20, 20 » : réduire au sein de l'Union européenne, d'au moins 20 %, les émissions de GES, par rapport au niveau de 1990 ; porter à la hauteur de 20 % la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique de l'Union et accroître l'efficacité énergétique de 20 %.

La France comme selon toute vraisemblance les autres pays de l'Union européenne telle la Pologne, renonceront à la mise en valeur de leurs gisements de gaz et de pétrole non conventionnels, principalement issus des roches de schiste. Une exploitation trop néfaste pour l'environnement et qui ne fait que reculer une échéance inéluctable, celle du remplacement des énergies fossiles, puisque ces réserves de gaz de schiste seront à leur tour épuisées. Comme la Grande-Bretagne, la France est engagée dans une révolution énergétique progressive, mais incontestable, qui présente néanmoins certains risques, notamment liés à l'intermittence de la production des énergies renouvelables.

- **La loi Royal**

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte énumère un ensemble de mesures censées permettre d'atteindre les objectifs prévus. À certains égards cette législation peut sembler décevante, sans véritable mesure spectaculaire, mais s'inscrivant davantage dans l'esprit des lois précédentes.

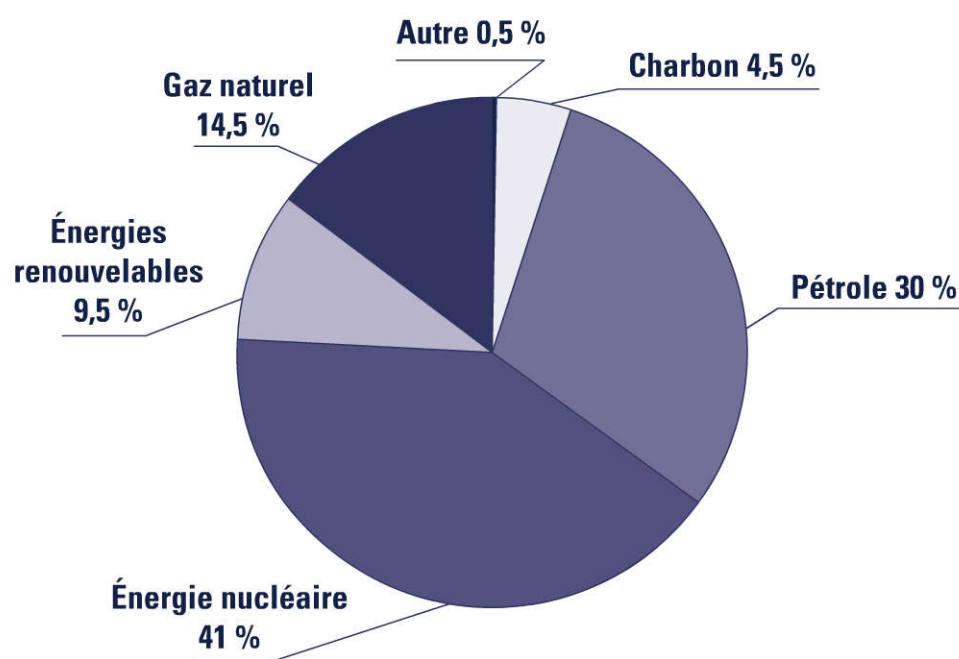
Plusieurs dispositions sont prévues pour assurer une rénovation des habitations, afin de les rendre plus économes en énergie (un crédit d'impôt pouvant atteindre 30 % du montant des travaux peut être accordé). L'acquisition de véhicules propres par les particuliers et les collectivités territoriales est encouragée, tout comme le covoiturage au sein des entreprises. L'accent est également mis sur la lutte contre les déchets ménagers mis en décharge (dont le volume devra être réduit de moitié d'ici 2025). Des contrôles seront exercés afin de lutter

1. Rapport de la Commission européenne, *Une énergie durable, sûre et abordable pour les Européens*, novembre 2014.

contre l'obsolescence programmée des appareils ménagers. Les pouvoirs publics s'engagent à soutenir le financement des énergies renouvelables.

La loi défendue par Ségolène Royal repose comme les précédentes sur des mécanismes financiers parfois complexes, et qui peinent à se réaliser. L'abandon en octobre 2014 de la taxe nationale sur les véhicules de transport de marchandises en est une illustration parfaite². De même, le contexte électoral a évolué, et le consensus qui avait prévalu lors de l'adoption des lois Grenelle de l'environnement n'est plus aussi marqué. Le Sénat, où la droite est de nouveau majoritaire, a manifesté son opposition à des mesures jugées contraignantes ou trop coûteuses. Les sénateurs acceptaient le principe d'une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité, mais ils ont refusé (sans succès) de fixer une date précise pour atteindre cet objectif. Si les détracteurs de la loi Royal, jugée peu ambitieuse, ne manquent pas, force est de reconnaître que la France a su engager depuis une dizaine d'années, une réelle transition énergétique. La France entend préserver son indépendance énergétique en conservant son parc nucléaire. Et, en parallèle, le développement des énergies renouvelables, et l'amélioration de l'efficacité énergétique deviennent des priorités.

Consommation d'énergie primaire en France



2. La violente contestation de cette taxe (qui visait à réduire l'usage des transports routiers jugés trop polluants), et particulièrement les dégradations commises contre les biens publics ont amené à un abandon *sine die* de la mesure à l'automne 2014.



Traité transpacifique, secrets et enjeux de l'accord

par Louis Barré

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le *Trans-Pacific Partnership*, selon la formule anglo-saxonne consacrée, est un traité multilatéral de libre-échange. Il a vu le jour sous sa forme originelle (*Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement*) en 2005 grâce à quatre nations : Brunei, Singapour, le Chili et la Nouvelle-Zélande. Le traité, entré en vigueur en 2006, convainc d'autres gouvernements à partir de 2008 : les États-Unis, suivis par sept autres nations, vont alors prendre part à de nouvelles négociations relatives à l'élargissement du traité. Devenu le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), cet accord couvre une multitude de sujets, abordant l'échange de biens, de services comme la notion de propriété intellectuelle, le règlement des litiges ou encore la définition de normes phytosanitaires.

L'intérêt porté par la communauté internationale aux négociations en cours s'est fortement accru durant l'année 2011 après la divulgation par WikiLeaks sur la toile d'un chapitre dudit traité concernant la propriété intellectuelle et les brevets. Les puissances engagées au cœur de ce processus sont alors accusées de se concentrer sur les intérêts des firmes multinationales au détriment de l'intérêt général. Cet argument a été d'autant plus mis en avant qu'en s'associant, ces douze pays formeraient la plus grosse zone de libre-échange au monde.

> ILLUSTRATIONS



12 pays, 40 % de l'économie mondiale

- Libre-échange : une politique économique menée conjointement par plusieurs puissances et qui vise à diminuer, voire supprimer, les restrictions douanières afin de garantir une certaine fluidité des échanges commerciaux.
- 12 pays sont actuellement en négociation autour du traité.
- 40 % de l'économie mondiale est représentée par les États prenant part aux négociations. Deux des trois plus grandes puissances économiques mondiales (USA et Japon) y sont d'ailleurs représentées. Ce traité présente donc un intérêt non seulement pour les parties concernées mais également pour d'autres puissances éloignées géographiquement du Pacifique et qui pourraient voir leur activité commerciale altérée par un tel partenariat. La zone de libre-échange nouvellement créée deviendrait de fait un pôle incontournable de l'économie mondiale.

ENJEUX

- **Une remise à niveau de la relation entre État et entreprise**

Le TPP fait plus que réduire et viser la suppression des tarifs douaniers. Il introduirait également une disposition juridique très favorable aux firmes multinationales. Celles-ci seraient en effet à la suite de l'application du traité en mesure de saisir un tribunal international indépendant afin de contourner des législations nationales et d'attaquer un État pour non-respect de ce traité.

La signature de ce partenariat redéfinit donc la relation que les multinationales entretiennent avec les États. Si ces derniers modèlent, élaborent le cadre juridique et politique dans lequel évoluent les premières, les firmes multinationales, dont certaines ont, il faut le rappeler, une capitalisation supérieure à celle de nombreux États, se verraient par la signature de ce traité octroyer un levier de puissance supplémentaire sur les États.

C'est d'ailleurs par anticipation de ces litiges que la Malaisie a émis le souhait en 2013 d'exclure les produits du tabac de la négociation afin de ne pas pénaliser les États souhaitant mener une politique contre le tabagisme. Ceux-ci risqueraient en effet d'être entravés par des entreprises s'opposant à un contrôle accru du tabac.

- **Un déficit démocratique critiqué**

Le caractère secret dans lequel sont réalisées les négociations de ce traité pose un réel souci. Le fait est que les seuls acteurs en mesure d'interagir efficacement avec les gouvernements pour obtenir une renégociation de certains termes du traité sont les firmes multinationales, alors que les citoyens sont écartés *de facto* de ce processus.

Dès lors, les « hacktivistes » ont constitué un excellent relais de l'information avec la très remarquée intervention de WikiLeaks et de son plus célèbre représentant, Julian Assange, afin de révéler certains tenants et aboutissants du TPP (2013). Les révélations faites à l'issue de ce piratage, et qui concernent essentiellement la propriété intellectuelle, mettent entre autres en évidence la volonté des États participants d'augmenter la durée de vie des brevets médicaux de 20 ans, restreignant ainsi la concurrence dans ce secteur pourtant au cœur des préoccupations des populations puisqu'il concerne leur santé.

De nombreuses critiques ont également été émises face aux propositions renforçant les droits liés à la propriété intellectuelle, apparaissant ainsi comme un moyen pour ces États de mener de front une politique de sanction du téléchargement illégal et de restreindre certaines libertés civiles.

- **Une présence américaine à la fois stimulante et paralysante**

Le pivot stratégique américain vers l'Asie fait aujourd'hui partie sans conteste de sa politique étrangère. Dans cette optique, l'intégration du processus de négociation du TPP en 2011 correspond parfaitement aux directives fixées

par l'administration Obama. Cette démarche est même primordiale alors que la Chine, pourtant membre de l'APEC, n'a pas souhaité prendre part aux négociations et serait ainsi en cas d'intégration tardive contrainte d'adopter des normes fixées entre autres par les diplomates américains. La présence américaine au sein des différents rounds peut ainsi apparaître comme un catalyseur efficace et force est de constater que l'annonce de la validation de la « *fast track negotiating authority* » du Président Obama en juin 2015 a suscité l'engouement immédiat des autres signataires du TPP.

Mais si les USA parviennent apparemment par leur présence à accélérer le processus de négociation, ils peuvent également être la source de sa paralysie. La signature du TPP constituait en effet en 2011 un argument électoral de poids pour le camp Obama. C'est cependant dans un tout autre contexte que se dérouleront les élections de 2016, alors que les Démocrates s'opposent sur la question du TPP qui sera probablement écartée ponctuellement afin de faire taire les divergences. La nouvelle élection présidentielle américaine peut ainsi constituer une source de blocage du processus de négociation du TPP, ce qui rend sa prochaine signature incertaine.

- **Des profils variés et aux intérêts divergents**

Si, d'après les chiffres de croissance proposés par la Banque mondiale en 2014 pour les 12 pays concernés par le TPP, on obtient une moyenne arithmétique d'environ 3 %, il existe des disparités très fortes entre une grande puissance en récession comme le Japon qui affiche -0,1 % de croissance en 2014 et un pays en développement comme le Vietnam qui lui atteint l'excellent chiffre de 6 % sur la même année.

Les profils économiques sont autant variés que le sont les structures politiques. Le Vietnam aura par exemple, du fait d'une politique s'appuyant sur les entreprises publiques, plus de réticences à encourager certaines baisses des tarifs douaniers alors que l'administration américaine aura quant à elle beaucoup moins d'états d'âme à ce que ces pratiques soient généralisées.



Les enjeux de la baisse du pétrole

par Nicolas Tschann

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Après la forte chute des cours du pétrole en 2014, certains analystes préconisaient un redressement pour le printemps 2015. À la fin de l'été 2015, force est de constater que la baisse des cours des marchés pétroliers s'est poursuivie : lundi 24 août, à New York, le prix du West Texas Intermediate (WTI) atteint 39 dollars soit le niveau le plus bas depuis la récession de 2009. Cette chute est de surcroît la plus longue (plus d'un an) depuis le contre-choc pétrolier de 1986.

Les causes de cette baisse prolongée sont multiples. Tout d'abord la Chine s'essouffle (faisant craindre un atterrissage brutal de son économie), la croissance reste faible en Europe, les grands émergents patinent, voire entrent en récession à l'image du Brésil qui prévoit une chute de 2 % de son PIB cette année, provoquant la moindre progression de la demande mondiale (94 Mb/j en 2015). L'Agence internationale de l'énergie (AIE) continue de tabler sur une hausse de la demande mondiale de pétrole, mais de mois en mois, elle en revoit le rythme de progression à la baisse.

Du côté de la production, c'est l'abondance. Les compagnies ont recommencé à pomper plus de 800 000 barils en Libye, malgré le chaos dans lequel sombre le pays. L'Irak tient sa production en dépit de l'instabilité du pays et des menaces de l'État islamique sur les régions pétrolifères du Kurdistan. Tandis que L'Iran prévoit de produire un million de barils de pétrole par jour supplémentaires dans les 8 prochains mois qui suivront la levée des sanctions internationales (ses exportations sont tombées de 2,2 Mb/j il y a trois ans à 1,2 Mb/j aujourd'hui).

L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) a déclaré avoir atteint 11,55 Mb/j en 2015 grâce au pétrole de schiste devenant ainsi le 1^{er} producteur au monde devant l'Arabie Saoudite. Un record depuis le « *peak oil* » de 1970, année à partir de laquelle la production avait commencé à reculer.

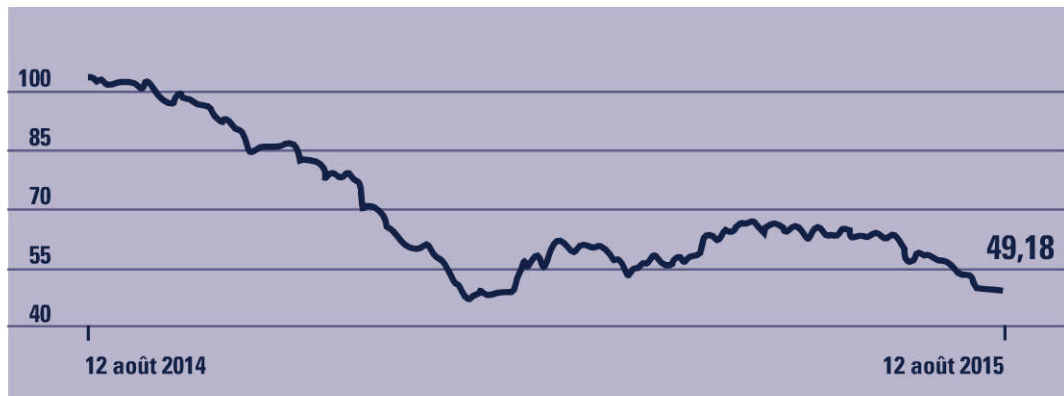
À ce mouvement s'est ajoutée la décision de l'OPEP de ne pas couper sa production lors de sa réunion du 27 novembre dernier. Ses membres ont en effet décidé de maintenir les quotas de production inchangés à 30 Mb/j de barils par jour. L'Arabie Saoudite, qui produit à elle seule un tiers des volumes de pétrole de l'OPEP, refuse en effet d'être la seule à jouer le rôle de variable d'ajustement dans l'environnement actuel de croissance de la demande assez faible, de forte croissance de la production américaine et d'absence d'engagement des pays non OPEP (Mexique, Russie) à procéder à d'éventuelles coupes de leurs productions respectives.

À tout cela s'ajoute enfin la remontée du dollar. Comme le pétrole se vend et s'achète en billet vert, le prix du baril baisse quand le dollar monte.

> ILLUSTRATIONS



Cours du baril de pétrole (en dollars)



- La croissance de la production industrielle chinoise tend à s'essouffler : + 6,9 % sur un an en juillet (contre +9 % en juillet 2014), sa plus faible progression en rythme annuel depuis le début de la crise financière en 2008, une baisse de sa vente au détail, de sa consommation d'électricité et de ses exportations (avec un plongeon de 8,3 % sur un an en juillet 2015). Sa croissance générale est enfin au plus bas depuis une décennie, récemment réévaluée à 7 % au lieu de 7.4 % sur l'année.
- L'OPEP qui contrôle 30 % de la production mondiale, a choisi de ne pas intervenir sur les prix du pétrole en conservant son objectif de production inchangé à 30 Mb/j. À lui seul, le royaume d'Arabie Saoudite produit un tiers de ce quota, avec 11,5 Mb/j, ce qui en fait le premier exportateur mondial de pétrole.
- Les États Unis ont augmenté leur production de 65 % en cinq ans. Alors que les spécialistes prédisaient que l'industrie du schiste n'allait pas supporter les prix bas du pétrole, les producteurs se sont extraordinairement adaptés, se concentrant sur les zones les plus rentables et réduisant leurs coûts de 20 %.
- Selon les économistes d'Exane BNP Paribas, cette chute du pétrole pourrait avoir un impact de l'ordre de 0,5 % cette année sur le PIB français car elle redonnera du pouvoir d'achat aux ménages. D'après le gouvernement, une décote de 30 à 40 %, c'est pour nous 17 à 20 milliards d'euros d'économies sur une seule année.
- On estime qu'à chaque baisse de 1 \$/baril, le déficit courant et le déficit fiscal indiens reculent chacun de 700 M de dollars.
- Moscou est le troisième plus gros producteur de brut derrière les États-Unis et l'Arabie Saoudite et le deuxième plus gros exportateur après Ryad. L'an dernier, les exportations de pétrole ont représenté 174 milliards de dollars de recettes.

ENJEUX

• Les enjeux économiques

Les perdants sont bien évidemment les pays exportateurs de pétrole, qui voient leurs recettes diminuées au fil de la baisse du prix et commencent à serrer les dents.

À moins de 100 dollars, plusieurs pays exportateurs, notamment les plus peuplés, ne parviendront pas à faire face à leurs dépenses budgétaires, qu'il s'agisse des subventions à l'énergie ou des mesures sociales en faveur de l'emploi, du logement ou de l'éducation.

Le Venezuela, qui avait bâti son budget autour d'un baril à 120 dollars, est à genoux. « Il y a des rumeurs de défaut de paiement imminent », note Christopher Dembik (économiste chez Saxo Bank). Quant à la Russie, où le budget est bâti autour d'un baril à 90 dollars, son économie est aussi fortement impactée. Certains pays du Golfe (dont les recettes pétrolières peuvent représenter jusqu'à 90 % du PIB) se verraient même dans l'incapacité de respecter leur budget prévisionnel. Pour la première fois en 15 ans, le Qatar a ainsi annoncé prévoir un déficit budgétaire de 4,9 % en 2016.

Malgré cela l'Opep sous le leadership de l'Arabie Saoudite continue à orienter à la baisse le marché par une production soutenue. Celle-ci a en effet profité des problèmes de différents pays (Libye, Iran, Nigeria...) pour augmenter sa production au cours des dernières années, constituant de belles réserves de change (estimées à 738,6 Mds USD) lui permettant de financer temporairement le déficit que ce manque à gagner générera et ce, sans avoir à réduire drastiquement ses dépenses. Face à la concurrence du schiste américain, leur objectif principal reste de maintenir leur part de marché.

Mais ces pays-là ne sont pas les seuls à souffrir de ces prix bas. Si les États-Unis bénéficient globalement de cette baisse des prix ce n'est pas le cas de la très grande majorité des gisements de pétrole de schiste situés aux États-Unis qui se retrouvent en péril selon le cabinet norvégien Rystad Energy. Malgré leur étonnante résistance ils ont toujours un seuil de rentabilité globalement supérieur à 50 \$. La situation actuelle pénalise donc nombre d'entreprises nord-américaines, qui ont déjà dû réduire leurs dépenses d'investissement, geler certains projets et procéder à des licenciements.

Du côté des gagnants on trouve bien sûr les gros pays importateurs de pétrole : Chine, Japon, Inde, Europe, tous devraient économiser des centaines de milliards d'euros. La seule inquiétude vient des régions où l'inflation est déjà très faible avec le spectre d'anticipations déflationnistes.

Viennent ensuite les secteurs industriels dépendants des prix du pétrole. Compagnies aériennes, transporteurs, les entreprises de la filière chimique tirent leur épingle du jeu. Le recul du prix du baril de pétrole leur permet de restaurer leurs marges et de faire des économies substantielles. Plus globalement, cette baisse bénéficie à l'ensemble des entreprises, leur faisant bénéficier d'un prix de l'énergie moins cher.

Pour finir, les gagnants de cette baisse sont aussi les consommateurs finaux. Dans les pays développés comme dans les émergents, les ménages vont également

bénéficier d'une baisse de leurs dépenses en énergie et devraient profiter de ce coup de pouce significatif sur leur pouvoir d'achat.

- **Les enjeux politiques et géopolitiques**

Les enjeux, d'abord économiques, peuvent très vite devenir politiques comme nous le montre l'exemple du Mexique. Fortement impacté par la chute des prix du baril de pétrole, le Mexique a renoncé à accueillir les Mondiaux 2017 de natation. Le dixième producteur mondial de pétrole, dont l'économie souffre depuis le plongeon des prix de l'or noir, a signifié son retrait de l'organisation de l'événement à la Fédération internationale de natation (Fina).

Entre 2010 et août 2014, le baril était stable autour de 100 dollars, dans un monde où l'économie fonctionnait pourtant moins vite. Les prix auraient naturellement dû baisser mais ils ont été maintenus en grande part par des considérations politiques. La baisse des cours s'expliquerait alors par des raisons géopolitiques. D'abord celle de l'alliance entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis afin d'affaiblir la Russie, sanctionnée pour sa politique en Ukraine, dans une logique de guerre économique. La banque centrale russe a en effet averti que si les cours du pétrole restaient à leur niveau actuel, autour de 50 dollars le baril, le produit intérieur brut pourrait en fait chuter d'au moins 4 % en 2015.

L'Arabie Saoudite joue de plus cavalier seul dans le but d'affaiblir les producteurs concurrents de schiste et surtout afin de s'assurer qu'elle reste un acteur politique majeur dans sa région. En ne diminuant pas sa production et en laissant donc filer les prix, elle met en difficulté des producteurs aspirant à des prix stables comme l'Iran ou encore les producteurs de schistes. En effet, les coûts d'exploitation du pétrole de schiste et des sables bitumineux restent élevés (trois fois supérieurs aux coûts du pétrole saoudien malgré les récents gains de rentabilité) et les productions américaine et canadienne restent rentables grâce essentiellement à des prix du baril élevés. Les Saoudiens afin de se replacer au centre du jeu géopolitique utilisent ainsi la seule arme qu'ils possèdent : le pétrole. L'enjeu est important puisque, depuis 2006, la production pétrolière d'Amérique du Nord a augmenté de plus de 40 %. Selon des statistiques officielles américaines, les exportations saoudiennes aux États-Unis ont chuté de près de 40 % à l'été 2015. L'Arabie Saoudite prend certes le risque de perdre plusieurs centaines de milliards de dollars de revenus mais ses larges réserves de change lui laissent de la marge. Malgré l'inquiétude des marchés boursiers du Golfe, les pays de la péninsule Arabique suivent la politique de l'Arabie Saoudite. Le ministre de l'Énergie des Émirats arabes unis, Suhail al Mazroui, a ainsi déclaré que l'OPEP peut encaisser un prix du baril à 40 dollars. Réduire la dynamique des nouveaux projets autour du pétrole de schiste et complexifier leur financement reste l'objectif principal de l'OPEP dans une perspective de moyen-long terme, quitte à être pénalisée par ce recul du prix du pétrole sur le court terme. Cette décision est celle qui apportera le plus de bénéfices au « cartel » à long terme. Mais,

d'après plusieurs observateurs cette guerre du pétrole pourrait accentuer les tensions géopolitiques dans le monde et plus spécifiquement au Moyen-Orient.

- **Les enjeux environnementaux et énergétiques**

La baisse des prix du pétrole est certes une bonne nouvelle en Europe, puisque les importations d'hydrocarbures représentent une lourde facture. Cependant, c'est une moins bonne nouvelle pour l'environnement. Un prix du pétrole élevé incite les acteurs à se tourner vers d'autres sources d'énergie, notamment les renouvelables. Si le pétrole devient moins cher, les énergies solaire et éolienne, mais également les véhicules électriques, deviennent moins compétitifs. Un prix faible du baril sape aussi les efforts d'économies d'énergie et de recherches technologiques. S'ils veulent continuer à faire progresser la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, les États européens vont donc devoir faire preuve d'encore plus de volontarisme et peut-être subventionner davantage.

Ce nouveau paramètre aura pour sûr un impact sur les négociations pour le climat en décembre lors de la conférence de Paris.



Chine : un nouvel eldorado pour le gaz de schiste ?

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Depuis 2010, la République populaire de Chine (RPC) est devenue le 1^{er} consommateur mondial d'énergie primaire, devant les États-Unis. La Chine voit dans ses réserves de gaz de schiste, une ressource lui permettant de répondre à la demande croissante d'énergie. Les réserves de gaz non conventionnel de l'ordre de 50 000 m³ sont prometteuses et classent le pays au 1^{er} rang mondial devant les États-Unis.

En 2014, seul 1,3 milliard de m³ de gaz de schiste a été extrait (provenant pour l'essentiel du champ de Fuling, situé dans la municipalité de Chongqing), soit 1,2 % de la production nationale de gaz.

Les subventions et les exonérations fiscales accordées par les pouvoirs publics comme l'absence de débats devraient faciliter l'exploitation de ces gisements, même si de nombreux doutes subsistent quant à la capacité technique des entreprises chinoises à mener à bien de tels projets industriels. La mise en valeur de ces puits nécessite une coopération avec les entreprises occidentales, principalement anglo-saxonnes, qui ont participé aux appels d'offres lancés ces dernières années. En dépit de ces efforts, la part du gaz dans la production d'électricité devrait rester marginale (elle s'établit à 2 % aujourd'hui). Il sera principalement utilisé dans le secteur des transports avec le développement de véhicules roulant au gaz naturel, et pour un usage domestique (comme le chauffage). Les véhicules des flottes de taxi dans de nombreuses villes de Chine, comme à Pékin, utilisent déjà depuis plusieurs années le gaz naturel.

> ILLUSTRATIONS



50 000 m³ de réserves de gaz non conventionnel

- Les réserves de gaz non conventionnel sont estimées autour de 50 000 m³ (1^{er} rang mondial).
- Le gaz naturel, dont la consommation a fortement progressé en Chine (elle est passée de 58 milliards de m³ en 2006 à plus de 185 milliards de m³ en 2014), ne représente que 5 % de l'énergie primaire consommée dans le pays contre 66 % pour le charbon et 20 % pour le pétrole.



- Si la Chine contribue à 5,4 % de la consommation mondiale de gaz (soit le 3^e rang), ses réserves de gaz conventionnel restent plutôt faibles, puisqu'elles sont estimées à 3 500 milliards de m³ (soit de l'ordre de 1,8 % des réserves mondiales contre près de 20 % pour la Russie).

ENJEUX

- **Un défi pour la Chine**

– Le premier objectif de la Chine est de limiter ses achats de gaz à l'étranger (qui couvrent actuellement près du tiers de sa consommation et qui sont constitués à la hauteur de 45 % de gaz naturel liquéfié ou GNL). Le principal fournisseur de gaz naturel de la RPC est actuellement le Turkménistan (qui livre près de la moitié des importations du pays par le biais du gazoduc centre-asiatique) ; l'Australie, le Qatar, l'Indonésie et la Malaisie sont les autres fournisseurs du pays (sous forme de GNL). Grâce à l'exploitation des puits de gaz de schiste, la part des importations restera stable dans les prochaines années.

– L'autre objectif de Pékin est de réduire sa dépendance à l'égard du charbon, dont la consommation a doublé depuis 2003, et qui fournit 70 % de la production d'électricité. Cette utilisation du charbon explique, pour une grande part, le volume de rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, imputable à la Chine. En 2020, la part du gaz devrait représenter 10 % de la consommation d'énergie primaire du pays, contre moitié moins actuellement.

- **Quelles évolutions ?**

L'exploitation à petite échelle du gaz de schiste en Chine aura des conséquences géopolitiques de premier plan, et deux scénarios se dessinent aujourd'hui :

– L'extraction du gaz non conventionnel peut se révéler plus complexe et moins rentable que ne le promettent les prévisions actuelles. Outre les difficultés techniques, les opérateurs pétroliers se heurtent en Chine à la rareté des ressources en eau, nécessaires pour mener des forages. Les principaux bassins de gaz non conventionnel sont situés dans des régions déjà confrontées à des pénuries d'eau douce qui menacent l'activité agricole. L'injection de fluides dans le sous-sol est non seulement une cause de graves pollutions, mais elle est également susceptible de provoquer des tremblements de terre, comme le soulignent plusieurs études géologiques.

Si ses gisements de gaz non conventionnel n'offraient pas les rendements attendus, la Chine pourrait décider de poursuivre pendant encore plusieurs décennies l'exploitation de ses mines de charbon qui, grâce aux progrès techniques dans la combustion de ce minerai, permettent une réduction des émissions de particules toxiques. Pékin a aussi comme solution de solliciter davantage la Russie pour obtenir la livraison de quantités supplémentaires de gaz, plutôt que de recourir aux importations de GNL, qui obligent à construire des terminaux coûteux et complexes à faire fonctionner. Les exportations russes

de gaz vers la Chine demeurent modestes en dépit des discours politiques, puisqu'aujourd'hui la Russie ne couvre que 3,5 % des importations chinoises de gaz. En septembre 2006, Vladimir Poutine avait formulé le souhait que dans quinze ans, l'Asie soit la destination de 30 % des exportations d'hydrocarbures de la Russie contre 3 % à l'heure actuelle. Une déclaration très optimiste et qui nécessitera de développer davantage les gisements de Sibérie orientale comme les infrastructures de transport. Ces dernières années, plusieurs contrats ont été conclus entre les deux États, notamment en mai 2014 entre Gazprom et la CNPC. Il est envisagé qu'à partir de 2018, la Chine puisse recevoir de Russie 38 milliards de m³ de gaz par an, une quantité qui pourrait passer ensuite à 60 milliards de m³. La Russie deviendra alors le premier fournisseur en gaz naturel de son voisin.

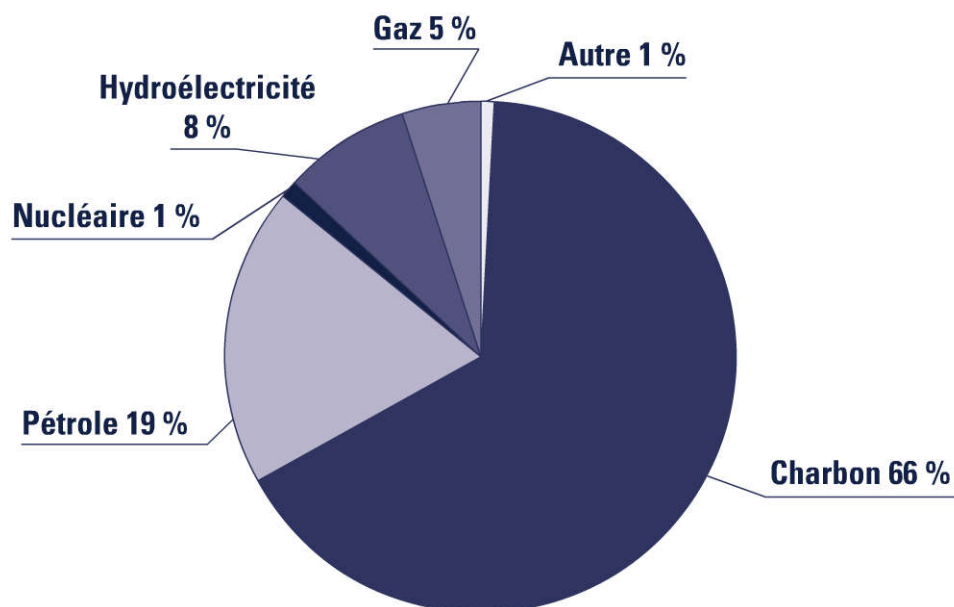
– Dans un second scénario, la Chine parvient à exploiter ses réserves de gaz de schiste, selon les projections évoquées ci-dessus. Les entreprises publiques chinoises ne sont pas soumises aux mêmes exigences de rentabilité que leurs concurrentes nord-américaines, ni aux mêmes contraintes environnementales. L'État au nom de la sécurité nationale peut décider de subventionner la production de gaz de schiste, même à un coût qui ferait renoncer les entreprises américaines. Si cette production parvient à satisfaire la demande intérieure, de nouvelles perspectives se dessinent. Le Japon pourrait s'approvisionner en Chine, dans un souci de diversifier ses fournisseurs et ainsi limiter ses achats en Russie, mais également pour bénéficier de tarifs plus avantageux. La proximité géographique entre les deux pays rend même envisageable, la construction d'un gazoduc sous-marin.

Une contrariété supplémentaire pour Moscou puisque les Européens s'interrogent ouvertement sur la possibilité d'importer du gaz naturel des États-Unis, nettement moins onéreux que celui livré par Gazprom. En avril 2012, Vladimir Poutine avait affirmé devant la Douma que le gaz de schiste constituait un « grave défi » pour le pays, puisqu'une baisse durable des cours des hydrocarbures, risquait de compromettre les efforts de modernisation de la Russie.

De nombreuses incertitudes demeurent sur la capacité technique de la Chine, à mettre en valeur ses réserves de gaz de schiste. Les États-Unis ont pu développer aussi rapidement leurs réserves de gaz non conventionnel, grâce à un « écosystème » où l'innovation technologique est constante, où les groupes pétroliers travaillent en étroite concertation avec leurs fournisseurs de services aux compétences reconnues comme Halliburton, KBR ou Baker-Hughes. Le droit du sol américain, qui offre la jouissance des richesses du sous-sol au propriétaire du terrain, participe à l'intérêt de la prospection. Et les industriels disposent également d'un marché *spot* assurant la commercialisation dans des conditions financières optimales du gaz, et des infrastructures de stockage. Si la Chine ne peut pas faire valoir de tels atouts, son système d'économie administrée peut lui

permettre de développer assez rapidement un certain savoir-faire, par le biais des transferts de technologie, de subventions publiques et une mobilisation de moyens techniques et humains.

Les sources d'énergie primaire en Chine





Chine : l'essoufflement d'un modèle

par Xavier Enselme

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Alors que tous les analystes s'attendaient à une débâcle financière en Grèce, ce sont les Bourses chinoises qui ont subi la correction la plus forte au cours de l'été 2015. À partir de la mi-juin, en l'espace d'un mois, les actions domestiques chinoises ont perdu plus de 30 % de leur valeur, « ce qui représente près de 3 200 milliards de dollars de capitalisation partis en fumée » (Amundi), soit plus de dix fois le PIB de la Grèce. Et ceci, avant même que ne se concrétise une correction de grande ampleur : le lundi 24 août, qualifié de « lundi noir », la Bourse de Shanghai clôturait avec une baisse de 8,5 %. Les actions des grandes entreprises chinoises continuent cependant de se négocier avec une prime de 48 % par rapport aux mêmes titres échangés à Hong Kong.

Plus largement, la crise financière chinoise trahit la crise de confiance des investisseurs pour qui les niveaux de valorisation des entreprises chinoises sur les Bourses de Shanghai et de Shenzhen sont beaucoup trop élevés et insoutenables sur le long terme, dans un contexte de ralentissement structurel de l'économie et de dégradation de la compétitivité prix des produits chinois face aux entreprises concurrentes dans les nouveaux pays émergents d'Asie, tels le Vietnam. La méfiance se double d'une réflexion à plus long terme sur la capacité des autorités, encore largement imprégnées d'une culture interventionniste, à promouvoir un modèle de développement compatible avec une économie complexe.

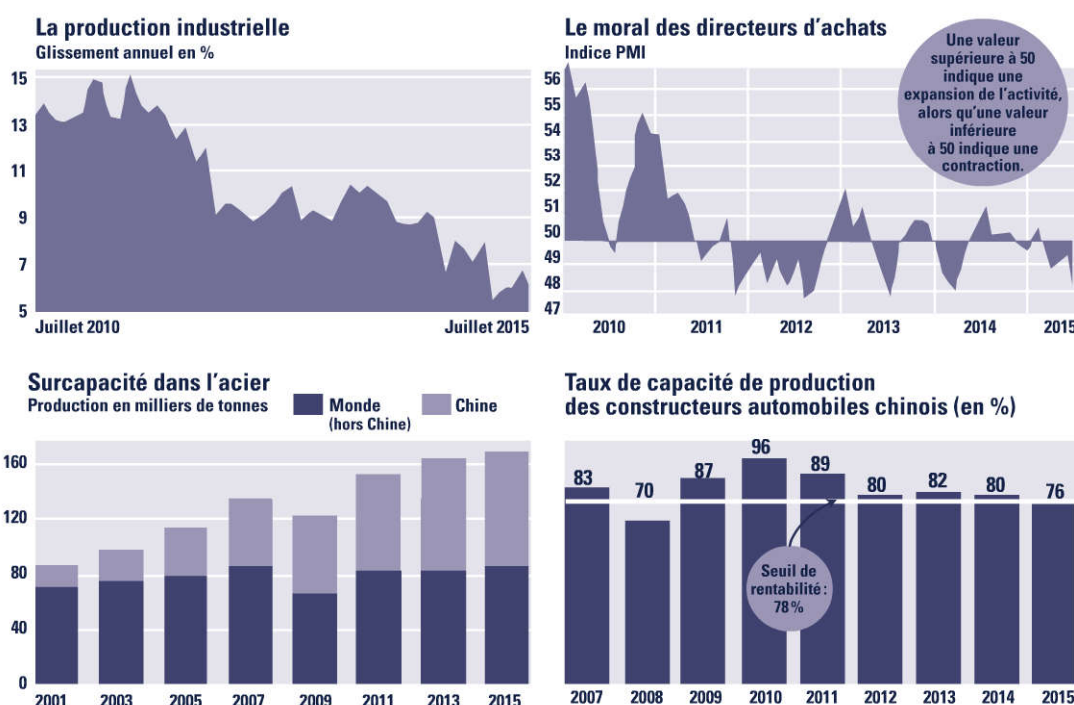
> ILLUSTRATIONS



- Les données statistiques chinoises sont entachées d'opacité et de manipulation de sorte qu'elles servent plus à déchiffrer la ligne édictée par le parti unique qu'à cerner la réalité conjoncturelle. Néanmoins, les variations détectées dans les indicateurs intermédiaires (comme le moral des entrepreneurs ou les exportations) constituent de bonnes indications. Tous les indicateurs montrent sur la période récente que le ralentissement de la croissance dans le secteur industriel est dû à un excès de capacités de production face à des marchés externes peu dynamiques. Aux 7 % de croissance annoncés, il faut plutôt s'attendre à ce que l'économie chinoise réalise entre 2 et 3 % de croissance en 2015 (Natixis).



Le ralentissement de l'industrie chinoise



D'après Les Échos, 26 août 2015.

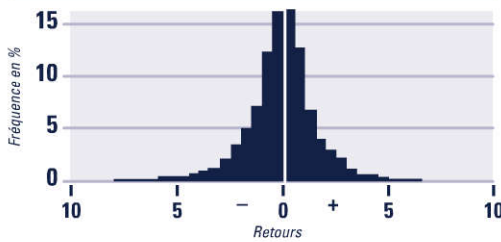
Source : Bloomberg, Resources and energy quarterly, Australian chief economist, PWC, IHS, Alixpartners.

- La correction intervenue le 24 août à la Bourse de Shanghai, approchant 8,5 % en une seule journée, est très exceptionnelle au regard des performances antérieures. Depuis son ouverture en 1992, dans 56 % des cas le cours de clôture n'est pas éloigné de plus de 1 % par rapport au cours de la veille. Au total, au cours des mois de juillet et août l'indice phare de la Bourse de Shanghai a abandonné plus de 20 %, contre moins de 7 % pour le Dow Jones. Sur une période de 25 ans, une comparaison entre les Bourses asiatiques et les deux Bourses phares des pays avancés fait apparaître la volatilité des premières. La fréquence des gains et pertes élevées y est nettement plus élevée, comme dans la plupart des pays émergents. La volatilité des marchés est négativement liée à la maturité des marchés de capitaux.

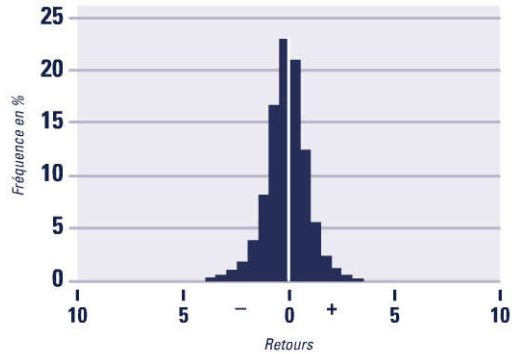


Distribution de la fréquence des gains (+/-) quotidiens sur quatre marchés financiers

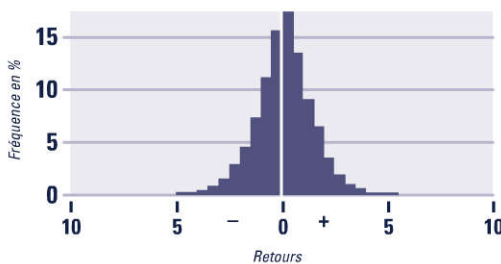
Shanghai Composite



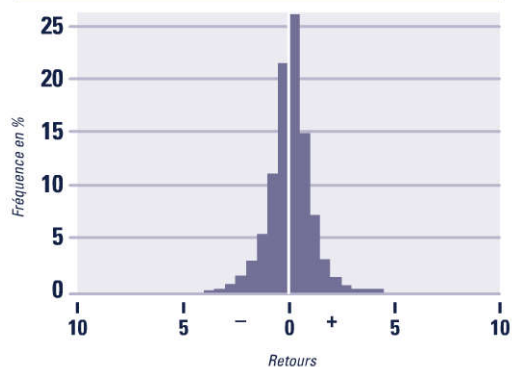
FTSE 100



Nikkei 225



S&P 500



* Within +/- 10 %

D'après Economist.com. Source : Thomson Reuters

ENJEUX

• Un simple trou d'air ?

Depuis la crise financière de 2007 et le ralentissement de la croissance dans les pays avancés, la Chine est devenue une des locomotives de l'économie mondiale, soutenant la croissance par la vigueur de ses importations et attirant les capitaux internationaux grâce à son ouverture maîtrisée et à la stabilité du renminbi, la monnaie nationale. Cette période s'achève : si les investisseurs se désengagent des marchés financiers chinois, c'est qu'ils ont acquis la conviction que l'envolée des cours ne reflète pas les perspectives de profit des entreprises et que le recours massif à l'endettement n'est plus soutenable. Le système financier chinois, qui avait échappé à la crise financière touchant les Bourses des émergents d'Asie en 2007, est désormais au centre des turbulences car les autorités ont fait le choix d'autoriser un recours croissant au financement par les marchés pour les entreprises domestiques. Pour limiter leurs pertes, décuplées par un effet de levier négatif de l'endettement, les investisseurs vendent massivement les titres des sociétés les plus exposées au ralentissement lorsque le doute s'installe sur les performances anticipées des entreprises. Le secteur le plus touché est le secteur manufacturier menacé de surcapacité. Mais si les ménages, et plus

particulièrement les 200 millions de Chinois qui forment la classe moyenne (*dixit* J. Attali), cherchent à reconstituer la valeur de leur capital de précaution en épargnant plus, la crise boursière pourrait se transmettre au secteur des biens de consommation. La chute des cours limite aussi les possibilités d'emprunts sur les marchés des entreprises et incite les banques, inquiètes de la dégradation de leurs bilans, à limiter leurs opérations de prêt et à se montrer beaucoup plus sélectives dans le choix des investissements financés. Le rationnement du crédit affectera négativement la formation de capital mais devrait améliorer la rentabilité moyenne du capital en éliminant les projets et les immobilisations peu rentables.

Les effets de contagion s'étendent aux Bourses européennes et américaines, fragilisant la reprise timide qui se manifeste dans la zone euro. Cependant, les effets devraient demeurer limités dans la mesure où seulement 7 % de la valeur ajoutée produite dans les pays avancés est destinée aux marchés d'exportation vers les pays émergents (Natixis). Néanmoins, les marchés des matières premières, en baisse, ont aussi pris acte d'une décélération de la croissance chinoise et des importations de matières premières.

- **L'échec d'une stratégie de développement ?**

La Chine a cherché à rééquilibrer les sources de la croissance au profit de la consommation domestique afin de moins dépendre des marchés externes. La progression des salaires dans l'industrie manufacturière a été largement plus forte que celle des gains de productivité, alimentant une hausse de la demande interne et de l'inflation. En 2014, le salaire minimum avait été relevé de 14 %, le portant à 2 euros par heure dans la région de Shanghai. Cette stratégie s'est cependant heurtée à deux écueils.

D'une part, les ménages chinois ont utilisé le supplément de revenu disponible pour épargner et consommer plus de produits importés. Alors que les exportations fléchissaient, handicapées par l'inflation salariale, les importations sont restées à un niveau élevé, de sorte que l'excédent extérieur a reculé en 2015. Cette perte de compétitivité n'a été que partiellement compensée par la dévaluation de la monnaie chinoise orchestrée au cours du mois d'août. Le renminbi a subi une dévaluation de 4 % suite aux interventions de la banque centrale sur le marché des changes qui ont coûté 110 milliards de dollars (les réserves de change sont estimées toutefois à 4 000 milliards de dollars). Cette dévaluation est insuffisante pour contrer une sur-évaluation de la devise chinoise de 10 à 15 % si l'on tient compte des fondamentaux mais risque de déclencher une guerre des changes. Au moment où les politiques monétaires des États-Unis et de l'euro-zone recherchent un assouplissement destiné à consolider la reprise et faciliter les exportations par la dépréciation de la monnaie nationale, la décision chinoise rend cette politique de change moins efficace. Elle met aussi les concurrents d'Asie de l'Est dans une position difficile et retarde l'indispensable montée en gamme des produits chinois.

D'autre part, il n'est pas certain que l'intervention des pouvoirs publics soit efficace. La banque centrale a cherché à relancer la croissance en baissant les taux d'intérêt à cinq reprises depuis le mois de novembre 2014. De bas taux devraient inciter les entreprises à investir et les ménages à utiliser des liquidités moins bien rémunérées pour consommer. Afin de soutenir les cours, le fonds de pension étatique est autorisé à investir jusqu'à 30 % de ses actifs (qui s'élevaient à 476 milliards d'euros en 2014) sur les marchés financiers. Enfin, les pouvoirs publics ont lancé un plan d'investissement dans les infrastructures pour soutenir le secteur du BTP (15 % du PIB) alors que le secteur rencontre des difficultés liées à la saturation des besoins en logement et en infrastructures. Les nombreux programmes immobiliers vides et la baisse des prix des logements témoignent du marasme du secteur, au bord de l'éclatement de la bulle spéculative qui a conduit à un triplement du prix des logements revendus à Shanghai entre 2003 et 2015.

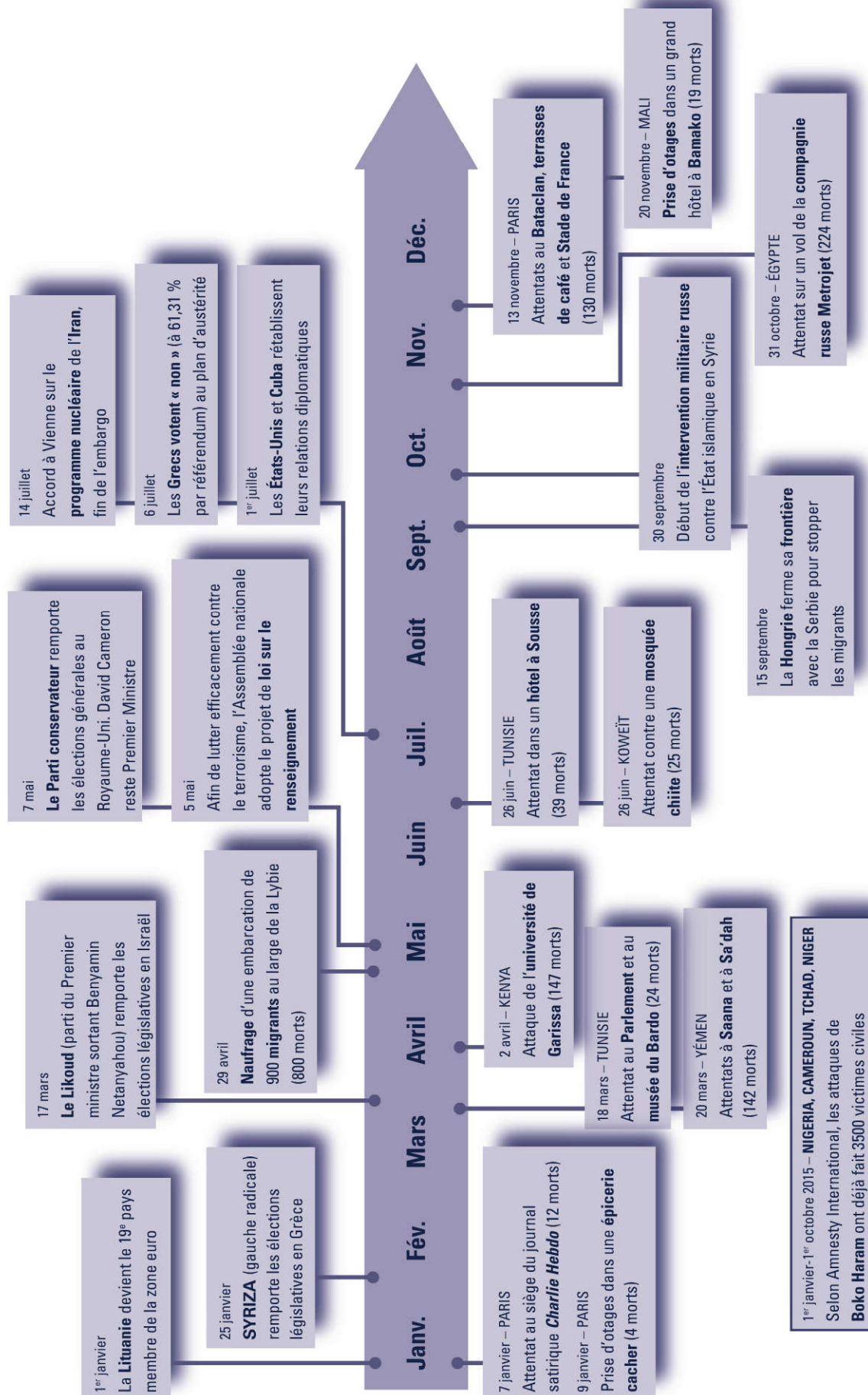
Finalement, la crise financière de l'économie chinoise pose le problème de la cohérence des actions publiques dans une économie qui demeure très administrée mais qui se complexifie et où la légitimité des dirigeants est étroitement liée aux performances économiques. Un ralentissement durable couplé à un manque de transparence et à une corruption endémique, créent les conditions pour l'exaspération des classes moyennes.

A large, stylized, light blue letter 'Z' is centered on a dark blue background. The 'Z' is composed of three main rectangular sections connected by diagonal lines, creating a geometric, architectural feel.

PARTIE 2

Géopolitique

Chronologie 2015 Géopolitique





Les attentats de janvier 2015

par **Éric Juramy**

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Description des faits

Le 7 janvier 2015, à 11 h 30 du matin, deux frères, Chérif et Saïd Kouachi, s'introduisent cagoulés et armés de fusils d'assaut dans les locaux de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* situés dans le XI^e arrondissement de Paris. Débarquant en pleine conférence de rédaction, ils abattent 11 personnes, dont le rédacteur en chef Stéphane Charbonnier (« Charb ») et son garde du corps, ainsi que plusieurs dessinateurs de renom (Cabu, Tignous, Wolinski). Ils parviennent à prendre la fuite, non sans blesser et achever d'une balle dans la tête l'un des policiers appelé en renfort pour les arrêter.

Le lendemain 8 janvier à Montrouge, vers 8 h du matin, Amedy Coulibaly, cagoulé, armé d'un fusil d'assaut et d'un revolver, fait feu sur deux agents municipaux appelés pour un accrochage entre deux véhicules. L'un des agents, une femme, est tué sur le coup. Coulibaly s'enfuit. La police l'identifie rapidement grâce à son ADN.

Le 9 janvier au matin, les frères Kouachi, après avoir croisé une patrouille de gendarmerie à Dammartin-en-Goële, se retranchent dans une imprimerie voisine, prennent son gérant en otage, avant de le libérer au bout de quelques heures. Amedy Coulibaly est quant à lui repéré par la police vers 13 h porte de Vincennes à Paris. Il pénètre avec armes et explosifs dans une supérette cachère (*i.e.* qui commercialise des produits conformes aux prescriptions alimentaires de la religion juive), tue 4 des clients présents et prend en otage les 17 autres. Peu avant 17 h, de façon quasi-simultanée conformément aux instructions du président de la République, les forces de l'ordre donnent l'assaut de l'imprimerie et de la supérette cachère et abattent les 3 terroristes, mettant fin à 3 jours de psychose nationale.

L'enquête établit, sur la base de SMS échangés, que les deux attaques étaient coordonnées. Comme le parcours des terroristes l'atteste, ceux-ci étaient des proches. Chérif Kouachi, pour sa participation à une filière djihadiste parisienne et Amedy Coulibaly, pour des faits de délinquance, ont été incarcérés en 2005 à Fresnes. Ils y ont rencontré Djamel Beghal, lié aux Groupes islamiques armés (GIA) algériens, qui est devenu leur mentor. La radicalisation de Saïd Kouachi semble plus tardive, le premier fait l'établissant étant un voyage au Yémen via Oman, en 2011 où il s'est entraîné, comme son frère, avec des islamistes liés à Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA). Lors de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, les frères Kouachi se sont revendiqués d'Al-Qaïda au Yémen, et ont crié une fois dans la rue « On a tué Charlie, on a vengé le prophète ». Coulibaly quant à lui s'est réclamé, dans un enregistrement vidéo monté et diffusé après sa mort, de l'État islamique. Ce fait, entre autres, ne laisse aucun doute quant aux motivations antisémites de ses actes. Des investigations toujours en cours ont établi que ce dernier a bénéficié de l'aide d'un réseau d'au moins 6 complices pour se procurer armes,



explosifs, munitions et véhicules. Ces complices sont généralement des délinquants notoires ayant basculé dans l'islam radical.

Ces deux attentats se déroulent dans un contexte de montée en tension sur le territoire français, au sein duquel agissent de façon isolée des éléments radicalisés issus de la communauté musulmane.

Pour *Charlie Hebdo*, après les procès très médiatisés de 2007 et 2012 intentés par des associations islamiques, qui se sont déroulés dans une ambiance tendue, un incendie criminel des locaux la veille d'une édition spéciale « Charia Hebdo », dénonçant l'arrivée au pouvoir des islamistes Ennahdha en Tunisie, a poussé le journal à déménager. Par suite, la mise à prix « mort ou vif » dans une publication anglophone d'Al-Qaïda de la tête de Stéphane Charbonnier et des menaces de mort quasi-quotidiennes contre l'équipe de rédaction ont déclenché la mise en place de mesures de protection, manifestement insuffisantes.

La communauté juive de France a fait l'objet d'attaques encore plus graves. Le pire semblait avoir été atteint avec l'assassinat par Mohamed Merah de 3 enfants et d'un père de famille dans une école juive en mars 2012. Mais un autre « loup solitaire » de nationalité française, Mehdi Nemmouche, abat 4 personnes dans le musée juif de Bruxelles en mai 2014. Enfin, les débordements en marge des manifestations pro-palestiniennes consécutives aux bombardements israéliens sur Gaza de juillet 2014 ont suscité des scènes de guerre civile, comme à Sarcelles où se trouve une importante communauté juive : commerces pillés et synagogue assiégée.

Réactions

Dans les heures qui suivent l'attentat contre *Charlie Hebdo*, de nombreux rassemblements spontanés ont lieu, comme sur la place de la République à Paris. Le rectangle « Je suis Charlie » en blanc sur fond noir devient rapidement leur emblème. Le 8 janvier, alors que les terroristes sont encore en cavale, est déclaré jour de deuil national (une première depuis le 11 septembre 2001), et une minute de silence est proposée à midi.

Les défilés organisés les 9 et 10 janvier à Paris et en province réunissent près de 700 000 personnes à travers la France. Le dimanche 11 janvier, une grande marche dite républicaine réunit à Paris, entre la place de la République et la place de la Nation, l'ensemble des personnalités politiques françaises (à l'exception notable de Marine Le Pen), une quarantaine de chefs d'État et, surtout, plus d'1,5 million de personnes. En clôture de la manifestation, le Premier ministre Manuel Valls et le président de la République François Hollande, coiffés d'une kippa, assistent à une cérémonie religieuse à la synagogue de la Victoire en mémoire des victimes de la supérette cachère.

À l'étranger, les condamnations sont quasi-unanimes, et des journaux de renommée mondiale comme le *Washington Post* se font l'écho de la Une du numéro de *Charlie Hebdo* édité par ses survivants le 14 janvier et tiré à plus de 7 millions d'exemplaires.

Mesures du gouvernement

Dans son discours du 13 janvier à l'Assemblée nationale, le Premier ministre Manuel Valls rend hommage aux forces de l'ordre et annonce de nouveaux moyens pour les aider à défendre les valeurs de la République. Il appelle à une attitude intransigeante envers l'antisémitisme historique comme celui des banlieues et déclare : « sans les juifs de France, la France ne serait plus la France ». Parallèlement, il affirme la volonté du gouvernement de protéger les musulmans de France. Il souligne la nature tolérante de l'islam et entend mobiliser les



moyens de l'État autour de la laïcité pour éviter que de nouveaux individus ne basculent dans l'intégrisme et le passage à l'acte.

Les réponses du gouvernement s'organisent autour de 2 axes :

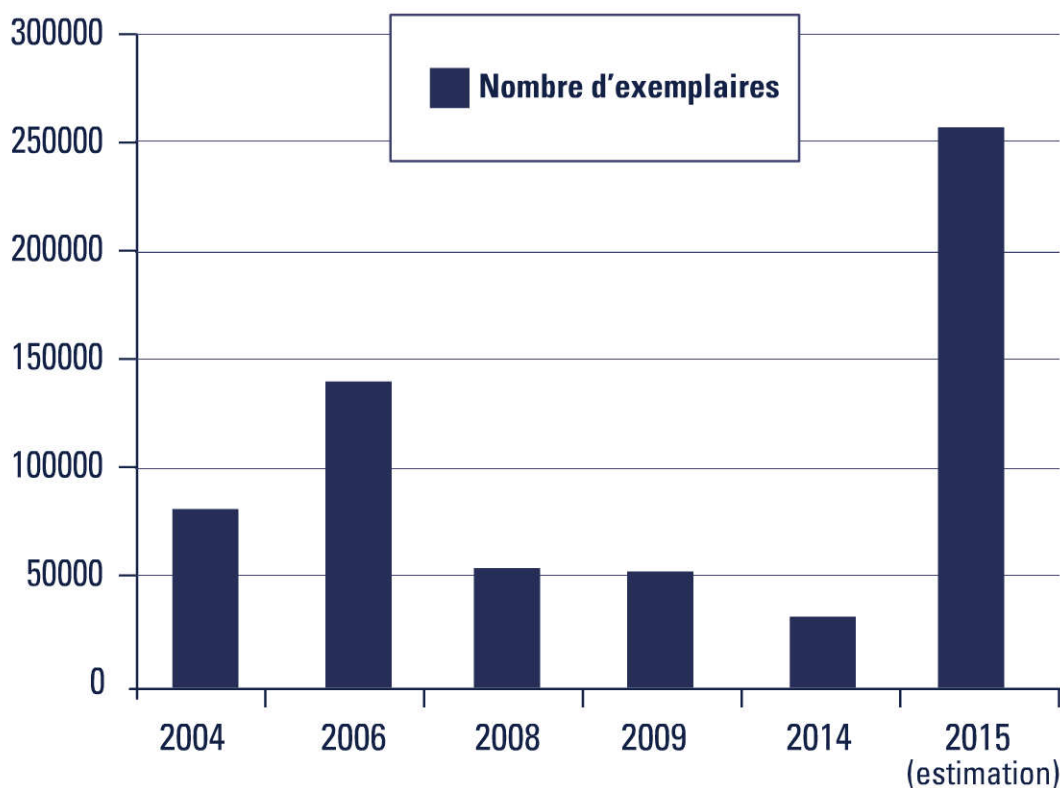
- Sécuritaire : les moyens de la Justice et de l'Intérieur sont renforcés avec une dotation de 425 millions d'euros. Un projet de loi facilitant le travail des forces de l'ordre et le renseignement (écoutes, réseaux sociaux et sites internet) est voté. Dans les prisons, 60 aumôniers musulmans sont recrutés, et 5 quartiers dédiés sont mis en place pour y placer les individus radicalisés

- Éducatif et social : le site stop-djihadisme visant à dissuader les candidats au *djihad* et à aider leurs proches est mis en ligne. Un plan de formation des enseignants est lancé pour les aider à aborder en cours les questions relatives à la laïcité et lutter contre les préjugés. Une journée de laïcité est instituée, chaque 9 décembre. Les fonds sociaux sont augmentés de 20 % afin d'aider les enfants les plus défavorisés. Enfin des moyens de l'Éducation nationale sont alloués en faveur de la poursuite de l'enseignement pour les jeunes sous contrôle judiciaire ou détenus.

> ILLUSTRATIONS



Évolution du tirage de *Charlie Hebdo*



Source : Wikipédia, Liberation.fr.



- Depuis 1992, date de sa re-création, *Charlie Hebdo* a été assigné en justice 14 fois pour des motifs à caractère religieux (8 du fait d'associations catholiques, 6 d'associations musulmanes). Il n'a jamais été condamné.
- Le slogan « Je suis Charlie » est l'œuvre d'un graphiste français, Joachim Roncin, qui l'a élaboré dans les heures qui ont suivi le 1  r attentat. Avec 5 millions de publications sur Twitter en 3 jours, le hashtag dérivé #JeSuisCharlie est l'un des plus populaires de l'histoire du réseau social.
- Le dimanche 11 janvier 2015, plus de 4 millions de Français ont défilé dans toutes les villes de France en hommage aux victimes. C'est le plus grand rassemblement à ce jour en France.
- Le 1  r numéro de *Charlie Hebdo* publié le 14 janvier 2015 suite aux attentats a été tiré à 7 millions d'exemplaires. Il s'agit là encore d'un record absolu, jusqu'alors détenu par le numéro de *France Soir* le jour de la mort du général de Gaulle (2,2 millions d'exemplaires). Le nombre d'abonnés de l'hebdomadaire est passé de 10 000 à 200 000.
- Lors de la minute de silence en hommage aux victimes de Charlie Hebdo, 200 incidents en milieu scolaire ont été relevés par les recteurs d'académie. 40 d'entre eux ont fait l'objet d'un signalement à la police.
- Lors du mois de janvier 2015, près de 122 000 militaires et policiers ont été mobilisés dans le cadre du plan Vigipirate. Ce plan est appliqué de façon continue depuis septembre 1995 en France (attentat devant une   cole juive de Villeurbanne). Il se caractérise notamment par des patrouilles militaires sur des sites sensibles.
- 5 millions de personnes sont de culture musulmane en France. La frange radicale de cette communauté, d'obédience salafiste, est estimée à 12 000 individus (0,2 %). Parmi ceux-ci, 20 % sont des convertis.
- Le salafisme (de *salaf*, « ancêtre ») se caractérise par une lecture littérale du Coran. Il bannit toute innovation dans l'interprétation des textes, rejette la modernité occidentale, et considère que l'état doit fonctionner selon la charia (loi religieuse).
- Une branche minoritaire du salafisme est dite « djihadiste ». Elle prône l'usage de la violence en Orient comme en Occident pour imposer la charia. La Syrie est la destination de prédilection de cette branche. Les services de renseignement évaluaient le nombre de djihadistes français dans ce pays à 1 300 en janvier 2015, soit le plus grand contingent européen.
- 88 % des musulmans déclaraient respecter le jeûne du ramadan en 2012. Cette proportion s'élevait à 60 % en 1989.
- Il y a environ 1 800 imams en France. 75 % d'entre eux sont étrangers, et un tiers seulement sont rémunérés, généralement par les autorités ecclésiastiques de leurs pays d'origine (Algérie, Maroc, Turquie).
- La France compte 2 500 mosquées et salles de prière. Le ministère de l'Intérieur relevait en 2014 que 89 d'entre elles étaient contrôlées par des fondamentalistes (44 en 2010). 41 autres menaçaient de basculer sous leur contrôle.
- La population juive en France était estimée en 2012 à 480 000 personnes (dont 300 000 en région parisienne).
- 7 231 Français de confession juive sont partis s'installer en Israël (« faire son alya ») en 2014, contre 3 293 en 2013.

- **La liberté d'expression en question**

L'ampleur inédite des manifestations qui ont suivi les attentats de janvier 2015 est incontestablement liée à l'atteinte gravissime contre la liberté d'expression que représente l'assassinat de journalistes et dessinateurs de renom dans leur salle de rédaction.

La liberté d'expression est une liberté fondamentale en France. Elle est expressément valorisée par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi. » En fait de loi, c'est celle du 29 juillet 1881, relative à la liberté de la presse, qui définit les limites et le cadre juridique dans lequel elle s'exerce.

Au-delà de l'unanimité post-attentats sur le sujet, il y a deux manières de concevoir la liberté d'expression en démocratie. D'un côté, ceux qui posent celle-ci comme « totale par défaut », et donc limitée dans des cas très précis : en l'occurrence, lorsque cette liberté débouche de façon claire sur une atteinte physique aux personnes. Pour ceux-ci, la loi de 1881 originelle, qui réprime la provocation directe aux crimes et aux délits, est amplement suffisante.

De l'autre, ceux qui estiment que la liberté d'expression atteint ses limites lorsque celle-ci blesse, stigmatise ou dévalorise de façon délibérée un individu ou un groupe d'individus. Dans cette acception, les dessins de *Charlie Hebdo* représentant à plusieurs reprises en caricature une figure considérée comme sacrée par certaines personnes sont susceptibles de censure. Si la notion de « blasphème » (défini comme l'irrévérence par rapport au sacré) est absente du code pénal français, l'évolution du cadre légal français va toutefois clairement dans un sens limitatif :

- La loi Pleven (1972) complète la loi de 1881 et institue le délit de provocation publique à la « haine raciale ». Cette provocation peut être indirecte (apologie, justification), et n'a pas besoin d'être suivie d'effet pour être punissable. Pour les tenants d'une liberté d'expression étendue, cette loi est une véritable régression. Elle substitue à des actes précis (violence par exemple) des faits par nature invérifiables (sentiments de haine), soumis à une grande part d'interprétation.

- La loi Gayssot (1990) rappelle la loi Pleven, et institue le délit de contestation de crimes contre l'humanité. Cette loi est la première loi dite « mémorielle », figeant dans le code pénal une histoire « officielle », non sujette à débat. La loi Taubira (2001) établit la reconnaissance officielle comme crime contre l'humanité par la République française de « la traite négrière transatlantique et dans l'océan indien ainsi que l'esclavage à partir du ^{xv}^e siècle ».

- La loi Perben (2004) ajoute spécifiquement aux dispositions des lois précédentes « les propos discriminatoires à caractère sexiste et homophobe ».

L'introduction d'un mélange de points historiques et de subjectivité dans le cadre légal de la liberté d'expression confère un rôle crucial aux juges français lors des procès. Ainsi, en 2007 au sujet de la publication par *Charlie Hebdo* des caricatures danoises, les juges avaient reconnu le caractère raciste (et donc condamnable) de certaines caricatures au regard de la loi française. Ils avaient également considéré que l'intention du journal n'était pas de stigmatiser la communauté musulmane, mais de soutenir la liberté de caricaturer, auprès de ses lecteurs. Sur ces bases, le journal avait été relaxé.

Depuis, d'aucuns n'ont pas manqué d'opposer les louanges d'une partie de la classe politique sur la sagesse d'un tel jugement, à la mise en place, en janvier 2014, par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, d'une circulaire incitant préfets et maires à utiliser tout l'arsenal juridique disponible pour interdire le spectacle de l'humoriste Dieudonné.

En outre, l'extrême rigueur avec laquelle des personnes ont été poursuivies et condamnées, pour « apologie du terrorisme » dans le cadre de propos tenus sur l'attentat contre *Charlie Hebdo* donne à une partie de la population le sentiment préoccupant d'un « deux poids, deux mesures ».

- **Quel avenir pour l'islam de France ?**

Les événements de janvier 2015, s'ils constituent un moment historique incontestable de par leur force symbolique et la mobilisation citoyenne qu'ils ont suscitée, laissent la nation française avec plus de questions que de réponses quant à son avenir. Même s'ils trouvent leur inspiration dans des tendances ultra-minoritaires au sein des populations musulmanes de France, les actes terroristes commis au nom de l'islam interrogent.

En effet, au malaise identitaire d'une partie de la population, dont le vote pour le FN est l'un des symptômes les plus marquants, se superpose une montée sensible des comportements communautaristes (Michèle Tribalat, *Assimilation : la fin du modèle français*) : raidissement des pratiques religieuses, diminution des mariages mixtes, importation sur le sol français du conflit israélo-palestinien.

Les tenants d'une approche multiculturaliste font le pari que, pour être bénéfique à la nation, le fait islamique en France doit être accompagné au lieu d'être ignoré, quitte à faire des entorses significatives au principe de laïcité. Ils soulignent les limites de la loi de 1905 sur la séparation du religieux et de l'État, loi largement antérieure à l'arrivée de l'islam en France. Ils rappellent notamment que de 1831 à 1905, le culte israélite a été financé par l'État français, à l'instar des cultes catholiques et protestants, permettant l'émergence et la structuration d'un judaïsme profondément acclimaté à la nation française et à ses valeurs.

Or les conditions actuelles ne sont pas favorables à l'avènement de l'« islam des Lumières », qu'appelle de ses vœux l'intellectuel algérien Malek Chebel :

- Les imams formés en France sont minoritaires. En outre, les fonds récoltés servant essentiellement à la construction de lieux de culte, la plupart des imams exercent en tant que bénévoles, en complément d'une autre activité. Peu rémunérateur, l'islam de France connaît paradoxalement une crise des vocations.
- Les institutions représentatives comme le Conseil français du culte musulman (CFCM) ou l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), dont la mise en place a parfois été suscitée par les gouvernements successifs, semblent aujourd'hui déconnectées d'une jeunesse dont la pratique religieuse s'est affermie.
- Le sentiment de relégation et de discrimination dans les quartiers dits sensibles alimente une haine des institutions qui trouve un débouché naturel dans les versions intégristes et fortement visibles de l'islam, en particulier le salafisme.

En ligne avec ce constat, le gouvernement actuel encourage la création de filières universitaires spécifiques pour la formation des imams, et lance une nouvelle instance consultative de l'islam en complément du CFCM. Parallèlement, un plan de lutte contre les discriminations à l'embauche (campagnes de *testing*), des moyens supplémentaires alloués au logement et à la mixité sociale a pour vocation de diminuer le ressentiment des jeunes musulmans à l'égard de la République française.

Certains ne manquent pas de remarquer que ces séries de mesures, tout comme celles annoncées dans l'immédiat après 7-janvier, ne sont qu'un « toujours plus des mêmes choses » qui n'ont en rien empêché les difficultés actuelles de l'islam de France. Les vraies causes seraient plus profondes, à chercher dans le démantèlement du modèle assimilationniste français par un antiracisme devenu idéologique (Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français*). Antiracisme fatal à l'intégration, plaçant les immigrés et leurs descendants dans un rôle de victimes, valorisant certes leurs spécificités, mais dénigrant dans le même temps une identité française « beaufisée », voire diabolisée. Les classes populaires autochtones, privées d'un bien commun à faire valoir, n'auraient pas pu jouer ce rôle social intégrateur qui avait été le leur jusque dans les années 70. Ainsi, démunis autant qu'abandonnés par l'État dans l'exercice d'une pression sociale positive, les habitants « français au carré » sont massivement partis des banlieues. Dès lors ghettoïsés, les habitants de religion musulmane ont d'autant moins pu élaborer un islam ancré dans la République que des mouvements fondamentalistes ont vu le jour dans leurs pays d'origine.

Quels que soient les constats, le ré-enchantement du roman national, et l'avènement d'un islam apaisé en son sein, ne pourront passer par la seule fermeté vis-à-vis des manifestations les plus visibles de l'islam radicalisé. Ni par la réaffirmation *ubi et orbi* du principe de laïcité (« la liberté d'être soi-même et que personne ne vous force à être autre-chose », Jacques Toubon), accompagnée d'un énième « plan banlieue ».

Sans modèle miracle émergeant autour d'elle, la République saura-t-elle trouver une voie juste et satisfaisante pour tous, afin de garantir la coexistence en son sein des plus grandes communautés juive et musulmane d'Europe ? Un mélange de pragmatisme et d'intransigeance sur ses valeurs essentielles (liberté de pensée, liberté d'expression) défendues de manière impartiale, sera sûrement son meilleur viatique pour entrer de plain-pied dans un XXI^e siècle qui, comme le prophétisait Malraux, « sera mystique ou [qui] ne sera pas ».

> ATTENTATS DE PARIS DU 13 NOVEMBRE 2015

Alors que cet ouvrage part en impression, de nouveaux attentats viennent d'être perpétrés le vendredi 13 novembre 2015 dans les 10^e et 11^e arrondissements de Paris et aux abords du Stade de France à Saint-Denis. Au moins 130 personnes sont mortes dans ces attaques revendiquées par Daech. L'état d'urgence a été promulgué par le président de la République, puis prolongé pour 3 mois par l'Assemblée nationale. Ce régime d'exception autorise entre autres des perquisitions administratives (sans le contrôle d'un magistrat) et des assignations à résidence. Par ailleurs, le gouvernement a intensifié ses actions militaires en Syrie contre Daech.

Une fiche spécifique à ce tragique événement sera disponible en ligne en début d'année 2016.



Le terrorisme : quelles réponses pour l'éradiquer ?

par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 7 janvier 2015, les frères Kouachi abattent onze personnes dans les locaux de *Charlie Hebdo* et rappellent tragiquement à la société française et à l'ensemble du monde occidental, la permanence de la menace terroriste. Cet attentat est cependant loin d'être isolé, la création de l'État islamique en juin 2014, la persistance d'Al-Qaïda ou encore le renforcement de Boko Haram au Nigeria ont participé à la multiplication des attaques terroristes, portant ainsi à 31 000 le nombre de personnes tuées. La question de la lutte contre de telles organisations terroristes se traite de plus en plus à une échelle internationale, comme le prouve la mise en place d'une coalition arabo-occidentale regroupant 22 pays pour éradiquer l'auto-proclamé l'État islamique.

> ILLUSTRATIONS



31 000 morts en 2014

- 31 000 : C'est le nombre de morts causées par des attaques terroristes en 2014, un record selon James Clapper, directeur national du renseignement américain. 13 000 attaques ont été perpétrées, la moitié d'entre elles en Irak, Afghanistan et Pakistan.
- 22 : Le nombre de pays participant à la coalition internationale contre Daech.
- 2 milliards de dollars : le budget revendiqué par Daech en janvier 2015.
- 1880 : le nombre de français impliqués dans des filières djihadistes au 15 septembre 2015 selon le Premier ministre, Manuels Valls.
- 40 000 : le nombre de tweets en français publiés par l'État islamique chaque jour.
- 2000 : le nombre de raids menés contre l'État islamique jusqu'en décembre 2014.
- Selon Bernard Cazeneuve, en juillet 2015, on comptait 1 850 Français ou personnes résidant habituellement en France impliqués dans des filières djihadistes, dont près de 500 sont en Syrie et en Irak.
- 15 décembre 2014 : À Sidney, Man Haron Monis prend en otage les employés et les clients du Lindt Chocolate Cafe. Le terroriste, âgé de 50 ans, se réclamait de l'État islamique. Au cours de cette prise d'otage longue de dix-sept heures, il tue deux personnes, avant d'être abattu par les forces de l'ordre australiennes.



- 16 décembre 2014 : Les Talibans attaquent une école publique de l'armée à Peshawar au Pakistan et tuent 141 personnes dont 132 enfants, ce qui en fait l'attaque la plus meurtrière de l'histoire du Pakistan.
- 7 janvier 2015 : Les frères Kouachi, (Chérif et Saïd) s'attaquent aux locaux de *Charlie Hebdo* situés dans le XI^e arrondissement de Paris. Débarquant en pleine conférence de rédaction, ils abattent 11 personnes, dont le rédacteur en chef Stéphane Charbonnier (« Charb ») et son garde du corps, ainsi que plusieurs dessinateurs de renom (Cabu, Tignous, Wolinski). L'enquête montrera que les frères avaient reçu le soutien d'Al-Qaïda au Yémen.
- 9 janvier 2015 : Amedy Coulibaly s'en prend à une supérette cachère située Porte de Vincennes à Paris. Il tue directement trois personnes et prend les dix-sept personnes présentes dans le magasin en otage (une d'entre elles sera tuée par la suite). Coulibaly déclare alors agir au nom de l'auto-proclamé État Islamique. À l'issue d'une prise d'otage de quatre heures, il est abattu par les policiers du RAID et de la BRI. Au même moment est lancé l'assaut contre les frères Kouachi, réfugiés dans une imprimerie située en Seine et Marne, qui conduit à leur élimination.
- 7 mars 2015 : Boko Haram, groupe salafiste nigérian, prêche allégeance à l'État islamique.
- 18 mars 2015 : À la mi-journée deux terroristes armés de kalachnikovs et de grenades essaient de pénétrer dans le Parlement tunisien où se tenaient des auditions sur la loi antiterroriste. Repoussés par les forces de l'ordre, ils se dirigent vers le musée du Bardo où ils ouvrent le feu sur des touristes, avant d'en prendre quelques-uns en otage. Les deux individus sont finalement tués, et l'attaque sera revendiquée par l'État islamique. Le bilan de cet attentat s'élève à vingt-deux morts, dont quatre Français, ce qui annonce un nouveau coup dur pour l'industrie touristique tunisienne, déjà affaiblie par les Printemps arabes.
- 2 avril 2015 : Des miliciens du groupe islamiste somalien Al-Shabaab lancent une attaque contre l'université de Garissa. C'est l'une des attaques les plus meurtrières de cette organisation terroriste puisqu'elle se solde par la mort de 152 personnes, les chrétiens ayant été délibérément pris pour cibles par les assaillants.
- 19 avril 2015 : Un projet d'attentat contre une ou deux églises de la banlieue parisienne a été fortuitement déjoué. Sid Ahmed Ghlam, étudiant algérien de 24 ans, était à l'origine d'un tel projet et a été interpellé par la police après s'être accidentellement tiré dessus. Son ADN a également été retrouvé sur la scène du meurtre d'Aurélié Chatelain, 32 ans. On peut lire le parcours du jeune algérien dans une enquête publiée dans *Le Monde* le 3 août, et notamment ses liens avec les djihadistes français en Syrie. Là encore, un bain de sang a été évité.
- 26 juin 2015 : Yassin Salhi, après avoir décapité son employeur, un chef d'entreprise de 54 ans, attaque une usine de production de gaz industriels situés à Saint-Quentin-Fallavier en Isère en projetant sa camionnette sur un hangar contenant des bonbonnes de gaz. Le bilan de cette attaque est de deux blessés, notamment grâce à l'intervention rapide des sapeurs pompiers qui ont maîtrisé Salhin. Ce dernier avait préparé une mise en scène macabre, déposant la tête de son ancien employeur sur un grillage, entourée de banderoles sur lesquelles est inscrite en arabe la *chahada*, la profession de foi islamique. Yassin Salhin avait fait l'objet d'une fiche « S » (S pour **s**ûreté de l'État) entre 2006 et 2008, qui n'avait pas été renouvelée par la suite. Cet attentat soulève la question de la sécurité autour de ces sites Seveso (suivant la directive européenne Seveso, les établissements industriels présentant des risques d'accidents majeurs sont classés « Seveso » selon leur aléa technologique en fonction des quantités et des types de produits dangereux qu'ils accueillent)



- 26 juin 2015 : à Sousse, Seifeddine Rezgui tue 39 personnes et en blesse 39, à l'aide d'une kalachnikov, sur une plage devant l'hôtel Imperial Marrhaba. Ses cibles étaient les touristes occidentaux (30 des morts sont Britanniques). Le terroriste, agissant au nom de l'État islamique et formé en Libye, est finalement abattu. Des liens sont apparus entre cette attaque et celle perpétrée contre le musée du Bardo à Tunis le 18 mars 2015.
- Juillet 2015 : Un attentat contre des sites militaires français a été déjoué. Trois jeunes hommes âgés de 17, 19 et 23 ans, dont un ancien militaire réformé de la marine nationale, prévoyaient de décapiter un haut gradé de la caserne de Fort Béar, dans les Pyrénées orientales et de filmer leur acte. La réalisation d'un tel projet était symboliquement prévue pour janvier 2016, soit un an après les attentats de Paris. Le plus jeune d'entre eux avait déjà été repéré par les autorités en novembre 2014 et la surveillance accrue de celui-ci a permis de déjouer l'attentat.
- 6 août 2015 : Un attentat mené par un kamikaze a frappé une mosquée fréquentée par les forces de sécurité dans la province d'Assir, au sud de l'Arabie Saoudite. Cette attaque, revendiquée par Daech, s'explique par l'engagement de premier plan du pays dans la coalition contre l'EI.
- 21 août 2015 : Une tentative d'attentat dans un train Thalys reliant Amsterdam à Paris est déjouée grâce à l'intervention de trois jeunes marines américains en vacances en Europe et d'un père de famille Britannique. Ils ont réussi à maîtriser Ayoub El-Khazzani alors que celui-ci s'introduisait dans un wagon, armé d'une kalachnikov. Le jeune marocain, âgé de 25 ans au moment des faits, avait été repéré dès 2012, alors qu'il vivait en Espagne, pour ses contacts avec des islamistes radicaux, et les renseignements français ont émis une fiche « S » (S pour sûreté de l'État) le concernant en 2014. Cet événement relance la question de la sécurité dans les trains. En effet, des contrôles aussi avancés que pour les avions paraissent irréalisables.
- 13 novembre 2015 : Attentats dans les 10^e et 11^e arrondissements de Paris et aux abords du Stade de France à Saint-Denis. Au moins 130 personnes sont mortes dans ces attaques revendiquées par Daech.

ENJEUX

- **L'État islamique : une organisation terroriste d'une puissance grandissante**
Auto-proclamé le 29 juin 2014 après la prise de Mossoul en Irak, l'État islamique comptait en mai 2014 entre 21 000 et 30 000 combattants selon la CIA, un nombre qui ne cesse d'augmenter. Ses moyens d'attaque sur l'Occident sont multiples, à commencer par les nombreux otages occidentaux retenus par l'organisation. Celle-ci procède souvent à des décapitations, aux mises en scènes macabres, comme celles des Américains James Foley et Steven Sotloff ou encore le Japonais Kenji Goto. Jean-Pierre Luizard, historien spécialiste du Moyen-Orient, explique ainsi dans une interview accordée au journal *Libération* le 6 mars 2015, que l'EI a « une bonne connaissance de nos pires phobies et de la façon dont nos sociétés fonctionnent » ce qui permet à l'organisation d'entretenir un climat de terreur et d'effroi en Occident. Par ailleurs, le but ultime de l'organisation reste de s'attaquer à ses ennemis sur leur propre territoire ce qui explique la mise en place de plusieurs stratégies. Tout d'abord, les campagnes de propagande menées par l'organisation sur les réseaux sociaux. Selon *Le Monde*, Daech envoie plus de 40 000 tweets par jour

en français et l'organisation mène de nombreuses cyberattaques contre des sites occidentaux comme contre TV5 Monde. Cette diffusion active des idées du groupe, renforcée par la diffusion de vidéos aux allures hollywoodiennes, explique l'afflux croissant de ressortissants européens et américains vers l'Irak et la Syrie. En août 2015, Muhammad Oda Dakhalla et Jaelyn Delshaun Young, un jeune couple américain, a été arrêté par le FBI alors qu'il s'apprêtait à partir faire leur jihad, symbole de la puissance d'attraction de Daech. À défaut de pouvoir attirer tous ses partisans, l'EI tente également de les former en ligne en les appelant à commettre des attentats sur des cibles privilégiées comme les forces de l'ordre ou les juifs. L'idée n'est plus, comme à l'époque d'Al-Qaïda, de mener des opérations de grande envergure, mais de multiplier les attaques, quitte à rencontrer des échecs (attentats manqués à Villejuif, dans le Thalys...). À l'échelle de son territoire, l'EI fait aussi régner la terreur en s'en prenant aux minorités – chiites, homosexuels –, et également en s'attaquant au patrimoine culturel de la région. Ainsi la prise de Palmyre (Syrie) en mai 2015, ville classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, et la destruction de nombreux de ses trésors ont marqué l'opinion publique.

- **Quelles réponses apporter à cette nouvelle forme de terrorisme ?**

La lutte contre le terrorisme international, et notamment contre Daech, s'articule à différentes échelles. Tout d'abord, à une échelle internationale puisque de nombreux pays ont mis en commun leurs efforts, comme l'illustre la mise en place d'une coalition internationale réunissant 22 pays arabes et occidentaux à partir d'août 2014. Celle-ci procède à des frappes ciblées contre des installations de l'État islamique en Irak et en Syrie. De plus, au lendemain des attentats de Paris, s'est tenue une réunion de onze ministres de l'Intérieur européens pour convenir de nouvelles actions afin de prévenir les attentats sur le sol européen, et, notamment, en ciblant davantage les contrôles aux frontières extérieures de l'UE. En décembre 2014, plus de 2000 raids avaient déjà été menés, 90 % d'entre eux par des Américains. D'autres actions, menées de manière unilatérales cette fois-ci, permettent également de lutter contre l'organisation terroriste. François Hollande a annoncé en septembre 2015 la mise en place de vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie, en vue de possibles frappes ciblées. Au même moment de nombreuses sources annonçaient l'arrivée de soldats russes en Syrie, bien que cette information n'ait pas encore été officiellement confirmée par Moscou. Cependant, comme le souligne Jean-Paul Laborde, directeur exécutif du Comité contre le terrorisme à l'ONU (CTED), « on ne peut pas lutter contre le terrorisme avec les seules forces militaires », ce qui va en effet pousser de nombreux pays à mener des actions nationales, en amont pour lutter contre le terrorisme. C'est le cas de la France avec la mise en place de la plateforme en ligne stop-djihadisme qui démonte la propagande de Daech ou celle d'un numéro vert afin de signaler une radicalisation.

- **La persistance de conflictualités nationales alimente également le terrorisme**

Si les attentats de Daech dans les pays occidentaux ont concentré l'attention des médias, la plupart des victimes du terrorisme se situent en Afrique et en Asie. En Afrique tout d'abord, la milice Boko Haram a multiplié les actions violentes afin de prendre le contrôle du nord du pays et déstabiliser le nouveau président nigérian Muhammadu Buhari entré en fonction en mai 2015. L'organisation a ainsi tué plus de 200 personnes en 48 heures au début du mois de juillet, et avait déjà, du 6 au 8 janvier 2015, tué plus de 2000 personnes. L'organisation a étendu son influence à de nombreux pays comme le Tchad ou le Cameroun. Ce dernier pays a été frappé par trois attaques dans l'extrême nord du pays entre le 12 et le 25 juillet 2015. Dans l'est de l'Afrique, la milice somalienne salafiste Al-Shabaab continue elle aussi de faire régner la terreur, comme le montre le massacre de 152 personnes à l'université de Garissa en avril 2015. Fort d'au moins 5 000 hommes, le groupe a prêté allégeance à Al-Qaïda en 2010. Finalement, le Moyen-Orient est soumis à de nombreuses attaques, liées à des tensions religieuses et politiques, tout d'abord entre les chiïtes et les sunnites. En effet, l'EI (sunnite) a multiplié les attaques contre les chiïtes, comme celle au camion piégé à Bagdad, ville déchirée par ces affrontements confessionnels, le 13 août 2015, qui entraîna la mort d'une cinquantaine de personnes. Au Pakistan et en Afghanistan, les Talibans continuent de procéder à de nombreux attentats.



Daech : origines et logiques d'un « OVNI politique »

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



L'État islamique en Irak et au Levant (EIL) désigné par l'acronyme arabe Daech ou Daesh désigne un mouvement terroriste, qui se revendique d'un islam rigoureux, qui prône une interprétation littérale du Coran, le salafisme. Les institutions internationales utilisent davantage le terme d'Organisation de l'État islamique (OEI), puisque cet « État » autoproclamé ne bénéficie d'aucune reconnaissance internationale. Ce statut particulier lui vaut d'être qualifié d'« OVNI politique » par le politologue Pierre-Jean Luizard. Les exactions perpétrées par ce mouvement (lapidation, crucifixions des opposants, pratique de l'esclavage des minorités religieuses comme les Yazidis) ont profondément ému l'opinion publique internationale. L'OEI a comme premier objectif de renverser le pouvoir en place à Bagdad, dominé par des musulmans de rite chiite et jugés à ses yeux comme des hérétiques.

Cette situation a amené une vingtaine de pays occidentaux et arabes (dont la France, les États-Unis et l'Arabie Saoudite) à engager depuis août 2014, une action armée contre les zones territoriales occupées par Daech en Irak et en Syrie, mais sans résultat probant. Le seul moyen de parvenir à contrer ce mouvement terroriste serait d'envoyer des troupes au sol, une solution que refusent d'envisager à ce jour les nations occidentales, fortes de leur expérience décevante en Afghanistan et en Irak. Au printemps 2015, l'OEI contrôlait environ le quart du territoire syrien, et plus du tiers de celui de l'Irak, et continuait de s'implanter progressivement en Libye, particulièrement à Syrte.

> ILLUSTRATIONS



25 ans de conflits

- La guerre et la désolation sont le quotidien des Irakiens depuis 25 ans : ils ont subi la guerre menée par les États-Unis pour libérer le Koweït (1990-1991), suivie par de longues années de sanctions économiques et commerciales internationales, puis la seconde guerre d'Irak (2003-2011), et vivent maintenant un sanglant conflit communautaire.
- L'OEI est dirigée par un Irakien, connu sous le nom d'Abou Bakr al-Baghdadi, qui en juin 2014, s'est proclamé calife de l'État islamique.
- Le terme calife désigne dans l'islam sunnite, le guide de la communauté religieuse, l'*Oumma*. L'institution du califat a pris fin en 1924, avec l'abolition du califat ottoman par Atatürk.

- **Origines et dynamiques politiques de l'OEI**

Quelques mois après leur intervention en Irak (mars 2003), les forces américaines ont été confrontées à des insurgés, notamment un groupe emmené par Abou Moussab Al Zarkaoui, d'origine jordanienne, et lié à l'organisation Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. Son objectif principal est de frapper les troupes étrangères jugées à ses yeux comme « mécréante » et de poursuivre au Moyen-Orient le combat mené par son mentor. Al Zarkaoui fut assassiné en juin 2006 par les États-Unis. Quelques mois plus tard sera formé l'État islamique d'Irak, avec les principaux cadres qui avaient suivi Al Zarkaoui.

Après le renversement de Saddam Hussein, l'objectif des États-Unis a été d'organiser un système démocratique, lequel eut comme principale conséquence de marginaliser l'une des grandes composantes de la population irakienne, les sunnites (qui représentent environ 20 % de la population de l'Irak). Si les institutions accordent une représentation aux sunnites, ces derniers non sans raison, éprouvent le sentiment d'être exclus du nouveau système. Ils perdent leur place centrale dans la fonction publique, et souvent leurs élus se voient confier des ministères subalternes. L'instauration d'un système démocratique s'est traduite par la victoire de la majorité chiite (de l'ordre de 60 % de la population du pays). Les chiites à l'époque ottomane avaient été considérés comme des citoyens de second plan (notamment parce qu'ils ne reconnaissaient pas l'autorité du califat ottoman). Quand l'Irak fut formé au lendemain de la Première Guerre mondiale, les Britanniques s'appuyèrent sur les sunnites certes moins nombreux, mais mieux instruits notamment parce qu'ils avaient pu accéder à l'enseignement dans l'Empire ottoman. Les sunnites tel Saddam Hussein, ont toujours dirigé l'Irak depuis l'indépendance en 1932.

L'État islamique a pu étendre son influence à cause de quatre facteurs principaux :

- La gestion communautaire et controversée du Premier ministre irakien, un chiite, Nouri Al Maliki (2006-2014), dont la priorité n'a pas été de favoriser la réconciliation nationale. La dépréciation des cours du pétrole au cours de l'année 2014 a privé le gouvernement irakien de ressources financières, qui lui auraient permis d'obtenir l'allégeance de certaines tribus sunnites, influentes.
- Le conflit syrien va permettre à l'État islamique (qui à partir de 2013 se dénomme État islamique en Irak et au Levant), de disposer d'une base territoriale (dans les environs de la ville de Raqqa) et de faire la démonstration d'une certaine capacité opérationnelle qui lui sera précieuse lors de sa conquête du nord du territoire irakien. Les succès militaires remportés en Syrie, tant contre l'armée régulière, que contre des groupes islamistes rivaux, vont lui assurer une certaine crédibilité. La cruauté indicible de ses partisans contribue également à attirer des hommes à qui l'horreur de la guerre a fait perdre tous leurs repères moraux. Bachar al-Assad a aussi procédé à la libération de plusieurs milliers de prisonniers qui ont rejoint les mouvements insurgés.

– Le départ des forces américaines d'Irak (à partir de la fin de l'année 2011) va fragiliser l'État irakien et l'empêcher d'apporter une réponse appropriée à la menace que représente l'OEI.

– Les Occidentaux ont, dans un premier temps, perçu l'OEI comme un avatar d'Al-Qaïda sans mesurer le soutien réel d'une frange de population sunnite à ce mouvement. La preuve en est apportée par la prise de contrôle, en quelques semaines, du nord de l'Irak et particulièrement des zones sunnites. L'OEI a sans doute bénéficié du savoir-faire et des compétences d'anciens militaires du régime de Saddam Hussein.

- **Quelles hypothèses ?**

L'hypothèse d'une victoire militaire contre l'Organisation de l'État islamique apparaît au printemps 2015 peu plausible sans une réaction plus déterminée des pays arabes et occidentaux. Jusqu'à présent si l'organisation a multiplié les exactions contre la population civile, elle est parvenue à restaurer un embryon d'État dans les zones sous son contrôle. De même, ce proto-État bénéficie de recettes financières non négligeables (grâce au pillage de la Banque centrale de Mossoul, de la contrebande de pétrole, et des impôts prélevés au détriment des minorités religieuses). Trois hypothèses se dessinent aujourd'hui :

– La première, peu réjouissante est celle du *statu quo*, une forme de « somalisation » de l'Irak, qui subirait une partition *de facto*. Le territoire contrôlé par l'OEI servirait de sanctuaire pour des groupes terroristes, qui régulièrement iraient frapper les intérêts occidentaux dans la région ou en Europe.

– La deuxième hypothèse est un repli de l'OEI, voire son délitement sous l'action concertée de l'aviation occidentale et de son principal allié dans la région, les Kurdes. Cette minorité présente en Syrie et en Irak bénéficie d'une aide militaire et mène de violents combats au sol.

– Si les négociations portant sur le nucléaire iranien progressent et aboutissent à un accord réellement appliqué, les États-Unis pourraient revoir profondément leurs relations avec l'Iran. Ce pays de 80 millions d'habitants est non seulement un marché potentiel de premier plan, mais surtout il peut contribuer à l'apaisement des tensions régionales. Les États-Unis pourraient accepter une *pax iranica* dans la région. En échange, l'Iran renoncerait définitivement à se doter de l'arme nucléaire, et consentirait à une certaine évolution démocratique. Cette hypothèse mécontente l'Arabie Saoudite et ses alliés comme le Koweït, qui voient dans le chiisme de l'Iran une menace pour leurs intérêts et surtout pour la survie même de leur régime. L'Arabie Saoudite est consciente que les États-Unis sont de moins en moins tributaires du pétrole du Moyen-Orient, et qu'ils se méfient d'un royaume dont les relations avec l'islam radical ont toujours été ambivalentes. Rappelons que parmi les 19 kamikazes qui frappèrent à New York, le 11 septembre 2011, 15 étaient des ressortissants saoudiens.

- **Guerre de religion ou guerre entre puissances ?**

La division au sein de l'islam entre sunnites et chiïtes a toujours existé, néanmoins elle a pris une acuité particulière à partir de la révolution iranienne en 1979. Parmi les musulmans, entre 10 à 15 % se réclament du chiïsme, mais ils sont majoritaires en Irak, en Iran et à Bahreïn. Après la mort du prophète Mahomet, une querelle va éclater entre ceux qui prétendent que la succession ne peut être que familiale, une idée soutenue par son gendre et cousin Ali, et ceux qui, au contraire, estiment que la fonction de guide des musulmans, l'*Imamat*, ne peut être que confiée à un homme dont la piété et la connaissance des textes sacrés est incontestable. Pour les chiïtes, seuls les descendants du prophète Mahomet peuvent prétendre guider la communauté des croyants. Le chiïsme se caractérise par un clergé structuré, dont les hiérarques les *ayatollahs*, en arborant un turban noir, affirment leur légitimité historique et spirituelle de *Seyyid*, c'est-à-dire, descendant du prophète. Sur le plan théologique, l'interprétation de plusieurs sourates diffère entre sunnites et chiïtes comme la manière de préparer leurs ablutions, ou la récitation de certains versets lors des prières.

Les chiïtes n'ont pas une lecture plus rigoureuse de l'islam, bien au contraire. En Iran, qui est le cœur spirituel du chiïsme mondial, les femmes jouissent de droits civils encore ignorés en Arabie Saoudite. Non seulement les femmes peuvent accéder à l'enseignement supérieur, mais surtout exercer un travail, elles disposent du droit de vote et peuvent naturellement conduire des véhicules. Mais la véritable différence entre sunnites et chiïtes est davantage politique. Le chiïsme a connu un regain d'influence à partir de 1979, quand l'Iran a nourri l'ambition de s'ériger en puissance régionale et de se doter de l'arme nucléaire. Les chiïtes tiennent un discours révolutionnaire puisqu'ils contestent la légitimité de la famille royale Saoud et sa prétention à se considérer comme la gardienne des Lieux saints. Le clergé chiïte iranien dénonce la prévarication de la dynastie Saoud, et son alliance jugée contre-nature avec l'Amérique. La guerre civile en Irak, est une guerre entre deux puissances régionales, l'Arabie Saoudite et l'Iran par le biais des communautés sunnite et chiïte, afin d'incarner le centre spirituel de l'Islam.



Immigration aux portes de l'Europe : la crise des migrants

par Ainée Nait

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS

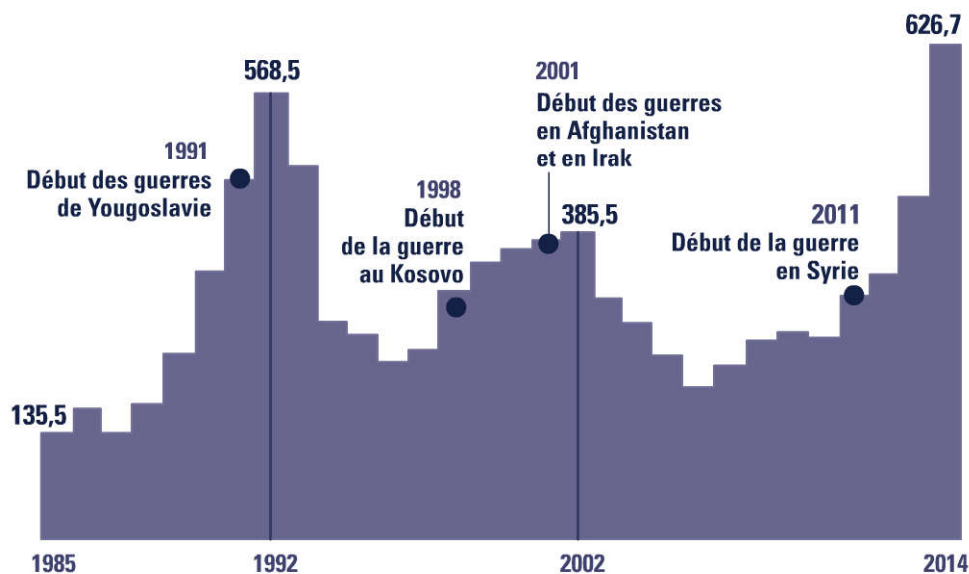


Le 19 avril 2015, une embarcation transportant environ 900 migrants clandestins fait naufrage aux alentours des côtes libyennes, faisant 800 morts. Cet événement est considéré aujourd'hui comme le naufrage le plus meurtrier en Méditerranée depuis le début du ^{xxi}^e siècle, tout en s'inscrivant pourtant dans la lignée d'une série de naufrages qui ont eu lieu en Méditerranée, véritable pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient et l'eldorado européen. Ainsi, le 12 avril 2015, 400 migrants perdent la vie lors d'un naufrage sur les côtes libyennes ; le 3 octobre 2013, 366 migrants meurent près de Lampedusa, île italienne proche de la Sicile... Si ces tragédies suscitent toutes une vive émotion internationale, les réactions, en particulier de l'UE, semblent tout de même bien faibles comparées à l'ampleur que peut prendre la crise migratoire de nos jours.

C'est dire que l'Europe traverse depuis les années 2010 une grave crise migratoire au vu de l'augmentation du nombre de migrants, principalement des réfugiés venant d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud, arrivant dans l'Union européenne via la mer Méditerranée et les Balkans. Selon Eurostat, la Syrie s'avère être le principal pays d'origine des demandeurs d'asile dans l'UE en 2015, représentant environ 19 % des réfugiés de l'UE. La coïncidence entre la guerre en Syrie depuis 2011, le chaos en Libye depuis la chute du régime de Kadhafi et la recrudescence de réfugiés en Europe pointe le poids que revêt ce conflit dans la crise migratoire actuelle.

Dès lors l'Europe se retrouve confrontée à un dilemme : doit-elle continuer à supporter et accueillir ce flux de migrants à la recherche d'une vie meilleure, hypothèse qui serait en continuité avec les valeurs humaines que l'organisation régionale n'a cessé de prôner, ou doit-elle penser d'abord aux effets néfastes en termes d'économie et d'unité qu'une telle onde migratoire pourrait provoquer (perte d'emplois, poids de la sécurité sociale, montée de l'extrémisme) ?

> ILLUSTRATIONS



Source : *Le Monde*

- Le mois d'avril 2015 a été déclaré « mois record » par Adrian Edwards, porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) en raison des 1300 migrants morts à cette période en Europe.
- En 2004, le dispositif Frontex est créé au sein de l'UE afin de contrôler les frontières externes de l'UE, principalement en Méditerranée : cette agence a cependant souvent été critiquée par des ONG, à l'instar de Migreurop, qui dénonce une « Europe des camps » devenue inhumaine envers les migrants.
- Lancée en octobre 2013, l'opération Mare Nostrum vise à secourir en mer les immigrés clandestins. Elle est remplacée en novembre 2014 par l'opération Triton qui est censée soutenir l'Italie, pays d'immigration massive, pour faire face à l'afflux de migrants par voie maritime.
- Le budget alloué au contrôle migratoire en Europe est passé de 19 millions d'euros à 118 millions d'euros en 5 ans.
- Selon le HCR, l'UE accueille 6 % des réfugiés mondiaux en 2014.
- 3 millions de Syriens ont fui la guerre depuis 2011, devenant la population réfugiée la plus importante au monde.
- Selon l'Office international des migrations (OIM), 1 750 migrants ont perdu la vie en 2015 en tentant de traverser la Méditerranée.
- L'Allemagne est le pays d'Europe le plus sollicité en termes de demandes d'asile, avec 121 000 demandes en 2015.
- 10 000 morts, c'est le nombre de morts potentiels qu'il pourrait y avoir en Méditerranée en 2015 « si nous ne faisons rien » selon Koji Sekimizu, secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

ENJEUX

- **Une crise sans fin menant à la perte de crédibilité de l'UE**
« Si rien ne change, il ne restera bientôt de l'Europe que le nom et la forme » a récemment déclaré le poète syrien Adonis au sujet de la crise des migrants

en Europe. Malgré les réunions qui s'enchaînent entre présidents ou députés européens, le manque de consensus s'avère flagrant au sujet de la question migratoire. Si l'Europe, en tant qu'entité régionale, se doit d'accueillir les réfugiés du Moyen-Orient, de défendre le principe du droit à l'asile politique et des droits de l'homme, la montée de certains partis nationalistes au sein des États les plus touchés par l'immigration (Royaume-Uni, Italie, Espagne) vient ralentir ou bloquer les décisions proposées par le Parlement européen et remet en cause un des fondements de l'Europe, à savoir l'espace Schengen qui prône la libre circulation des capitaux et des personnes depuis 1995.

Le cas hongrois met bien en avant cette volonté de certains pays de régler cette question migratoire non pas à l'échelle européenne mais bien à l'échelle nationale. En juin 2015, la Hongrie lance la construction d'une barrière entre la Hongrie et la Serbie, estimant que l'UE ne prend pas les mesures nécessaires pour contenir les importants flux de population illégaux. Par ailleurs, c'est bien l'Allemagne, et non l'UE, qui s'est mobilisée le 5 et 6 septembre 2015 pour apporter son soutien aux migrants et accueillir plusieurs milliers de réfugiés bloqués en Hongrie, transformant les principales gares du pays en centres d'accueil.

- **Combattre les idées reçues et la montée du radicalisme**

À ce jour, il s'agit donc davantage pour l'UE de se confronter à des défis qui relèvent de l'ordre de la cohérence, du consensus et de la transparence. Pour ce faire, il est important de combattre les idées reçues souvent brandies par les partis radicaux européens, à l'instar de UKIP au Royaume-Uni, la Ligue du Nord en Italie ou le Front national en France. En effet, les principaux arguments de ces partis sont souvent les mêmes, à savoir que l'immigration cause une perte d'emplois des natifs et qu'elle détruit l'identité nationale du pays en question. Or plusieurs études tendent à dénoncer cette vision restreinte de l'immigration européenne : par exemple, le professeur Paul Collier, dans son essai *How Immigration is Changing Our World*, explique que la question n'est pas tant de savoir si l'immigration est bénéfique ou non pour le pays d'accueil mais à partir de quel seuil elle ne l'est plus sur le plan économique. Et lorsqu'il s'agit de l'Europe, il est rapidement observé que l'immigration n'est pas un fardeau économique puisqu'à titre d'exemple, l'immigration au Royaume-Uni aurait permis au pays de booster son économie sans jamais empiéter sur les emplois des natifs selon l'Office Budget Responsibility.

S'il n'existe toujours pas de politique commune migratoire au sein de l'Europe, il est certain que l'appel à la solidarité est nécessaire pour mettre fin à cette crise afin de ne pas laisser certains pays supporter tout le poids de l'immigration européenne. La France et le Royaume-Uni ont promis une coopération pour résoudre les problèmes à Calais en septembre 2015, ce qui prouve que la prise de conscience émerge progressivement.



Turquie : les nouveaux enjeux d'Erdogan

par Ainée Nait

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 7 juin 2015, le président turc Recep Tayyip Erdogan perd la majorité absolue au Parlement à l'issue des élections législatives tandis que le parti kurde HDP réalise un score sans précédent. L'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, a obtenu 41 % des voix et 259 sièges dans un Parlement qui en compte 550, suivi du CHP, parti social-démocrate (25 % des voix), du MHP, parti nationaliste (16,5 % des voix) et enfin du parti kurde (12,6 % des voix).

Il s'agit là d'un véritable coup dur pour Erdogan qui comptait sur les législatives pour renforcer son pouvoir présidentiel et modifier la Constitution du pays. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le parti voit sa cote de popularité s'effondrer face à une nouvelle génération victime de la crise économique et de la dérive autoritaire du pays. Le chef de file du parti kurde, Selahattin Demirtas, a récemment déclaré avoir remporté une « grande victoire » contre l'autoritarisme et l'arrogance caractérisée par le parti d'Erdogan.

Face à une crise économique qui saisit le pays depuis plusieurs années, la montée de l'islamisme radical, la pression de l'État islamique dans la partie est du pays (au niveau de la frontière avec la Syrie et l'Irak) et le passage de plusieurs lois remettant en cause le principe fondamental de laïcité en Turquie, le climat n'a jamais été aussi tendu qu'en ces jours et les clivages, qu'ils soient entre ruraux et urbains, entre laïques et islamiques, entre nouvelle et ancienne générations, se font de plus en plus ressentir.

> ILLUSTRATIONS



Un carrefour stratégique

- La Turquie se définit comme un carrefour stratégique clé. En effet, le pays est entouré de 3 continents (l'Europe, l'Asie et l'Afrique) et bordé par 3 mers (mer Méditerranée, mer Égée et mer Noire). De ce fait, la Turquie est un véritable pont entre Orient et Occident puisque le pays a su tisser des relations tant avec l'Union européenne qu'avec la Russie ou encore les pays du Moyen-Orient.
- Avec un PIB de 851 milliards de dollars en 2014, la Turquie se positionne comme 17^e puissance économique mondiale selon le FMI, notamment grâce aux secteurs agricole, touristique et du transport des hydrocarbures.



- La politique turque se présente sous la forme d'une république multipartite à régime parlementaire. Le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement et le pouvoir législatif est partagé entre le Parlement et le gouvernement.
- Les dernières élections présidentielles en août 2014 ont été les premières à se dérouler sous la forme d'un suffrage universel direct. Elles ont été remportées par Erdogan, ancien Premier ministre du pays de 2003 à 2014.
- La communauté kurde représente 20 % de la population totale du pays.
- Lorsque Mustafa Kemal Atatürk créa la République turque en 1923, les autorités interdirent la langue kurde.

ENJEUX

• La radicalisation du régime remise en question

Si le gouvernement de l'AKP a gagné sa crédibilité grâce au redressement de l'économie de la Turquie au moment de la récession de 2001 (fortes croissances des secteurs du bâtiment et du tourisme), la politique d'Erdogan s'est rapidement tournée vers un programme islamiste, en particulier depuis 2011 lorsque le Premier ministre décide d'affaiblir l'influence laïque de l'armée turque et de lancer une réforme de l'éducation en 2012 pour renforcer l'enseignement islamique au primaire, collège et lycée. Les libertés d'expression, de presse (télévision et Internet) ainsi que de réunion ont été restreintes, à l'instar du droit à l'avortement et des droits LGBT (droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres).

C'est ainsi qu'Erdogan a été soumis à de fortes contestations depuis quelques années, en particulier en 2013. Le plus grand mouvement protestataire contre le régime a débuté le 28 mai 2013 à Istanbul par un *sit-in* d'une cinquantaine de riverains et de milliers de manifestants contre la destruction du parc Taksim Gezi. Par son ampleur, la nature des revendications et les violences policières qui lui ont été opposées (6 morts et 4 000 blessés), ce mouvement a été comparé au Printemps arabe ou à Mai 68. De même, face à une corruption du régime qu'Erdogan a dénoncé de complot occidental, l'Occident accuse le gouvernement turc de dériver vers un régime autoritaire, à l'instar du gouvernement russe de Vladimir Poutine selon certains. Afin de préserver sa place au pouvoir, Erdogan s'appuie de plus en plus sur les populations islamiques qui se radicalisent au détriment des jeunes turcs, toujours plus désireux de quitter le pays pour émigrer en Allemagne, voire en Amérique latine. C'est le pessimisme qui prévaut au sein de cette nouvelle génération désillusionnée et impuissante face à un « homme politique très confiant et très autoritaire qui n'écoute plus personne » selon le politologue Koray Caliskan.

• La question kurde toujours en suspens

Le peuple kurde est le seul peuple au monde réuni sur une zone géographique restreinte et qui n'a jamais réussi à obtenir l'autodétermination et le droit

de fonder un État. Les Kurdes sont écartelés entre l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. De nature très indépendantiste, cette population subit la loi martiale depuis 1987 ainsi qu'une forte répression dans le Kurdistan turc. Depuis la répression des années 1980, le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) s'est lancé dans une guérilla contre l'État turc, un conflit interne qui n'est toujours pas résolu de nos jours (de nombreux dirigeants et militants kurdes demeurent emprisonnés par l'armée turque). La récente ascension du parti kurde au sein des élections législatives marque alors un tournant dans la politique intérieure turque : symbole de victoire de l'opposition du régime, elle représente également la nécessité de former une alliance turco-kurde afin de lutter contre l'État islamique, extrêmement présent au Kurdistan.

Après avoir pratiqué plus de 10 ans une politique de « zéro problème avec les voisins », la Turquie se doit de changer de stratégie afin de prendre en compte les nouveaux enjeux géopolitiques de sa zone d'influence au risque d'imploser entre Turquie occidentale et Turquie orientale.



Alexis Tsipras, le nouvel homme fort de la Grèce

par Robin Maisonneuve

> PARCOURS



Né en 1974 à Athènes, Alexis Tsipras choisit de poursuivre des études d'ingénierie civile à l'université polytechnique nationale d'Athènes (UPNA), en se spécialisant dans les questions d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Il a ainsi rédigé plusieurs études sur la ville d'Athènes.

Son engagement politique est précoce : il rejoint les Jeunesses communistes grecques à la fin des années 1980, alors qu'il n'est que lycéen, et participe activement au mouvement des lycéens des années 1990-1991. À l'université, il devient membre du bureau exécutif du syndicat des étudiants de l'UPNA ; de 1995 à 1997, il fait partie du comité central de l'Union nationale des étudiants de Grèce, un syndicat étudiant. Il adhère au parti Synaspismós, un parti d'extrême-gauche.

En mai 1999, il est élu comme dirigeant des jeunes de Synaspismós ; il organise et participe alors à de nombreuses manifestations contre la mondialisation et le triomphe du néolibéralisme, et participe activement à la création du forum social grec, dont l'objet est de réunir de façon plutôt régulière des associations et des membres de la société civile opposés au néolibéralisme. Il cède sa place à la tête des jeunes de Synaspismós en novembre 2003.

Lors des élections législatives grecques de 2004, Alexis Tsipras se présente – sans succès – à Athènes ; c'est lors de ces législatives qu'est créée SYRIZA, coalition de partis d'extrême-gauche dont le Synaspismós est le membre le plus important. Malgré cet échec, lors du 4^e congrès du parti en décembre 2004, Alexis Tsipras devient membre du Comité politique central et du Secrétariat politique du parti. Il se fait connaître du grand public en conduisant une liste de rassemblement de l'extrême-gauche (sous l'étiquette Syriza) en 2006 pour briguer la mairie d'Athènes ; il finit à la troisième position avec 10,5 % des voix, derrière le PASOK (socialiste) et Nouvelle démocratie (droite).

Le 10 février 2008, à 33 ans, il est élu président du Synaspismós à l'occasion du 5^e congrès du parti. Aux élections législatives d'octobre 2009, il est élu député de la première circonscription d'Athènes, et devient dans la foulée le président du groupe parlementaire SYRIZA au Parlement. En octobre 2010, il est élu vice-président du Parti de la gauche européenne. Lors des élections législatives anticipées du 6 mai 2012, Alexis Tsipras est le chef de file de SYRIZA, qui réalise le score historique de 16,78 % des suffrages exprimés et obtient 52 sièges, devenant derrière Nouvelle démocratie la deuxième force politique du pays. Tsipras lui-même est confortablement réélu dans sa circonscription athénienne. Ces élections aboutissant à un blocage politique – Alexis Tsipras est fondamentalement opposé au plan d'austérité imposé par la « troika » et accepté par Nouvelle démocratie et le PASOK – de nouvelles élections



sont prévues pour juin 2012. Lors de ces élections, SYRIZA remporte 26,9 % des voix, juste derrière Nouvelle démocratie, et s'impose comme la principale force de l'opposition face au gouvernement pro-austérité d'Antonis Samaras.

Lors des élections européennes de 2014, Alexis Tsipras est le candidat du Parti de la gauche européenne pour la présidence de la Commission européenne. Cette élection l'a conduit à faire le tour des capitales européennes, et à se faire connaître de l'Europe entière ; lors d'un discours en mai 2014, à Berlin, il s'oppose clairement à une Europe néolibérale soi-disant dominée par la chancelière allemande Angela Merkel. Le Parti de la gauche européenne finit 5^e des élections européennes, mais occupe la première place en Grèce.

Lors des élections présidentielles de décembre 2014, Alexis Tsipras décide d'user de sa minorité de blocage au Parlement grec pour empêcher l'élection d'un nouveau président de la République et ainsi provoquer la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections législatives.

> RÉALISATIONS DE L'ANNÉE



Alexis Tsipras a marqué l'année 2015 de son empreinte suite à la victoire écrasante de SYRIZA aux législatives, puis aux négociations avec les Européens qui ont suivi.

Lors des élections législatives anticipées du 25 janvier 2015, SYRIZA – devenue un parti politique et non plus une coalition – remporte 36,3 % des suffrages exprimés et 149 sièges (sur 300). En s'alliant avec le parti de droite souverainiste des Grecs indépendants, Tsipras parvient ainsi à former une majorité claire et est nommé Premier ministre le 26 janvier 2015.

De janvier 2015 et jusqu'en juillet, Alexis Tsipras et son ministre de l'Économie Yanis Varoufakis négocient âprement avec les chefs d'États et de gouvernements européens. L'enjeu est simple : d'un côté, la Grèce voit approcher des échéances de remboursement de sa dette, notamment vis-à-vis du FMI et de la BCE ; elle estime donc avoir besoin d'un nouveau plan de refinancement de la part des autres pays de la zone euro afin d'éviter le défaut de paiement et une sortie subséquente de l'Europe ; de l'autre, les pays de la zone euro veulent conditionner ce nouveau plan à des réformes structurelles de grande ampleur, pour que la Grèce retrouve à moyen terme une marge de manœuvre sur le plan financier. Les discussions sont extrêmement difficiles, Tsipras considérant les réformes proposées par les technocrates européens comme récessives, contre-productives et bien trop dures. La zone euro, de son côté, ne veut pas signer de chèque en blanc aux Grecs. Alors que la tension est à son comble, le 27 juin 2015, Alexis Tsipras annonce à la grande surprise de ses homologues européens qu'un référendum aura lieu le 5 juillet, où les citoyens grecs devront décider s'ils acceptent les conditions de la dernière proposition des créanciers. Il appelle ses compatriotes à voter « Non », et effectivement 61,3 % des votants choisissent le « Non ».

Le 13 juillet 2015, Alexis Tsipras trouve enfin un accord avec ses créanciers, qui acceptent de prêter entre 82 et 86 milliards d'euros à la Grèce en 5 ans. Mais si on pouvait croire que le Premier ministre grec était sorti renforcé du référendum, il n'en est rien : les conditions exigées par l'accord sont plus sévères que celles proposées avant le 27 juin, avec notamment un recul de l'âge de départ de la retraite, une hausse quasi généralisée de la TVA, la réforme du système de santé, la libéralisation du marché de l'énergie, des privatisations en nombre, le retour de la troïka, etc. Une partie de ces mesures doivent être immédiatement adoptées



par le Parlement grec. Tsipras s'exécute, mais doit s'appuyer sur les partis pro-austérité (le PASOK et Nouvelle démocratie) pour faire voter ces réformes. En effet, il a perdu sa majorité gouvernementale à la suite de nombreuses défections de députés de SYRIZA, qui s'opposent fortement à ce nouveau plan d'austérité.

Une fois ces réformes votées, le 20 août, Alexis Tsipras annonce sa démission et la tenue de nouvelles élections législatives anticipées le 20 septembre 2015. L'objectif est de profiter de ces nouvelles élections pour évincer du Parlement les députés de SYRIZA opposés au plan de sauvetage ; Tsipras entend ainsi récupérer une majorité au Parlement, qu'elle soit absolue ou relative. Mais ce faisant, il prend le risque de déstabiliser à nouveau la Grèce et de perturber ses relations avec les créanciers, à savoir les pays de la zone euro, le FMI et la BCE.

Le 20 septembre 2015, Syriza gagne les élections législatives grecques lors d'un scrutin marqué par un taux d'abstention de 43 %. Alexis Tsipras est chargé de former un gouvernement de coalition.

> ILLUSTRATIONS



Un objet politique non identifié

- Podemos est un tout jeune parti que la presse espagnole s’amuse à décrire comme un « objet politique non identifié ». Il naît avant tout de la résistance aux politiques d’austérité menées à la suite de la crise économique sous l’égide de Bruxelles et indirectement du mouvement des Indignés. Pour rappel, à la Puerta del Sol de Madrid, le 15 mai 2011, des milliers de manifestants protestent contre le modèle bancaire et les imperfections d’une démocratie à laquelle ils ne s’identifient plus. Podemos promet une transformation radicale de l’ordre constitutionnel hérité de la Transition de 1978 et de la vie politique espagnole.
- À peine 6 mois après sa création, le parti remporte 8 % des voix et 6 sièges lors des élections européennes de juin 2014.
- La fin du bipartisme : Podemos remet en question le système bipartite instauré avec la Constitution de 1978. Rassemblés, le PP et le PSOE n’ont fait que 52 % des voix lors des élections municipales. En Andalousie, le « bipartisme », qui se partageait 80 % des voix en 2012, n’en rassemble plus que 60 %.
- Le programme politique de Podemos en bref :
 - Augmenter le salaire minimum et établir un maximum entre le salaire le plus haut et le salaire le plus bas au sein des entreprises.
 - Réduire la pauvreté en établissant une aide minimale pour les personnes pauvres.
 - Augmenter les cotisations sociales pour garantir le pouvoir d’achat des bénéficiaires d’aides sociales.
 - Créer plus de postes de fonctionnaires.
 - Réduire le temps de travail hebdomadaire pour créer plus d’emplois.
 - Renégocier les dettes hypothécaires des familles.
 - Réaffirmer le pouvoir des syndicats.
 - Réaffirmer la souveraineté espagnole en renégociant les traités européens.
 - Référendum sur le maintien de la monarchie espagnole.
- Son slogan : « *un pueblo unido no necesita partido* » (un peuple uni n’a pas besoin de parti politique).
- Son leader : le parcours de Pablo Iglesias est atypique, ce qui contribue aussi à nourrir la crédibilité du mouvement, ainsi que son image, celle d’un homme arborant une queue-de-cheval mais pas de costume. Ancien universitaire, puis conseiller politique et présentateur d’un talk-show politique, il siège désormais au Parlement européen. Il fait partie de la jeune génération qui n’a pas connu le franquisme et qui sait donc se montrer critique vis-à-vis de la Transition.

ENJEUX

- **D'où naît Podemos ?**

Depuis l'émergence du mouvement du 15-M, les différentes forces politiques espagnoles ont montré une cruelle incapacité à comprendre les transformations de leur société ces dernières années. Les réformes se font trop lentement, les scandales de corruption impliquant des dirigeants politiques se multiplient, l'économie est à la traîne, le taux de chômage reste supérieur à 20 %. Podemos a réussi à capter le mécontentement du citoyen lambda, qui voit que les partis traditionnels ne répondent plus à ses attentes, il a réussi à incarner le vote sanction. Le succès de Podemos est donc aussi l'échec du modèle bipartite hérité de la Transition. Podemos ne se revendique pas comme un parti mais comme un mouvement citoyen : il vise à ce que des gens « normaux » fassent de la politique. Face à l'apparition de Podemos, les partis traditionnels ont réagi avec maladresse, ce qui a renforcé le mouvement. Ils ont multiplié les arguments cassants au lieu d'engager un réel débat de fond.

Autre facteur du succès, Podemos a exploité les réseaux sociaux et Internet comme aucun mouvement ne l'avait fait auparavant. Le mouvement fait état d'une stratégie de communication très contrôlée. Pour que Podemos continue de gagner du terrain dans les sondages, une grande discipline a été instaurée afin de garantir la cohérence du mouvement : tout ce qui est dit ou presque a été au préalable validé par une cellule composée de citoyens.

Enfin, le succès de Podemos s'inscrit dans un contexte plus large à l'échelle européenne, celui de l'émergence de partis contestataires anti-austérité et souvent assez critiques à l'égard de l'Union européenne. Ces partis bousculent profondément les habitudes politiques de chaque pays. On peut ainsi dégager de nombreuses similitudes entre Podemos et le parti grec Syriza.

- **Podemos représente une menace pour la monarchie espagnole**

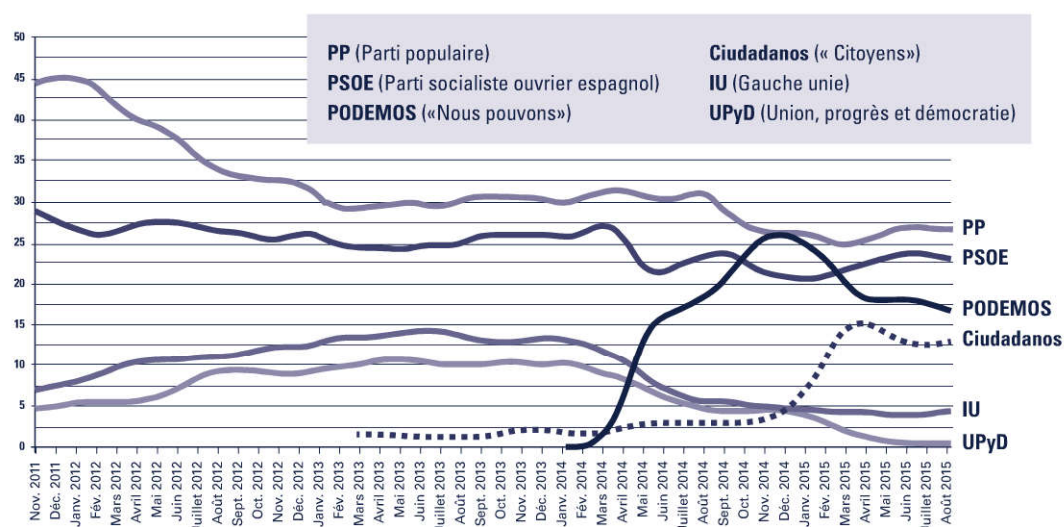
Le PSOE et le PP, au moment de la Transition, ont promis de toujours défendre la monarchie. Podemos, au contraire, l'attaque ouvertement en dénonçant un système archaïque, peu adapté aux évolutions de la société moderne, faisant perdurer des privilèges. Une accession de Podemos au pouvoir est donc mauvais signe pour le système espagnol, de plus en plus critiqué à mesure que s'enchaînent les scandales de corruption (Caso Noos notamment, au sein duquel est impliquée la sœur du roi, Cristina) et les révélations embarrassantes au sujet de la famille royale (comme la chasse à l'éléphant du roi Juan Carlos au Botswana en pleine période de marasme économique).

- **L'objectif des élections législatives**

Podemos doit maintenant se tourner vers son grand objectif, les élections générales espagnoles de la fin de l'année 2015. Ces élections vont permettre de nommer les 350 députés et 208 sénateurs, ce qui permettra ensuite au parti majoritaire de désigner le nouveau chef du gouvernement. Pour rappel, les

élections de 2011 ont donné lieu à une large victoire de la droite et de Mariano Rajoy dans un contexte de crise économique ; une victoire qui a sonné comme une sanction envers le précédent gouvernement de gauche, très impopulaire. Mais aujourd'hui, la popularité du gouvernement de Rajoy a aussi fortement chuté ce qui rend l'élection fortement indécise. Podemos a longtemps fait figure d'alternative très crédible. En novembre 2014, le Podemos était crédité par les sondages de 27,7 % d'intention de vote, le plaçant en tête ! Mais en septembre 2015, les sondages ne donnent plus à Podemos que près de 17 % des voix, soit une chute vertigineuse de 10 points !

Sondages d'opinion depuis l'élection de 2011



Source : Wikipédia.

- Une telle chute dans les sondages amène à réfléchir aux fragilités de Podemos :

Cette baisse de popularité s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, le succès de Podemos est désormais obscurci par l'émergence d'un autre parti contestataire, Ciudadanos, de centre droit, qui est, dans le même temps, passé de 3 à 12,5 % d'intentions de vote. La stratégie du mouvement, qui visait jusque-là à se poser en unique rassembleur des mouvements contestataires, des vagues d'indignation de 2011 à un bon grand nombre de partis en passant par les associations luttant sur le terrain au quotidien est donc affectée.

Surtout, Podemos a du mal à passer de l'étape de la contestation à l'étape de la proposition d'un véritable plan de gouvernement pour l'Espagne. Au bout d'un an, les dénonciations répétées du système orchestré par Pablo Iglesias n'ont plus le même effet, le parti a perdu en crédibilité et semble aujourd'hui se situer à la croisée des chemins. Pour être viable, il doit réussir à faire grossir ses structures. Depuis juin, Podemos s'effondre dans les sondages et est soumis à d'importantes tensions internes qui peuvent être expliquées par la constitution au sein du parti d'un front critique soucieux d'adapter le mouvement aux impératifs

d'une élection nationale. Enfin, Podemos fait les frais depuis juillet 2015 de l'échec du mouvement Syriza en Grèce, auquel il est allié. La division au sein du mouvement grec donne en effet du grain à moudre aux adversaires de Podemos au premier rang desquels le parti Populaire : « Le populisme mène dans une impasse », a par exemple déclaré le ministre de l'Économie Luis de Guindos.

- **Podemos à un tournant**

Le défi de Podemos est maintenant d'arriver à se poser en alternative concrète au niveau national et pas seulement en parti contestataire, solution assez limitée à l'échelle locale. Paradoxalement, la décision de Podemos de ne pas présenter de candidat sous sa propre marque a été très positive car le mouvement a ainsi pu jouer un véritable rôle de rassembleur des mouvements contestataires. Podemos doit s'adapter aux exigences propres d'une élection nationale. Début septembre, les médias espagnols ont évoqué avec insistance une possible coalition entre Podemos et le PSOE. C'est peut-être uniquement par cette voie que Podemos parviendra au sommet de l'État. Mais ce serait alors renoncer à son credo initial, qui était de ne pas être un parti comme les autres...



Hillary Clinton – First Lady, sénatrice, candidate à la Maison Blanche

par Ariane Cronel

« *I'm running for president. Everyday Americans need a champion. I want to be that champion...* » (2015)

« Ceux qui ne votent pas perdent le droit de se plaindre. »

« Première dame ce n'est pas un emploi, c'est un rôle. »

> PARCOURS



Née le 26 octobre 1947, Hillary Rodham grandit au sein d'une famille de la *middle class* américaine, dans la banlieue de Chicago. Son père, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, possède une petite entreprise de draperies. L'appartenance de la famille à l'Église méthodiste marque durablement la future Première dame des États-Unis, dont les engagements militants à l'adolescence suivront d'abord les convictions républicaines de son père.

Diplômée de Wellesley College, Hillary Rodham entre en 1969 à la prestigieuse école de droit de Yale, où elle est l'une des 27 femmes seulement de sa promotion. C'est là qu'elle rencontre son futur mari Bill Clinton.

Les années 1960 sont pour elle synonyme d'engagement contre la guerre du Vietnam et en faveur du mouvement pour les droits civiques. Avec Bill Clinton, elle participe en 1972 à la campagne présidentielle de George McGovern, finalement battu par Richard Nixon. En 1974, elle travaille comme juriste pour la commission d'enquête sur le scandale du Watergate, puis elle s'installe dans l'État de l'Arkansas, dont Bill devient gouverneur en 1978. Abandonnant son nom de jeune fille pour prendre celui de Clinton, sa trajectoire professionnelle est dès lors intimement liée à celle de son mari.

Lorsque celui-ci devient président des États-Unis en 1993, Hillary Clinton inaugure un nouveau style de *First Lady*. Très influente et très impliquée dans les décisions politiques, notamment dans le domaine de la santé et des affaires sociales, elle est réputée entretenir des relations très difficiles avec les Républicains et avec la presse. Elle connaît aussi l'humiliation en 1998 lors de l'affaire Monica Lewinsky, qui révèle l'infidélité de son mari.

Après avoir assumé le rôle de Première dame pendant 8 ans, Hillary décide de construire sa propre carrière politique. Le 7 novembre 2000, elle est élue avec 56 % des voix sénatrice de l'État de New York, où elle ne possédait pourtant aucune attache. Ce « parachutage », rendu possible par l'achat d'une résidence coûteuse dans l'État new-yorkais (obligatoire pour pouvoir se présenter à l'élection) lui vaut les critiques acerbes de ses concurrents et détracteurs. Avec cette victoire, Hillary Clinton devient la première *First Lady* à être élue à un



poste officiel et la première femme à être élue sénatrice de l'État de New York. En novembre 2006, elle est réélue avec plus de 68 % des voix.

Après son élection comme sénatrice, Hillary Clinton entreprend de gommer son image de militante « de gauche » et de repositionner son discours politique au centre. Après avoir activement soutenu les opérations militaires en Afghanistan et en Irak, elle assume des positions plus conservatrices sur des thèmes comme l'IVG, la peine de mort ou l'immigration clandestine.

En janvier 2007, elle se lance dans la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2008. D'abord donnée gagnante par les sondages, son avance sur Barack Obama, principal rival, diminue rapidement, et c'est finalement ce dernier qui remporte les primaires. Hillary se met alors à son service, appelant tous ses partisans à rejoindre le camp d'Obama.

Une fois élu à la Maison Blanche, Barack Obama nomme Hillary Clinton à la tête du département d'État, en remplacement de Condoleezza Rice. Entre 2009 et 2013, la nouvelle secrétaire d'État parcourt plus de 1,5 million de km en avion et se rend dans 112 pays, ce qui constitue un record. Hospitalisée en urgence en décembre 2012 et épuisée après 4 ans de voyages incessants, Hillary Clinton quitte ses fonctions en 2013.

Alors que les spéculations sont nombreuses sur la suite qu'elle entend donner à sa carrière, Hillary attend le 12 avril 2015 pour annoncer sa candidature aux primaires du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 2016. Les instituts de sondage américains la placent régulièrement victorieuse, devant les nouvelles figures du parti républicain comme Marco Rubio, Rand Paul ou encore Ted Cruz.

Pour ses partisans, qui louent sa compétence et son expérience, son nom est associé aux années de prospérité de la présidence de Bill Clinton. Pour ses détracteurs, son nom est au contraire synonyme de dureté et de cynisme, et elle reste l'une des cibles privilégiées des Républicains les plus conservateurs.

> PRINCIPALES RÉALISATIONS



Élue en 2004 parmi « les vingt-cinq gars les plus durs d'Amérique » par le *Men's Journal*, Hillary Clinton est choisie cinq fois par le *Time* pour figurer sur la liste des cent personnes les plus influentes de la planète. En 2011 et 2012, le magazine *Forbes* la classe même au deuxième rang de la liste des femmes les plus puissantes du monde. Le contrat passé pour sa biographie officielle lui a rapporté 6 millions de dollars (contre 9 millions pour celle de son mari).

Lors des primaires démocrates de 2008, Hillary devient la deuxième femme à gagner une primaire aux États-Unis (après Shirley Chisholm en 1972) en remportant la primaire du New Hampshire avec 3 points d'avance sur Barack Obama (39 % des suffrages contre 36 % à Obama).

Sa défense incessante du droit des femmes et des enfants à travers le monde, ses efforts en faveur de l'extension du régime d'assurance maladie, des campagnes de vaccinations obligatoires pour les enfants et d'une sensibilisation plus forte de la population aux problèmes



de santé lui valent une étiquette de « libérale », autrement dit de « gauchiste », que ses adversaires Républicains n'hésitent pas à mettre en avant.

Brillante femme politique, Hillary Clinton possède néanmoins une capacité reconnue à mener des combats électoraux et à rebondir après une défaite. En 2007, le journaliste Carl Bernstein, auteur d'une biographie de référence, soulignait d'ailleurs que le trait de caractère dominant d'Hillary Clinton était sa « passion », révélée tant par son « enthousiasme, son humour, son caractère orageux et sa force intérieure » que ses « pouvoirs létaux (presque) de vengeance ».

Comme son époux, Hillary Clinton fait l'objet d'enquêtes judiciaires durant sa carrière, mais aucune d'entre elles n'aboutit à une condamnation criminelle. Lors du « scandale Whitewater » en 1996, elle est notamment accusée d'avoir utilisé des informations obtenues dans le cadre de son cabinet d'avocats à Little Rock, afin de s'enrichir personnellement par l'intermédiaire d'amis, en achetant des terrains sur les rives de la rivière Whitewater en Arkansas.



Afrique : les enjeux soulevés par la visite de B. Obama

par Louis Barré

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le président Obama a entrepris en juillet 2015 une courte visite en Afrique, au Kenya ainsi qu'en Éthiopie afin d'y défendre les intérêts américains et de renforcer les liens diplomatiques existants dans des régions où la Chine est de plus en plus présente.

La première visite du président fut pour le Kenya, pays ayant vu naître son père, et s'est déroulée du 25 au 26 juillet. Il a affirmé lors de son premier discours sur le sol kenyan que « l'Afrique [était] en marche ». Une remarque optimiste qui fut néanmoins suivie de paroles plus critiques à l'encontre des pays africains sur la question des droits des homosexuels et de la corruption de l'administration. Il a également été question à cette occasion d'une coopération renforcée pour lutter contre les terroristes Shebab affiliés à Al-Qaïda qui ont perpétré plusieurs attentats sur le territoire kenyan.

La deuxième partie de son voyage, du 26 au 28 juillet, à Addis-Abeba fut l'occasion pour Barack Obama de réitérer son soutien à son homologue éthiopien. Cette puissance économique africaine, seul pays à n'avoir jamais été colonisé en Afrique, fait non seulement figure de symbole mais elle est également garante d'une certaine stabilité régionale et la coopération entre les États-Unis et l'Éthiopie s'inscrit *de facto* dans le cadre de la lutte antiterroriste en Somalie.

> ILLUSTRATIONS



PIB : une croissance de 3,9 %

- 3,9 % de croissance du PIB en 2014, c'est le chiffre estimé par le département statistique de la Banque africaine de développement. L'Afrique n'est pas seulement un sujet d'inquiétude face à la montée du terrorisme mais se révèle être pour les États-Unis un marché en expansion très attractif.
- 147 morts lors d'un attentat dans une université en avril 2015 au Kenya. Il s'agit de l'une des pires attaques du courant djihadiste Al-Shabaab (= jeunesse) depuis sa création en 2006.

ENJEUX

- **Lutter contre le terrorisme**

La visite du président Obama en Afrique de l'Est, à une époque où la radicalisation religieuse et le terrorisme sont devenus des sujets d'inquiétude mondiaux, avait pour but de traiter des questions de sécurité avec le président Uhuru Kenyatta (Kenya) et le Premier ministre Haile Mariam Dessalegn (Éthiopie).

Les extrémistes Shebab sont les cibles prioritaires du Kenya et des USA pour stabiliser la région, le groupe Al-Shabaab ayant perpétré des attentats extrêmement meurtriers en territoire kenyan (147 morts dans une attaque au Garissa University College en début d'année). L'organisation, dont le schéma opérationnel est progressivement devenu transnational, en est devenue un maillage décentralisé localisé en Afrique de l'Est et reste par là même un problème régional épineux.

De même, en Éthiopie, le président Obama a répété la nécessité de mettre en place une stratégie commune pour lutter contre les groupes séparatistes extrémistes. Le message est apparu d'autant plus fort qu'il fut donné de la ville accueillant le siège de l'Union africaine. Les fronts multiples ouverts en Afrique par des groupes terroristes revendiquant leur filiation avec Al-Qaïda (Afrique de l'Ouest avec le conflit au Mali et de l'Est avec les Shebab) n'ont laissé d'autre choix aux États-Unis que d'apporter un soutien médiatique d'abord et matériel ensuite avec l'envoi de 465 millions de dollars prévu par la Maison Blanche et qui devraient servir à dispenser des formations et acheter du matériel pour combattre l'extrémisme en Afrique de l'Est.

- **Défendre des principes démocratiques sur le continent**

Il a également été question lors de la visite du président américain du déficit démocratique de l'Afrique et de la nécessité de modifier le *statu quo* qui laisse aujourd'hui la porte ouverte à la corruption et aux dérives du pouvoir en place.

Barack Obama a rappelé que « personne ne devrait être président à vie » alors que de nombreux présidents en place envisagent une réélection interdite par leur constitution pour, selon eux, répondre au besoin de stabilité, et pouvoir poursuivre un projet sur le long terme. Il a répété à cette occasion son opposition à la corruption qui apparaît, selon lui, comme « le plus grand obstacle à la croissance du Kenya » et a obtenu de son homologue kenyan la signature d'un document en 29 points pour lutter contre la criminalité en col blanc. Il a, par ailleurs, exhorté les Kényans à lutter eux-mêmes contre cette corruption au quotidien.

Cette visite a dans le même temps été l'occasion de promouvoir les droits des femmes et des homosexuels. Barack Obama a d'ailleurs comparé à cette occasion l'homophobie à la ségrégation raciale tout en se heurtant à la volonté du président kenyan.

- **Supplanter la Chine**

L'Afrique est à l'heure actuelle un marché en très forte expansion qui compte ses propres champions, parmi lesquels l'Éthiopie et le Kenya. La visite américaine dans ces deux pays poursuit de fait des objectifs qui sont également économiques. Le Kenya, leader de son continent en nouvelles technologies, attire de plus en plus d'investisseurs américains et Nairobi a même été qualifiée en 2015 de « ville la plus intelligente d'Afrique ».

C'est face à une Chine ambitieuse et entreprenante que Barack Obama souhaite positionner son pays au sein d'un continent porteur d'une forte croissance. La part des échanges commerciaux africains avec les pays émergents, incluant la Chine, est passée d'environ 15 % en 1992 à environ 40 % en 2011 quand la part des pays traditionnels est passée sur la même période d'environ 85 % à environ 60 % (chiffres fournis par l'Agence française de développement). Les États-Unis perdent ainsi graduellement des parts de marchés sur un continent dont le volume global d'échanges commerciaux s'accroît de manière spectaculaire.

À l'heure actuelle, la stratégie américaine consiste à poursuivre les efforts menés par le biais de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) qui est une loi adoptée en mai 2000 par le Congrès permettant de faciliter l'accès des pays subsahariens au marché américain s'ils s'engagent à se conformer aux principes de l'économie libérale. Cette mesure a ainsi non seulement permis aux Américains d'augmenter le volume d'échange entre l'Afrique et leur pays, mais également d'exporter par la même occasion une structure économique qui leur est favorable. Cependant, bien que cette loi ait été bénéfique aux États-Unis, elle n'est pas suffisante pour leur permettre de conserver une place d'investisseur leader sur le marché africain. La visite de Barack Obama est donc à cet égard un appel aux Africains à écouter la voix de l'Amérique et un appel aux entreprises américaines à investir sur un continent plein d'avenir.



La détente Cuba-USA : le point final de la guerre froide ?

par Ariane Cronel

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 17 décembre 2014, le ressortissant américain Alan Gross, détenu depuis 5 ans à La Havane pour espionnage, est libéré pour des raisons humanitaires en échange de trois espions cubains incarcérés aux États-Unis. Barack Obama annonce dans la foulée « un nouveau chapitre » des relations avec Cuba, tandis que Raul Castro confirme simultanément le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le caractère inattendu de ce rapprochement (même si des assouplissements successifs avaient été observés ces dernières années), et la symbolique des discours simultanés de Barack Obama et Raul Castro renforcent encore un peu la dimension de cet événement. « Todos somos Americanos », déclare même Barack Obama à la fin de son discours. Est-ce la fin d'un conflit vieux d'un demi-siècle ?

> ILLUSTRATIONS



1,7 million d'exilés cubains aux États-Unis

- 1961 : Washington rompt les relations diplomatiques avec La Havane après le rapprochement des révolutionnaires castristes avec l'URSS et la confiscation des biens américains. En avril, des exilés cubains soutenu par les États-Unis échouent à débarquer dans la baie des Cochons.
- 1962 : Le président américain John F. Kennedy décrète en février un embargo commercial contre Cuba. En octobre, l'installation de missiles nucléaires soviétiques sur l'île provoque une crise majeure entre les États-Unis et l'URSS.
- 1977 : Le Bureau des intérêts américains ouvre à La Havane sous la présidence de Jimmy Carter, qui allège l'embargo.
- 1995 : Cuba et les États-Unis signent des accords migratoires.
- 1996 : La loi Helms-Burton renforce l'embargo américain.
- 2001 : Le président américain George W. Bush renforce l'embargo en limitant davantage les voyages et l'envoi d'argent sur l'île.
- 2004 : Cuba annonce la fin de ses transactions commerciales en dollars.
- 2006 : Raul Castro succède à son frère Fidel à la tête du régime cubain.
- 2009 : Barack Obama lève toutes les restrictions sur les voyages et l'envoi d'argent des Cubano-Américains dans l'île.



- Selon un sondage de l'institut Pew Research réalisé en janvier 2015, 63 % des Américains approuvent le rapprochement entre les deux pays, et les deux tiers d'entre eux sont favorables à la levée de l'embargo.
- 1,7 million d'exilés cubains vivent aux États-Unis, soit la 3^e nationalité du groupe hispanique (derrière les Mexicains et les Portoricains).
- 3 millions de touristes dont 100 000 Américains visitent Cuba chaque année.
- La croissance annuelle du PIB cubain est d'environ 3 %, mais le PIB par habitant reste faible (un peu plus de 6 000 \$/hab/an), loin derrière le Brésil, la Colombie ou le Costa Rica.
- Le salaire moyen à Cuba était de 19 \$/mois en 2012.
- La base américaine de Guantanamo se situe au sud-est de l'île, et les États-Unis versent chaque année au régime cubain un chèque de 4 085 \$ (montant arrêté en 1934) pour sa location. Le régime cubain a mis un point d'honneur à ne jamais encaisser ces chèques.

ENJEUX

- **La détente, défaite assumée de la stratégie américaine ?**

La rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'île de Cuba, distante de seulement 150 km, avait pour objectif avoué de précipiter la chute du régime cubain mis en place après la révolution de 1959, les États-Unis étant le débouché traditionnel de l'économie cubaine. Mais ces sanctions n'ont entraîné aucun résultat probant : en effet, l'URSS d'abord puis le Venezuela du président Hugo Chavez ont porté à bout de bras le régime autoritaire de Fidel Castro, permettant à celui-ci de se maintenir au pouvoir jusqu'à ce que son état de santé l'oblige à passer la main à son frère Raul.

Bien que le constat de l'inefficacité des mesures adoptées contre Cuba ait été largement partagé aux États-Unis, la puissance du lobby des exilés cubains a longtemps dissuadé les dirigeants américains de revoir leur stratégie.

La détente intervenue fin décembre 2014 signe donc la victoire du pragmatisme du Président Barack Obama : alors que les États-Unis entretiennent des relations suivies avec des pays comme la Chine ou le Vietnam, n'avoir aucune relation avec un voisin si proche et le considérer comme un État terroriste au même titre que le Soudan ou la Syrie devenait absurde. Préparé par 18 mois de tractations ultra-secrètes et marqué par l'investissement personnel du Pape François, le rapprochement entre Cuba et les États-Unis met ainsi un terme à l'un des derniers conflits issu de la guerre froide, et consacre la victoire du pragmatisme économique sur l'affrontement idéologique.

- **Quelles conséquences concrètes ?**

Les considérations économiques expliquent très largement le changement de stratégie américaine. En ignorant Cuba pendant cinquante ans, les États-Unis ont renoncé à un marché non négligeable et se sont coupés de leur « Méditerranée » à eux, perdant aussi une certaine influence en Amérique latine. Pour autant, la reprise des relations ne signifie pas la fin de l'embargo imposé

depuis 1962 : seul un vote au Congrès peut permettre de lever ces restrictions. Or, les Républicains, majoritaires à la Chambre, ont déjà averti de leur farouche opposition à tout retour en arrière. La Maison Blanche souhaite néanmoins que l'embargo soit levé avant la fin du mandat du président américain (2017), et Barack Obama s'est engagé à « peser de tout son poids auprès du Congrès » pour aboutir. D'ores et déjà, Washington a annoncé la fin d'importantes restrictions qui ne relevaient pas du dispositif d'embargo. Ainsi par exemple, les banques états-uniennes pourront désormais ouvrir des comptes de correspondant dans des banques cubaines pour faciliter les transactions commerciales autorisées et les transferts de fonds. Le commerce avec les entreprises cubaines sera aussi autorisé dans certains secteurs (construction notamment).

Du point de vue diplomatique, les présidents américain et cubain ont affiché leur volonté de n'exclure aucun sujet de leurs discussions, y compris les droits de l'homme. La réouverture d'une ambassade américaine à La Havane a été annoncée, sans qu'un délai soit pour autant précisé. Cuba devrait faire de même à Washington. Raul Castro a également exhorté son homologue à « revenir sur la mention injustifiable de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme international », question que le président américain s'est engagé à examiner.

La libération par le régime castriste début janvier 2015 de 53 prisonniers considérés comme politiques par Washington constitue une première concrétisation du rapprochement diplomatique en cours. Dans la foulée, une délégation de parlementaires américains, composée de 4 sénateurs et de 2 représentants du Parti Démocrate, s'est rendue sur l'île afin d'y rencontrer des fonctionnaires cubains, des représentants de la société civile et des ambassadeurs d'autres pays (notamment Mexique et Colombie).

L'abandon par les États-Unis de la stratégie du « changement de régime » pour celle du « soutien à la société civile » va donc transformer profondément non seulement la société cubaine, qui devrait voir son quotidien s'améliorer, mais également la position du régime castriste, puisqu'il ne pourra plus se poser en victime de l'impérialisme yankee. Les 70 000 « almendrones » (ces voitures américaines des années 1950 appelées « grosses amandes ») qui égayaient les routes cubaines résisteront-elles aussi bien à l'irruption des nouvelles technologies qu'à 50 ans d'embargo américain ?





Iran : accord historique sur le nucléaire

par Léo Spector

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



« La diplomatie, ça marche » annonce l'éditorial du *Monde* du 15 juillet 2015. La veille, les pays du P5+1 (États-Unis, Russie, Chine, Angleterre, France et Allemagne) ont conclu un accord avec l'Iran, après douze ans de négociations. L'objectif est de tirer un trait sur les ambitions nucléaires militaires iraniennes et d'encadrer son programme atomique civil, en échange d'une levée des sanctions économiques.

L'ambition de puissance et, par extension, la prétention au nucléaire de l'Iran est à replacer dans le contexte d'un pays à la géopolitique conflictuelle et revendicative. Héritier de la civilisation perse, marqué par les ingérences étrangères, porteur de la Révolution islamique et d'un modèle politique théocratique depuis 1979, et enfin centre névralgique du chiisme qui en fait l'ennemi de ses voisins sunnites, l'Iran longtemps isolé souhaite se placer au centre des équilibres géostratégiques de la région. Ainsi, si le pouvoir politique iranien a toujours affirmé cantonner son programme nucléaire aux applications civiles, la communauté internationale s'inquiète à partir de 2002 de possibles expérimentations militaires, et les négociations patinent à partir 2005 avec l'élection à la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, qui incarne une ligne diplomatique dure. La voie est alors ouverte aux sanctions économiques internationales qui touchent durement le pays sans pourtant sembler porter un coup fatal au programme de recherche atomique.

La relance des pourparlers est en grande partie due à la politique audacieuse de deux chefs d'États. Tout d'abord, Hassan Rohani, élu président de la République islamique d'Iran en 2013 après avoir fait campagne pour la relance d'une économie frappée par les sanctions, l'inflation et le chômage, pour la libéralisation de la société et pour la fin de l'isolement international, tout en restant fidèle au guide de la Révolution. Puis, le rôle du président américain Barack Obama a été fondamental. Si le début de son deuxième mandat a été entaché de blocages intérieurs (*fiscal cliff* et *shutdown* en 2013), Obama semble avoir trouvé un nouveau souffle dans une diplomatie luttant contre les conservatismes : ouverture avec Cuba, engagement écologique international, et, bien sûr, le dossier du nucléaire iranien. Ainsi, après deux années de négociations débutées en 2013, marquées par des accords intermédiaires et parfois des blocages, les partenaires internationaux sont finalement parvenus à un accord le 14 juillet 2015, un an après la date initialement prévue. Celui-ci a été validé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

> ILLUSTRATIONS



Un uranium enrichi à 3,67 %

- 3,67 %, c'est le pourcentage d'enrichissement d'uranium maximal auquel aura droit l'Iran pendant 15 ans (l'uranium doit être porté à 90 % pour une utilisation militaire). L'Iran ne pourra enrichir son uranium que sur le site de Natanz et avec un nombre de centrifugeuses réduit (5 000 au lieu de 19 000 actuellement).
- Les stocks d'uranium enrichi de l'Iran seront strictement limités : ceux de concentration supérieure à 3,67 % doivent être exportés ou dilués, et le stock d'uranium enrichi à moins de 3,67 % doit être de poids inférieur à 300 kg.
- Toutes ces mesures sont destinées à rallonger à un an la durée du « *break out* », c'est-à-dire le temps qu'il faut à l'Iran pour fabriquer une bombe atomique.
- Point de blocage des négociations, l'Iran s'engage finalement à renforcer le régime d'inspection de ses sites nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à signer un Protocole additionnel permettant des inspections intrusives, toutefois conditionnées à une procédure de dialogue préalable avec Téhéran. Une enquête sur le programme nucléaire passé de l'Iran est également autorisée.
- Les sanctions prises par l'UE, les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU concernant la finance, l'énergie et le transport seront levées dès la mise en œuvre par l'Iran de ses engagements, vers 2016 selon les experts.
- Toutefois, les mesures liées à la non-prolifération nucléaire, les missiles balistiques et les importations de certains matériaux et armes offensives sont maintenues pour quelques années supplémentaires jusqu'à preuve du pacifisme de l'Iran.

• Après l'accord, des réticences encore fortes

En Iran d'abord, la ligne adoptée par Hassan Rohani ne fait pas consensus. Des parlementaires accusent régulièrement le président iranien d'avoir « menacé la sécurité nationale » par sa politique étrangère d'ouverture. Mahmoud Ahmadinejad et ses proches ont également critiqué l'accord, et pourraient en faire un cheval de bataille pour un éventuel retour en politique aux législatives de 2016. D'autre part, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution et réel détenteur du pouvoir politique en Iran a affirmé que la politique étrangère n'allait pas changer vis-à-vis du « gouvernement arrogant américain », à l'exception de négociations portant sur des intérêts iraniens.

Dans le camp occidental, si l'accord a fait majoritairement consensus, l'opposition compte dans ses rangs Israël et une partie des hommes politiques américains, en particulier les membres du Parti républicain et ceux proches du lobby israélien (AIPAC). Israël voit comme une menace existentielle le développement du programme atomique de l'Iran islamique qu'il considère encore à vocation militaire. Pour le Premier ministre israélien Netanyahu et l'ensemble de sa

ENJEUX

diplomatie, l'accord ne présente pas les garanties suffisantes. Il a d'ailleurs fait appel aux autres grands opposants à cet accord, dans un discours au Congrès des États-Unis en mars 2015, alors que la Maison Blanche en a été informée au dernier moment, refroidissant ainsi la relation indéfectible entre les États-Unis et Israël et isolant le pays sur la scène internationale. Les Républicains et les pro-israéliens, considérant l'Iran comme faisant encore partie de l'axe du mal décrit par G.W. Bush, et majoritaires au congrès pourraient bien faire échouer la ratification de l'accord à la rentrée 2015.

- **Une émergence économique de l'Iran enfin possible ?**

La levée des sanctions doit pouvoir offrir un nouveau départ à l'économie iranienne et un grand appel d'air pour l'économie mondiale. La Banque mondiale affiche ainsi des prévisions de croissance du PIB d'environ 5 % pour le pays en 2016. Le dégel des avoirs iraniens à l'étranger, de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars, peut y jouer un grand rôle, à condition que ces fonds soient réellement alloués au développement économique comme l'affirme Téhéran. Or l'Iran dispose de fondamentaux socio-économiques solides : une population de 80 millions d'habitants à 70 % urbaine, à peu près entièrement alphabétisée, des taux de fécondité et de divorce comparables aux chiffres européens et une élite bien éduquée, grâce aux efforts du régime dans ce domaine (4 millions d'étudiants fréquentent l'université, dont 60 % de femmes). Les délégations de grands groupes occidentaux comme PSA, Renault, Total et Airbus mais également des acteurs asiatiques se pressent en Iran pour profiter de la manne que constitue ce grand marché de consommateurs dont les besoins d'équipement sont à combler.

Cependant, l'Iran présente de grandes fragilités structurelles aggravées par des années de sanctions qui ont accru l'inflation et le chômage. Si la République islamique s'est montrée plutôt capable d'accompagner la modernisation sociale jusqu'à un certain point (le système politique étant toujours largement sous contrôle et l'ordre moral pesant pour les jeunes), elle s'est en revanche d'un point de vue économique largement cantonnée à sa rente pétrolière. De plus, la quasi-totalité de la production pétrolière et industrielle du pays relève du secteur public, qui n'échappe pas à la corruption et qui est en grande partie contrôlé par le corps des gardiens de la Révolution. Dans ce contexte, l'afflux de capitaux étrangers présente un certain risque d'alimenter l'inflation ou d'être dépensé en importations au lieu de permettre de développer la production intérieure.

À long terme toutefois, l'Iran est incontournable pour un bon nombre d'acteurs économiques, que ce soit parce que le pays dispose de la première réserve mondiale de gaz naturel, la quatrième de pétrole, ou qu'il se situe en position stratégique vis-à-vis de la nouvelle route de la soie terrestre voulue par le président chinois Xi Jinping pour intensifier les liens entre l'Asie et l'Europe.

- **Un basculement de la géopolitique régionale**

En parvenant à un accord avec la communauté internationale, l'Iran peut rompre avec son isolement et devenir un interlocuteur privilégié de la région, alors même que ses ambitions géopolitiques anciennes connaissent un renouveau.

L'Iran est d'abord la clé de l'opposition entre sunnite et chiite, née d'une querelle de succession religieuse mais devenue sociale (les chiites étant souvent discriminés et défavorisés) et politique avec la Révolution islamique de 1979. Depuis cette date, l'Iran chiite tisse un réseau d'alliances (notamment avec la Syrie d'al-Assad alaouïte) et soutient les populations chiites de la région (au Liban, en Irak). Plus récemment, l'Iran a soutenu politiquement les révoltes chiites au Bahreïn en 2011, et officieusement les miliciens houthistes au Yémen à partir de 2014. Face à la menace d'un tel « arc chiite », les pays sunnites voisins à la tête desquels l'Arabie Saoudite s'inquiètent de la reprise du dialogue entre l'allié américain et l'Iran et des disponibilités financières que le régime iranien pourra tirer de la levée des sanctions. Les pays du Golfe ont d'ailleurs renforcé leur coopération militaire au sein du Conseil de coopération du Golfe, et sont intervenus sous la forme d'une coalition au Yémen, contre les houthistes. Officiellement cependant, ces pays se sont félicités du succès des négociations et affirment espérer approfondir leurs relations avec l'Iran, tandis que le Secrétaire d'État américain à la défense John Kerry a entamé une tournée au Moyen-Orient pour rassurer ses alliés et qu'Hassan Rohani a réaffirmé son intérêt pour la stabilité au Moyen-Orient.

Le rôle de l'Iran est également incontournable dans la gestion des conflits en Syrie et en Irak. Allié indéfectible du régime de Damas, Téhéran fait du maintien de Bachar al-Assad à la tête du gouvernement syrien une condition non négociable. La conclusion de l'accord sur le nucléaire ne peut que renforcer le soutien à un gouvernement fragilisé par l'avancée des rebelles et de Daech : un milliard de dollars de crédit a été débloqué par l'Iran pour Damas en juillet 2015, et de nouvelles forces chiites et conseillers sont déployés en renfort de ceux présents sur le terrain pour aider l'armée syrienne. La même logique vaut pour l'Irak, où les milices chiites sont des acteurs de premier plan de la reconquête face à l'organisation État islamique. Mais c'est surtout sur le plan politique que Téhéran peut le plus bénéficier de sa nouvelle respectabilité vis-à-vis de la communauté internationale, en pouvant dorénavant avancer directement ses idées et ses conditions sur le dossier de la Syrie et de l'Irak.



Mort du roi Abdallah en Arabie Saoudite : héritage et avenir du pays

par Léo Spector

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



« Un dirigeant sincère ayant le courage de ses convictions » pour Barack Obama, « la vision d'une paix juste et durable au Moyen-Orient » selon François Hollande, voire même un « grand défenseur du droit des femmes » d'après Christine Lagarde, directrice du FMI. C'est avec ces mots que les grands dirigeants mondiaux ont présenté leurs condoléances au royaume saoudien, à l'annonce de la mort du roi Abdallah le 23 janvier 2015, après presque dix ans de règne.

Cela faisait en réalité vingt ans qu'Abdallah détenait le pouvoir en Arabie Saoudite, en assurant la régence dès 1995, le roi Fahd ayant été physiquement diminué. Tout au long de cette période, le roi Abdallah a dû faire face à un grand nombre de défis pour l'Arabie Saoudite : montée du terrorisme, difficile relation entre pouvoir et fondamentalisme religieux, géopolitique régionale et interne bouleversée par le Printemps arabe et ses conséquences. Le modèle économique du pays, reposant largement sur la rente pétrolière, a montré ses limites. Malgré tous ces enjeux – ou grâce à eux – l'Arabie Saoudite est aujourd'hui le pays arabe à la diplomatie la plus influente, la première économie de la région et un membre du G20.

Autre paramètre clé du modèle saoudien, la monarchie, qui est absolue, fonctionne selon un système particulier. La ligne de succession est « adelphique », c'est-à-dire que le pouvoir est transmis entre les fils du fondateur du royaume Ibn Saoud, de frère en frère, avec à chaque succession des conflits et tiraillements pour déterminer l'héritier. Ce système a pour inconvénient qu'avec le temps, l'Arabie Saoudite est devenue une gérontocratie. Ainsi, les dernières années de son règne, le roi Abdallah âgé de plus de 90 ans ne se déplaçait plus sans un système d'assistance respiratoire. Le roi Salman qui le remplace, 6^e frère à exercer le pouvoir royal, a lui-même 79 ans et présente une santé affaiblie.

> ILLUSTRATIONS



115 milliards d'euros pour la paix sociale

- 115 milliards d'euros, c'est le montant dépensé par le roi Abdallah au moment de l'éclatement du Printemps arabe pour acheter la paix sociale, correspondant à la création de 60 000 postes ministériels, la construction de 500 000 maisons et la mise en place d'un revenu minimum de 700 euros pour les fonctionnaires. La moitié du budget de l'État est aujourd'hui consacrée à payer les salaires des fonctionnaires.



- 47 % de la population a moins de 24 ans. Dans la dernière décennie, la part de la population entamant des études supérieures a doublé, mais les domaines les plus prisés sont les études religieuses et les sciences humaines. D'autre part, 1/3 des jeunes sont au chômage.
- Selon le FMI, l'Arabie Saoudite devrait connaître un déficit budgétaire en 2015 du fait du repli des cours du pétrole.
- Depuis novembre 2014, l'organisation État islamique a perpétré une dizaine d'attentats sur le sol saoudien, la majorité ayant pour victime des chiïtes. En juillet 2015, le ministère de l'Intérieur saoudien annonce l'arrestation de plus de 400 membres présumés d'un réseau proche de l'État islamique.
- Selon le sondage Arab Youth Survey, seuls 15 % des jeunes des pays arabes considèrent le manque de démocratie comme le plus grand obstacle au Moyen-Orient. Ils étaient 41 % en 2012.

ENJEUX

- **Une société saoudienne encore très largement conservatrice, malgré certaines initiatives du roi Abdallah**

Le monarque a tenté d'apporter des réponses à un certain nombre de questions issues du positionnement religieux de l'État saoudien, se revendiquant d'un islam wahhabite, rigoriste et fidèle au modèle de vie des « pieux ancêtres ». Il a ainsi relancé le dialogue avec les minorités chiïtes dans le sens d'une plus grande intégration dans une société majoritairement sunnite, s'est attaqué aux excès de la police des mœurs, a modernisé le système éducatif et a lancé des débats sur la place des femmes dans la société (en nommant notamment trente femmes au sein du Majles al-Choura, le conseil consultatif). En termes d'intégrité du pouvoir, Abdallah a tenté de mettre fin à la corruption générée par les contrats d'armements avec les Occidentaux, et a mis en place un conseil d'allégeance pour encadrer les successions et préparer le passage à la nouvelle génération.

Cependant, ces initiatives ne se sont pas traduites par un adoucissement des mœurs et une plus grande clémence du pouvoir ; le cas de Raïf Badawi, fondateur du blog *Free Saudi Liberals* et condamné notamment à 1 000 coups de fouets en 2014 pour avoir porté atteinte aux valeurs religieuses, en est un bon exemple. Plus globalement, les réformes sont difficiles à mener car le roi Abdallah rencontre une forte résistance dans les milieux conservateurs et religieux, et que le wahhabisme est un des facteurs fondamentaux de légitimation du pouvoir royal.

- **L'Arabie Saoudite connaît un essoufflement de son modèle économique, qui traduit l'incapacité de la monarchie à répondre à de tels enjeux**

Durant le règne du roi Abdallah, l'Arabie Saoudite prend de la distance par rapport à ses voisins moyen-orientaux pour ce qui est de la prospérité économique. Notamment parce que l'Arabie Saoudite n'a pas connu de mouvement de protestation d'ampleur comparable à ceux qui se sont déroulés

en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie lors des Printemps arabes, et qui ont pu désorganiser certaines structures économiques de ces États. La richesse du royaume repose de fait largement sur l'exploitation de ses ressources en pétrole (les deuxièmes du monde), en gaz, et par les investissements réalisés par ses fonds souverains.

Mais ce tableau omet des fragilités économiques. Le secteur pétrolier (qui est public) représente 90 % des revenus de l'État, ce qui place l'Arabie Saoudite en position de dépendance. À partir de 2011, le roi Abdallah s'est attelé à l'élargissement de la part du secteur privé dans l'économie. Face à l'augmentation de l'offre (principalement nord-américaine) dans les marchés pétroliers, l'exécutif saoudien a imposé une baisse des prix au sein de l'OPEP et s'est engagé dans une guerre des prix contre le pétrole de schiste américain. Or l'Arabie Saoudite a besoin d'un prix du pétrole élevé pour soutenir ses programmes de dépenses sociales.

Sur le long terme, c'est l'insertion économique des jeunes, dont un tiers est au chômage, qui constitue le principal enjeu. Le ministère du Travail a ainsi conduit des politiques d'incitation à l'embauche dans le secteur privé et de subvention concernant les hausses du salaire minimum dans ce secteur. D'autre part, le gouvernement a adopté en 2013 des mesures radicales contre l'emploi de la main-d'œuvre clandestine, entraînant l'expulsion d'un million de travailleurs illégaux. Toutefois, toutes ces réformes ne règlent pas le problème de fond, qui est la renégociation du pacte social, de plus en plus coûteux dans un contexte d'accroissement de la consommation et de baisse des recettes de l'État rentier.

- **L'Arabie Saoudite du roi Abdallah se retrouve au centre du jeu des puissances dans la région, mais subit des revers diplomatiques**

Le volet relations internationales a été extrêmement sollicité pendant le règne du roi Abdallah, avec des initiatives remarquables. Ainsi, pour trancher avec les polémiques qui ont suivi les attentats du World Trade Center, la majorité des terroristes de l'attaque étant de nationalité saoudienne, le monarque a proposé en 2002 une offre de paix globale pour la région moyen-orientale, avec notamment la normalisation des relations avec Israël contre la création d'un État palestinien. Le roi a également initié un dialogue interreligieux, en se rendant à Rome et au Vatican en 2008, tout en tentant de limiter les excès du wahhabisme au niveau national.

Cette politique s'inscrit dans une ambition plus globale du royaume, celle de s'affirmer comme première puissance sunnite de la région. Riyad tente ainsi de contenir l'influence iranienne chiite au Moyen-Orient, en favorisant le maintien du *statu quo* dans son voisinage (notamment au Bahreïn avec une intervention en 2011, au Yémen avec une coalition du Conseil de coopération du Golfe depuis 2014, et en Syrie et en Irak, en opposition au régime de Bachar al-Assad tout comme aux milices chiites qui le combat). D'autre part, l'Arabie Saoudite

a joué un rôle primordial dans l'évolution des crises liées au Printemps arabe au Moyen-Orient en s'opposant aux Frères musulmans soutenus par le Qatar et en finançant les filières salafistes wahhabites des révoltes. L'aide financière apportée au nouveau gouvernement égyptien à la suite de la destitution du président et Frère musulman Mohammed Morsi en 2013 est le signe de la volonté de Riyad d'établir un axe stratégique Égypte-Arabie Saoudite.

Dans ce contexte, la politique étrangère du roi Abdallah a été déstabilisée par le relatif retrait des États-Unis des tensions et conflits de la région. Ainsi, face à la faible implication de Washington dans le dossier syrien, la diplomatie saoudienne a organisé un boycott à l'ONU en refusant sa place de membre non-permanent du Conseil de sécurité. Le processus de négociation du P5+1 avec l'Iran quant au programme nucléaire de Téhéran a été à l'origine d'une nouvelle brouille diplomatique entre les deux alliés. Toutefois, le régime saoudien a affirmé qu'il souhaitait rationaliser ses relations avec l'Iran. La lutte contre les mouvements djihadistes en Irak et en Syrie, qui atteignent aujourd'hui l'Arabie Saoudite de l'intérieur, pourrait constituer un terrain d'entente pour Riyad, Téhéran et Washington.

- **Quelles perspectives pour l'Arabie Saoudite du roi Salman ?**

À 79 ans, le roi Salman se présente comme un monarque de transition s'inscrivant dans la continuité du règne précédent. La politique sociétale, économique et diplomatique n'a pas connu de revirements significatifs depuis le décès du roi Abdallah. Toutefois, cette apparente stabilité cache des tensions de succession, Salman ayant remplacé son demi-frère Muqrin par son neveu Mohammed Ben Nayef de 55 ans comme prince héritier du royaume, et ayant nommé son fils vice-prince héritier. Ce qui se joue donc à long terme est l'accaparement du pouvoir par un clan, et le rajeunissement de l'exécutif. En ce dernier point, l'Arabie Saoudite se rapproche d'autres pays du Golfe comme les Émirats arabes unis et Oman, qui connaissent une phase de transition du pouvoir. La nouvelle génération prend ainsi ses fonctions dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques au Moyen-Orient, les réponses aux différentes crises restant à trouver.





Les îles Spratley convoitées par Pékin

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Depuis une décennie, la Chine mène une véritable stratégie territoriale visant à élargir et consolider sa présence et son influence en mer de Chine. Cette ambition exacerbe les contentieux et fait apparaître Pékin comme une menace pour la sécurité régionale.

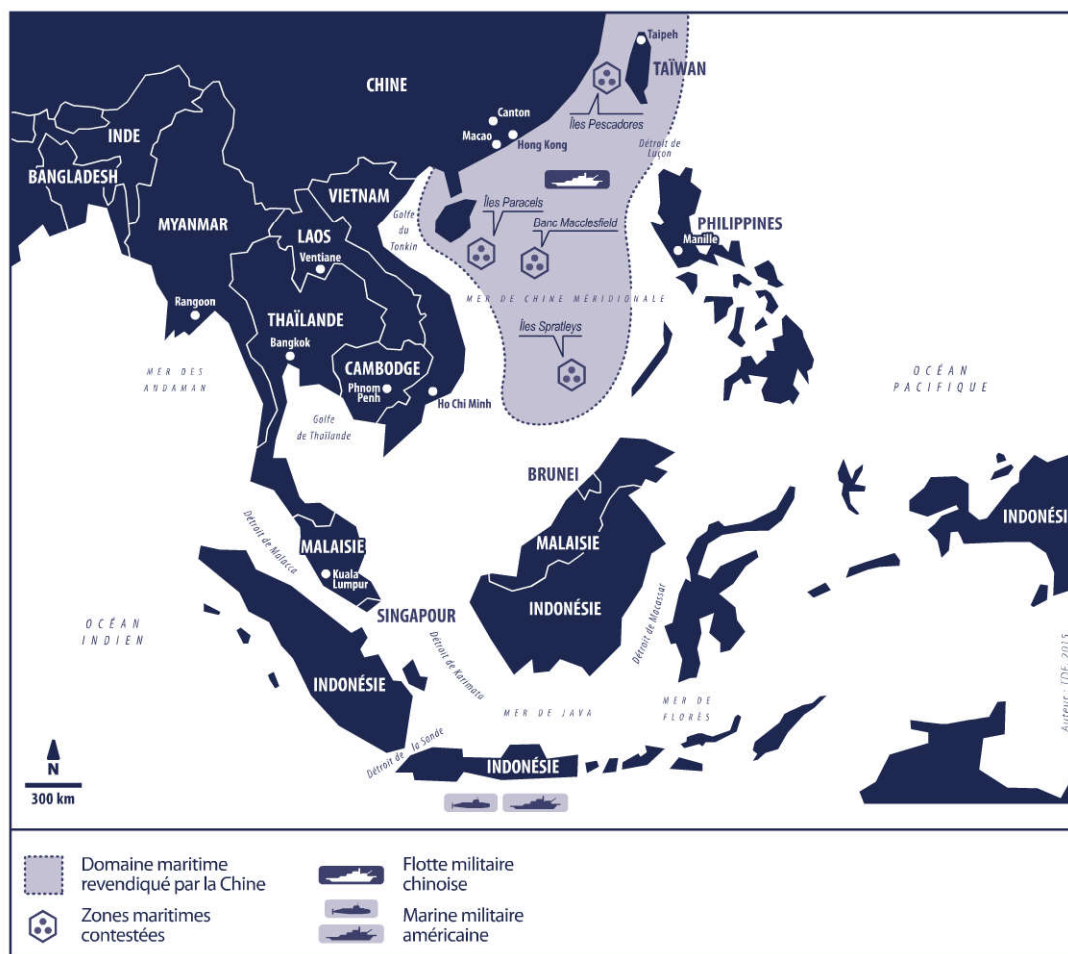
Depuis 1949, la Chine a poursuivi le même objectif de récupérer les territoires, que les « traités inégaux » imposés par les étrangers et les défaites militaires lui avaient fait perdre : le Xinjiang, le Tibet, Port Arthur, Hong Kong et Macao. Les dernières pièces manquantes de ce puzzle territorial à reconstituer, se nomment Taiwan et les nombreuses îles de la mer de Chine. L'expression de ce nationalisme frisant la xénophobie témoigne d'une certaine arrogance (comme les manifestations d'hostilité envers le Japon à cause du différend relatif aux îles Senkaku). La Chine annexe de manière latente depuis une vingtaine d'années les îles qui jalonnent la mer de Chine, en privilégiant la force et au mépris du droit international. L'intérêt de Pékin se focalise sur l'archipel des îles Spratley. L'attitude agressive de la Chine s'explique aussi par le départ des forces russes de la région à partir de 1990 (qui ont évacué les bases navales de Cam Ranh et de Da Nang au Vietnam), et du retrait des Américains deux ans plus tard (avec la fermeture de leurs installations de Subic Bay et de Clark Field aux Philippines). Dans cette expansion maritime, la Chine en réalité ne redoute que des représailles mesurées, jouant sur l'attrait économique que représente son immense marché aux yeux des pays voisins.

> ILLUSTRATIONS



Une île de 4 km²

- La superficie émergée des îles Spratley n'excède pas 4 km², et seules 36 îles demeurent émergées toute l'année. La plus grande des îles, Itu Aba couvre une superficie de 45 hectares.
- L'archipel des Spratley est constitué de près d'une centaine d'îles (dont celle proprement dite des Spratley), s'étendant sur une superficie approximative de 450 000 km² en mer de Chine. Le nombre exact des îles de l'archipel fait l'objet de débats entre géographes. Les îles les plus septentrionales de l'archipel des Spratley sont situées à 800 km au sud de Hong Kong.
- La Chine occupe déjà dans la région les îles Paracels (qui sont également revendiquées par le Vietnam et Taiwan) et le banc Macclesfield, un ensemble de récifs coralliens, totalement inhabités.



ENJEUX

- Les enjeux de la « Muraille de sable » des Spratley

La mer de Chine est devenue le terrain d'affrontement des ambitions des puissances de la région. Le 25 février 1992, le Parlement chinois adopta une loi relative au domaine maritime plaçant la plus grande partie de la mer de Chine méridionale sous sa souveraineté. Le territoire chinois selon ce texte comprendrait désormais les archipels Spratley (Nansha en Chinois), Paracels (Xisha), Pratas et Senkaku (ou selon l'appellation chinoise, Diaoyutai). Pékin entend exercer sa souveraineté sur la mer territoriale (12 milles marins) et la zone contiguë (12 milles marins également) de ces cinq archipels. La Chine fonde ses revendications principalement sur des arguments historiques, prétendant que par le passé la plupart de ces îles, ont été placées sous sa souveraineté.

La France rattacha les îles Spratley au Vietnam pendant la période coloniale, puis elles furent occupées par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1951, le Japon renonça à sa souveraineté sur l'archipel des Spratley qui ne fut pas attribué à un autre État. Très récemment à partir de la fin des années 1980, la Chine exprima des revendications à propos de ces îlots. Aujourd'hui les îles de cet archipel sont partagées par les six États (la Chine, Taiwan, les Philippines, Brunei, le Vietnam et la Malaisie) qui en revendiquent la possession. Brunei ne revendique que l'îlot de Louisa Reef, et Taiwan n'entretient de garnison militaire

que sur l'île d'Itu Aba. Ces îles peu hospitalières, où la terre n'est pas cultivable, secouées régulièrement par des typhons, représentent pourtant deux enjeux :

– Un enjeu pétrolier : les îles Spratley recèleraient des gisements d'hydrocarbures situés dans le prolongement de ceux du sultanat de Brunei et de Sarawak. Les premières explorations, jugées prometteuses, furent effectuées au début des années 1970. Néanmoins ces recherches géologiques ne permettent pas de conclure à la présence de ressources pétrolières et gazières significatives. L'exploitation de ces hydrocarbures reste hypothétique à cause de l'isolement de ces îles, de la violence des courants marins, de la profondeur des fonds et surtout de l'incertitude du statut juridique de l'archipel.

– Depuis les années 1950, la Chine prétend exercer sa souveraineté sur l'espace maritime de la mer de Chine au nom de droits jugés historiques, dans les limites proclamées de la ligne dite « en neuf traits ». Cette revendication, mentionnée sur la carte ci-dessous jugée excessive par les nations riveraines, et sans guère de fondements juridiques a peu de chance d'aboutir.

L'annexion des îles Spratley permettrait à la Chine d'exercer un contrôle sur les ressources halieutiques et fossiles de cette région. Car certaines de ces îles peuvent se voir attribuer une zone économique exclusive de 200 milles nautiques (370 km), dans laquelle la circulation des bâtiments doit demeurer libre, mais où l'État côtier, en l'occurrence la Chine, disposerait alors d'une souveraineté sur les ressources naturelles. En annexant les îles de la mer de Chine (comme les Paracels, et les Spratley), la Chine poursuit le but d'obtenir la reconnaissance du statut d'« État archipélagique ». Les étendues d'eau séparant ces territoires sont considérées comme une mer intérieure. Un tel statut permettrait à la Chine de restreindre la libre circulation dans la région, puisqu'en vertu du droit international elle disposerait d'un droit de police (arraisonnement des navires, contrôle douanier) sur les bâtiments croisant dans ses eaux territoriales. L'exiguïté de ces îlots ne permet pas la construction d'infrastructures militaires (aéroport ou base navale). Mais les travaux de poldérisation engagés depuis quelques années – et qui se sont traduits par la construction de plusieurs pistes d'atterrissage – trahissent la volonté de la Chine de s'imposer dans cet espace maritime. Les îles de cet archipel pourraient servir de base relais à la marine chinoise, une intention violemment dénoncée par les États-Unis qui parlent, pour qualifier ces travaux d'aménagements, de « Nouvelle muraille de sable ».

- **Des velléités chinoises qui contreviennent à la convention de Montego Bay**

Néanmoins il n'est pas certain que la Chine puisse faire valoir dans l'hypothèse où elle deviendrait souveraine *de facto* ou *de jure* sur l'ensemble des Spratley, l'extension de sa zone économique exclusive (ZEE). En effet, les tracés d'une mer territoriale et d'une ZEE obéissent à des principes et des règles définies par

la convention de Montego Bay. L'article 121 §3 de la convention indique « les rochers qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre, n'ont pas de zone économique exclusive ni de plateau continental ». La plupart des terres émergées revendiquées par la Chine restent non seulement inhabitées, mais ne permettent pas non plus d'envisager une activité économique viable, et donc ces rochers et ses îles perdent tout bénéfice de mer territoriale ou de ZEE. Mais le texte de la convention demeure suffisamment flou pour permettre à la Chine de nourrir ses ambitions. La découverte de gisements d'hydrocarbures comme l'aménagement de bases militaires sur l'un des îlots des Spratley lui permettraient de répondre, au moins à ses yeux, aux critères énoncés à Montego Bay.



Chine : l'avènement d'une puissance navale ?

par François Lafargue

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Depuis une quinzaine d'années, la République populaire de Chine (RPC) a entrepris de bâtir une puissante marine, susceptible de rivaliser avec celles des États-Unis, de la Russie, et à terme de l'Inde. Il est néanmoins assez difficile d'établir avec précision la capacité réelle de son engagement dans le domaine naval.

La stratégie navale de la Chine populaire s'inscrit dans trois objectifs principaux : exercer une surveillance des eaux territoriales du pays (lutte contre la pêche clandestine, aide aux bâtiments en détresse), soutenir la politique d'annexion des îles et îlots de la mer de Chine (comme les Senkaku – nommées Diaoyutai par les Chinois – et Spratley), et assurer la sécurité du commerce maritime du pays. Aujourd'hui, en matière de tonnage, la marine chinoise se classe au 3^e rang mondial après les États-Unis et la Russie. Mais en Asie, la marine de l'Armée populaire de libération dispose désormais de moyens supérieurs à ceux du Japon. Toutefois, il convient de relever que cette force navale n'a jamais connu l'épreuve du feu, que la coordination interarmées est à améliorer, et que sa capacité opérationnelle est encore à démontrer. Les moyens de projection de la Chine restent très faibles et elle serait bien en peine d'engager pendant plusieurs années des milliers d'hommes, à plus de 11 000 km de ses frontières comme le firent les États-Unis en Irak et en Afghanistan.

> ILLUSTRATIONS



Un effectif de 255 000 hommes

- Avec 255 000 hommes, contre 42 000 hommes pour le Japon, et 142 000 hommes pour la Russie, la marine chinoise se classe au 2^e rang mondial en termes d'effectif après les États-Unis (335 000 hommes auxquels il convient d'ajouter 45 000 gardes-côtes).
- Selon les données de l'Institut international d'études stratégique de Stockholm, la Chine dispose de :
 - 62 sous-marins à propulsion classique de technologie russe (de classes *Kilo* et *Romeo*), à faible autonomie et principalement destinés à exercer des missions de surveillance des eaux côtières.
 - 3 sous-marins à propulsion nucléaire (de classes *Jia* et *Xin*), mais dont les caractéristiques techniques (comme le nombre et la portée des missiles embarqués) ne sont pas connues. Dès 2020, devrait entrer en service une nouvelle génération de bâtiments de classe *Tang*, plus silencieux et disposant d'une plus longue autonomie.



- Au début des années 2000, la Chine a fait l'acquisition du porte-avions ukrainien, *Varyag*, puis a entrepris une profonde restauration du bâtiment qui a été mis en service en 2013, sous le nom de *Liaoning*. À titre de comparaison, l'US Navy peut quant à elle aligner dix porte-avions.

ENJEUX

• Une ambition navale

L'indifférence de la Chine à l'égard de la mer a été longtemps perçue comme paradoxale, puisque la population du pays est concentrée dans sa partie occidentale, et les principales villes comme Nankin, Shanghai, Canton s'ouvrent sur la mer Jaune. Les inventions du gouvernail axial comme de la boussole auraient pu encourager les aventuriers d'entreprendre la découverte des océans à la suite de l'amiral Zheng He au ^{xv}^e siècle. Mais le renversement de la dynastie des Ming (1644), puis les soubresauts que le pays connaîtra détourneront la Chine de cette ambition (les guerres de l'opium au ^{xix}^e siècle, l'invasion japonaise à partir de 1931, et le conflit civil jusqu'en 1949). Puis dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, la RPC, confrontée principalement à une menace terrestre (l'Union soviétique, l'Inde, le Vietnam), n'a pas considéré comme prioritaire la définition d'une stratégie navale. Les années 1980 marquent une profonde évolution. La Chine prend conscience qu'elle doit mieux assurer la protection de ses ressources halieutiques situées dans ses eaux territoriales, et faire face à l'effort de modernisation de la marine soviétique entrepris par l'amiral Gorshkov. Une menace d'autant plus pressante que la flotte russe s'installe dans les ports de la République socialiste du Vietnam à Da Nang et à Cam Ranh.

En janvier 2009, pour la première fois depuis le ^{xv}^e siècle et les explorations maritimes de Zheng He au large des côtes de l'Afrique, les forces navales chinoises sont entrées dans l'océan Indien, pour participer à la surveillance du golfe d'Aden.

• L'océan Indien au centre des ambitions navales de Pékin

Le contrôle de l'océan Indien est l'une des priorités de la diplomatie chinoise. Ce vaste espace maritime (d'une superficie de 75 millions de km²) est un axe essentiel pour le commerce de la RPC, par lequel transitent 25 % de ses exportations et 15 % de ses importations. Un autre chiffre souligne davantage la dépendance de la Chine à l'égard de cette région : plus des 2/3 de ses importations en hydrocarbures traversent l'océan Indien. En effet, en 2013, la Chine a importé de l'ordre de 44 % de son pétrole du Moyen-Orient, 15 % d'Afrique (principalement d'Angola et du Soudan) et 8 % d'Amérique latine. Pour mieux saisir encore le rôle stratégique que représente l'océan Indien, il faut avoir à l'esprit que la croissance économique de la RPC, qui est le premier exportateur mondial de marchandises, est fortement tributaire de la progression de ses échanges extérieurs. Et ces produits exportés ne peuvent être fabriqués

qu'à partir de matières premières fréquemment achetées à l'étranger comme le minerai de fer, le cuivre ou encore le bois.

La politique de la Chine dans l'océan Indien poursuit trois objectifs :

- faire face à la multiplication des actes de piraterie maritime et à leur extension au-delà du détroit de Malacca ;
- assurer une surveillance de ses bâtiments croisant dans cet océan et assurant le transport de marchandises ou de matières premières ;
- et, en cas de crise internationale, être en mesure de défendre ses intérêts (procéder à des tirs de missiles contre des navires ennemis ou des cibles terrestres).

La préoccupation de Pékin pour atteindre ces trois objectifs est de disposer de bases navales et de facilités dans cet espace maritime. Au Bangladesh, Pékin a obtenu des facilités navales dans le port de Chittagong depuis le début de cette décennie. Dans l'archipel des Maldives sur l'île de Marao, la Chine a installé des infrastructures de surveillance du trafic maritime. Depuis février 2013, la société China Overseas Port Holding Company (COPHC) s'est vu confier au Pakistan, la gestion du port de Gwadar, qui est situé sur le littoral de la province du Baloutchistan à moins de 500 km du détroit d'Ormuz. La construction de cette infrastructure en eaux profondes a été assurée grâce à un appui technique et financier de Pékin. Ce port permet de relier la région du Xinjiang à l'océan Indien en empruntant l'axe routier du Karakorum à travers le Cachemire, puis en traversant d'ouest en est, le Pakistan. Gwadar pourrait également devenir le point de passage d'une partie des hydrocarbures en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient et destinés à la Chine, évitant ainsi un long trajet à travers l'océan Indien puis la mer de Chine. Gwadar peut également constituer l'une des voies d'exportation pour le pétrole de la mer Caspienne.

Au Sri Lanka, l'Exim bank chinoise a financé la construction du port en eaux profondes d'Hambantota. Cette ambitieuse politique d'aménagements de bases navales a été résumée par la métaphore de « Collier de perles » par un *think thank* américain. Pourtant, la présence de la marine chinoise dans l'océan Indien est encore fort modeste et fait l'objet d'une certaine exagération, et ses bâtiments ne disposent bien souvent que de facilité d'escales et non de véritables bases permanentes.

Cette renaissance de la marine de guerre chinoise suscite une réelle inquiétude en Asie, d'autant qu'elle se traduit par une recrudescence des incidents frontaliers principalement avec le Japon à propos des îles Senkaku/Diaoyutai et avec le Vietnam. L'océan Indien comme la mer de Chine sont devenus comme à l'époque de la guerre froide un terrain d'affrontement des grandes puissances.



La Russie relance la bataille pour l'Arctique

par Nicolas Tschann

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



La Russie, après avoir réanimé l'intérêt de la communauté internationale pour l'Arctique en posant pour la première fois son drapeau par 4 000 mètres de fonds marins au pôle Nord en 2007, a officiellement soumis aux Nations unies, mardi 4 août 2015, une revendication sur 1,2 million de kilomètres carrés dans l'Arctique. Elle affirme ainsi que des années de recherche scientifique sur les limites de son plateau continental démontrent son droit sur les vastes ressources naturelles situées au fond de l'océan Arctique.

Parallèlement, le président Vladimir Poutine a accentué l'attention portée à la question de l'Arctique, en promouvant des projets économiques dans la région et en y multipliant des manœuvres militaires d'ampleur dans le cadre de la volonté de développement de la Flotte du Nord. Cette demande donnerait potentiellement à Moscou l'accès à des dépôts d'hydrocarbures d'un total de 4,9 milliards de tonnes, selon les estimations du gouvernement russe.

Mais la Russie n'est pas la seule puissance à lorgner sur les trésors de l'océan glacé. Son sous-sol attise en effet les convoitises des États riverains – Canada, États-Unis (dont l'importance des enjeux en Arctique pourrait les conduire à ratifier la Convention de Montego Bay, afin de revendiquer un plateau continental étendu), Norvège et Danemark (via le Groenland) – depuis quelques années. Ils ont tour à tour lancé des missions scientifiques destinées à établir leur souveraineté sur une partie des fonds océaniques. En effet, contrairement au Pôle Sud, l'Arctique n'a pas bénéficié de la volonté internationale d'en faire une zone sans souveraineté, interdisant de plus la militarisation de la zone et les exploitations des ressources minérales. Nous rentrons alors dans une véritable course de souveraineté sur l'Arctique qui crée déjà des tensions.

Si le Pôle Nord n'était, jusqu'à présent, soumis à aucune souveraineté territoriale, les potentialités attractives de la fonte de la banquise ont donc conduit les États riverains à formuler officiellement des revendications de plus en plus précises. Le Danemark et le Canada s'opposent ainsi à la revendication russe en réclamant la dorsale de Lomonossov comme extension du Groenland pour l'un et de ses territoires du nord pour l'autre. La Norvège a, pour sa part, saisi la Commission des Nations unies sur les limites du plateau continental (CLPC) pour une demande d'extension de sa zone des 200 miles marins en Arctique et s'est déjà attelée à la mise en place d'un système baptisé « La mer de Barents à l'écran », destiné à traiter en temps réel les informations envoyées par les satellites, navires, avions, radars et capteurs océaniques. En dissension sur leurs frontières, ils se sont toutefois tous mis d'accord (lors de la déclaration de Ilulissat – Groenland – en mai 2008) sur l'exclusion des trois autres pays circumpolaires et de l'Union Européenne quant à la prise de décision dans la région.

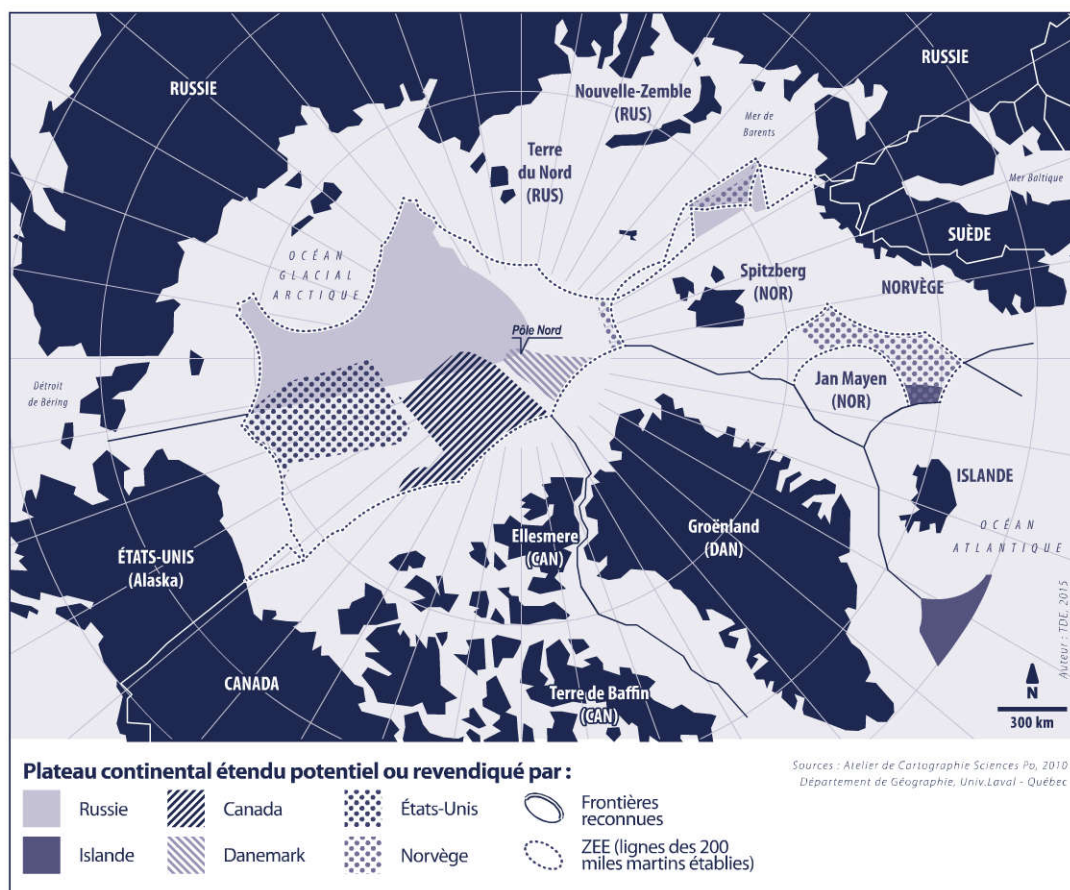
Tous ces États côtiers entendent se voir reconnaître des droits économiques exclusifs sur les ressources de leurs fonds marins, en espérant étendre les limites de leur plateau continental jusqu'à 350 miles.

> ILLUSTRATION



– 30 % de banquise en 30 ans

- En trente ans, la banquise a perdu 30 % de sa surface. Malgré tous les scénarios qui varient considérablement d'un groupe d'expert à l'autre (le GIEC prévoit une disparition de la banquise estivale pour 2080, d'autres entre 2040 et 2060), on estime que la disparition de la banquise estivale aura bien lieu.
- L'Arctique renfermerait 13 % des ressources mondiales non découvertes de pétrole (90 milliards de barils, soit trois ans de consommation mondiale) et 30 % de celles de gaz naturel (47 000 milliards de m³ selon une étude de l'Institut de géophysique américain (USGS) de 2008). Une manne qui attise les convoitises, alors que la demande en énergie ne cesse de grimper (elle devrait doubler d'ici à 2050) et au moment où la fonte des glaces est sur le point de battre son record historique.
- La convention de Montego Bay (1982) sur le droit de la mer est fondée sur le principe de la liberté des mers. Elle définit une zone économique exclusive sur le plateau continental d'un État côtier comprenant les fonds marins et leur sous-sol jusqu'au rebord externe de la marge continentale ou sur 200 milles marins (370 km) lorsque ce rebord externe se trouve à une distance inférieure.
- Le Conseil de l'Arctique, créé en 1996 et principal organe de décision de la zone, compte parmi ses membres permanents les cinq États côtiers (États-Unis, Russie, Norvège, Danemark, Canada), ainsi que l'Islande, la Finlande et la Suède, présents au-delà du cercle polaire. Ce même Conseil de l'Arctique accorde également à des pays tels que la France le statut « d'État observateur ».



- La route du Nord-Est (qui longe la Sibérie) gagne en popularité en tant qu'alternative au canal de Suez pour contourner l'Asie : le trafic y a été multiplié par 23 en 4 ans.
- Pour que l'extraction soit rentable, les barils devront être vendus à un minimum d'au moins 80 dollars (contre une vingtaine de dollars pour les puits du Moyen-Orient).

ENJEUX

• Les enjeux économiques

L'actuelle course à la souveraineté entre les pays riverains est liée à des enjeux avant tout économiques que le réchauffement climatique a contribué à dévoiler.

Le recul actuel de la banquise arctique stimule ainsi deux grandes convoitises pour les États comme pour les entreprises : l'exploitation de ressources naturelles (minières, forestières, halieutiques et énergétiques) et l'exploitation de nouvelles routes maritimes.

Les modifications climatiques exacerbent la convoitise autour de ressources qui se font de plus en plus rares. Les richesses de l'Arctique étaient pendant longtemps peu attractives en raison de leur fort coût d'exploitation ; cependant, dans un contexte de moyen terme avec un baril à plus de 80 dollars (même si celui-ci est actuellement à son plus bas depuis 2009) et de raréfaction des gisements, celles-ci se révèlent en réalité comme une manne non exploitée. La Norvège, 6^e exportateur mondial de pétrole et 2^e pour le gaz (elle assure 20 à 30 % de la consommation gazière de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni), dispose par exemple de réserves dont l'épuisement rapide amène le pays à se pencher sur des permis d'exploration en Arctique. En Alaska (49^e État des États-Unis), le constat est le même : la manne est aujourd'hui en déclin, la production étant passée de 744 millions de barils en 1988 à 233 millions de barils en 2011. Dans ce contexte, l'Arctique et ses gisements apparaissent comme un espoir grandissant.

Les minerais stratégiques jouent aussi un rôle central dans les rapports géopolitiques actuels et futurs de cette zone. En effet, l'Arctique recèlerait une concentration importante de certains minerais ayant une application directe dans les domaines de l'informatique, de l'électronique, de l'électricité ou encore de la défense (terres rares, plomb, zinc, tungstène, uranium, argent, or, diamant...).

Les routes maritimes sont ensuite le deuxième grand enjeu économique de cette souveraineté. La fonte de la banquise d'été conjuguée à l'exploitation des ressources désormais accessibles pourrait favoriser le développement de la navigation autour de l'Arctique. Les passages du Nord-Ouest canadien et du Nord russe représentent un gain de distance et de sécurité (comparé au passage du golfe d'Aden) non négligeable pour le trafic commercial. En effet, pour un trajet entre l'Europe et l'Asie, la distance pourrait être réduite de 30 à 40 % par rapport à un trajet via Suez ou Panama. Ainsi, par le Canada, un trajet Rotterdam-Yokohama serait raccourci de 7 000 km et un trajet Hambourg-Vancouver de 6 600 km. Cependant, les contraintes et les conditions nécessaires

pour les emprunter sont nombreuses. Le gain de distance risque en effet d'être annulé par la lenteur des bateaux dans ce type d'eau, la nécessité de renforcer les bâtiments et le recours à des équipages plus expérimentés et donc plus coûteux.

Deux volontés s'affrontent actuellement sur les statuts de ces futures routes commerciales. Les États-Unis, la Norvège et l'Union européenne militent pour l'obtention du statut juridique de détroit pour ces passages. Ce statut permettrait le « droit de passage inoffensif », c'est-à-dire sans accord préalable pour quelque pavillon national que ce soit. La Russie et le Canada, quant à eux, comptent bien profiter des futurs flux de la région en en faisant des eaux intérieures.

Si les Canadiens manquent encore aujourd'hui des ressources nécessaires pour maintenir leur souveraineté dans la région, les Russes ont très tôt établi une réglementation sur les tarifs de transit, renforçant leurs prétentions à faire de la route du Nord des eaux intérieures et disposent déjà d'une grande et puissante flotte de brise-glace qu'ils s'emploient à moderniser. La Russie est le seul pays au monde à disposer de brise-glace à propulsion nucléaire qui sont d'ailleurs régulièrement loués par des compagnies étrangères. Mais le Canada lui emboîte depuis peu le pas, ayant annoncé en 2007 la mise en place d'une stratégie intégrée pour le Nord, consistant en la création d'une patrouille de navires extra-côtiers, d'un centre d'entraînement militaire à Resolute Bay, porte d'entrée de la route Nord-Ouest, d'une mission de cartographie géologique et d'un port en eau profonde à Nanisivik.

- **Mais quelles conséquences environnementales et sociales ?**

Les modifications que connaît le milieu Arctique sont accentuées par les activités anthropiques et celles-ci ont des conséquences, tant sur le plan environnemental que sur la protection des populations autochtones.

Un des risques préoccupants de cette fonte des glaces se trouve dans la libération de gigantesques quantités de méthane et de carbone, contenus depuis des centaines de milliers d'années en grande quantité dans les glaces polaires et dans le pergélisol.

Si des États comme la Suède se mobilisent, des ONG le font également, à l'instar de Greenpeace qui en fait la promotion par un spot mettant en scène un malheureux ours polaire.

Cette protection de l'environnement paraît essentielle alors que la fonte de l'Arctique risque de provoquer une réaction en chaîne. La neige réalise « l'effet albédo » : elle réfléchit 90 % des rayons du soleil et absorbe le reste, tandis que la neige fondante en réfléchit moins de 60 % et l'océan moins de 15 %. Ainsi, en fondant, l'Arctique risque de perdre le rôle de « climatiseur de la planète » qu'il jouait auparavant.

Il existe en Arctique une trentaine de populations autochtones représentant 500 000 individus. Toutefois, bien que présents au sein du Conseil de l'Arctique,

ils n'ont pas de droit de vote et subissent aujourd'hui passivement les changements de leur zone de vie qui voit arriver des compagnies étrangères : urbanisation dans des villes « entrepôts », propagation d'alcool, exposition aux dangers des chantiers à ciel ouvert de minerais, de gaz et de pétrole...

Mais certains mouvements de fonds laissent présager une plus grande implication des autochtones dans l'avenir de leur région, comme l'indépendance du Groenland qui est appelé à devenir un État de droit (droit à l'autodétermination des peuples autochtones promulgué par les Nations unies), aidé par l'exploitation de ses ressources pour acquérir son indépendance économique. Le gouvernement autonome distribue ainsi de nombreux permis de prospection en offshore et a autorisé pour la première fois en 2013 l'exploitation d'uranium sur son territoire.

- **Les enjeux, loin de se limiter aux pays riverains, sont finalement mondiaux.**

Les enjeux de l'Arctique, bien loin de n'être que régionaux, impliquent des rapports géopolitiques mondiaux concernant un certain nombre de puissances qui souhaitent participer et être intégrées à une organisation de cogestion (la Chine, qui a profité de la crise économique pour se rapprocher de l'Islande et du Danemark, a également signifié son intérêt pour la région). Cogestion vers laquelle nous semblons nous diriger. Les riverains (Russie, Canada, Norvège, Danemark et États-Unis) semblant peu enclins à accepter une mise en réserve à l'image de l'Antarctique. Une convention régionale, à l'image de ce qui fut fait en 1974 pour la mer Baltique ou la Méditerranée, semble alors une hypothèse raisonnable.

En effet, selon les spécialistes de droit international, la Commission de l'ONU n'approuverait jamais la requête russe même si elle se voyait fournir toutes les preuves nécessaires, cherchant avant tout le consensus et non le conflit en Arctique. Ainsi la Commission européenne plaide depuis 2008 pour la mise en œuvre d'un système de gouvernance multilatérale susceptible de garantir un triple objectif : la stabilité et la sécurité, la gestion stricte de l'environnement et l'exploitation durable des ressources libérées par le réchauffement climatique.

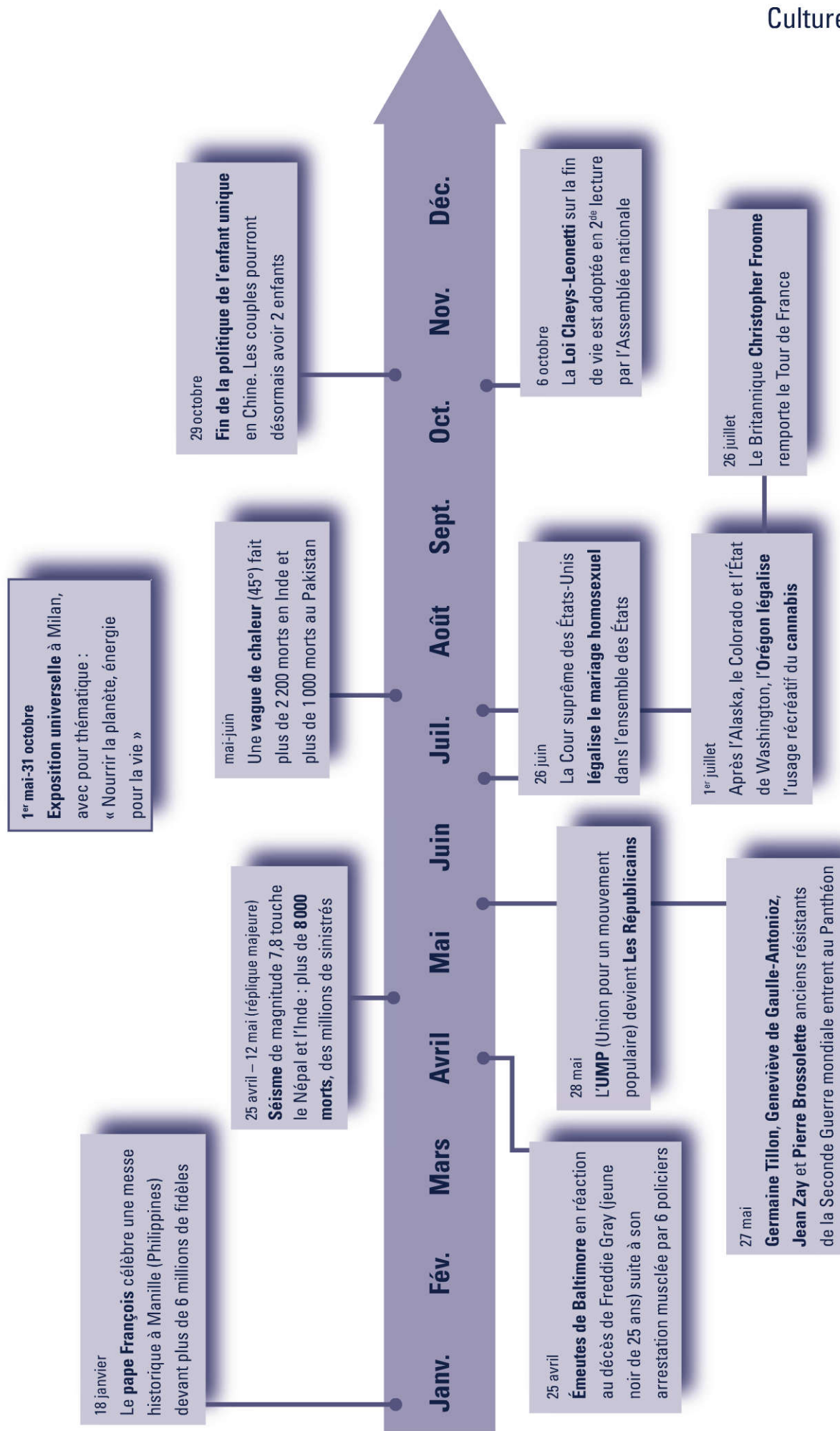
Les ressources de l'Arctique devraient à l'avenir être de plus en plus convoitées mais cette zone restera toujours hostile à l'homme (le bassin arctique restera glacial et il y fera nuit six mois de l'année) et son exploitation, très liée au cours des matières premières, rendra l'aventure plus ou moins rentable. Mais, que ce soit pour son rôle environnemental, économique ou stratégique, l'Arctique fera partie des enjeux majeurs du XXI^e siècle.

A large, stylized, light blue letter 'Z' is centered on a dark blue background. The 'Z' is composed of three parallel lines forming a geometric shape. The text 'PARTIE 3' is positioned above the main title, and the main title 'Culture et société' is centered below it.

PARTIE 3

Culture et société

Chronologie 2015 Culture et société





Pour ou contre la réforme du collège ?

par Théo Scubla

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 20 mai 2015, le président de la République, François Hollande, fait adopter le projet de réforme du collège par publication du décret et de l'arrêté définissant ses grands principes. Cette dernière prend place dans le cadre d'un prolongement de la réforme de l'école primaire engagée dans la loi du 8 juillet 2013. Conduit par Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement socialiste de Manuel Valls, ce projet de refondation de l'enseignement au collège entrera en application lors de la rentrée scolaire 2016.

La réforme du collège se déploie autour de trois axes :

- mieux permettre la maîtrise des savoirs fondamentaux pour tous grâce à une augmentation du nombre d'heures de travail en petits groupes et la mise en place d'enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) ;
- adapter les compétences de chaque élève au monde actuel avec une deuxième langue vivante dès la 5^e, l'apprentissage du travail en équipe et de l'expression orale et le développement des compétences liées à l'utilisation d'outils numériques ;
- valoriser la spécificité de chaque élève avec la mise en place d'un accompagnement personnalisé plus important et en laissant une plus grande liberté aux enseignants.

Entendant lutter contre un « élitisme » scolaire, réduire les inégalités entre élèves et permettre la réussite de tous, le projet cristallise les tensions chez les professeurs. Les oppositions naissent entre les défenseurs de la réforme et de l'égalité, d'un côté, et ceux qui, plus sceptiques, pensent qu'elle engendrera de façon inévitable un nivellement par le bas, favorisant l'échec scolaire, contre l'effet attendu. Le caractère polémique du projet est notamment renforcé par la décision d'instituer la réforme par décret, empêchant toute possibilité d'amendement par le Parlement et perçue comme une « provocation » par le Syndicat national des enseignements de second degré.

Dès la présentation de la réforme par la ministre de l'Éducation nationale en mars 2015, les mobilisations contre celle-ci s'accumulent.

Le 18 mars 2015, une centaine d'enseignants comprenant de nombreux professeurs de lettres inquiets de la disparition des options latin et grec manifestent devant le ministère de l'Éducation nationale, à l'appel du SNES-FSU, syndicat majoritaire dans le secondaire.

Le 25 mars 2015, le député socialiste Pierre-Yves Le Borgn' alerte la ministre de l'Éducation sur les « conséquences négatives » de sa réforme.

Le 6 mai 2015, qualifiant la réforme de « naufrage pour notre Nation », Bruno Lemaire, député UMP et ex-ministre sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et 152 parlementaires de droite et du centre demandent au président François Hollande le retrait de celle-ci. Dans leur



lettre au chef de l'État, les signataires dénoncent une majorité qui « abandonne l'excellence républicaine et choisit le nivellement par le bas ».

Le 19 mai 2015, 23 % de professeurs de collèges ont répondu présents à l'appel à la grève lancé par une intersyndicale représentant 80 % des enseignants du secondaire.

Le 11 juin 2015, 11,9 % de professeurs suivent la mobilisation conduite par une intersyndicale enseignante.

Le 27 août 2015, les syndicats appellent à la grève des enseignants le 17 septembre.

> ILLUSTRATIONS



74 % des enseignants opposés à la réforme

- 74 % des enseignants interrogés se déclarent opposés à la réforme, soit plus encore que l'ensemble des Français (61 %).
- D'après un sondage IFOP pour SOS Éducation, 76 % des enseignants pensent que la réforme va « niveler par le bas le niveau global des collégiens ».
- 84 % des enseignants sont choqués par la publication des décrets d'application le lendemain de la grève.
- La réforme prévoit la création de 4 000 emplois à temps plein pour permettre davantage d'interaction avec les élèves.
- Les « enseignements pratiques interdisciplinaires » (EPI) à partir de la 5^e seront enseignés sur le temps des matières qu'ils concernent. Huit thèmes sont au choix parmi : « développement durable », « information, communication et citoyenneté », « langues et cultures de l'Antiquité », « langues et cultures étrangères ou régionales », « monde économique et professionnel », « corps, santé, sécurité », « culture et création artistiques » et « sciences et société ».
- Une augmentation de 25 % de l'enseignement de LV2 est prévue pour chaque élève.
- L'apprentissage d'une 2^e langue pour tous dès la 5^e entraîne la suppression des classes bilangues.
- Le latin n'est plus une option proposée en plus des autres matières mais il est incorporé comme enseignement de complément dans l'EPI « langues et cultures de l'Antiquité ». Les élèves pourront avoir le choix de commencer ou d'arrêter cet EPI au cours de leur scolarité au collège.
- Désormais aucune œuvre n'est obligatoire ou désignée comme une référence, les professeurs peuvent choisir les œuvres de leur choix en fonction des thèmes et courants littéraires imposés.
- Les programmes d'histoire sont modifiés : entre autres, l'enseignement des Lumières devient facultatif.
- 3 h d'accompagnement personnalisé par semaine sont prévues pour chaque élève de 6^e et 1 h hebdomadaire minimum pour les élèves de la 5^e à la 3^e.

POUR

- La réforme du collège peut être vue comme une démarche constructive en réponse à l'absolue nécessité de ne pas en rester au *statu quo* concernant la situation de l'éducation française. Cette solution progressiste est défendue et analysée par le Premier ministre Manuel Valls : Il y a « une forme, au mieux de schizophrénie intellectuelle, au pire de mauvaise foi, à faire le constat d'une école qui va de plus en plus mal et, dans un même mouvement, se dresser contre toutes les tentatives qui visent à la réformer ». Dans cette mesure, l'OCDE a publié une note d'information le 10 juillet 2015 soutenant largement les réformes de l'Éducation menées par le gouvernement depuis 2013.
- Le gouvernement avance que la réforme est un moyen de défendre et de promouvoir l'égalité, valeur fondamentale pour la France. Le Parti socialiste reprend traditionnellement cette valeur et la complète avec le concept d'égalitarisme. Alors que l'égalité évoquée par la devise française désigne essentiellement une position identique des citoyens face à la loi, l'égalitarisme prône une égalité sociale des individus. Pour Karl Popper, « l'égalitarisme veut que tous les citoyens soient traités impartialement, sans qu'il soit tenu compte de leur naissance, de leurs relations ou de leur fortune. En d'autres termes, il ne reconnaît aucun privilège naturel... » (cf. *La société ouverte et ses ennemis*). Le but de cette réforme serait donc d'éviter un élitisme exclusif, attitude qui consiste à favoriser l'accession des personnes jugées comme étant les meilleures et qui tend à dévaloriser le reste de la population, ceci en défendant l'égalité des chances et en évitant la reproduction sociale, phénomène d'immobilisme social intergénérationnel. C'est « une vision réellement républicaine, à la fois exigeante, méritocratique et généreuse » que soutient la ministre de l'Éducation dans le cadre de cette réforme. Le fait que, quel que soit leur lycée, tous les lycéens puissent apprendre une deuxième langue dès la 5^e – ce qui théoriquement permet à chaque élève une meilleure maîtrise de ces langues – illustre bien cette vision. De même, les pro-réforme défendent que la répartition des moyens – issus de la suppression des classes bilangues et européennes dans l'enseignement des langues à tous les élèves – est une décision plus juste, car les élèves de ces classes sont souvent issus de milieux plus favorisés que la moyenne. Aussi, le latin serait une discipline élitiste qui, dans le cadre d'un EPI, deviendrait accessible à plus de collégiens.
- Pour les élèves, la possibilité d'acquérir, de mobiliser et d'approfondir des connaissances et compétences provenant de disciplines variées dans le cadre d'un EPI est une manière d'aborder le travail, déjà utilisée dans certains collèges, qui pourrait permettre efficacement d'intéresser et de « raccrocher » les élèves en perte de vitesse dans leurs études. Ils pourront de fait, par cette méthode, sortir d'une certaine abstraction propre au travail de chaque matière de manière unique, et de mettre en lien leurs savoirs dans diverses disciplines pour « faire sens ».
- L'absence de liste d'œuvres obligatoires ou d'œuvres de référence peut être perçue par l'enseignant comme une liberté et une capacité d'adaptation à sa classe.

Celui-ci est libre de choisir des œuvres de sa propre culture et peut également s'adapter plus facilement à ses différentes classes et à leurs aspirations littéraires. À la journée de l'innovation organisée par le ministère le jeudi 27 mars 2015 (à la BNF), le précédent ministre de l'Éducation Vincent Peillon a déclaré dans cette optique : « Enseigner n'est pas un métier d'exécution. La liberté pédagogique est absolument essentielle pour les enseignants. »

CONTRE

- La réforme est souvent considérée comme étant insuffisante. Si l'OCDE soutient les réformes qui « vont dans la bonne direction », l'organisation précise qu'elles « doivent être approfondies ».
- Cette réforme a été, à de nombreuses reprises, décrite comme antiélitiste. Les détracteurs de la réforme résument l'attitude du gouvernement face à l'élitisme comme étant la suivante : l'élitisme pour tous ou l'élitisme pour personne. L'élite étant par définition une minorité, ces réformes attaquent les processus permettant aux meilleurs éléments de se distinguer. Certains intellectuels affirment que ces changements pourraient engendrer une diminution du goût pour l'excellence et donc une baisse du niveau académique général. La suppression des classes bilingues (2 langues dès la 6^e) au profit d'une deuxième langue obligatoire en 5^e révèle cette volonté d'uniformisation du niveau scolaire national, décrit comme un « nivellement par le bas ». De plus, ces classes permettent, aujourd'hui, d'attirer dans des établissements réputés « difficiles » des élèves aux familles qui, sans cette offre, choisiraient d'inscrire leurs enfants dans le privé. La suppression du latin en tant qu'option et la disparition d'un programme officiel de la discipline confirme cet affaiblissement de la possibilité de distinction perçue comme une attaque contre l'excellence. Le professeur de philosophie et ancien ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry explicite cette tendance avec une métaphore portant sur l'enseignement supérieur : « C'est comme si on disait : "comme les grandes écoles ont de meilleurs résultats que les universités, on va supprimer les grandes écoles". »
- Il y a deux potentielles nuisances inhérentes aux enseignements pratiques interdisciplinaires : d'abord, celle de rendre flous les contours entre les différentes disciplines. Pour certains professeurs, les EPI et le fonctionnement en mode « projet » risquent de mettre encore plus en difficulté des élèves qui l'étaient déjà du fait de bases scolaires trop fragiles. Les EPI pourraient aussi venir amputer le nombre d'heures globales dédiées à chaque matière. Ce problème est associé à une possible difficile mise en place de ces enseignements dans la mesure où ils exigent des professeurs qu'ils travaillent en collectif, idée qui n'est pas pour convenir à tous, puisque l'organisation de ces travaux dépendra de la façon dont les enseignants gèrent la grande liberté qui leur est laissée.

- Le changement du contenu, de l'orientation et des exigences du programme est aussi critiqué. La disparition d'œuvres de référence dans les programmes de français remet en question la transmission d'une culture commune par les professeurs : si chaque professeur travaille sur les œuvres de son choix, l'enseignement ne permet plus aux élèves de différents professeurs de se retrouver dans une culture commune orientée par le ministère de l'Éducation nationale. Quant au programme d'histoire, les problématiques avancées amènent certains historiens comme Pierre Nora à déceler une orientation idéologique et une interprétation incomplète et partielle de l'histoire de la France : « ces programmes portent à l'évidence la marque de l'époque : une forme de culpabilité nationale qui fait la part belle à l'Islam, aux traites négrières, à l'esclavage et qui tend à réinterpréter l'ensemble du développement de l'Occident et de la France à travers le prisme du colonialisme et de ses crimes. Faire de l'humanisme et des Lumières un thème facultatif, alors qu'il est central, est à cet égard très significatif. »
-



Réforme de Polytechnique : la fin de l'élitisme à la française ?

par Ariane Cronel

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 6 juin 2015, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian présente les conclusions du rapport Attali sur l'École polytechnique. Pour lui, l'X a besoin « d'un grand changement » au niveau du recrutement de ses élèves et d'une ouverture accrue à l'international. Au-delà de la question de la « pantoufle » (remboursement de la solde perçue pendant la scolarité par les élèves ne choisissant pas à la sortie le service de l'État) déjà abordée dans les travaux du député Bernard Cornut-Gentille fin 2014, le rapport Attali souligne les faiblesses de l'une des « grandes écoles » les plus prestigieuses de France : « trop petite », « trop peu visible à l'international », « trop faible diversité sociale ». Or, ce diagnostic peut facilement être étendu à l'École normale supérieure (ENS), à l'École nationale d'administration (ENA), et à d'autres établissements vus comme l'élite du système scolaire français. Dans un contexte de compétition internationale accrue pour les établissements d'enseignement supérieur, les « grandes écoles françaises » voient leur modèle profondément remis en question.

> ILLUSTRATIONS



3 000 élèves, 100 M€ de budget

- 2005 : Signature d'une charte nationale pour l'égalité des chances dans l'accès aux formations d'excellence.
- 2008 : Nicolas Sarkozy fixe l'objectif de 30 % de boursiers dans les grandes écoles, objectif non tenu à ce jour : à l'X, les boursiers ne constituent que 13,5 % des effectifs, contre 35 % à l'université.
- 2015 : parution en mai du décret rétablissant le remboursement de leur scolarité pour tout polytechnicien ne travaillant pas dix ans pour l'État (ce remboursement avait été supprimé en 2000).
- Polytechnique compte 3 000 élèves et 100 M€ de budget.
- Les élèves de l'X reçoivent pendant leur formation une rémunération d'environ 900 €/mois (solde + indemnités).
- Sur les 401 élèves de la promotion 2014, 152 ont fait leurs classes préparatoires dans les lycées Louis-le-Grand (Paris) et Sainte-Geneviève (Versailles).



- Dans la filière MP (mathématiques-physiques) du concours d'entrée de l'X, les Parisiens sont 68,1 % parmi les admissibles et 74,2 % parmi les admis.
- Au classement de Shanghai 2015, La France compte 4 universités dans le top 100 : l'université Pierre et Marie Curie (36^e), l'université Paris-Sud (42^e), l'ENS (72^e), et l'université de Strasbourg (87^e). L'X est 300^e.
- Seuls 17,5 % des 400 polytechniciens diplômés par an rejoignent aujourd'hui un grand corps de l'État, et moins de 20 élèves par an deviennent ingénieurs du ministère de la Défense.
- Les élèves issus de familles défavorisées sont trois fois plus susceptibles d'être en échec scolaire que les autres, et les recrues des grandes écoles prestigieuses sont à plus de 60 % issus de familles de cadres ou d'enseignants.
- Chaque année, plus de 150 000 jeunes sortent du système scolaire français sans aucun diplôme.

ENJEUX

• À quoi sert Polytechnique ?

Incarnation de la spécificité française des grandes écoles, « l'X » – son emblème symbolise selon les versions deux canons croisés ou la prééminence des mathématiques (x est l'inconnue) dans son cursus –, fondée en 1794 au lendemain de la Révolution, « manque d'un souffle, d'un élan, d'une ambition clairement assumés », estime le rapport Attali. Peu visible à l'international, où est mieux connue l'École polytechnique de Lausanne, l'X a fait l'objet de deux rapports successifs critiques (Cornut-Gentille et Attali), qui préconisent d'importantes réformes pour redéfinir l'ambition et la mission de l'école.

Ministre de tutelle de Polytechnique, le ministre de la Défense a repris à son compte l'essentiel des propositions du rapport Attali, et demandé que la stratégie de l'école soit profondément revue, notamment en supprimant le classement de sortie, en créant un accès direct après le baccalauréat (contre 2 ans de classes préparatoires actuellement), en quadruplant à terme le nombre d'élèves étrangers et en regroupant l'X avec d'autres écoles d'ingénieur (dont Centrale, Supélec, les Mines de Paris, Agro, l'École normale supérieure de Cachan) afin de créer une « École polytechnique de Paris » susceptible de soutenir la concurrence internationale. Sont également proposés la création d'un internat de la réussite sur le campus de Saclay dédié aux élèves boursiers et un triplement des recrutements universitaires. Des actions que « l'X a le devoir de mener dans les meilleurs délais » selon Jacques Attali car « sa légitimité d'école républicaine en dépend ».

Tant le rapport Cornut-Gentille que le rapport Attali insistent sur l'urgence de redéfinir les liens entre l'École et l'État. Le maintien de corps d'ingénieurs cloisonnés favorise le corporatisme et manque de justification d'un point de vue métier. Attali propose donc de les fusionner. Les besoins de l'État en compétences scientifiques, techniques et industrielles de haut niveau doivent par ailleurs être

redéfinis. En effet, alors que les thématiques comme la transition énergétique ou les industries de demain devraient être majeures dans les réflexions conduites au plus haut niveau de l'État, l'influence des X dans la fonction publique ou les cabinets ministériels apparaît en recul. En matière de Défense, la faiblesse des contrats de recherche entre l'École et son ministère de tutelle questionne la pertinence de maintenir l'X dans le giron militaire.

- **Les « grandes écoles », un modèle élitiste dépassé ?**

Il est désormais admis que le système scolaire français accroît les inégalités au lieu de les réduire : « La corrélation entre le milieu socio-économique et la performance est bien plus marquée en France que dans la plupart des autres pays de l'OCDE », souligne ainsi le rapport PISA 2012.

Les réformes envisagées pour l'École polytechnique, en particulier la diversification des voies d'accès hors classes préparatoires et la suppression du classement de sortie posent, plus généralement, la question des objectifs assignés au système scolaire. Entre une école de masse, qui s'attache à assurer un bon niveau d'éducation à tous les enfants d'une génération, et une école d'élite, qui sélectionne tout au long de la scolarité première les futurs dirigeants du pays, le système français semble refuser de trancher, au risque de voir s'aggraver encore le nombre d'élèves en échec.

Par ailleurs, le modèle sélectif d'enseignement supérieur valorisé en France semble de plus en plus déconnecté des besoins réels de l'économie et du marché du travail : il en est ainsi du *numerus clausus* pour les études de médecine, alors même que le manque de médecins dans certaines zones géographiques conduit les collectivités à recruter des médecins étrangers, et des étudiants français recalés à aller se former ailleurs (Roumanie notamment). Dans un registre différent, c'est aussi le cas à l'École nationale d'administration, dont la formation, tout entière tournée vers la nécessité de classer les élèves, est régulièrement dénoncée par ces derniers comme en déconnexion avec les compétences requises par les différents postes proposés à la sortie de l'école.

Dans une économie mondialisée, les grandes écoles françaises souffrent d'un système peu compréhensible à l'étranger, et de la faiblesse des liens qu'elles entretiennent avec le monde de la recherche. Ainsi, le dernier classement de Leiden, fondé sur l'impact des publications scientifiques, ne mentionne même pas l'École normale supérieure (ENS), dont l'image en matière de recherche est pourtant flatteuse à l'échelle hexagonale. L'ENA, qui ne délivre aucun diplôme, ne permet aucunement à ses anciens élèves de valoriser leur parcours à l'étranger, limitant de fait leurs ambitions à la fonction publique et aux entreprises françaises, alors même que les allers-retours public-privé et les expériences à l'international sont d'indéniables sources de progrès professionnel.

La difficulté de ces écoles à se réformer, à la notable exception des grandes écoles de commerce et de management, témoigne d'une absence de prise de conscience

et d'une inertie favorisée par les « rentiers scolaires » aux carrières confortables, issus de ces écoles et peu enclins à les remettre en question. Ainsi, la suppression du classement de l'ENA voulue par Nicolas Sarkozy mais farouchement refusée par les « grands corps » (Conseil d'État, Inspection générale des finances, Cour des comptes) n'est jamais entrée en vigueur et est aujourd'hui abandonnée, tandis que pour Polytechnique les grands corps d'ingénieurs de l'État demandent le maintien de ce classement.

D'après Jacques Attali, il y a pourtant urgence à changer de modèle : « Il s'agit de décider pour les dix ans qui viennent quelle sera la place de la France dans l'économie de la connaissance. Si rien n'est fait rapidement, si les acteurs n'acquièrent pas une taille suffisante, s'ils ne misent pas sur l'ouverture internationale, sur l'innovation et l'entrepreneuriat, si les investissements dans la recherche restent à des niveaux minimaux, il y a tout à craindre pour le pays, et pour les grandes écoles en particulier, qui ne seront plus alors que des machines à sélectionner quelques dirigeants. »



Les Jeux olympiques à Paris en 2024 : mythe ou réalité ?

par **Loïc Martin**

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Les Jeux olympiques d'été de 2024, officiellement appelés Jeux de la XXXIII^e olympiade de l'ère moderne, seront célébrés en 2024 dans une ville qui sera élue lors de la 130^e session du CIO à Lima au Pérou en 2017. En avril 2015, le Conseil de Paris a validé la candidature de la capitale française dix ans après l'échec de 2005 où, contre toute attente, Londres avait remporté l'organisation des Jeux de 2012 devant des officiels français médusés, convaincus de la supériorité technique de leur projet. C'est donc avec une seule certitude que le processus de candidature pour l'accueil des Jeux est lancé : la route sera longue, semée d'embûches et incertaine jusqu'au bout.

> ILLUSTRATIONS



10 millions de spectateurs

- Les Jeux olympiques constituent le plus grand événement populaire au monde. Il réunit en effet : 205 comités nationaux olympiques ; 10 500 athlètes olympiques ; 4 300 athlètes paralympiques, 70 000 volontaires ; 20 000 journalistes accrédités ; 3,7 milliards de téléspectateurs ; 100 000 heures de diffusion télévisuelle ; près de 10 millions de spectateurs.
- Les Jeux se déclinent bien avant le début des épreuves officielles puisque des épreuves sportives internationales, les « *test-events* », sont organisées dans les différents sports tout au long de l'année qui précède les Jeux. Pour les Jeux de Rio 2016, ce sont par exemple 45 événements de niveau international qui seront organisés.
- Cette dynamique se prolonge à l'issue des Jeux. Les infrastructures sportives, le savoir-faire développé par le pays hôte des Jeux et son dynamisme lui permettent de rester un partenaire privilégié des fédérations internationales et de continuer à accueillir de grands championnats internationaux.
- Avant l'été 2015, il y avait trois concurrents sérieux pour Paris dans sa course à l'organisation des Jeux olympiques en 2024 : Boston, Rome et Hambourg. Faute de soutien populaire, Boston a dû renoncer à sa candidature en juillet 2015. Istanbul, Doha ou Durban ont fait part de leur intérêt mais n'ont pas entrepris de démarches officielles pour le moment. Le jeu tacite du « roulement géographique » entre continents tous les quatre ans tendrait à favoriser une candidature européenne (après Rio 2016 et Tokyo 2020).



- Les dates clefs du processus de candidature à retenir sont : le 15 septembre 2015 (date limite de soumission des noms des villes requérantes), mai 2016 (sélection des villes candidates par la commission exécutive du CIO), été 2017 (élection de la ville hôte à Lima au Pérou).
- Mode de scrutin : une fois l'ensemble des dossiers des villes requérantes réceptionnés, le CIO sélectionne les villes finalistes qui devront présenter une candidature plus fournie répondant à des critères précis. S'ensuit une série de réunions et de visites des infrastructures sportives dans les différentes villes. À l'issue du processus, les 116 membres du CIO sont appelés à voter (sauf les ressortissants nationaux dont une ville est en course) pour désigner la ville qui recevra les Jeux olympiques.
- La gouvernance de la candidature de la France pour 2024 est assurée par l'association Ambition olympique présidée par Bernard Lapasset, Secrétaire d'État aux Sports. Elle regroupe le mouvement sportif et les autorités publiques impliquées dans le projet : la ville de Paris, la région Île-de-France et l'État.
- L'agenda olympique 2020, initiative du CIO pour moderniser les candidatures olympiques pose de nouvelles contraintes pour les potentielles villes hôtes : le respect de l'environnement, l'attention portée à la diversité et l'engagement de l'ensemble du mouvement sportif seront particulièrement scrutés.

ENJEUX

- **Une candidature prometteuse mais qui présente encore des lacunes et qui doit faire face à une concurrence féroce**

La candidature de Paris présente des atouts majeurs. C'est avant tout une candidature qui tire les leçons des échecs du passé. Le cabinet Keneo et le CNOSF (Comité national olympique et sportif français) ont ainsi réalisé des études pour comprendre comment corriger ce qui n'a pas fonctionné par le passé. Le choix de la mobilisation du mouvement sportif dans son ensemble (athlètes ambassadeurs comme Laure Manaudou, Teddy Riner...) et la mise en place d'une stratégie offensive de *lobbying* à l'image de ce qu'a pu produire Londres en 2005 sont de bons exemples de cette volonté de changement. De plus, la candidature parisienne peut s'appuyer sur un soutien politique global qui transcende les partis et les oppositions traditionnelles. La force de la candidature parisienne repose également sur la qualité des infrastructures déjà en place (Stade de France, base nautique de Vaires-sur-Marne, Bercy Arena) ou en cours de rénovation (Stade de Roland Garros) ainsi que sur un réseau de transport de qualité dont le développement est prévu grâce aux projets du Grand Paris. Le budget pour l'accueil des jeux à Paris est estimé à 6 milliards d'euros, une somme modeste comparée aux dépenses moyennes pour l'organisation de l'événement et dont une partie pourrait être prise en charge par les passionnés via une plateforme de *crowdfunding* ce qui serait inédit dans l'histoire du financement d'événements de cette envergure. Enfin, Paris peut s'appuyer sur la symbolique que représenterait l'organisation sur son sol des Jeux olympiques 100 ans après la dernière édition accueillie par la capitale en 1924.

La candidature est pourtant aujourd'hui encore largement imparfaite. Tout d'abord le risque de non-respect des délais notamment vis-à-vis des infrastructures de transport (Grand Paris Express...) est important. Ensuite le budget, si mesuré soit-il, n'apparaît pas totalement réaliste surtout lorsque l'on regarde les gouffres financiers que certaines éditions des Jeux olympiques ont représentés pour les villes qui les ont accueillis : Athènes, Pékin... Un problème majeur est également l'absence d'un engouement national pour ce projet. Les derniers sondages ont montré, par exemple, que les Français préféreraient voir l'Exposition universelle se tenir en 2025 en France plutôt que les Jeux olympiques. Enfin les villes concurrentes face à Paris ne doivent pas être sous-estimées.

Hambourg a l'avantage d'être indirectement soutenu par Thomas Bach, le président du CIO, de nationalité allemande et auparavant président du Comité olympique allemand. Par ailleurs, Rome, bien que débouté pour les JO 2020 face à Tokyo, sera à suivre de près car sa candidature pourrait se montrer ambitieuse et très innovante pour conjurer ses nombreux échecs du passé.

- **Les Jeux olympiques : des enjeux économiques et géostratégiques majeurs**

Les retombées économiques des Jeux olympiques sont extrêmement complexes à mesurer. Si l'on étudie les éditions de ces dernières années, on peut voir que certaines éditions ont à coup sûr permis de réaliser des profits (Barcelone 1992, Atlanta 1996), et certaines ont entraîné des pertes (Montréal 1976, Athènes 2004). Cependant pour bon nombre d'éditions, le calcul est bien plus incertain.

Une candidature suscite de vrais investissements : grands travaux, rénovations urbaines, construction du village olympique, sécurité... Cependant outre les recettes classiques (billetterie, *sponsoring*, produits dérivés), il faut mesurer l'importance des retombées indirectes de l'accueil d'un événement planétaire dans une ville : hôtels, restaurants et autres fournisseurs de services verront leurs chiffres d'affaires augmenter de manière considérable. De plus sur le long terme, cette surexposition offerte profite souvent à la ville hôte lui permettant d'obtenir contrats industriels et investissements étrangers. Un des enjeux majeurs pour Paris serait de prévoir la reconversion des infrastructures construites pour les Jeux olympiques en espaces utiles aux Parisiens afin d'amortir les investissements consentis.

Les Jeux olympiques sont bien plus qu'un événement sportif et économique, ils présentent une dimension géopolitique majeure. La compétition entre citoyens de différents pays aussi fair-play soit-elle est forcément porteuse de messages. Lorsque les Jeux sont attribués en 1960 à Rome puis en 1964 à Tokyo, il s'agit d'un symbole fort du pardon accordé aux vaincus de la Seconde Guerre mondiale. En pleine guerre froide, le boycott de près de 50 pays emmenés par les USA des Jeux olympiques organisés par Moscou est un acte politique qui aura un retentissement planétaire. L'exemple le plus terrible et en même temps le plus emblématique d'utilisation de cet événement sportif comme vitrine politique

reste les JO de 1936 organisés par Adolf Hitler en Allemagne lors desquels la propagande du régime nazi atteint son paroxysme. Les Jeux olympiques sont enfin une occasion inégalable pour faire passer des messages historiques comme en 1968 lorsque deux athlètes noirs-américains firent le geste du poing levé en soutien au mouvement des Black Panthers, et qui est encore aujourd'hui le symbole de la protestation contre la ségrégation raciale qui était à l'œuvre aux États-Unis.



Le Tour de France, une célébration nationale à portée internationale

par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



L'édition 2015 du Tour de France a été un franc succès puisqu'elle a gagné plus de 100 000 téléspectateurs et près d'un point de part d'audience par rapport à l'édition 2014. L'étape la plus suivie a été celle du 25 juillet entre Modane et l'Alpe d'Huez marquée par la victoire du Français Thibaut Pinot avec une part d'audience de 48,4 %. Le Tour de France demeure ainsi un événement incontournable tant d'un point de vue sportif – c'est l'un des trois grands tours cyclistes avec celui d'Espagne et d'Italie – que culturel, et populaire puisque des millions de spectateurs se déplacent pour assister aux courses. C'est le Britannique Christopher Froome qui remporta cette 102^e édition de la « Grande Boucle », et ce en dépit des nombreux soupçons de dopage à son égard (il reçut de l'urine au visage lors de la 14^e étape).

> ILLUSTRATIONS



1 milliard de téléspectateurs

- Le tour attire 1 milliard de téléspectateurs dans le monde.
- La première édition a eu lieu en 1903.
- En 2015, Le Tour de France a en moyenne réuni 3,5 millions de téléspectateurs tous les jours, soit 33 % de part d'audience.
- Le Tour de France est le troisième événement sportif le plus suivi du monde.
- D'Utrecht à Paris, 12 millions de personnes ont pris place sur le bord des routes.
- 50 % des revenus du Tour sont issus des droits TV pour la retransmission et 40 % par la caravane du tour qui précède chaque étape.
- Amaury Sport Organisation (ASO), l'organisateur du tour, a un budget de 100 millions d'euros et réalise un bénéfice net de 18 millions d'euros.
- Le Tour de France compte 5 sponsors principaux : Carrefour, Skoda, Vittel, LCL et Krys. Ces sponsors ont dû dépenser entre 3 et 5 millions d'euros pour acquérir ce statut.
- Christopher Froome a empoché 450 000 euros pour sa victoire de l'édition 2015.
- Le dernier Français à avoir gagné le Tour de France est Bernard Hinault, en 1985.
- 4 500 personnes travaillent au quotidien sur l'épreuve.
- On compte plus de 1 700 journalistes accrédités et 85 chaînes télévisées



- Le cycliste français Romain Bardet – vainqueur de la 18^e étape de l'édition 2015 – suit, parallèlement à sa carrière de cycliste, un cursus adapté aux sportifs de haut niveau au sein de Grenoble École de Management.

ENJEUX

- **Une célébration populaire en France...**

Le Tour de France, dont la première édition s'est tenue en 1903, est un moment unique de l'année en France. Il permet à des millions de Français de se réunir en famille ou entre amis pour assister à cet événement sportif qui fait partie intégrante de la culture française. On y voit les plus beaux paysages de l'Hexagone, ainsi que de nombreux sites historiques qui témoignent de la richesse de notre territoire. Qui plus est, l'émission *Village Départ*, qui précède chaque étape, présente les spécialités (culinaires, musicales...) de la région et permet ainsi de montrer un certain savoir-vivre à la française. Le président de la République se rend chaque année sur le Tour de France, preuve de l'importance de cet événement.

- **... qui connaît un succès mondial**

La dernière vague de mondialisation, initiée dans les années 1980, a favorisé la diffusion du Tour de France à l'échelle mondiale. En effet, 85 chaînes de télévisions diffusent la compétition à plus d'un milliard de téléspectateurs. Le Tour de France s'exporte donc très bien et offre à la France un rayonnement mondial. Aux Émirats arabes unis par exemple, 20 % de la population suit le Tour de France. Autre preuve de l'internationalisation croissante du Tour, MTN Qhubeka (Afrique du Sud) est, en 2015, la première équipe africaine à participer au Tour de France.

À l'heure où la France s'interroge tant sur son identité que sur ses performances économiques, le Tour de France est un moment de réunion et de convivialité mais également pour la France un nouvel outil de *soft power*.

- **La question du dopage**

La Grande Boucle a été entachée récemment par de nombreux scandales de dopages. Cette pratique est ancienne puisque le vainqueur des Tours de France 1949 et 1952, Fausto Coppi, avoua à la télévision italienne, utiliser des amphétamines en course. Cependant, elle s'est généralisée à partir des années 90 avec l'affaire Festina qui éclate pendant l'édition de 1998. Celle-ci démontre la participation active de l'encadrement médical de l'équipe dans l'utilisation de produits dopants. Les cas de dopage ont donc été nombreux dans le peloton comme l'illustre le tableau ci-dessous des vainqueurs du Tour depuis 20 ans. De nombreuses voix s'élèvent contre un traitement médiatique disproportionné qui ferait du Tour de France le bouc émissaire du sport professionnel. Ainsi, la ministre des Sports, Valérie Fourneyron a-t-elle déclaré que « le cyclisme a été

victime d'un lynchage médiatique sur la question du dopage ». Il est en effet prouvé que le pourcentage des contrôles positifs dans le cyclisme est inférieur à d'autres sports...

Tableau des vainqueurs

Année	Vainqueur	Dopé ?
1996	Bjarne Riis	Oui
1997	Jan Ullrich	Oui
1998	Lance Armstrong	Oui
1999	Lance Armstrong	Oui
2000	Lance Armstrong	Oui
2001	Lance Armstrong	Oui
2002	Lance Armstrong	Oui
2003	Lance Armstrong	Oui
2004	Lance Armstrong	Oui
2005	Lance Armstrong	Oui
2006	Floyd Landis	Oui
2007	Alberto Contador	Non
2008	Carlos Sastre	Non
2009	Alberto Contador	Non
2010	Alberto Contador	Oui
2011	Cadel Evans	Non
2012	Bradley Wiggins	Non
2013	Christopher Froome	Non
2014	Vincenzo Nibali	Non
2015	Christopher Froome	Non





Scandales à répétition à la FIFA

par Ariane Cronel

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 27 mai 2015, deux jours avant l'élection du président de la FIFA, sept hauts responsables de l'organisation sont arrêtés en Suisse à la demande de la justice américaine. Parallèlement, le parquet helvétique annonce qu'une enquête est ouverte visant les attributions des Coupes du monde de football de 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar. Le siège de l'instance internationale est perquisitionné. Quarante-sept chefs d'inculpation sont retenus contre ces responsables du football mondial et cinq de leurs partenaires, accusés de « racket, fraude et blanchiment », sur une période de vingt-cinq ans, durant laquelle ils auraient « sollicité et reçu plus de 150 millions de dollars en pots-de-vin et rétrocommissions ». Malgré ce scandale, et les appels à la démission, l'élection est maintenue, et le président sortant Sepp Blatter réélu le 29 mai pour un 5^e mandat. La multiplication des révélations le conduit toutefois à démissionner le 2 juin. Le lendemain, la presse diffuse de larges extraits du procès-verbal d'audition de Chuck Blazer, ancien secrétaire général de la Confédération de football d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (CONCACAF) de 1990 à 2011, qui a reconnu devant les enquêteurs américains avoir touché, avec d'autres membres de l'organisation, des pots-de-vin dans le cadre de la sélection du pays organisateur des Coupes du monde 1998 et 2010, attribuées respectivement à la France et à l'Afrique du Sud.

> ILLUSTRATIONS



Une réserve de 1,4 milliard de \$ en 2013

- La FIFA a été fondée en 1904 à Paris par les Pays-Bas, la Belgique, la Suède, le Danemark, la Suisse, l'Espagne et la France. Elle est régie par le Code civil suisse sur les associations à but non lucratif.
- Elle compte aujourd'hui 209 fédérations affiliées, qui doivent obligatoirement être reconnues par l'une des six confédérations continentales (l'AFC pour l'Asie, l'UEFA pour l'Europe, la CAF pour l'Afrique, la CONMEBOL pour l'Amérique du Sud, l'OFC pour l'Océanie et la CONCACAF pour l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Caraïbes).
- 70 % des 5,7 Mds\$ de recettes du budget 2011-2014 de la FIFA sont issus de la vente des droits de diffusion et de commercialisation de la Coupe du monde 2014.
- Le budget 1995-1998 de la FIFA prévoyait 257 M\$ de recettes : ces dernières ont donc été multipliées par 20 en 20 ans.



- La FIFA, qui était endettée à hauteur de 11 M\$ en 2002, dispose en 2013 de réserves de 1,4 Mds\$. Elle est en excédent budgétaire depuis 10 ans. Son aisance financière la place au même niveau que des pays comme la Norvège ou Singapour.
- Les revenus de l'Union des associations européennes de football (UEFA) pour la période 2011-2014 dépassent de 45 % ceux de la FIFA pour atteindre 8,3 Mds\$, notamment grâce aux recettes de la Ligue des Champions (1,34 Mds\$ pour l'édition 2014-2015).
- Les chaînes françaises ont versé 130 M€ à la FIFA pour la diffusion de la Coupe du monde 2014. Par comparaison, l'UEFA leur a facturé les droits de diffusion de la Ligue des Champions 2014 pour 111 M€, et ceux de l'Euro 2016 pour 110 M€.
- La France compte près de 1,8 M de joueurs licenciés à la FFF, soit 2,7 % de la population. L'Allemagne quant à elle compte plus de 6 M de licenciés, soit 7,8 % de sa population.
- Le 29 juillet 2015, Michel Platini annonce officiellement sa candidature à la présidence de la FIFA.

ENJEUX

• L'effondrement d'un système profondément corrompu

Le scandale qui a finalement conduit à la démission de Sepp Blatter n'est pas le premier à éblouir la FIFA : en 1999, un livre dénonce le trucage de l'élection de Blatter à la présidence un an plus tôt. En 2001 éclate « l'affaire ISL », du nom de la société détentrice de l'exclusivité des droits marketing de plusieurs Coupes du monde. Ce premier scandale de corruption touche directement la direction de la FIFA puisque l'ancien président de la FIFA Joao Havelange et son gendre Ricardo Teixeira, patron du football brésilien de 1989 à 2012 et vice-président de la FIFA, sont soupçonnés d'avoir touché 40 M€ de pots-de-vin. L'attribution des Coupes du monde 2018 à la Russie (plutôt que l'Angleterre) et 2022 au Qatar sont entachées de soupçons d'achats de voix. Enfin, en 2014, la justice arrête un membre de la FIFA dans le cadre du démantèlement d'un réseau international de vente frauduleuse de billets pour les quatre dernières Coupe du monde, pour un montant de 70 M\$.

L'ampleur des montants financiers en jeux dans ces affaires de corruption reflète le poids pris par le football dans les rapports de force internationaux. La FIFA a su monnayer la soif de « *soft power* » des pays émergents et leur a attribué l'organisation de toutes les Coupes du monde depuis le Mondial allemand de 2006. Sepp Blatter a ainsi reçu le soutien tant de Vladimir Poutine, qui a dénoncé « une tentative flagrante des États-Unis d'étendre leur juridiction à d'autres États », que du ministre des Affaires étrangères du Qatar, Khaled Al-Attiyah, qui a dénoncé le « racisme » de ceux qui ne peuvent pas « digérer qu'un pays arabe musulman » organise la Coupe du monde.

Il a finalement fallu attendre l'intervention de la justice américaine pour que ce système solidement organisé soit ébranlé. En effet, grâce à l'universalité de leur monnaie, le fisc et la justice américaine se considèrent comme compétents

dès lors qu'une transaction suspecte est réalisée en dollars. Les interpellations ne sont donc « que le début » de l'opération lancée par la justice américaine, a prévenu le procureur fédéral de Brooklyn Kelly Currie, sans toutefois préciser si d'autres inculpations étaient à attendre dans un avenir proche.

- **Quel avenir pour la FIFA ?**

Dans l'attente du congrès extraordinaire prévu entre décembre 2015 et mars 2016 pour élire le successeur de Sepp Blatter, la FIFA a nommé une commission indépendante chargée de réfléchir à une réforme de son fonctionnement. Présidée par l'avocat suisse François Carrard, elle est composée de douze membres, en plus du président, chacune des six confédérations composant la FIFA en comptant deux.

En effet, la démission de Sepp Blatter ne remet pas pour autant en cause le système de gouvernance de la FIFA, que beaucoup considèrent comme source première de corruption. En effet, chaque fédération nationale pèse à la FIFA pour une voix, indépendamment de son nombre de licenciés. Ce système a affaibli le poids des Européens dans les prises de décision à mesure que la FIFA s'ouvrait aux fédérations du monde entier, et ce alors même que les revenus du football sont plus importants en Europe que partout ailleurs : l'Europe, qui contrôlait 83 % des votes au sein de la FIFA en 1915, n'en pèse ainsi plus que 25 % aujourd'hui. La majorité des fédérations adhérentes à la FIFA n'a donc aucun intérêt à ce que le système actuel soit modifié, ce qui explique leur fidélité au président sortant.

Cette fracture qui existe entre l'Europe et les cinq autres confédérations continentales pourrait empêcher Michel Platini, actuel président de l'UEFA, de succéder à Sepp Blatter. « Ce sera plus facile pour un Asiatique ou un Arabe de devenir président de la FIFA que pour un Européen », juge Guido Tognoni, ex-conseiller de Blatter. Les 54 nations africaines notamment sont loin d'être acquises au patron de l'UEFA. En outre, celui-ci est critiqué pour avoir voté en faveur de l'attribution au Qatar de la Coupe du monde 2022 et pour être membre depuis 13 ans du comité exécutif de la FIFA.



Stanislas Wawrinka, l'autre Suisse

par Ariane Cronel

> PARCOURS



Avec deux titres du Grand Chelem à son actif à la fin de l'année 2015 (Open d'Australie 2014, Roland-Garros 2015) et une place de numéro 4 mondial, Stanislas Wawrinka appartient aux tout meilleurs joueurs de tennis de sa génération. Mais cette génération est aussi celle de Roger Federer, reconnu comme le meilleur tennisman de l'ère Open, vainqueur de 87 tournois dont 17 du Grand Chelem et numéro 1 mondial pendant 302 semaines d'affilée (soit 5 ans et 9 mois et demi !). Stanislas Wawrinka vit donc sa carrière dans l'ombre de celle de son prestigieux aîné, et a tardé à exprimer son potentiel. « Toute ma vie, j'ai dû mener une rivalité impossible contre un génie. Je ne l'avais pas choisie », regrettait-il en 2013.

Né le 28 mars 1985 à Lausanne d'un père d'origine polonaise, Stanislas Wawrinka grandit avec son frère et ses deux sœurs dans une famille d'agriculteurs. À 17 ans, il effectue ses premiers pas sur le circuit ITF (tournois dits « Futures » organisés par la Fédération internationale de tennis, échelon le plus bas des tournois professionnels après l'ATP World Tour et l'ATP Challenger Tour).

En 2003, il atteint sa première finale dans un tournoi Futures et remporte son seul tournoi du circuit Junior, en l'occurrence Roland-Garros. Deux ans plus tard, il perce véritablement sur le circuit professionnel en disputant sa première finale ATP à Gstaad, à seulement 20 ans. Pourtant, il s'écoule dix ans avant que Wawrinka confirme vraiment son talent. Complexé par son illustre compatriote, il ne termine aucune année dans le top 10 mondial et ne parvient pas à franchir le stade des quarts de finale en Grand Chelem. C'est à partir de 2013 qu'il franchit un palier, plus mental que physique. Faut-il y voir un effet de son titre olympique remporté en double en 2008 ? Une conséquence de sa « séparation-réconciliation » ultra-médiatisée par la presse helvète en 2010 ? Ou l'influence de son coach, Magnus Norman, avec qui il travaille depuis avril 2013 ? Plus mature, décomplexé, Wawrinka se tatoue sur l'avant-bras cette citation de Samuel Beckett : « *Ever tried. Ever failed. No matter. Try again. Fail again. Fail better.* » La même année, il enchaîne un quart de finale à Roland-Garros et une demi-finale à Flushing Meadows. Quelques mois plus tard, il remporte son premier Grand Chelem en Australie, face à Rafael Nadal.

Joueur de terre battue à ses débuts, Wawrinka s'est adapté à toutes les autres surfaces au cours de sa carrière. Droitier développant un jeu d'attaquant tout en étant très solide du fond du court, il dispose de grosses qualités physiques qui ont amené Roger Federer à lui donner sur le circuit le surnom de « Stanimal ». Son revers à une main, décrit par John McEnroe comme « le plus puissant du circuit », reste le principal atout de son jeu, bien qu'il ait réussi à beaucoup progresser en coup droit depuis le début de sa carrière.



Le 7 juin 2015, Stanislas Wawrinka est opposé à Novak Djokovic en finale du tournoi de Roland-Garros. Déjà vainqueur en trois sets de son compatriote Roger Federer en demi-finales alors qu'il ne l'avait encore jamais battu en Grand Chelem, « Stanimal » a fait mentir les statistiques : bien qu'entré sur le terrain en *outsider*, n'ayant remporté que trois de ses vingt confrontations face au Serbe et une seule sur terre battue, remontant à 2006 (sur abandon), le Suisse a su élever son niveau de jeu pour remporter à la surprise générale le match en 4 sets, après avoir perdu la première manche. Reçu en héros à Saint-Barthélémy, le petit village vaudois où il a grandi, Stanislas Wawrinka reste modeste, simplement heureux « qu'on s'intéresse à [lui] ».

S'il souffre encore d'un déficit de popularité, en particulier par comparaison avec Roger Federer, Stanislas Wawrinka est un joueur très apprécié sur le circuit : Rafael Nadal dit ainsi de lui qu'il est « un bon ami, quelqu'un de bien ». *Idem* pour Novak Djokovic, numéro 1 mondial : « Je ne pense que du bien de lui. C'est quelqu'un de très humble et modeste. Il a le respect de tous les joueurs ».

Sa victoire à Roland-Garros, vêtu d'un short à carreaux original qu'il a porté tout le tournoi, lui donne auprès du grand public une image sympathique qui atténue celle laissée après la finale de la Coupe Davis, lors de laquelle Wawrinka avait largement « chambré » les joueurs tricolores, s'attirant l'hostilité du public français. La qualité de son jeu lors de la finale et ses coups spectaculaires lui vaudront même les vivats de la foule après sa victoire. Quant à son short, comparé par certains à une « nappe de pique-nique », il est déjà entré au musée de la Fédération française de tennis à Roland-Garros, et a été détourné par une marque automobile, sponsor de Wawrinka, pour l'une de ses publicités.

> PRINCIPALES RÉALISATIONS



Stanislas Wawrinka remporte son premier titre ATP en 2006 au tournoi d'Umag. Son palmarès compte aujourd'hui 10 titres dont 2 tournois du Grand Chelem (Open d'Australie 2014 et Roland-Garros 2015) et un Master 1000 (Monte-Carlo 2014). Il est le deuxième joueur Suisse de l'histoire à avoir remporté un tournoi du Grand Chelem, après Roger Federer.

En 2008, Stanislas Wawrinka, associé à Roger Federer, remporte la médaille d'or du tournoi de double aux Jeux olympiques de Pékin.

Avec l'équipe de Suisse, Stanislas Wawrinka a également remporté la Coupe Davis 2014 face à la France.

Il atteint le meilleur classement ATP de sa carrière en janvier 2014 en se hissant à la 3^e place mondiale.

Au cours de la saison 2014, Stanislas Wawrinka a remporté 3 titres (Chennai, Open d'Australie, Monte-Carlo) pour un bilan de 40 victoires et 17 défaites.

À l'issue de l'US Open 2015 (défaite en demi-finale face à Roger Federer), Wawrinka grimpe à la 4^e place au classement ATP, derrière Novak Djokovic, Roger Federer et Andy Murray. Il compte alors 43 victoires pour 13 défaites sur la saison.



Festival de Cannes : les bons résultats du cinéma français

par Ainée Nait

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



La 68^e édition du Festival de Cannes a été marquée par une recrudescence du cinéma français dans le palmarès. Présidé par les frères Coen, le jury a fait l'éloge du cinéma français. En plus d'Agnès Varda, réalisatrice phare de la Nouvelle Vague française, qui s'est vue repartir de la Croisette avec une Palme d'honneur, Emmanuelle Bercot, Vincent Lindon et Jacques Audiard ont été récompensés des trois prix les plus prestigieux du festival, respectivement le prix d'interprétation féminine pour *Mon roi* de Maïwenn, le prix d'interprétation masculine pour *La loi du Marché* de Stéphane Brizé et la Palme d'or pour *Deephan*. Enfin, au sein de la Quinzaine des Réalisateurs, c'est le français Arnaud Desplechin qui se voit primé du prix SACD pour son film *Trois souvenirs de ma jeunesse*.

Les trois premiers films ont en commun la volonté de représenter une réalité quotidienne : celle d'un couple en crise dans *Mon Roi*, d'un employé mis au chômage dans *La loi du Marché* et de réfugiés en quête d'un avenir meilleur dans la banlieue parisienne dans *Deephan*. Si 2015 semble bel et bien être l'année du cinéma français, ces trois récompenses soulèvent cependant une question : s'agit-il du cinéma français qui connaît une belle relance ou, au contraire, la programmation de Cannes qui s'éloigne de son but principal, à savoir faire connaître le cinéma d'auteur et difficile d'accès ?

> ILLUSTRATIONS



- Le Festival de Cannes est aujourd'hui considéré comme l'un des trois festivals de cinéma les plus influents au monde aux côtés de la Berlinale (Festival de Berlin) et de la Mostra de Venise. Fondé en 1946 par Jean Zay, le festival a pour vocation de révéler et mettre en valeur des œuvres originales et créatives pour servir l'évolution du cinéma dans le monde.
- 7 Palmes d'or françaises ont été décernées depuis la création du festival, la dernière datant de 2013.
- C'est la première fois qu'autant de films français sont sélectionnés à Cannes, notamment en compétition officielle, avec 7 titres sur 19, soit près d'un tiers du programme.
- Il s'agit du premier prix jamais remporté par l'acteur Vincent Lindon après environ 30 ans de carrière.
- Depuis les années 1960, le ministère de la Culture n'a cessé de soutenir le cinéma français notamment à travers la création du CNC (Centre national du cinéma) en 1946 qui vise à



- promouvoir le cinéma d'auteur, les cinématographies peu diffusées et les festivals de cinéma nationaux et internationaux (comme Cannes).
- Selon le CNC, la part des films français dans les salles de cinéma est estimée à 36,5 % sur les six premiers mois de l'année 2015, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport à 2014. En effet, la part des films américains ou des films français tournés en anglais, à l'instar de *Lucy* de Luc Besson, ne cesse d'augmenter dans les salles malgré les lois sur l'exception culturelle française qui tentent de protéger le cinéma français.
 - Contrairement aux idées reçues, un film primé à Cannes ne connaît pas forcément un large succès public en salles : selon une étude de TV5Monde, plusieurs Palmes d'or n'ont pas rencontré le succès commercial escompté au cours des dernières années à l'instar d'*Oncle Boonmee, celui qui se souvient de ses vies antérieures* d'Apichatpong Weerasethakul (127 000 entrées) et de *Les meilleures intentions* de Bille August (91 000 entrées).

ENJEUX

- **Un coup de pouce pour un cinéma en perte de vitesse ?**

Contrairement aux festivals de Venise et de Berlin, qui ont mis en avant des films de réalisateurs peu connus et d'origine diverse cette année (Amérique latine, Moyen-Orient...), le jury du festival de Cannes a taillé une belle part du lion au cinéma français. Ces trois principaux prix ont indéniablement permis une « renaissance du cinéma français », bénéficiant dès lors d'une meilleure image nationale ou internationale notamment grâce à une nouvelle consécration pour Jacques Audiard (un des réalisateurs français les plus connus à l'étranger) et un coup de pub pour Emmanuelle Bercot qui quelques semaines plus tôt avait sorti son premier film en tant que réalisatrice *La tête haute*.

Pourtant, s'il s'agit d'un beau coup de pouce pour l'industrie du cinéma français qui a su se faire connaître dans le monde comme un des plus créatifs, c'est surtout la réputation du Festival de Cannes qui a été quelque peu ébranlée : face à une omniprésence française dans la compétition et le palmarès final, de nombreux spécialistes pointent une certaine surprise face aux décisions du jury d'attribuer les plus grands prix à des films français « désinvoltes dans l'écriture et la réalisation et inondés de financement » selon le journal *Slate*.

- **Des critiques acerbes visant les récompenses et la tournure que prend le festival**

À en croire Georges Bermann, producteur de Michel Gondry, « Cannes est en train de devenir une maladie française », une sorte de course où tous les réalisateurs s'affolent pour être sélectionnés puis gagner un prix plutôt qu'un espace de découverte de films originaux comme il était censé en être il y a 50 ans de cela. Le cinéaste Jean-Pierre Mocky va plus loin que Bermann dans son dernier livre *Je vais encore me faire des amis !* et critique avec virulence tant les récompenses de cette année que la tournure que le festival lui-même prend de nos jours. Selon lui, les trois films français primés cette année n'ont rien

d'original et ont été réalisés dans le seul but d'amadouer le public en évoquant des sujets « faits pour être sûrs de gagner », à savoir une histoire sur des laissés-pour-compte ou des couples en crise. Il ne s'agirait donc plus de raconter une histoire mais bien de la vendre.

Bien qu'à nuancer, cette critique rejoint peu ou prou celle des médias internationaux qui demeurent peu convaincus par cette Palme d'or française qui était loin d'avoir fait le buzz contrairement à des films plus difficiles et originaux, à savoir *Youth* de Paolo Sorrentino, *Mi Madre* de Nanni Moretti... Du vu et revu, mais surtout, les journalistes et cinéastes pointent du doigt le manque de visibilité cette année des réalisateurs qui ont véritablement quelque chose d'original et de profond à transmettre.



L'adoption du nom des Républicains par l'UMP : un nouvel élan pour la droite ?

par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Après de longues semaines de discussions internes, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), formation politique créée en 2002, prend le nom des Républicains. Ce changement a été voulu par son nouveau président, Nicolas Sarkozy, élu à la tête de l'UMP en novembre 2014 après plus de deux ans de retrait de la vie politique française. L'adoption d'un tel nom marque la volonté de M. Sarkozy de transcender les logiques partisans et entamer un mouvement de rassemblement allant de la droite au centre dans la perspective des présidentielles de 2017. Cependant, ce choix a suscité de nombreuses réactions, certains considérant l'appropriation du concept de républicains par la droite comme abusive.

> ILLUSTRATIONS



213 000 adhérents en mai 2015

- 213 000 : c'est le nombre d'adhérents aux Républicains en mai 2015.
- Le parti est né de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), formation politique créée par Jacques Chirac et Alain Juppé en 2002
- Le nouveau nom, les statuts et la composition sont adoptés par le bureau politique de l'UMP le 5 mai 2015 et par les adhérents le 28 mai 2015. Le nom « Les Républicains » est officiellement utilisé pour la première fois le 30 mai 2015 lors d'un meeting.
- Le changement de nom de l'UMP pour Les Républicains a été voulu par son président, Nicolas Sarkozy. Ce dernier avait été élu président de l'UMP le 29 novembre 2014 avec 64,5 % des voix, devançant Bruno le Maire (29,18 %) et Hervé Mariton (6,32 %).
- Dans un sondage Odoxa publié mi-avril 2015, 57 % des sympathisants de droite disent préférer l'appellation « UMP » au label « Les Républicains ».
- Le parti s'est doté de nouveaux statuts qui prévoient, entre autres, l'élection des présidents de fédérations départementales au suffrage direct, la fin des courants et la consultation des adhérents sur les investitures électorales.



- Nathalie Kosciusko-Morizet a été nommée vice-présidente déléguée et Laurent Wauquiez a été nommé secrétaire général.
- Des primaires auront lieu en 2016 afin de désigner le candidat des Républicains à l'élection présidentielle de 2017. Sur le modèle de ce qu'avait fait le Parti socialiste en 2011 en vue des présidentielles de 2012, ces élections seront ouvertes à tous les citoyens inscrits sur les listes électorales, sous réserve d'une participation de deux euros et de la signature d'un texte précisant « Je partage les valeurs républicaines de la droite et du centre et je m'engage pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France. » Alain Juppé, François Fillon et Xavier Bertrand se sont déjà déclaré candidats à la primaire.

ENJEUX

- **Un changement de nom censé donner une « nouvelle impulsion » au parti**

Ce changement de nom intervient dans un contexte d'impopularité accrue de l'exécutif et d'une volonté de reconquête de la part de la droite. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* en mai 2015, Nathalie Kosciusko-Morizet et Laurent Wauquiez présentent ce concept de « Républicains » comme une « identité, un projet » qui vise à « mettre en œuvre une nouvelle manière de faire participer les citoyens à l'action politique ». Cette tribune fait de nombreuses références aux figures majeures de la République, de Jules Ferry à De Gaulle, ce qui témoigne d'un réel désir de revenir aux fondamentaux de la République. C'est un moyen pour le parti, et notamment pour son président, Nicolas Sarkozy de rassembler « au-delà de la droite et de la gauche »

Le choix du nom de « Républicains » a soulevé de nombreuses polémiques, certaines personnalités politiques de gauche et certains avocats ayant entamé des actions en justice contre le parti, en vain. L'historien Jean-Noël Jeanneney estime quant à lui que ce nouveau nom constitue « l'affirmation d'un monopole qui rejette tous les autres hors de ce nom lumineux ». De plus, 80 % des Français estiment que ce changement de nom ne permettra pas au parti d'opposition de connaître un nouveau départ.

- **Des dissensions internes qui restent importantes au sein de ce parti**

Les Républicains connaissent d'importantes divergences politiques, si bien qu'il est toujours possible d'adopter une typologie classique des différents courants idéologiques :

– Les gaullistes, qui ont longtemps constitué la force principale de la droite française et qui se placent dans l'héritage du général de Gaulle : ils ont conservé le culte du chef, l'attachement à l'autorité de l'État et à l'ordre, le culte de la Nation et également une forme de libéralisme économique quelques fois entravé par l'intervention de l'État. Les figures majeures de ce courant sont Alain Juppé, François Fillon ou encore Henri Guaino.

– Les « conservateurs » situés plus à droite sur l'échiquier politique que les gaullistes. S'ils partagent les convictions économiques de ces derniers, ils se démarquent de ceux-ci à propos de thèmes comme l'immigration et l'insécurité, en appelant à des mesures plus fermes pour contrôler ces phénomènes. Les principaux partisans de cette frange de la droite sont Éric Ciotti, Christian Estrosi ou encore Hervé Mariton.

– Les « centristes » qui prônent le rapprochement avec le centre-droit (UDI) et se distinguent parfois des autres membres des Républicains sur des sujets comme l'Europe, puisqu'ils réclament une intégration accrue au sein de l'UE. Ils sont parfois aussi plus ouverts sur les sujets de société comme le Mariage pour tous. Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire en font partie.

Il est difficile de classer Nicolas Sarkozy dans l'une de ces catégories. S'il peut être tentant de faire de lui un conservateur, notamment du fait d'un positionnement très à droite à certains moments de sa présidence (Création d'un ministère de l'Identité nationale, virage à droite pendant l'entre-deux tours en 2012 pour séduire les élections du Front national...), il s'est toujours réclamé du gaullisme, et a également exprimé son désir de rassembler les forces de la droite et du centre depuis qu'il est président des Républicains. Il déclara notamment au moment d'un congrès à Nice le 22 avril 2015 : « Nous sommes républicains avant d'être gaullistes, centristes, libéraux ! »

Les forces des divergences entre les principales figures du mouvement ressurgissent souvent au moment des scrutins nationaux, au moment d'adopter une consigne de vote en cas de second tour PS-FN. S'il a été longtemps admis que les électeurs de droite devaient se reporter vers le PS afin de faire un barrage républicain, comme en 2002 afin de contrer Jean-Marie Le Pen, cette position s'est érodée. C'est donc la stratégie du ni-ni, prônée par Nicolas Sarkozy qui a prévalu au moment des dernières élections départementales en mars 2015.

- **Quelle alternance pour la France ?**

Le parti semble divisé autour de la ligne idéologique, mais d'autres rivalités apparaissent liées aux élections présidentielles de 2015. Si la droite bénéficie d'une certaine popularité, illustrée par de bons scores aux élections municipales, européennes et départementales, il semble qu'aucun leader naturel ne parvienne à s'imposer, comme le montrent les récents sondages.

Voici les sondages livrés par l'institut Odoxa en mai 2015 en cas de candidature de Nicolas Sarkozy, de Marine Le Pen et François Hollande :

	Marine Le Pen	Nicolas Sarkozy	François Hollande
1 ^{er} tour	30 %	25 %	17 %
2 ^e tour	41 %	59 %	

Voici les sondages livrés par l'institut Odoxa en mai 2015 en cas de candidature d'Alain Juppé et François Hollande :

	Alain Juppé	Marine Le Pen	François Hollande
1 ^{er} tour	34 %	31 %	16 %
2 ^e tour	67 %	33 %	

Il semble donc qu'Alain Juppé soit le mieux positionné pour l'emporter en 2017 ce qui annonce une belle bataille politique avec Nicolas Sarkozy en 2016 pour remporter les primaires des Républicains...





Rupture chez les Le Pen

par Ariane Cronel

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 21 août 2015, le bureau exécutif du Front national décide d'exclure Jean-Marie Le Pen du parti qu'il avait fondé en 1972. Intervenant à quelques jours de l'université d'été du parti frontiste, cette exclusion est l'aboutissement de plusieurs mois d'une crise à la fois politique et familiale. Début avril 2015, une énième interview provocatrice du « père fondateur » au journal d'extrême-droite *Rivaro!* déclenche la colère de Marine Le Pen, fille de Jean-Marie et présidente du FN depuis 2011. Son père y confie n'avoir « jamais considéré Pétain comme un traître », quelques jours après avoir réaffirmé à la radio que les chambres à gaz n'étaient « qu'un détail de l'histoire ». Numéro deux du parti, Florian Philippot tweete alors que « La rupture politique avec Jean-Marie Le Pen est désormais totale et définitive. Sous l'impulsion de Marine Le Pen, des décisions seront prises rapidement. » Début mai, Jean-Marie Le Pen est ainsi suspendu du parti et privé de sa présidence d'honneur, suspension qu'il conteste en juin devant la justice. Le tribunal de grande instance (TGI) de Nanterre lui donne raison le 2 juillet, considérant que la procédure suivie ne respectait pas les « règles statutaires » du parti. Fin juillet, la cour d'appel de Versailles considère comme nulle la procédure de consultation par courrier des adhérents du FN sur la suppression du poste de président d'honneur, et suspend le congrès du Parti qui devait l'entériner. Fin août, le bureau exécutif se réunit à nouveau pour exclure le fondateur historique, qui réagit en déposant un nouveau recours en justice. Jean-Marie Le Pen est décidé à ne pas se laisser faire.

> ILLUSTRATIONS



25,24 % des voix au 1^{er} tour des élections départementales

- Pour sa première participation à des élections, le FN récolte 0,44 % des suffrages aux législatives de 1973.
- Aux élections municipales de 1995, le FN remporte pour la première fois trois mairies : Orange, Marignane et Toulon.
- Lors de l'élection présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen recueille plus de 4 millions de voix, soit 14,4 % des suffrages exprimés.
- En janvier 1999, la dissidence de Bruno Mégret entraîne la scission du FN.



- Un sondage de 1999 montre que 73 % des personnes interrogées pensent que le FN de Jean-Marie Le Pen est un danger pour la démocratie.
- Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen se qualifie pour le 2^e tour de l'élection présidentielle.
- Marine Le Pen devient présidente du FN lors du Congrès de Tours et 15-16 janvier 2011.
- En 2012, Marine Le Pen recueille plus de 6 millions de voix au 1^{er} tour de la présidentielle.
- Les élections départementales de mars 2015 voient le FN dépasser pour la première fois le quart des suffrages exprimés avec 25,24 % des voix au 1^{er} tour, soit 5,2 millions de voix.
- Dans un sondage d'avril 2015, 62 % des Français mais 74 % des sympathisants du Front national estiment que le statut de président d'honneur et la capacité de Jean-Marie Le Pen à s'exprimer régulièrement dans les médias constituent plutôt un handicap pour le parti.
- 67 % des sympathisants frontistes affirment souhaiter son départ du parti.
- 27 % des sympathisants du FN déclarent ne pas connaître Florian Philippot, pourtant n° 2 du parti, et 22 % déclarent en avoir une mauvaise opinion, contre 12 % de mauvaises opinions pour Marion Maréchal-Le Pen et 7 % pour Marine Le Pen.

ENJEUX

• Rupture ou *storytelling* ?

La rupture avec Jean-Marie Le Pen par médias interposés et son exclusion du parti peuvent-elles n'être qu'un outil de plus au service de la stratégie de « dédiablement » du Front national ?

Après la suspension de Jean-Marie Le Pen par le bureau exécutif du parti, celui-ci a crié à la « félonie » et demandé à sa benjamine de lui « rendre son nom ». Face aux outrances verbales de son père, la présidente du Front national a limité ses apparitions médiatiques sur le sujet, veillant à ce que le conflit soit traité comme un conflit politique et non personnel. Ce sont donc principalement Florian Philippot, le secrétaire général du parti Nicolas Bay et le sénateur-maire du VII^e secteur de Marseille Stéphane Ravier qui ont répondu aux journalistes, après que Marine Le Pen a annoncé qu'elle s'opposerait à une candidature de son père aux élections régionales en PACA.

La crise est donc vue par beaucoup comme « une chance pour le parti », comme l'a dit Robert Ménard, maire de Béziers et proche du FN. Elle offre à Marine le Pen une occasion de prendre ses distances avec son père, et permet au parti d'acquérir une nouvelle respectabilité en faisant de Jean-Marie Le Pen la seule incarnation infréquentable de l'extrême-droite.

Pour autant, il est peu probable que cette crise ait été volontairement organisée par les instances du parti. En effet, l'aura dont bénéficie Jean-Marie Le Pen auprès des militants historiques reste forte, et la violence de la rupture traduit des clivages doctrinaux croissants au sein du Front national.

Après quelques mois de recul, la crise ne semble néanmoins pas avoir eu d'impact notable sur les cotes de popularité des principaux dirigeants frontistes. Ainsi, un

sondage du mois de mai montre que seuls 13 % des sondés n'ayant pas voté pour le FN à la présidentielle (2012) et aux européennes (2014) pourraient être incités à le faire grâce à la rupture avec Jean-Marie Le Pen.

- **Derrière la rupture familiale, une opposition politique**

Le Front national se caractérise par un fonctionnement clanique et la prééminence de quelques familles : outre les Le Pen, les Stirbois, les Mégret et les Bompard ont ou ont eu une influence importante au sein du parti. Le conflit qui oppose Marine Le Pen à son père reflète la double difficulté de l'héritage et du partage des rôles avec un patriarche qui a passé la main mais gardé un pied en politique et une aura médiatique importante.

La difficulté de Jean-Marie Le Pen à « laisser sa place » et à accepter que le Front national de Marine ne soit plus le sien ne doit pas occulter l'évolution doctrinale du parti depuis 2011. Alors que le FN du père jouait sur le seul registre de la radicalité xénophobe et jouissait des sueurs froides qu'il donnait aux « partis de gouvernement », le FN version Marine assume son ambition d'atteindre à court terme le pouvoir, et a restructuré son discours de façon à attirer une nouvelle frange de l'électorat. En marquant les contours du nouveau nationalisme frontiste autour de deux questions, l'Europe et l'immigration, centrées sur la problématique de l'effondrement économique et social du pays, Marine Le Pen séduit les classes ouvrières et populaires effrayées par la mondialisation et durement touchées par la crise économique. Le passé chevènementiste de Florian Philippot, devenu n° 2 du Front national, n'est pas étranger à ce revirement doctrinal et à l'omniprésence des thèmes comme la sortie de l'euro dans les discours de la présidente du parti.

Mais cette nouvelle ligne heurte les tenants de l'extrême-droite « historique », dont les convictions économiques sont plus libérales et les convictions sociétales plus conservatrices. Pour ces militants, la rupture avec Jean-Marie Le Pen participe d'un processus de destruction du Front national et de sa transformation de parti contestataire en parti de gouvernement.

Florian Philippot constitue une cible privilégiée pour cette frange des militants, non seulement pour son influence sur la ligne politique du parti, mais aussi parce que son homosexualité est inacceptable pour beaucoup d'entre eux. Le journal « Minute » stigmatise ainsi régulièrement cet « énarque homosexuel et gaulliste », accusé de vouloir « liquider le FN ». Malgré l'exclusion de Jean-Marie Le Pen, les tensions restent donc vives au sein du parti, et l'annonce par le patriarche de la prochaine création autour de lui d'un « rassemblement » sur le modèle du « rassemblement Bleu Marine » ne devrait pas simplifier la situation.



Royaume-Uni : la réélection de Cameron et les défis à venir

par Paul Bonnaud

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



À la surprise générale, le Parti conservateur (Tories) a obtenu la majorité absolue aux élections législatives organisées le 7 mai 2015, permettant à David Cameron d'être reconduit pour un deuxième mandat de Premier ministre. Cette fois, il gouvernera donc seul, lui qui avait dû s'allier aux Libéraux-démocrates en 2010 pour pouvoir former un gouvernement. C'est la première fois depuis 1992 et le gouvernement de John Major que les Conservateurs ont la majorité à la Chambre des communes, avec 331 sièges.

Une fois sa reconduction officialisée par la traditionnelle entrevue avec la Reine, Cameron a décidé de conserver l'ossature de son précédent gouvernement. Au sein du nouveau, Cameron a reconduit G. Osborne, le ministre des Finances, Philip Hammond aux Affaires étrangères et Theresa May à l'Intérieur.

Les Travailleurs (Labour) sortent eux grand perdants du scrutin. Pire, le parti est terrassé, notamment en Écosse. Alors qu'ils pouvaient nourrir de légitimes ambitions en vue d'accéder aux 10 Downing Street par le biais d'une coalition avec le SNP (Scottish National Party) notamment, ils n'ont remporté que 232 sièges (sur les 650). C'est le pire score du Labour depuis 1987. L'enjeu pour le parti sera de se reconstruire dans les prochains mois, et ce avec une nouvelle direction. En effet, Ed Miliband, le leader du Labour, qui avait suscité des interrogations pendant la campagne sur sa capacité à être un dirigeant suffisamment rassembleur et charismatique pour le Royaume-Uni, a immédiatement annoncé sa démission après l'élection. Il s'est même excusé personnellement. Nick Clegg, vice-Premier ministre sortant et leader des Libéraux-démocrates, qui n'ont eux remporté que 8 sièges et qui font les frais de leur décision surprise de s'allier avec Cameron en 2010, a lui aussi décidé de démissionner. Après avoir annoncé un temps sa démission après que son parti n'ait remporté qu'un seul siège, Nigel Farage (UKIP – UK Independence Party) a finalement changé d'avis. Les Verts, eux, conservent leur unique siège de Brighton, dans le Sud de l'Angleterre.

Il faut cependant nuancer ces résultats quant aux nombres de sièges par le fait que les élections britanniques se déroulent sur le modèle du First-Past-The-Post (« le premier remporte tout »), soit un scrutin uninominal à un tour, qui ne tient pas compte du pourcentage de suffrages. Ainsi, dans chaque circonscription, le parti qui a le plus de voix remporte directement le siège. Par exemple, bien qu'il ait obtenu 12,5 % des suffrages à l'échelle nationale, le parti UKIP n'a gagné qu'un seul siège, la faute à des votes dispersés un peu partout dans le Royaume. Au contraire, le SNP dont le vote est concentré sur la seule Écosse, a obtenu seulement 4,3 % des suffrages à l'échelle nationale mais 56 sièges ! Chaque élection est l'occasion pour beaucoup de médias et d'intellectuels britanniques de demander une réforme du scrutin avec par exemple l'introduction d'une part de proportionnelle.



L'autre fait marquant de l'élection est le triomphe historique du Scottish National Party (SNP) en Écosse, qui a raflé 56 des 59 sièges. Le SNP a réalisé une très bonne campagne en surfant sur l'effet du référendum serré de septembre 2014, au cours duquel près de 45 % des votants avaient émis le souhait de voir l'Écosse devenir un pays indépendant. Durant la campagne, le SNP, emmené par la très charismatique Nicola Sturgeon, a pu mettre en place un réel débat d'idée pour proposer un projet concret pour l'Écosse. Preuve de la vague SNP, l'élection de Mhairi Black, 20 ans, qui devient la plus jeune députée britannique, et ce en battant un grand nom du parti Travailleiste, Douglas Alexander.

Pourtant, en février, l'hebdomadaire libéral *The Economist* présentait l'élection comme « la plus incertaine depuis des décennies au Royaume-Uni ». Il décrivait alors le délitement du bipartisme au profit d'un système à six partis : Le Labour (parti travailliste), les Verts, les Libéraux-démocrates, le Parti Conservateur, le UK Independence party (UKIP) et le Scottish National Party (SNP). Les sondages annonçaient une issue inéluctable : aucun parti ne pourrait obtenir de majorité, il y aurait une coalition. De longues tractations allaient être nécessaires à la formation d'un gouvernement.

Mais les sondages ne traduisent pas la réalité d'une élection. Dans l'hésitation, nombre de Britanniques ont préféré faire confiance à Cameron. Une enquête de l'institut britannique Lord Ashcroft montre que 71 % des gens qui ont voté pour les Tories citent comme argument que leur leader « ferait le meilleur Premier ministre », preuve d'un Royaume-Uni qui ne veut pas céder au populisme. La probabilité de voir une coalition entre les Travailleistes et le SNP, que Cameron a qualifié pendant la campagne de « coalition du chaos » semble aussi avoir convaincu les indécis.

Cameron a aussi remporté cette élection majoritairement sur le terrain de l'économie, la reprise étant vigoureuse au Royaume-Uni. Cameron est apparu crédible, se plaçant volontairement au-dessus de la mêlée, en refusant par exemple de débattre avec Ed Miliband, puis lors d'un deuxième débat à 7. Il a proposé aux Britanniques une logique de continuité, en promettant par exemple de poursuivre les créations d'emplois. Les autres sujets phares de la campagne, qui a par ailleurs été jugée très pauvre par beaucoup de médias anglais comme *The Economist* et *The Guardian*, ont été l'immigration et le système de sécurité social (National Health Service – NHS).

> ILLUSTRATIONS



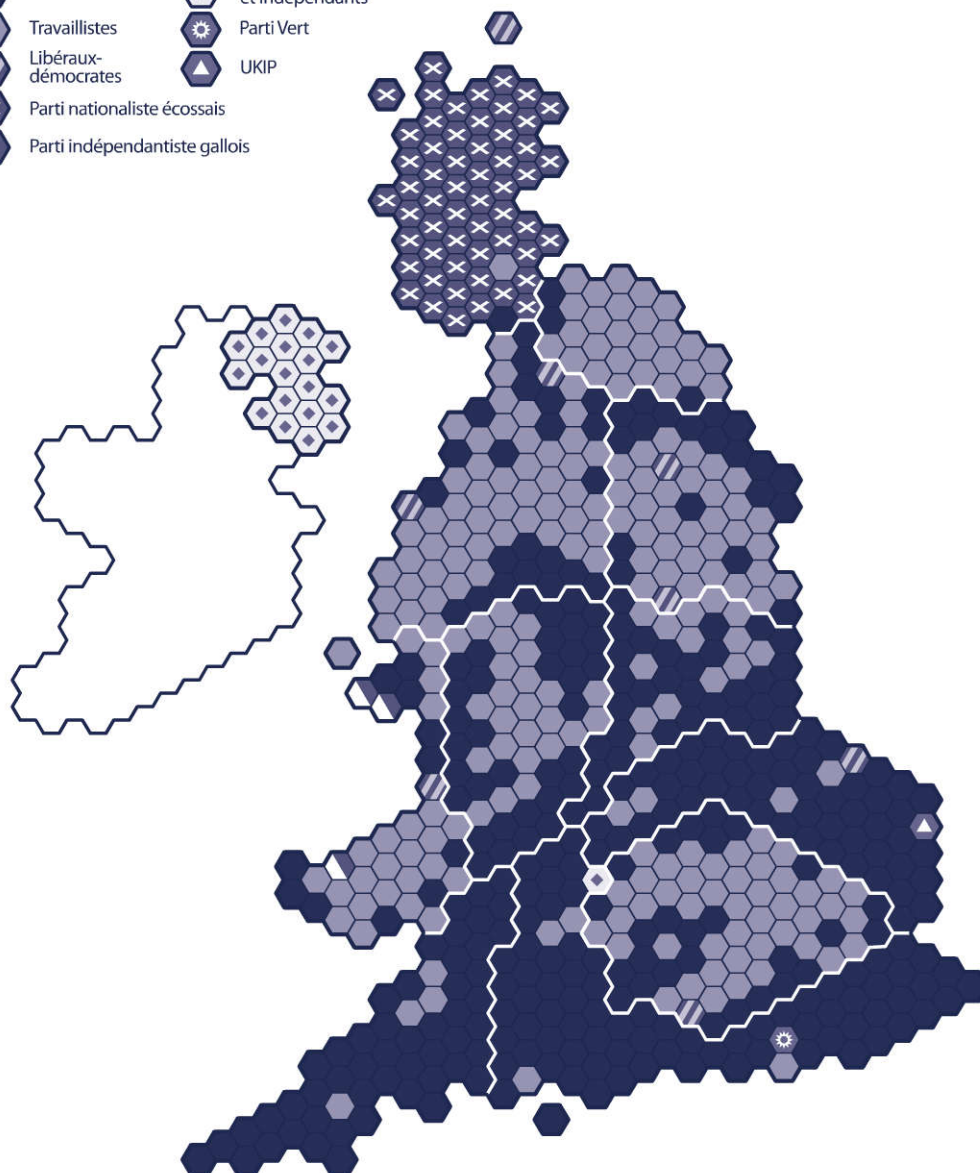
- 94,9 % : la part des sièges remportés en Écosse par le SNP, une véritable vague ! Cette poussée s'est faite au détriment du Labour qui détenait jusque-là une grande partie des sièges écossais.
- +24 : les conservateurs ont glané 24 sièges de plus qu'en 2010 et gouverneront donc désormais seuls. En revanche, les Libéraux-démocrates, avec qui ils formaient un gouvernement de coalition, ont perdu 49 sièges !
- 1 : le nombre de siège glané par UKIP, malgré la récolte de près de 12 % des suffrages exprimés, la faute au système « First-past-the-post », selon lequel, dans chaque circonscription, c'est le parti qui arrive en tête lors du seul tour de scrutin qui remporte le siège.
- 2,8 % : le taux de croissance de l'économie britannique en 2014.
- 5,7 % : c'est le taux de chômage au Royaume-Uni au 1^{er} trimestre 2015, un chiffre particulièrement élogieux pour la politique menée par David Cameron, quand on sait que d'autres pays européens



comme la France voient leur taux de chômage stagner aux alentours de 10 %. Sur un an, de janvier 2014 à 2015, le taux de chômage est passé de 7 % à 5,7 %, une baisse record ! 600 000 emplois ont été créés au cours de cette période. Cependant, il faut nuancer cette baisse : les emplois créés ont surtout été des emplois temps partiels ou précaires et des postes d'auto entrepreneurs. La mesure du « *zero hour contract* » a, par exemple, permis l'embauche de travailleurs sans durée minimale de travail. S'il s'adressait en premier lieu aux étudiants et aux travailleurs saisonniers, on en compte aujourd'hui 1,8 million !

- + 16% en 2014 : on touche ici, par contre, un point noir de l'économie britannique : le prix de l'immobilier a augmenté de 16 % sur l'année 2014 à Londres, ce qui en fait un thème toujours plus brûlant.
- 70 % de la croissance démographique britannique entre 2001 et 2011 est venue de citoyens britanniques nés hors du Royaume-Uni, une preuve des effets positifs de l'immigration dans un contexte de baisse généralisée du taux de fécondité en Europe du Nord.

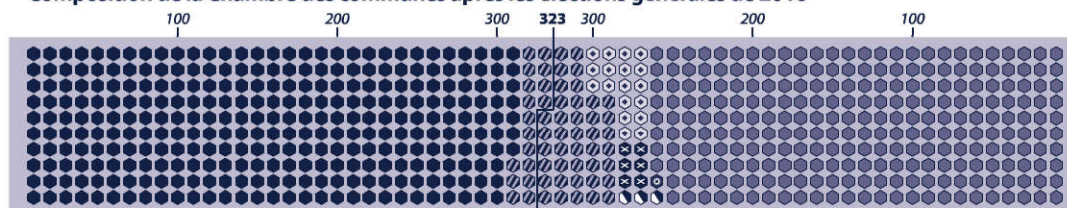
Sièges par circonscription (2015)



Source : <http://www.telegraph.co.uk/news/general-election-2015/11592743/General-Election-2015-The-final-result.html>, 2015

Comparaison de la composition de la Chambre des communes en 2015 et en 2010

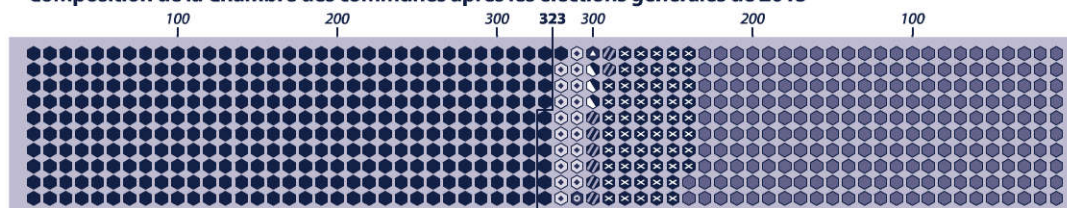
Composition de la Chambre des communes après les élections générales de 2010



Nombre de sièges, par parti



Composition de la Chambre des communes après les élections générales de 2015



Nombre de sièges, par parti



Auteur : TDE, 2015

Source : <http://www.instituteforgovernment.org.uk>, 2015

ENJEUX

- La promesse du référendum et le spectre de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Cameron avait promis dès janvier 2013 la tenue d'ici 2017 d'un référendum sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union européenne en cas de réélection. Cette annonce répondait alors à l'objectif d'endiguer la montée de l'euroscepticisme et de l'UKIP, le parti dirigé par Nigel Farage, qui rognait alors sur les électeurs conservateurs les plus à droite. Aujourd'hui, cette promesse que l'on peut qualifier de tactique, si elle a été une réussite au plan électoral, met David Cameron dans l'embarras. En effet, le Premier Ministre va être pris en tenaille au sein de son parti, entre une aile centriste assez pro-européenne et une aile droite proche de UKIP très encline à quitter l'Union européenne. Il défendra pour sa part que le Royaume reste au sein de l'Union européenne à condition que Bruxelles accepte une réforme des statuts de l'Union. Mais Cameron va donc devoir négocier directement avec Bruxelles, dans un contexte très particulier en raison de la crise grecque. L'objectif de la réforme souhaitée est de rapatrier certaines compétences de l'UE vers les États membres comme la Politique agricole commune ou les politiques sécuritaires. Reste donc que sa majorité reste très fine et que certains conservateurs ont exprimé dans les médias l'idée de voter pour sortir de l'Union. Cameron doit donc convaincre à la fois

son parti et les décideurs de Bruxelles, ce qui le place sur un fil. Surtout, à la vue de la proximité des élections française et allemande de 2017, il n'obtiendra aucune concession majeure des Européens, comme la restriction de la liberté de mouvement. Et il faut rappeler que la Grande-Bretagne a déjà obtenu d'importantes concessions sur l'Europe : elle ne fait, par exemple, pas partie de Schengen ni de la zone euro. Ainsi, aujourd'hui, nombre d'observateurs s'accordent à dire qu'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est plus proche que jamais. Ces derniers mois, la question britannique a été éclipsée par le dossier grec, mais nul doute qu'elle va vite revenir sur la table.

- **La question écossaise de nouveau sur le devant de la scène**

Si elle peut être vue comme une bonne nouvelle pour la démocratie, la victoire du SNP n'est pas une bonne nouvelle pour l'Union. Le Royaume sort indéniablement affaibli de cette élection. Si les Écossais ont rejeté, par référendum, l'accession à l'indépendance qui leur était proposé, la cohésion du Royaume est loin d'être pour autant définitivement assurée. La légitimité du gouvernement Cameron en Écosse est en effet faible dans une région qui a voté massivement pour le SNP ; les nationalistes écossais trouvent en effet absurde que l'Écosse dépende des règles fixées à Westminster par un gouvernement qu'ils n'ont pas élu. « *There's a lion roaring in Scotland thonaille, a Scottish lion...* » a déclaré après l'élection Alex Salmond, ancien leader du SNP et tête d'affiche de la campagne pour le Oui en septembre dernier. Au cours de sa campagne, Cameron a promis plus de « dévolution » pour l'Écosse et le Pays de Galle, ce qu'il a immédiatement confirmé après l'élection. Mais Cameron a aussi maintenu que le Royaume continuera de rassembler 4 pays : il a annoncé que sa mission serait de « rassembler le pays, une nation, notre Royaume-Uni ». Dans ce contexte, la question européenne va aussi diviser le Royaume. On sait les Écossais, au contraire des Anglais, très europhiles. Une sortie du Royaume-Uni de l'Union amènerait donc possiblement l'Écosse à exiger l'indépendance.

- **L'immigration, bouc émissaire des Britanniques**

L'immigration est une épine dans le pied des hommes politiques britanniques depuis une dizaine d'années. L'image du Royaume-Uni comme une société tolérante et multiethnique est aujourd'hui de plus en plus remise en question pour plusieurs raisons. Il faut remonter d'abord aux émeutes de Leeds et Bratford en 2001, puis aux attentats de Londres du 7 juillet 2005, qui ont profondément marqué l'opinion au sujet de la radicalisation de quelques jeunes britanniques de la communauté musulmane et relancé le débat sur l'identité britannique. Ensuite, il y a eu l'effet de la crise économique et de ses conséquences sur l'emploi ainsi que l'entrée très contestée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne en 2007. Enfin, au plan électoral, l'émergence de UKIP qui en a résulté a amené tous les partis à s'exprimer sur ce thème. Dans ce contexte, David Cameron a retourné sa veste sur le sujet : lui qui était il y a

une dizaine d'années favorable à l'immigration a aujourd'hui sensiblement durci son discours et il est aujourd'hui un adversaire de l'immigration. Il a même affirmé publiquement que l'immigration diluait l'identité britannique. Après avoir promis une réduction de l'immigration et une bataille contre Bruxelles sur le sujet pendant sa campagne, le Premier ministre va maintenant devoir agir. Il demande à l'Union européenne des restrictions sur les droits des migrants. Fin août, Cameron s'est montré ferme au sujet des migrants de Calais et a renforcé les forces douanières et policières à Calais.

- **Économiquement, Cameron veut « finir le boulot »**

Cameron va devoir tenir sa promesse de poursuivre les améliorations économiques entrevues depuis 2012 quant à la réduction de la dette publique, de la croissance et l'emploi. Depuis 2010, le Parti conservateur avait fait le choix d'une politique d'austérité axée sur la réduction du déficit public, qui avait fait suite à la crise économique. De nombreuses aides sociales ont été supprimées et des impôts supplémentaires ont été décrétés comme la « *Bedroom Tax* », un impôt sur les logements possédant une chambre laissée vacante. Cameron a appelé à continuer de réduire les dépenses publiques inutiles en annonçant 12 milliards de livres de réduction des aides sociales. Néanmoins, face à ces mesures impopulaires, Cameron a aussi promis des baisses d'impôts. Parmi les autres mesures phares de son programme figurent l'ouverture de nouvelles écoles gratuites, le doublement du remboursement des garderies d'enfants, le durcissement des conditions de grève, l'élargissement du « droit à acheter » leur logement pour les locataires de logements sociaux.

- **En politique intérieure, le chantier social**

Derrière les données économiques encourageantes de l'économie britannique en 2014 se cache en réalité un constat social moins réjouissant. Trop peu de Britanniques ont profité des retombées de la reprise de la croissance. Pour preuve, les inégalités sont en hausse. Si l'élection de David Cameron a été perçue comme un soulagement du côté de la City, elle inquiète une autre partie de la population, affectée par les politiques d'austérité prises en raison de la crise économique. En 2014, malgré la baisse du chômage et la croissance de 2,8 % du PIB britannique, les salaires n'ont pas augmenté. Le salaire médian reste 8 % en dessous en valeur réelle que celui d'avant la crise. Autre chiffre révélateur, la demande de produits alimentaires dans le cadre des banques alimentaires a augmenté de 19 % en un an, ce qui illustre la précarité financière d'une frange importante de la population, et les inégalités qui sévissent au Royaume-Uni. À en croire l'UNICEF, un enfant britannique sur quatre vivrait désormais en dessous du seuil de pauvreté.

Les défis auxquels Cameron devra s'atteler dans les prochains mois sont donc nombreux, mais il pourra le faire en comptant sur sa solide cote de popularité et sur un gouvernement majoritaire.



Donald Trump : le candidat qui détonne

par Robin Maisonneuve

> PARCOURS



Né le 14 juin 1946 à New York, Donald Trump est un magnat de l'immobilier américain. Diplômé en économie de la prestigieuse Wharton School de l'Université de Pennsylvanie en 1968, Donald Trump commence à travailler pour son père, qui possédait une entreprise de taille modeste spécialisée dans l'immobilier new-yorkais. En 1971, il part s'installer à Manhattan et commence à fréquenter les personnalités influentes de la ville, ce qui lui ouvre des portes pour défendre de grands projets ; de fait, Donald Trump ne va cesser de proposer et mettre en œuvre des chantiers colossaux, pour des ouvrages qui font de lui une célébrité aux États-Unis. Ainsi, la Trump Tower (1982), Trump Park, Trump Palace (1988), le Javits Convention Center (1986) et le Grand Hyatt Hotel (1980) ont été construits ou rénovés à New York par sa société, la Trump Organization. Il investit en dehors de New York : en 1988, il rachète le Taj Mahal Casino, à Atlantic City, le renommant Trump Taj Mahal.

Néanmoins, Donald Trump n'est pas épargné par la crise immobilière qui touche les États-Unis à partir de la fin des années 1980 : alors que la valeur de ses actifs diminue, la rénovation du Trump Taj Mahal se révèle être un gouffre financier. Le magnat de l'immobilier se voit ainsi obligé de céder à ses créanciers une partie de ses avoirs, afin d'éponger ses dettes ; par exemple, il se voit obligé de céder 50 % du Trump Taj Mahal, et ne passe pas très loin de la faillite personnelle, avec une dette de plusieurs centaines de millions de dollars. Il arrive cependant à remonter la pente : en 1997, sa fortune personnelle est estimée à 2 milliards de dollars. Il poursuit alors ses constructions spectaculaires : en 2001, il inaugure la Trump World Tower à New York, et la Trump International Hotel & Tower à Chicago est achevée en 2009.

Parallèlement à ses activités dans l'immobilier, Donald Trump est également présent dans les médias. En 2003, il crée l'émission de télé-réalité *The Apprentice*, qui met en compétition à travers diverses épreuves concrètes plusieurs candidats pour un poste très bien rémunéré dans une entreprise (en l'occurrence la Trump Organization). Cette émission a contribué à faire connaître Donald Trump du grand public, les premières saisons ayant été suivies en moyenne par plus de 15 millions de téléspectateurs. Spécialiste des déclarations lapidaires et des phrases chocs, Donald Trump est une des personnalités les plus connues des États-Unis.

Il s'intéresse aussi de près à la politique américaine. Il est considéré comme un Républicain, puisqu'il s'est présenté aux primaires de ce parti en 1996, et a publiquement soutenu Ronald Reagan et Mitt Romney. Néanmoins, il a plusieurs fois menacé de se présenter en tant qu'indépendant. Donald Trump détonne dans le paysage politique et médiatique pour ses combats qui peuvent sembler ridicules ou hors sujets : il a longtemps soutenu que Barack Obama n'était pas né américain, il conteste la réalité du changement climatique et a insinué que la vaccination pouvait provoquer l'autisme. Néanmoins, un sondage Gallup de décembre 2011 faisait de lui l'une des six personnalités les plus admirées aux États-Unis.

> RÉALISATIONS DE L'ANNÉE



Donald Trump est l'une des personnalités marquantes de l'année, depuis l'annonce de sa candidature aux primaires républicaines pour les élections présidentielles de 2016 :

Le 16 juin 2015, Donald Trump a officiellement annoncé sa candidature à la présidence des États-Unis. Pour se présenter à cette élection, il a décidé de chercher l'investiture du Parti républicain, et participe donc aux primaires de ce parti. Néanmoins, il a menacé de se présenter en tant qu'indépendant s'il ne gagnait pas les primaires. Donald Trump s'est rapidement distingué par une campagne « politiquement incorrecte », voire déplacée : il s'est moqué de l'accident de vélo du Secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, il a estimé que les immigrés mexicains qui arrivaient aux États-Unis étaient ceux « qui ont beaucoup de problèmes, qui apportent le crime chez nous. », il a aussi insinué qu'une journaliste était désagréable avec lui lors d'un débat parce qu'elle avait ses règles. Suite à ces déclarations – notamment celle sur les immigrés mexicains – la chaîne NBC – qui diffuse l'émission *Miss USA* et *Miss Univers* (produites conjointement par Trump et NBC) – a annoncé rompre son contrat avec Donald Trump.

Malgré ses déclarations, et alors que la classe politique « traditionnelle » le considérait avec un mépris certain au début de la primaire, Donald Trump est très bien placé dans la course à l'investiture républicaine. Un sondage Fox News effectué du 16 au 19 juillet 2015 plaçait ainsi Donald Trump en tête (18 %), devant Jeb Bush (14 %) et Scott Walker (15 %). Après le débat que Fox News a organisé en août, Donald Trump semble même gagner des points : un sondage Ipsos/Reuters du 26 août 2015 le place en tête avec 30 % des intentions de vote, loin devant Mike Huckabee (10 %) et Ben Carson (8 %). En outre, d'autres sondages le montrent au coude-à-coude avec Hillary Clinton, renforçant la crédibilité du candidat Trump.

On peut se risquer à essayer d'expliquer le succès fulgurant du magnat de l'immobilier dans cette campagne. Tout d'abord, le nombre extrêmement important de candidats à la primaire (17 !) rend toute lecture des sondages difficiles : après tout, Donald Trump ne réunit qu'un tiers des sondés sur son nom... Ensuite, l'indépendance affichée du candidat Trump peut être très séduisante : il a plusieurs fois déclaré auto-financer sa campagne, et un communiqué de la Commission électorale fédérale (Federal Election Commission – FEC) a effectivement montré qu'aucune structure de financement de la campagne (en anglais, *Super-PAC*) de Donald Trump n'existait, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres candidats. Cette indépendance affichée vis-à-vis des contributeurs et des lobbys de Washington apparaît comme très attrayante à un électorat lassé des renoncements de Washington. Enfin, nous l'avons dit, Donald Trump est une personnalité très appréciée des Américains, un entrepreneur qui a connu des hauts et des bas mais qui a toujours su rebondir, le symbole du rêve américain ; et puis, quoi de mieux qu'un chef d'entreprise pour redonner de l'emploi aux Américains ? En tout cas, la pérennité de la popularité de Donald Trump sera une des questions majeures de la vie politique américaine de l'année à venir.



États-Unis : émeutes raciales à Ferguson, Baltimore...

par Ainée Nait

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 9 août 2014, la mort de Michael Brown, un jeune adolescent afro-américain, à Ferguson, dans l'État du Missouri, entraîne de violentes manifestations contre la police américaine. Le 22 novembre 2014, Tamir Rice, un jeune afro-américain âgé de 12 ans, est abattu par la police américaine alors qu'il jouait avec un pistolet factice dans un parc pour enfants. L'événement suscite non seulement une colère nationale mais devient rapidement un choc international. Trois jours plus tard, lorsque la Cour Suprême refuse d'inculper Darren Wilson, le tueur de Michael Brown, des manifestations éclatent dans les principales villes des États-Unis (New York, Washington, Los Angeles...) avec pour refrain « *Don't Shoot* » et « *Black Lives Matter* ». Le président américain, Barack Obama, décide alors de prendre plusieurs mesures pour lutter contre ce regain d'émeutes raciales aux États-Unis en s'attaquant principalement aux forces de l'ordre américaines : cela n'empêchera pas la mort du jeune Freddie Grey le 12 avril 2015 à Baltimore, dans l'État du Maryland, après avoir été abattu par 6 policiers américains.

Si les émeutes raciales se multiplient aux États-Unis, elles pointent avant tout la difficulté d'un pays anciennement rongé par le racisme à tourner définitivement la page, en particulier dans les États très conservateurs du Sud (Texas, Caroline du Nord, Tennessee...). Les États-Unis deviennent alors de plus en plus un pays divisé entre libéraux et conservateurs. Selon Ross Douthat, dans un article publié dans le *New York Times*, il existerait même deux scénarios de la mort de Michael Brown : un prôné par les libéraux qui soutiennent la communauté noire du pays, et un autre plus conservateur, jugeant que la police se doit d'agir de telle sorte afin de protéger autrui.

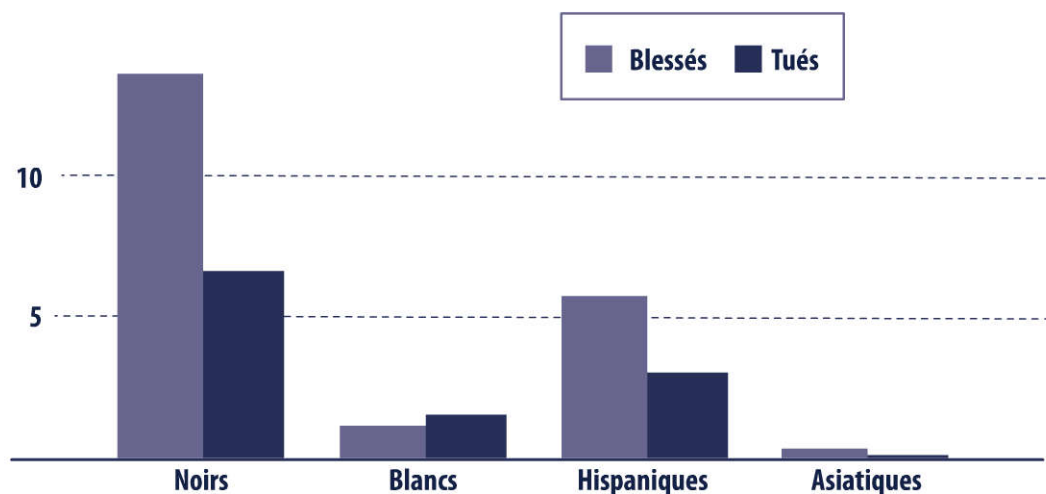
> ILLUSTRATIONS



- En 1964, le Civil Rights Act est signé par le président américain Lyndon Johnson afin de rendre illégale la discrimination reposant sur la race, la couleur, la religion, le sexe ou l'origine nationale et de protéger avant tout les droits des Afro-Américains.
- Les Afro-Américains représentent 13,6 % de la population américaine selon le Bureau des statistiques américain en 2010, ce qui représente une hausse constante dans la démographie du pays.
- Les Noirs sont plus pauvres que les Blancs : le revenu médian est de 33 321 \$ pour une famille afro-américaine en 2012 contre 51 017 \$ pour la moyenne de la population.



Nombre moyen de personnes « visées » par la police de New York (entre 2000 et 2011)



Source : Mother Jones.

- En avril 1992, un Afro-Américain est tué par la police de Los Angeles (Californie) sous les yeux d'un vidéaste amateur qui filme la scène sans intervenir. Pourtant, les quatre policiers impliqués sont acquittés par un jury composé de dix Blancs, d'un Asiatique et d'un Latino. Plus de 100 000 personnes descendent dans les rues de Los Angeles afin de manifester contre le racisme envers les Noirs.
- Les jeunes hommes noirs tués par la police sont 21 fois plus nombreux que les jeunes hommes blancs selon l'étude du site ProPublica. De même, la justice demeure un des domaines où la discrimination est la plus flagrante puisque les Noirs constituent 40 % de la population carcérale.
- Selon le *Washington Post*, 581 Afro-Américains ont été tués par la police en 2014.
- La mort de Michael Brown s'est fait ressentir jusqu'en France, où la ministre de la Justice, Christiane Taubira, s'est emportée dans un tweet en anglais en réaction à la décision de la justice américaine de ne pas poursuivre Darren Wilson et de citer Bob Marley : « *Kill them before they grow* » pour dénoncer l'âge des victimes des forces de l'ordre américaines.

• Le blocage des politiques mises en place par l'administration Obama

Face à une situation alarmante, Barack Obama a décidé de concentrer la fin de son deuxième mandat sur la résolution de la question noire aux États-Unis. Premier président de couleur à être à la tête du pays, Obama se retrouve désormais sur une corde raide. Selon lui, « qu'un Noir soit au volant de sa voiture ou se promenant dans la rue, il sera toujours jugé par des stéréotypes qui alimentent la peur, la rancœur et le désespoir ». Pourtant, si les Noirs attendent d'Obama qu'ils plaident leur cause auprès des institutions telles que la Cour Suprême, ce dernier ne souhaite pas favoriser un camp au détriment de l'autre sous peine d'être perçu comme partial. C'est à travers des champs plus divers que celui de la police qu'Obama souhaite agir, comme en nommant l'Afro-Américaine Loretta Lynch

au poste de ministre de la Justice ou encore en s'attaquant au 2^e amendement de la Constitution américaine (qui légitime le port et l'utilisation d'armes à feu) au lendemain du massacre de l'église fréquentée par la communauté noire de Charleston (Caroline du Sud) le 17 juin 2015 par un jeune tireur blanc originaire d'un État conservateur du pays.

De plus, quand bien même Obama se mettrait à prendre parti ouvertement en faveur de la communauté noire du pays, le système des « check and balance » l'empêche de mettre en place les lois qu'il souhaite puisque le Congrès, aujourd'hui à majorité républicain-conservateur, est en charge du passage ou non des lois concernant les forces de l'ordre du pays et souvent en opposition avec le président sur des sujets aussi délicats que le racisme ou l'immigration. C'est donc une nation noire « en chute libre que le premier président noir américain laisse derrière lui malgré huit ans au pouvoir dont elle attendait tant que la déception se transforme désormais en colère » selon le quotidien *Marianne*.

- **Un changement des mentalités nécessaire**

L'historienne américaine Susan Grigsby, dans son article *How the Racists of the South have Ruled the Nation from the very beginning*, met en évidence qu'aucune mesure contre le racisme ne se fera sans une transformation profonde des sociétés blanches du sud du pays. Les Afro-Américains, quand bien même ils représentent une minorité nationale, ont toujours été une majorité dans les États du Sud après la Guerre de Sécession : c'est pourquoi la majorité de ces États se sont souvent sentis menacés par ces vagues de migrations et ont fini par mettre en place des lois strictes contre les Noirs (les « *poll taxes* », par exemple, empêchaient cette minorité de voter en Louisiane, État où 50 % de la population est noire...). Malgré la fin officielle des lois Jim Crow en 1965, une « stratégie du Sud », selon l'auteur, s'est mise en place : à travers certains organismes, en l'occurrence la police, la communauté WASP (*white anglo-saxon protestant*) du sud empêche les minorités noires de s'imposer véritablement et de transformer les mentalités conservatrices.

Cependant, si le pessimisme est au rendez-vous face à cette vague d'émeutes raciales qui secoue le pays, des avancées sont toujours possibles sur le long terme : l'exemple de Seattle est ici très pertinent, où des émeutes raciales semblables à celles de Ferguson avaient éclaté en janvier 2011 après la mort de John T. Williams, tué par un policier blanc sans véritable raison. Il s'agit en fait de s'attaquer aux racines du problème, à savoir les Départements de Justice de n'importe quelle ville soupçonnée de racisme ou de violence gratuite contre les minorités noires. La mise en place d'une Commission de Police à Seattle a permis d'ouvrir la voie à une société plus juste et qui est aujourd'hui capable de travailler sur elle-même pour éradiquer le racisme envers la communauté noire de la ville.



Singapour fête ses 50 ans d'indépendance : bilan d'un modèle contesté mais efficace

par Alexandre Kovarsky

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Singapour a célébré le dimanche 9 août 2015 ses cinquante années d'indépendance. Près de 250 000 spectateurs ont assisté à la cérémonie en hommage à Lee Kuan Yew, le fondateur de la cité-État décédé en mars à 91 ans. Barack Obama avait alors salué la mémoire d'« un véritable géant de l'Histoire », Ban Ki-moon celle d'« une figure légendaire de l'Asie ».

Devenue indépendante du Royaume-Uni en 1963, la « ville du lion » rejoint la Fédération de Malaisie dont elle est finalement expulsée le 9 août 1965 suite à de nombreuses divergences politiques entre le gouvernement central de Kuala Lumpur qui privilégiait les Malais, et Singapour qui, peuplée d'une majorité de Chinois, souhaitait inclure sans distinction toutes les populations de la péninsule.

Indépendant, le pays compte alors moins de 2 millions d'habitants (pour 5,5 millions aujourd'hui). Sans identité particulière (Chinois, Malais et Indiens cohabitent sans partager histoire commune ou dessein collectif), sans ressources (ni minerais, ni hydrocarbures, ni même eau douce) et sans partenaires régionaux, Singapour fait alors face à de sérieuses difficultés économiques avec un PIB par habitant qui ne s'élève, à l'époque, qu'à 2 915 dollars. En 2014, il atteint pourtant les 56 319 dollars (source : FMI).

En cinq décennies, Singapour est devenue une plaque tournante pour le commerce et le transport maritime mondial ainsi qu'un centre régional financier, de services et de haute technologie tout en étant le seul pays riche à n'avoir connu sur la période qu'un seul parti au pouvoir !

Comment expliquer une telle évolution – ce que *The Economist* nommait « *The Singapore exception* » dans son *Special Report* du 18 juillet 2015 – et dans quelle mesure le modèle singapourien peut-il aujourd'hui être mis en danger ?

> LEE KUAN YEW, LE PENSEUR DU MODÈLE SINGAPOURIEN



Depuis 50 ans, Singapour a bénéficié sans interruption d'un extraordinaire leadership à l'image de celui exercé pendant 31 ans (1959-1990) par Lee Kuan Yew, le père fondateur.

En héritage, ce dernier a transmis à la cité-État un pragmatisme décomplexé qui est à la base de son succès : face à tout problème, ne pas se préoccuper d'idéologie mais adapter et reproduire la meilleure solution appliquée dans un autre pays.

Ainsi, en 1954, au moment où plusieurs puissances régionales suivent une approche collectiviste de l'économie et où il arrive au pouvoir, il décide, au contraire, de tout faire pour arrimer son pays à l'économie internationale en s'appuyant d'abord sur la localisation stratégique de la cité-État. Pari gagnant ! Le détroit de Malacca est aujourd'hui l'un des plus fréquentés du monde avec plus de 200 navires par jour, ce qui permet au port de Singapour de se classer au 2^e rang mondial tant pour le volume de marchandises transportées que pour le nombre de conteneurs.

Ce n'est pas tout. Pour accroître la compétitive du pays dans la mondialisation, Lee Kuan Yew impose l'usage de l'anglais, mise massivement sur l'éducation et fait le choix de la méritocratie.

Cherchant à se rendre toujours plus attractive auprès des investisseurs internationaux, l'économie nationale est depuis pilotée à la manière d'une multinationale avec des préoccupations constantes : favoriser l'épargne et l'investissement, maintenir l'inflation sous contrôle et se positionner sur des secteurs ciblés (Temasek dans l'investissement ou Singapore Airlines dans le transport aérien se sont ainsi imposés comme des références mondiales dans leurs secteurs respectifs).

De plus, comme une entreprise augmente les salaires pour attirer et conserver les talents, Singapour paie cher ses ministres. La croissance du salaire médian, du PIB marchand, des 5 % des salaires les plus bas, ainsi que le taux de chômage entrent directement dans le calcul de leur rémunération. Ainsi, Lee Hsien Loong, le fils de Lee Kuan Yew nommé Premier ministre à son tour en 2004, recevait 1,3 million d'euros d'indemnités en 2012. Cette logique appliquée à tous les échelons de l'administration fait aujourd'hui de Singapour l'un des pays les moins corrompus au monde, le 7^e selon Transparency International.

Clairement dirigiste, la méthode singapourienne repose sur trois moyens : la discipline, l'autorité et la compétence. Il n'y a donc peu de place pour la liberté d'expression et encore moins pour une opposition. Le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis l'indépendance et sans grande tolérance à l'égard de ses adversaires (condamnations à mort, emprisonnements sans procès, droits de grève et de manifestation très restreints, autocensure de la presse), détient aujourd'hui quatre-vingts des quatre-vingt-sept sièges au Parlement (ce n'est d'ailleurs qu'en 1981 que le premier élu d'opposition y fit son entrée).

Pour Lee Kuan Yew et ses successeurs, chantres des « valeurs asiatiques », leurs sociétés aspirent d'abord à un pilotage paternaliste, à l'ordre, et au développement. La liberté politique n'est donc, au mieux, qu'une perspective de long terme.

La majorité des résidents semble pourtant apprécier un tel système : libres de partir, ils ne le font pas, préférant la sécurité et la prospérité que procure le régime.

Enfin, sur le plan extérieur, et c'est un aspect crucial de la politique de Singapour compte tenu de sa vulnérabilité, la cité-État cherche à préserver son statut de leader régional en Asie du Sud-Est et de trait d'union avec les économies mondiales. En 1967, Lee Kuan Yew

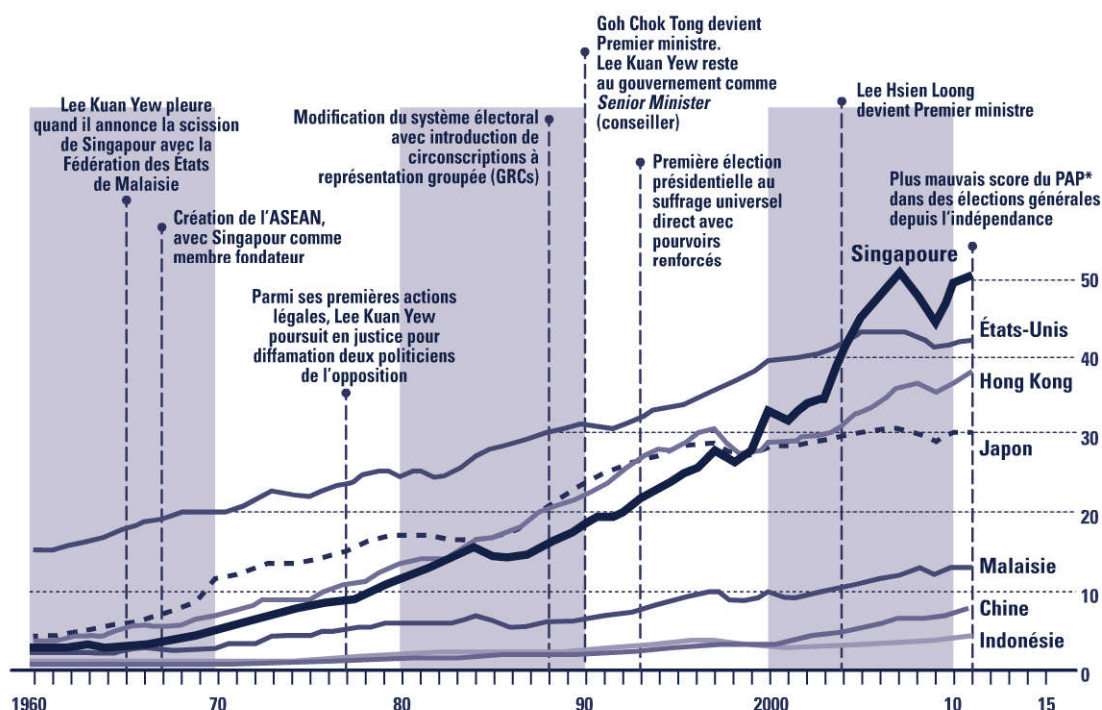


réoriente sa diplomatie en devenant membre de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations). L'objectif est clair : favoriser l'intégration des économies régionales et, plus encore, leur interdépendance avec, par exemple, la constitution de « triangles de croissance » tel celui SIJORI formé en 1989 par Singapour, l'État malaisien voisin de Johore et l'île indonésienne de Batam. Puis devenu, l'un des quatre « tigres » de l'Asie, il impose Singapour comme un centre de services et une place financière indispensables. Plus récemment, la cité-État multiplie les accords de libre-échange (21 à portée bilatérale ou régionale).

> ILLUSTRATIONS



Évolution du PIB par habitant de Singapour (en dollars courant et en parité de pouvoir d'achat), comparaison avec d'autres pays et chronologie



* Parti d'action populaire

D'après : Economist.com. Source : Penne World Table, University of Groningen, The Economist.

- 56 319 : c'est le PIB par habitant de Singapour en dollars en 2014, soit la richesse individuelle la plus forte d'Asie – à égalité avec celle des États-Unis. En 1965, le même chiffre atteignait 516 dollars : une prospérité multipliée par plus de 100 donc ! Sur la même période, celui de la Jamaïque, ancienne colonie britannique indépendante en 1962, passe de 552 à 5 290 dollars...
- 0,901 : c'est l'indice de développement humain de Singapour – le 9^e le plus élevé au monde (chiffre de 2013 publié en 2014 par le Programme des Nations unies pour le développement). La mortalité infantile y a diminué plus vite que n'importe où ailleurs (de 35 pour mille en 1965 à 2 pour mille en 2015), les adolescents de 15 ans y ont le meilleur niveau en mathématiques au monde.
- 2,0 % : c'est le taux de chômage officiel à Singapour en 2014.



- 90 % : c'est la part des Singapouriens qui sont propriétaires de leur logement, grâce à la mise en place d'un ingénieux système de subventions.
- 1^{er} : c'est le rang de Singapour au classement Doing Business de la Banque mondiale. Année après année, la cité-État est identifiée comme le territoire présentant le meilleur climat des affaires au monde.
- 2nd : c'est le classement du port de Singapour tant en termes de conteneurs que de tonnage, après celui de Shanghai.
- 11 : c'est la valeur par laquelle, entre 2000 et 2010, les actifs privés bancaires gérés à Singapour ont été multipliés. Dans le même temps, le nombre de banques étrangères privées installées dans la cité-État a doublé. Politiquement stable, avec une réglementation très favorable au secret bancaire, la cité-État a été classée 4^e centre financier du monde en mars 2015 dans le *Global Financial Centres Index* qui tient compte des paradis fiscaux.
- 150^e : c'est le classement de Singapour en matière de liberté de la presse selon Reporters sans frontières, juste devant la République démocratique du Congo.

ENJEUX

- **Une immigration nécessaire mais de plus en plus problématique**

Avec 5,5 millions d'habitants et 716 km² pour l'ensemble des îles, Singapour est le pays le plus dense au monde. C'est aussi celui dont la natalité est la plus basse (0,8 enfant par femme). Conséquence, entre 2000 et 2014, le nombre d'immigrés a doublé pour atteindre les 2 millions. Cet afflux a tendu de nombreux secteurs (principalement le transport, l'immobilier, les services médicaux et l'éducation). En réponse, les autorités ont adopté une législation obligeant les employeurs locaux à chercher, pendant deux semaines, la main-d'œuvre parmi les ressortissants de la cité-État, avant d'élargir leurs recherches et de les ouvrir à la population immigrée.

L'immigration, pourtant indispensable à des secteurs tel que la construction, ravive par ailleurs la question sensible de la cohabitation multiethnique. Ainsi, en 2013, dans le quartier de *Little India*, Singapour a connu les plus importantes émeutes raciales depuis 1969. Après le meurtre de l'un d'entre eux, des centaines de travailleurs indiens immigrés ont exprimé leur mécontentement général et leur impression d'être lésés par rapport au Singapouriens de souche.

- **Des vulnérabilités accrues sur le plan externe**

Singapour, qui doit sa réussite à l'ouverture de son économie à la mondialisation, peut s'inquiéter de la probable ouverture d'un passage par le pôle Nord, en raison du changement climatique, pour rallier l'Asie à l'Europe ; le port de la cité-État pourrait alors perdre son utilité.

À cela s'ajoute la piraterie croissante dans le détroit de Malacca et la menace des guérillas islamistes présentes en Thaïlande et en Indonésie.

Enfin, il ne faut pas oublier la vulnérabilité de Singapour aux pressions hydrauliques : 40 % de l'eau potable consommée provient de la Malaisie et 10 % d'Indonésie, pays avec qui elle entretient des différends territoriaux.

- « La crise de la cinquantaine »

Signe que les temps changent, l'élection de 2011 a permis aux partis d'opposition de récolter 40 % des suffrages : un score sans précédent qui marque définitivement la fin de l'ère Lee Kuan Yee et constitue un important défi pour son fils, Lee Hsien Loong, actuellement au pouvoir.

Alors que les aspirations d'une partie de la société à un pilotage politique moins dirigiste et paternaliste ne cessent de s'accroître – et ce au moment où le développement des réseaux sociaux permet à la société civile de contourner la censure et de manifester son mécontentement –, Singapour, en abordant la transition vers une société plus libre, pourrait bien être, à nouveau, un avant-poste de l'histoire de l'Asie.



Séisme meurtrier au Népal

par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le Népal a été frappé par un séisme de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter le 25 avril 2015. Causant la mort de plus de 8 600 personnes, ce tremblement de terre a pris la forme d'une véritable catastrophe nationale, puisque de nombreux monuments, comme la tour Bhimsen, classée au patrimoine de l'UNESCO, ont été détruits. Cet événement a suscité une réaction internationale rapide et importante liée à l'ampleur des dégâts mais aussi à la présence de nombreux étrangers au Népal au moment du séisme.

> ILLUSTRATION



Au moins 9 000 morts

- Le Népal compte 30 millions d'habitants sur un territoire de 147 000 km² soit une densité de 203 hab/km².
- C'est l'un des pays les plus pauvres du monde : le revenu moyen par habitant s'élève à 340 dollars par an et seulement 9 % de la population a accès à Internet.
- Le Népal, qui se remet d'une guerre civile de dix ans achevée en 2006, connaît une période d'instabilité politique, notamment depuis l'abolition de la monarchie en 2008. L'absence d'institutions stables a été mise en exergue au moment des séismes.
- Le Népal est, selon l'Environmental Performance Index de l'université américaine Yale, le deuxième pays le plus pollué du monde.
- Le premier séisme a été enregistré le 25 avril 2015. D'une magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter, c'est le tremblement de terre le plus important depuis 1934 au Népal.
- 47 répliques ont suivi la première, dont une de magnitude 6,6 et une autre de magnitude 6,7.
- Trois répliques de magnitude supérieures à 7 ont été ressenties le 12 mai 2015.
- Les séismes ont fait au moins 9 000 morts, dont 10 Français.
- 8 millions de personnes sont affectées par les conséquences du séisme, 1,4 million de personnes ont eu besoin de nourriture, d'eau et d'abri.
- 140 000 maisons ont été détruites.
- Plus de 20 pays participent aux opérations d'aide, mais l'ONU a reconnu n'avoir recueilli qu'un cinquième des 415 millions de dollars nécessaires pour répondre aux besoins d'urgence.
- Le coût du séisme est estimé à 5 milliards de dollars, soit 20 % du PIB du Népal.

ENJEUX

- **Une catastrophe nationale**

Les séismes qui ont frappé le Népal entre le 25 avril et le 12 mai 2015 ont été une véritable catastrophe pour ce petit pays. Le bilan humain est très élevé puisque plus de 9 000 personnes ont perdu la vie et plus de 1,4 million de personnes ont eu besoin de nourriture, d'eau et d'abri. Les conséquences matérielles du tremblement de terre sont importantes. En dehors de 140 000 maisons détruites, c'est le patrimoine culturel népalais qui a été frappé comme en témoigne l'effondrement de la tour Bhimsen et des monuments de la place Durbar, deux sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Finalement, d'un point de vue économique, les séismes ont plongé l'économie népalaise dans une profonde crise. Ainsi, Rajiv Biswas, chef économiste pour l'Asie-Pacifique du cabinet de conseil IHS, affirme-t-il que le séisme a eu un impact « dévastateur » sur le pays qui a « des capacités extrêmement limitées de financer les secours et la reconstruction en comptant sur ses seules ressources ». Il estime le coût à long terme de la reconstruction à « 5 milliards de dollars, soit environ 20 % du PIB du Népal ».

- **Une aide internationale rapide mais souvent désordonnée**

Ce type de catastrophes naturelles à bilan humain élevé entraîne la plupart du temps une réaction internationale rapide. Les États, les organisations internationales (ONU, OMS, UE), et les ONG (MSF, Action contre la Faim) envoient fonds (4,7 millions de dollars par l'Australie), matériels et personnels médicaux sur place afin d'assister les populations sinistrées. Cependant ces événements témoignent aussi du manque de coordination de ce genre d'opérations et démontrent les failles d'une gouvernance mondiale tiraillée entre les grandes puissances. L'aéroport de Katmandou a été rapidement congestionné du fait de l'afflux massif et désordonné de l'aide internationale. Certaines régions reculées ont dû attendre onze jours après le séisme pour recevoir les premiers secours. Les puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde ont été les premières à intervenir, tant par souci humanitaire que démonstration de force et de puissance. Les Chinois ont ainsi l'habitude de planter des drapeaux sur les chantiers inspectés et l'un des leaders d'un parti régional du nord de l'Inde, le Samajwadi Party, est arrivé avec des camions chargés de pommes de terre, de biscuits et de riz.

- **Quand les nouvelles technologies permettent de retrouver des survivants**

Cette vague de séisme a été l'occasion d'observer l'apport des nouvelles technologies dans la recherche des survivants. C'est le cas de sites comme Google qui a mis en place le « Google person finder », utilisé pour la première fois après le séisme qui a ravagé Haïti en 2010, et qui permet de rechercher une personne mais également de rajouter des informations pouvant aider à la retrouver. Facebook a introduit son « Contrôle d'absence de danger » qui consiste à envoyer une notification à tous les utilisateurs proches de la zone

proche du séisme les invitant à déclarer qu'ils sont en sécurité. Par ailleurs, les drones peuvent également participer à la recherche de survivants. Ainsi l'ONG canadienne GlobalMedic a-t-elle déployé trois drones dans les zones montagneuses du Népal afin de localiser d'éventuelles victimes. Ces drones sont dotés de caméras thermiques et permettent également d'établir des cartes numériques qui pourront être rapidement renouvelées. Rahul Singh, fondateur de GlobalMedic souligne l'intérêt de tels outils qui permettent désormais « de savoir quelle rue est impraticable, quel immeuble a été détruit, combien d'habitations sont inutilisables. »



Le mariage homosexuel se généralise

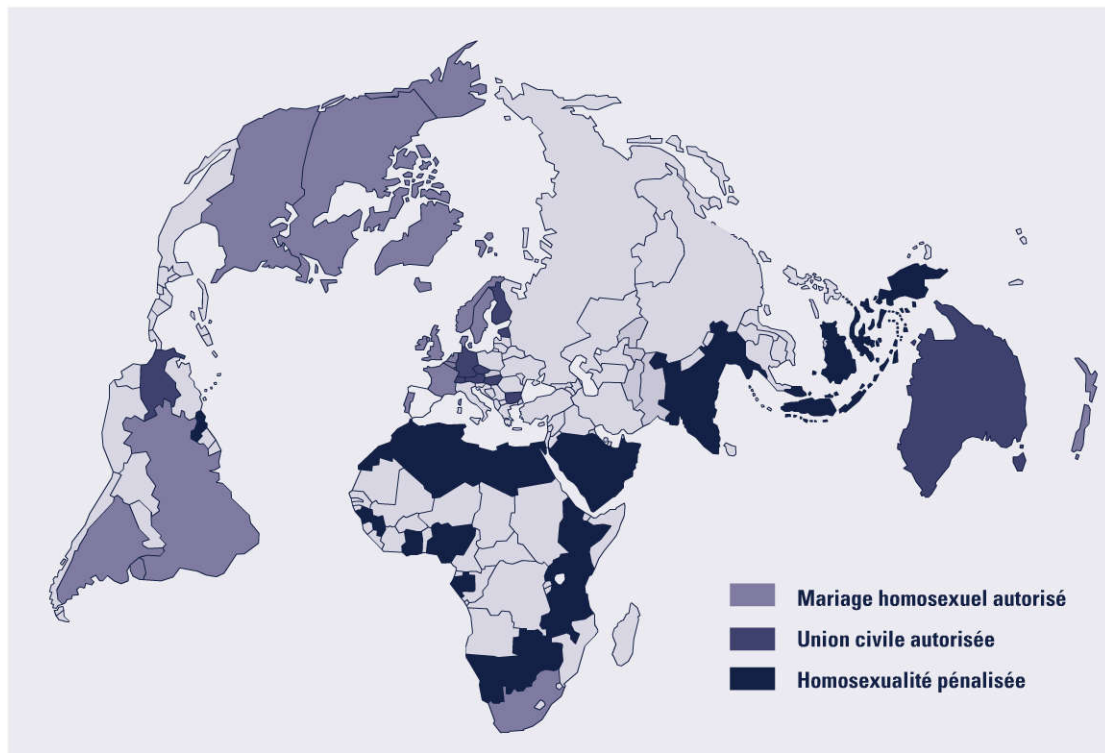
par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le 26 juin 2015, les États-Unis deviennent le 20^e pays à autoriser le mariage homosexuel. Cette décision s'inscrit dans un contexte général, au sein des pays occidentaux, de reconnaissance accrue des droits des homosexuels avec la reconnaissance du mariage entre personnes de même sexe (France en 2013, Irlande en 2015) et ses conséquences en matière d'adoption. Les mœurs évoluent donc, comme en témoignent de nombreux sondages, mais ce phénomène est loin d'être mondialisé, puisque des lois homophobes persistent dans certains pays.

> ILLUSTRATIONS



- 20 : c'est le nombre d'États autorisant le mariage homosexuel au 21 août 2015.
- Les Pays-Bas ont été, en 2001, le premier pays à autoriser le mariage homosexuel.
- Le mariage homosexuel en France a été autorisé en France le 17 mai 2013. Le premier eut lieu le 29 mai 2013 à Montpellier.



- Le « oui » au mariage homosexuel a été approuvé par 62,1 % des votants le vendredi 22 mai 2015 en Irlande. Il y a 22 ans seulement le pays légalisait l'homosexualité. L'Irlande a été le premier pays à passer par un référendum pour autoriser ce type d'union.
- Le 26 juin 2015, la Cour suprême aux États-Unis a autorisé le mariage homosexuel sur tout le territoire américain. Avant cette décision, 14 États américains sur 50 interdisaient encore l'union entre couples de même sexe. Le président Barack Obama a salué une « victoire historique » pour l'égalité du mariage.
- À Paris en 2014, plus de 13 % des mariages célébrés étaient des mariages gays. À l'échelle nationale, les unions homosexuelles représentaient 3 % des mariages sur les sept mois d'application de la loi en 2013.
- 60 % des Américains se disent aujourd'hui favorables au mariage homosexuel.
- En janvier 2014, 78 pays interdisaient l'homosexualité. Dans sept de ces pays, elle est punie par la peine de mort. Afficher publiquement une relation homosexuelle est par exemple passible de 10 ans de prison au Nigeria, première économie du continent africain.

ENJEUX

- **La généralisation du mariage homosexuel : une tendance réelle et révélatrice des mutations actuelles de la société**

Il y a quinze ans, seul un pays autorisait le mariage homosexuel, les Pays-Bas, contre vingt actuellement. On assiste donc à une réelle mutation des sociétés occidentales au profit des droits des couples homosexuels. Elle se traduit par une évolution des mentalités illustrée par les sondages en France mais aussi palpable dans de nombreux pays. On observe ainsi que l'autorisation du mariage homosexuel entraîne souvent une hausse de la part de la population favorable à ce type d'union. Jérôme Fouquet, directeur du département opinion publique à l'IFOP déclarait en novembre 2014 à propos du cas français : « Quand le sujet revient au cœur de l'actualité, l'électorat un peu mou et hésitant rebascule dans l'opposition mais une fois que c'est voté et que la bataille est finie, cet électorat flottant se rallie à la majorité et à la légalité », ajoute-t-il. Ce changement de mentalité peut également s'observer au cinéma avec le film *La vie d'Adèle* d'Abdellatif Kechiche, récompensé par la Palme d'or au Festival de Cannes en 2013.

- **Ce mouvement est loin d'être uniforme, les droits des homosexuels étant bafoués dans de nombreux pays**

Parallèlement à ce mouvement de généralisation du mariage homosexuel dans les pays occidentaux, on assiste au contraire dans certains pays au maintien de certaines lois ouvertement homophobes. En janvier 2014, 78 pays interdisaient l'homosexualité, des pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran allant même jusqu'à la peine de mort. Le cas russe est également frappant puisque depuis juin 2013, il est interdit de réaliser de la « propagande homosexuelle » devant des mineurs.



Pour ou contre la légalisation du cannabis ?

par Ainée Nait

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



En juillet 2015, la légalisation et la décriminalisation du cannabis continue de progresser dans le monde : c'est respectivement au tour de l'État de l'Oregon, le 1^{er} juillet aux États-Unis, et de la ville de Durham, le 24 juillet en Angleterre, d'autoriser l'usage récréatif de cette drogue douce dans le but de lutter contre le trafic de drogues.

Cette décision s'inscrit dans un climat tendu entre partisans d'une nouvelle approche, celle de la légalisation, et partisans d'une politique toujours plus répressive. Plus ambitieuse que la dépénalisation (qui consiste à ne plus sanctionner une infraction sans pour autant l'autoriser), la légalisation vise à favoriser l'usage tant médical que personnel de cette plante tout en mettant en place certaines conditions, à l'instar de l'État du Colorado, premier État américain à adopter cette initiative. En effet, seuls 350 magasins accrédités peuvent vendre cette drogue aux majeurs (plus de 21 ans aux États-Unis) et ce dans des quantités limitées (28 grammes pour un résident ; le quart pour un visiteur, soit 7 grammes). De même, tous les plans sont recensés dans un fichier central informatisé.

Selon le commissaire de police de la ville de Durham, Ron Hogg, combattre la violence que peut entraîner l'usage du cannabis ne peut être résolu qu'à travers la prise de conscience que ce ne sont pas les drogues le problème mais la façon dont on les utilise ou appréhende. « Surveiller quelqu'un qui fume du cannabis n'est pas une priorité dans le monde de la police » a-t-il récemment déclaré à la BBC.

> ILLUSTRATIONS



- Le cannabis est une plante originaire de Chine qui a longtemps été utilisée par les civilisations grecques, romaines et perses dans le but de soigner de nombreuses maladies.
- Le cannabis a été mis hors la loi dans la majorité des pays du monde au cours du xx^e siècle, notamment à travers la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 qui proscrit le cannabis dans tous les pays signataires.
- L'Uruguay est le premier pays au monde à légaliser la production et la vente de cannabis à usage récréatif en 2012.
- L'Oregon devient le 4^e État américain à légaliser cette drogue aux États-Unis, aux côtés du Colorado (novembre 2012), de Washington (novembre 2014) et de l'Alaska (février 2015). Ces quatre États ont tous procédé au référendum populaire afin de permettre aux habitants de prendre part à ce sujet de société.



- 64 % des électeurs se sont déclarés favorables à « l'initiative 71 » dans l'État de Washington, et 29 % contre.
- Entre 10 % et 12 % des habitants du Colorado fument du cannabis au moins une fois par an.
- En 2004, la dépénalisation du cannabis entre en vigueur au Royaume-Uni, soit un an après la marche mondiale pour la marijuana tenue à Londres.
- Pour la première fois en France, le Sénat a examiné le 4 février 2015 une proposition de loi de 11 élus écologistes, sous l'instigation de Esther Benbassa, visant à « autoriser l'usage contrôlé du cannabis ». Les débats ont duré quatre heures sans êtres conclus par un vote, et de nouvelles discussions sont prévues au cours de l'année 2015.
- 14 États américains supplémentaires devraient légaliser la marijuana à usage récréatif d'ici 2020.

POUR

Une lutte efficace contre le narcotrafic et la pauvreté

- Légaliser le cannabis reviendrait à permettre une lutte contre le trafic de drogues et l'addiction grâce à une meilleure maîtrise de la consommation des habitants. En effet, la politique de répression mise en place ces dix dernières années a été un échec au vu de son coût élevé et de la persistance de plusieurs cartels de drogue dans le monde. Dans les États américains concernés par la légalisation du cannabis, une baisse de 5 % de la criminalité a été observée.
- Selon ses promoteurs, le cannabis n'est pas plus nocif que le tabac ou l'alcool : c'est une drogue qui nécessite le même encadrement que ces derniers. Mieux encore, un usage modéré du cannabis serait véritable source de bienfait pour notre santé. En effet, cette drogue permet principalement de protéger des maladies cardio-vasculaires et des accidents vasculaires cérébraux et de diminuer la fréquence des crises d'épilepsie.
- Enfin, la légalisation permet également l'avènement d'un « business florissant » puisqu'aujourd'hui plus de 15 000 emplois ont été créés dans ce secteur selon *Le Monde*, sans compter les emplois induits comme électriciens ou fabricants de serres. Indéniablement, le tourisme du cannabis est en plein essor dans les États américains concernés par cette légalisation, en particulier au Colorado, où la consommation ne cesse d'augmenter en raison de l'arrivée de touristes américains ou mondiaux qui n'hésitent pas à faire plusieurs heures de route seulement pour « fumer un joint » (la consommation étant autorisée au sein du territoire).

CONTRE

Une légalisation qui peine à s'inscrire dans les mœurs

- Légaliser le cannabis revient à prendre le risque de ne penser qu'aux rentrées d'argent au détriment des effets néfastes sur notre santé. Dans l'État du Colorado, le tourisme lié à la légalisation de cette drogue a atteint son apogée en

2015, entraînant la montée de plusieurs compagnies touristiques, à l'instar de City Sessions ou Colorado Cannabis Tours, qui organisent des tours guidés sur la route du cannabis. Les touristes sont amenés à fumer tout au long du voyage de la marijuana, les rendant de plus en plus vulnérables et influençables : selon un reportage du *Petit Journal*, la plupart d'entre eux sont prêts à accepter n'importe quelle proposition d'un vendeur à la fin de la journée, pour le plus grand bonheur des enseignes.

- Par ailleurs, l'expérience de la légalisation dans un pays a souvent été un échec : le meilleur exemple demeure celui des Pays-Bas, qui en dépénalisant le cannabis en 1976 a fini par devenir la plaque tournante du trafic de drogue en Europe. Ce phénomène explique pourquoi des pays comme l'Espagne ou le Royaume-Uni ont fini par faire marche arrière car plus l'on inonde la jeunesse de drogue, plus elle en consomme.
-



Débat : pour ou contre l'euthanasie ?

par Olivier Sarfati

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Le mardi 17 mars 2015 en France, la loi Leonetti sur la fin de vie, autorisant une « sédation profonde et continue » pour les malades consentants et atteints de maladies incurables, a été adoptée par l'Assemblée nationale à une écrasante majorité de 436 voix contre 34. Cette adoption a relancé le sempiternel débat sur l'euthanasie qui agite de nombreux pays dans le monde.

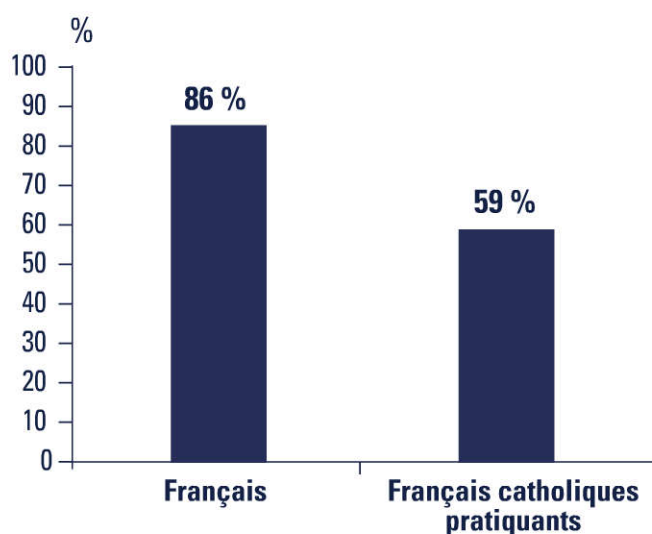
D'année en année, on observe une tendance à la tolérance des politiques à l'égard de cette pratique et de nombreux pays autorisent aujourd'hui une forme directe ou indirecte d'euthanasie. Plusieurs États se sont ainsi positionnés en faveur d'une certaine forme d'euthanasie. L'euthanasie passive est autorisée en Espagne au même titre que plusieurs autres pays qui tolèrent également le suicide assisté : la Suisse, la Norvège, la Suède, la Hongrie, la Slovénie et l'Allemagne. Dans les pays où l'euthanasie est interdite, certains se distinguent en accordant le droit d'interrompre les soins, comme en Italie ou au Royaume-Uni sous certaines conditions. Aux États-Unis, l'État de l'Oregon a été le premier à légaliser le suicide assisté en 1994. Plusieurs États suivirent : le Montana, le Nouveau-Mexique, le Vermont et l'État de Washington.

Cette tendance à l'assouplissement est l'occasion de faire le point sur les principaux arguments à avancer dans cet épineux débat.

> ILLUSTRATIONS



Part de la population française favorable à la légalisation de l'euthanasie (en %)



Source : IFOP 2012.

- L'euthanasie désigne l'acte d'un médecin qui provoque la mort d'un malade incurable pour abrégé ses souffrances ou son agonie.
- L'injection de produits létaux est appelée « euthanasie active », alors que les pratiques d'abstention thérapeutique, de limitation ou de retrait de soins relèvent toutes de l'« euthanasie passive ».
- *Mar adentro* est un film dramatique espagnol d'Alejandro Amenabar avec Javier Bardem. Le scénario est inspiré de l'histoire vraie de Ramón Sampedro, devenu tétraplégique à la suite d'un accident, et qui s'est battu durant vingt-neuf ans pour le droit à l'euthanasie avant de finalement se donner la mort avec l'aide de ses proches.
- Vincent Humbert (1981-2003) était devenu tétraplégique, aveugle et muet, après un grave accident de la route. En 2003, Marie Humbert, la mère du jeune homme, provoque son décès avec l'aide d'un médecin, le Dr Chaussoy. La mise en examen de Mme Humbert et du Dr Chaussoy aboutit à un non-lieu en février 2006.
- Selon une étude française de l'Institut national des études démographiques (Ined) en 2012, 3 % des décès font suite « à un acte visant volontairement à mettre fin à la vie de la personne ». Par ailleurs, 16 % des patients en fin de vie ont émis le souhait d'avancer leur mort, mais seulement 1,8 % a fait une demande explicite d'euthanasie.

POUR

- Chaque être humain est titulaire de tous les droits qui l'associent à son corps, et devrait rester jusqu'à sa fin le seul être à pouvoir décider de son sort, y compris donc du moment et de la façon de quitter la vie.
- Plusieurs milliers d'euthanasies ont lieu chaque année en France. Les sondages mettent en évidence une société clairement en faveur de l'euthanasie, y compris parmi les catholiques pratiquants. Légiférer permettrait de mettre fin à une certaine hypocrisie des autorités.
- Certaines souffrances insupportables ne peuvent être soulagées par des soins palliatifs : la perte progressive du contrôle du corps, comme dans le cas de maladies neurodégénératives, la sensation d'étouffement, la déformation du corps, la perte définitive d'autonomie. Seuls l'euthanasie et le suicide assisté peuvent y mettre fin.
- Dans certains pays où l'euthanasie est autorisée, les dérives sont contenues. Prenons le cas de la Belgique, la demande d'euthanasie doit être réitérée. Si un malade incurable indique qu'il souhaite mourir, il doit être épaulé par une personne de confiance, qui veille à ce que sa volonté soit respectée. Par ailleurs, pour que sa demande soit validée, au moins deux médecins doivent être consultés. Le dispositif doit enfin être réversible jusqu'au dernier instant et une commission de contrôle doit pouvoir être saisie en cas de doute.
- Il est légitime d'optimiser l'utilisation des ressources médicales en privilégiant les patients dont la vie peut être sauvée, et de considérer comme gaspillées les ressources destinées à maintenir en vie ceux qui ne peuvent plus rien apporter à

la société. Cette conception, théorisée par le philosophe Peter Singer, est notamment défendue en Suisse par le président du parti démocrate-chrétien (PDC), Christophe Darbellay.

CONTRE

- Il existe un interdit absolu dans notre société, motivé par un principe moral : l'interdit de tuer. La remise en question de ce principe déstabilise l'essence même du droit positif français. Pour Robert Badinter, principal artisan de l'abolition de la peine de mort, l'introduction d'une exception d'euthanasie dans le droit ne pourrait se faire sans nuire au droit à la vie, « le premier des droits de l'homme ». Il affirme que « nul ne peut retirer la vie à autrui dans une démocratie ».
- Dans nos sociétés où le quatrième âge s'étend, les dérives de l'euthanasie sont déjà observables. Ainsi, aux Pays-Bas, l'euthanasie est autorisée pour les personnes démentes, au nom de la dignité humaine. Qui de droit peut décider qu'une personne est moins digne qu'une autre ? Rappelons une recommandation de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 1999 selon laquelle la dignité est une notion absolue : « L'être humain est (...) investi de dignité tout au long de sa vie. La douleur, la souffrance ou la faiblesse ne peuvent l'en priver. »
- En autorisant l'euthanasie, on la banalise. Un fait divers belge qui a secoué l'opinion internationale pendant l'été 2015 en est l'illustration : Laura, 24 ans, a planifié son euthanasie en invoquant une « souffrance psychique constante, insupportable et inapaisable », conformément au cadre réglementaire en Belgique. Les raisons de sa souffrance ? Une envie de se suicider apparue dès l'âge de 6 ans et qui ne l'a plus quittée. De nombreuses personnes ont pourtant connu ce genre de troubles et s'en sont sorties. Autoriser ce genre d'actions radicales aura sans doute pour corollaire une banalisation croissante parmi les médecins qui sont encore les seuls à pouvoir valider légalement cette forme de souffrance.
- Le cœur du problème est la gestion de la souffrance, et non l'euthanasie. La priorité du corps médical est donc le combat contre la souffrance des malades. Si l'on parvient à gérer les cas de souffrance extrême, l'euthanasie perd tout fondement. Le développement des soins palliatifs va dans ce sens alors qu'en autorisant l'euthanasie ou le suicide assisté, on prend le risque de faire de cet acte une option par défaut et non la solution en dernier recours.
- Le généticien Axel Kahn évoque le caractère contraint de la demande d'euthanasie (par la douleur, le sentiment d'abandon, le désespoir, etc.). Cette dimension contrainte lui semble par essence incompatible avec l'exercice d'une authentique liberté. Dès lors, la première réponse de la société à ces demandes ne devrait pas être l'organisation d'un suicide assisté ou d'un acte d'euthanasie direct, mais

la tentative de rétablissement des conditions d'une liberté authentique par le retour à une vie tolérable.

- La doctrine catholique, rappelée par la lettre encyclique *Evangelium vitae* (*L'Évangile de la vie*) du pape Jean-Paul II en 1995, estime que l'euthanasie est en opposition directe avec le 6^e commandement : « Tu ne tueras point » (Exode XX/13). En conséquence, toute forme d'euthanasie est prohibée.
-

PARTIE 4

Sciences, technologie et innovation

s, technologie et innovation

Octobre

6 milliards de portables

circulent dans le monde : le nombre d'abonnements va bientôt dépasser la population mondiale

30 novembre-11 décembre

21^e Conférence des parties – **COP21**
sur le changement climatique à Paris

Impulse 2 (propulsé solaire) bat le record
vol sans escale
(5 jours)

28 octobre

La sonde européenne Rosetta découvre de l'**oxygène** moléculaire dans l'atmosphère de la **comète Tchouri**



La COP21 : dernière chance pour le climat ?

par Ariane Cronel

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Pour lutter contre le réchauffement climatique, la France doit accueillir du 30 novembre au 11 décembre 2015 la 21^e Conférence des parties (Conference of the Parties ou COP21). Organe majeur de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la conférence des parties a pour objectif de trouver des solutions aux défis posés par l'évolution du climat. Elle se réunit chaque année depuis 1995. La COP21, qui se tiendra à Paris sur le site du Bourget, rassemblera non seulement les 195 pays signataires de la CNUCC mais aussi des ONG, des entreprises et des groupements de scientifiques. Chaque pays doit y rendre publique une contribution détaillant les mesures que l'Etat s'engage à prendre à l'échelle nationale. La conférence doit « aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser/d'accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone ». Cet accord entrera en vigueur en 2020.

> ILLUSTRATION



150 millions de personnes menacées par les eaux

- En 1972 se tient à Stockholm le premier colloque mondial élevant la question de l'environnement au rang de problème international d'importance majeure.
- En 1988 est créé le Groupe international sur le changement climatique (GIEC), qui a pour mission d'évaluer d'un point de vue scientifique l'influence de l'homme sur les changements climatiques.
- En 1992, les Nations unies adoptent lors du « Sommet de la Terre » à Rio de Janeiro la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC).
- Le Protocole de Kyoto est signé en 1997 lors de la COP3. Il fixe des objectifs contraignants en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES), et entre en vigueur en 2005.
- En 2014, le rapport du GIEC sur l'évolution du climat prévoit une hausse des températures pouvant aller jusqu'à +4,8° à horizon 2100.



- Sur les trente-trois pays les plus menacés par le manque d'eau à l'horizon 2040, quatorze sont situés au Moyen-Orient.
- Plus de 150 millions de personnes, principalement en Asie, vivent dans des zones situées à moins d'un mètre de l'actuel niveau des mers.
- Les glaces du Groenland ont perdu en moyenne 303 Mds de tonnes par an durant la dernière décennie. L'Antarctique de son côté a fondu de 118 Mds de tonnes par an.
- Depuis 1992 et les premières mesures précises par satellites, les océans ont monté d'environ 7,6 centimètres en moyenne, avec des pointes à 23 cm par endroits.
- Selon le Centre européen commun de recherche, les énergies renouvelables déployées par les 28 États membres ont permis en 2012 d'éviter l'émission de 716 M de tonnes de CO₂.
- Le recul de la couverture forestière dans le monde en 2014 correspond à deux fois la superficie du Portugal soit plus de 18 millions d'hectares (ou 180 000 km²). Plus de 60 % des hectares de forêt perdus le sont dans les pays tropicaux.
- La France a réduit ses émissions de GES de 5,1 % entre 1990 et 2012.

• Des scénarios de plus en plus alarmistes

Après le rapport 2014 du GIEC, de nouvelles analyses pronostiquent un réchauffement du climat supérieur à 2°, niveau estimé par la communauté internationale comme le maximum permettant d'éviter la survenue de catastrophes naturelles massives (inondations, désertifications, crises alimentaires, etc.). Ainsi, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) souligne que le dynamisme de la consommation énergétique mondiale est telle qu'il faudrait réduire les émissions de GES de 40 à 70 % par rapport à 2010 si la limite des 2° veut être respectée. Si la tendance actuelle de consommation se maintenait, la température du globe pourrait en revanche augmenter de 3,6 à 5,3° d'ici 2100.

De son côté, l'équipe de la NASA chargée de surveiller le niveau des mers a indiqué à l'été 2015 qu'il est « pratiquement certain que nous aurons une augmentation du niveau des mers d'au moins 1 m, et probablement davantage » d'ici 100 à 200 ans. Une telle hausse pourrait faire disparaître certaines îles du Pacifique, et « des grandes villes comme Dhaka au Bangladesh, Singapour ou Tokyo seront grandement touchées ». Les dernières prédictions sérieuses en date, réalisées en 2013 par un panel intergouvernemental des Nations unies sur le changement climatique, évoquaient une montée des océans de 30 à 90 cm d'ici la fin du siècle.

Ces prévisions rendent de plus en plus plausibles les perspectives de conflits pour les ressources (par exemple pour l'accès à l'eau au Moyen-Orient) et de mouvements de population très importants dans les prochaines décennies. Ainsi, en 2013, le rapport annuel du Conseil norvégien pour les réfugiés indiquait que 22 millions de personnes avaient dû abandonner leur domicile cette année-là à la suite d'une catastrophe naturelle, dont 31 % à cause de désastres hydrologiques

ENJEUX

(inondations) et 69 % à cause de catastrophes météorologiques (tempêtes, ouragans, typhons). De son côté, l'ONU estime que les « réfugiés climatiques » seront 250 millions en 2050.

- **Face à ces enjeux, la COP21 suffira-t-elle ?**

L'accord recherché lors de la COP21 devra à la fois traiter de l'atténuation – la baisse des émissions de gaz à effet de serre – et de l'adaptation des sociétés aux dérèglements climatiques existants et à venir. L'ambition est de trouver un équilibre entre les besoins et les capacités de chaque pays. La répartition de l'effort entre les émetteurs historiques et les économies émergentes est l'un des points sensibles de la négociation, car les pays en voie de développement n'accepteront de réduire leurs émissions que s'ils sont soutenus financièrement ou technologiquement par les pays industrialisés.

L'Europe jouera-t-elle un rôle moteur dans ces négociations ? Certes, l'UE a adopté en 2014 un « paquet Énergie-Climat 2030 » qui prévoit une réduction de 40 % de ses émissions à l'horizon 2030 par rapport à 1990, alors qu'elle n'a réussi à les réduire que de 18 % pour le moment. Mais l'UE ne représente qu'à peine 13 % des émissions mondiales, tandis que la Chine et les États-Unis en représentent 42 % (respectivement 26 % et 16 %).

C'est donc l'implication de ces deux États qui sera déterminante pour la COP21. En novembre 2014, ils se sont en effet engagés pour la première fois à limiter leurs émissions de GES. Les États-Unis, dont chaque habitant émet 16 t de CO₂ par an (contre 7,2 t pour un Chinois et 5,3 t pour un Français), ont annoncé une réduction de 26 à 28 % de leurs émissions à horizon 2025, par rapport à 2005. De son côté, la Chine s'est donnée pour objectif d'atteindre le pic d'émissions de CO₂ d'ici à 2030, c'est-à-dire amorcer une baisse après cette échéance au plus tard. En parallèle, Pékin s'est engagé à porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans sa production énergétique au cours de la même période.

Toutefois, certains observateurs dénoncent un « double discours » des États-Unis, puisque le président Barack Obama a autorisé en 2015 de nouveaux forages pétroliers en Alaska. Malgré ses discours volontaristes, le président américain ne semble pas prêt à engager ses concitoyens à faire évoluer leurs modes de consommation : le pétrole représente toujours plus de 40 % des émissions de CO₂ des États-Unis (contre 13 % pour la Chine).

Alors que les négociations techniques sont en cours à Bonn, tous les pays n'ont pas encore soumis leur contribution à la COP21, et de nombreux délégués critiquent la lenteur des discussions et le caractère trop vague des textes examinés. Les semaines qui restent avant l'ouverture officielle de la conférence vont-elles permettre de dépasser les postures et de prendre des engagements volontaristes ? Le défi est de taille pour les États, confrontés par ailleurs à de multiples urgences et généralement peu enclins à intégrer le souci du long terme dans leurs politiques.



Téléphones portables : généralisation, addictions, et opportunités

par Charlotte Peytour

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Depuis la fin des années 1990, le téléphone mobile se démocratise à grande vitesse. Cette généralisation a été accentuée par l'avènement des smartphones dès 2010, téléphones intégrant un système d'exploitation très évolué. Mais cette pénétration importante cache de grandes disparités entre les différentes zones géographiques : de nombreuses régions d'Afrique et d'Asie ne sont pas couvertes ou leurs habitants se partagent les abonnements entre eux.

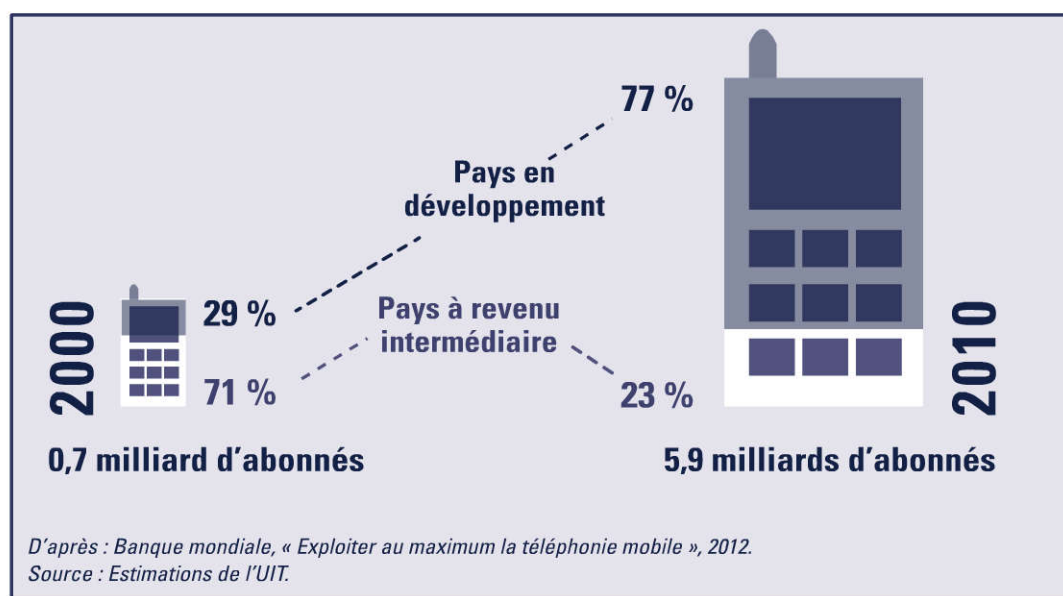
Or, dans les pays développés, cette couverture exceptionnelle couplée à la démocratisation des smartphones entraîne des addictions inédites, où l'homme devient dépendant de son téléphone mobile. La forme la plus répandue d'addiction est la « nomophobie », et conduit à des comportements sociologiquement nouveaux.

Le téléphone portable reste néanmoins un vecteur de développement économique, technologique, et commercial : en rendant les échanges plus simples, il permet de créer des économies à différentes échelles et contribue de plus en plus à améliorer la qualité de vie des habitants des pays les moins développés.

> ILLUSTRATIONS



Évolution du nombre d'abonnés dans le monde





- **75 % des hommes possèdent un téléphone portable.** La Banque mondiale estime même que le nombre d'abonnements souscrits sur le globe devrait bientôt dépasser le nombre de la population mondiale !
- 57 téléphones sont vendus chaque seconde dans le monde, contre 5 naissances par seconde dans le monde !
- On atteint 121 abonnements pour 100 personnes dans les pays développés, ce qui s'explique par la multiplication des lignes téléphoniques (professionnelles, personnelles et étrangères), contre 8 pour 100 en Asie.
- Une étude commandée par Nokia a montré que les utilisateurs de smartphone le consultent en moyenne 150 fois par jour et ne peuvent pas ne pas le consulter pendant plus de six minutes s'il se trouve à leurs côtés.
- 80 % des transactions par mobile ont lieu en Afrique subsaharienne, qui est le premier continent à bénéficier du téléphone comme outil de paiement, les banques et points de retrait y étant peu nombreux. Le principal service de paiement en ligne est Orange Money, du groupe Orange.

ENJEUX

- **Une généralisation qui provoque des addictions**

Le téléphone mobile semble actuellement exister partout dans le monde : alors qu'il y avait moins d'un milliard d'unités en 2000, il y en a actuellement plus de six milliards. Cette généralisation n'est pas près de se terminer : la chute des prix des téléphones portables est importante, même si Apple continue à pratiquer des prix prohibitifs, s'inscrivant dans un segment luxueux. Le perfectionnement des bandes passantes dans le monde participe également à une meilleure couverture du réseau téléphonique mondial. Dans certains pays en développement, on compte un nombre plus élevé de personnes ayant accès au téléphone portable qu'à un compte bancaire, à l'électricité, ou même à l'eau ! Il faut toutefois relativiser cette démocratisation, qui, si elle est indubitablement avérée, est bien moins forte en Afrique et en Asie que dans le reste du monde.

Une étrange addiction, la nomophobie, se développe peu à peu chez les usagers de téléphones portables et particulièrement de smartphones. « Nomophobie » vient de la contraction de l'expression anglaise « *no mobile phobia* », et dépeint la propension des hommes à considérer le téléphone mobile comme une extension d'eux-mêmes, et à craindre maladivement sa perte ou son vol. Russel Clayton l'a étudié dans son étude intitulée *The Impact of Iphone Separation on Cognition, Emotion, and Physiology*. Le manque du téléphone portable serait en effet à l'origine de l'amoindrissement de certaines facultés mentales : Clayton a testé à deux reprises la pression sanguine et la tension artérielle d'étudiants, avec et sans leur téléphone mobile, et a remarqué une augmentation sensible de leur anxiété, leur rythme cardiaque et leur pression artérielle sans leur téléphone.

- **Le téléphone portable et ses opportunités**

Développement économique et téléphonie mobile sont intrinsèquement liés : le téléphone apparaît comme une conséquence du développement, mais il en est aussi un accélérateur. La Banque mondiale a constaté, dans une étude menée en 2008, qu'une hausse du taux de pénétration du téléphone de 10 % dans un pays s'accompagne d'une hausse de 0,8 % du PIB de ce pays ! Une universitaire de Berkley en a fourni une illustration concrète en menant une étude en 2008 sur l'impact du téléphone portable sur le négoce de grains au Niger. Elle a montré que les agriculteurs possédant un téléphone portable augmentent leur profit de 29 % par rapport à ceux n'en possédant pas, car ils peuvent vendre à un meilleur prix, étant au courant des fluctuations du marché grâce à leur mobile.

Les systèmes de communication mobiles présentent des possibilités sans précédent de faire également progresser le développement humain, que ce soit par l'élargissement de l'accès aux informations de base, aux informations sanitaires, en passant par les paiements en espèce et l'accès généralisé à l'éducation. Cela est rendu possible par le fait que les pays en développement rattrapent peu à peu les pays développés en termes d'accès à la téléphonie mobile. Le téléphone portable y remplit désormais de nouvelles fonctions : il devient un véritable porte-monnaie mobile et se substitue peu à peu aux moyens de paiement traditionnels, surtout en Ouganda, au Kenya et à Madagascar. L'accès généralisé à Internet permet également de faciliter l'accès aux informations basiques (santé, travail, actualité) et permet par là même la diffusion de l'éducation. Par exemple, l'application Momaths, qui est une véritable préparation aux examens de mathématiques, pallie le manque d'un million de professeurs en Afrique. Le téléphone mobile, dans le domaine de la santé, a également permis de localiser les cas d'Ebola en Guinée, Sierra Leone, au Liberia et au Nigeria, pour les mettre en quarantaine et surveiller les individus en contact. Les données, disponibles en temps réel, rendent cette méthode très efficace et réactive. Les téléphones deviennent dès lors des facilitateurs de développement qui évitent des investissements dans des infrastructures très coûteuses.



Les innovations chez Facebook et Google

par Arnaud Labossière

« Nous continuerons d'innover dans notre cœur de métier (de la recherche et de la publicité à Android, Chrome et YouTube) tout en investissant de manière réfléchie et disciplinée dans notre prochaine génération de grands paris. »

Larry Page, P.-D.G. d'Alphabet et co-fondateur de Google.

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Les géants du numérique mettent l'innovation au cœur de leur stratégie et ils communiquent très largement dessus. La série télévisée *Silicon Valley* produite par HBO n'a pas manqué de tourner en dérision des entreprises comme Google qui répètent à longueur de journée vouloir « faire du monde un endroit meilleur » (*Make the world a better place*). Qu'en est-il vraiment ?

La récente restructuration de Google en Alphabet a mis en évidence les métiers atypiques du moteur de recherche. La « *cash machine* » Google avec ses revenus publicitaires faramineux est devenue une filiale séparée des autres. Parmi les autres on a Calico une société de biotechnologie qui prétend vouloir mettre fin à la mort, considérée comme un problème à résoudre.

Facebook en attendant a continué ses acquisitions et a fait mûrir son projet Internet.org qui cherche à offrir un accès à Internet au reste du monde qui n'est pas encore connecté. Le potentiel est énorme, on comptait en 2015 encore 4 milliards de personnes qui étaient exclus d'Internet.

Mais dans quelle mesure ces innovations sont vraiment fondamentales ? Aussi distinguons avec Clayton Christensen (auteur de *The Innovator's Dilemma*) les innovations de rupture des innovations de continuité. Les innovations de rupture créent un ordre nouveau. Mais quand elles sont en phase de développement, il est impossible de prévoir si elles vont être des réussites technologiques et commerciales. Les innovations de continuité, elles, sont des améliorations graduelles de technologies existantes qui permettent d'augmenter la productivité ou la profitabilité d'une entreprise.

L'innovation chez Facebook et Google passe aussi et surtout par des acquisitions. Pour Larry Page (P.-D.G. d'Alphabet), les entreprises à acquérir doivent passer le « test de la brosse à dents ». Autrement dit : est-ce un produit, une technologie qui est indispensable quotidiennement pour un très grand nombre de personnes ? Si oui, l'entreprise est prête à mettre le prix qu'il faut pour en prendre le contrôle.

> ILLUSTRATIONS



Entreprises acquises par Facebook	Montant
Instagram : partage de photos	1 Mrd \$
Face.com : reconnaissance faciale	100 M \$
Atlas : publicité	100 M \$
Whatsapp : application de messagerie	19 Mrd \$
Occulus : casques de réalité virtuelle	2 Mrd \$

Entreprises acquises par Google Alphabet	Montant
SkyBox : entreprise de satellite	500 M \$
DropCam : caméra de sécurité pour particulier	555 M \$
Postini : système de sécurité pour email	625 M \$
ITA software : logiciel de réservation de voyages	700 M \$
AdMob : plateforme de publicité pour mobile	750 M \$
Waze : app de navigation basée sur GPS	966 M \$
Youtube	1,6 Mrd \$
DoubleClick : logiciel de publicité	3,1 Mrd \$
NestLab : fabricant de thermostats connectés et intelligents	3,2 Mrd \$
Motorola : fabricant de téléphones	12,5 Mrd \$

• L'ambition : être plus qu'un moteur de recherche ou un réseau social

Des entreprises comme Google et Facebook ont des ambitions affichées qui dépassent de loin leur métier initial. Google n'est plus un moteur de recherche depuis longtemps. Le moteur de recherche est une activité parmi d'autres. On peut aussi citer aussi Google Map, Google Earth, Google Drive, Google Doc...

Maintenant avec les Google Cars produites par le laboratoire futuriste Google X, l'entreprise s'attaque à l'automobile. Ce n'est pas un hasard si Google a été un des premiers grands investisseurs dans Uber. Ainsi Uber a déjà passé un contrat pour acheter plusieurs milliers de Google Cars une fois l'autorisation de mise sur le marché approuvée. L'acquisition des thermostats intelligents et ultra-connectés Nest pour 3,2 milliards de dollars puis de DropCam (caméras de surveillance personnelles pour son domicile) a signé son entrée fracassante dans la domotique. Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* en 2014, l'entrepreneur et médecin français Laurent Alexandre s'inquiétait de la

montée en puissance de Google : « Je suis bluffé par la vitesse à laquelle cette société contrôle les industries clés du XXI^e siècle. » Selon lui l'entreprise a pris des positions stratégiques dans trois marchés clés de demain :

- **la lutte contre la mort** avec Calico. L'entreprise est, selon lui, animée d'une motivation transhumaniste qui consiste à augmenter par tous les moyens technologiques les capacités de l'homme (corps, cerveau, ADN...) ;
- **la robotique** en rachetant 8 entreprises à la pointe de la technologie dont Boston Dynamics
- **l'intelligence artificielle (IA)** avec l'embauche de Ray Kurzweil (voir la fiche sur l'intelligence artificielle).

Facebook, bien que plus jeune que Google (la première est née en 2004 contre 1998 pour la seconde), a aussi des ambitions démesurées. Au-delà de son projet d'*internet.org*, elle est aussi une entreprise pionnière dans l'IA et a notamment lancé un centre de recherche spécialisé à Paris en 2015. À la tête de ce centre, elle a placé le spécialiste français Yann LeCun. L'acquisition d'Oculus en 2014 a signé l'entrée de Facebook dans les technologies de la réalité virtuelle.

- **Des colosses aux pieds d'argile ?**

Ces stratégies d'innovation et d'investissement nous donnent un aperçu sur la puissance de ces entreprises mais aussi sur leur fragilité relative. Elles sont en quelque sorte condamnées à rester à la pointe de la technologie et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement pour ne pas se faire détrôner par « *the next big thing* ». Google a raté le coche des réseaux sociaux et a failli rater le tournant des smartphones (ce qu'il a finalement réussi à faire avec Android). Facebook a très bien su gérer cette mutation (ses applications mobiles connaissent un franc succès : on compte 300 millions d'utilisateurs sur Instagram, 700 millions sur Messenger et 900 millions sur Whatsapp). Néanmoins l'entreprise n'a pas su faire face au succès fulgurant de Snapchat. Facebook comme Google savent qu'une domination n'est jamais acquise. Yahoo était la principale entreprise internet autour de l'an 2000, aujourd'hui elle est marginalisée. Pour beaucoup d'autres, comme Altavista ou Friendster, on ne se souvient même plus de leur nom.

Deuxièmement parce qu'il y a toujours un impératif de croissance. Les marchés financiers attendent toujours plus de croissance de la part de ces entreprises. Elles doivent donc développer à tout prix de nouveaux marchés où elles pourront avoir une croissance rapide de leur audience, mais aussi de leur revenu. Les investissements de Google dans de nouveaux marchés mettent en évidence cette préoccupation. De son côté le projet *internet.org* de Facebook peut être vu comme un moyen d'attirer des nouveaux utilisateurs qui autrefois ne pouvaient aller sur Facebook car ils n'avaient pas d'accès à Internet.

Troisièmement parce que ces entreprises sont en dans une guerre continue pour attirer des talents et les garder dans leur entreprise. Vendre des pubs en ligne n'est pas assez fédérateur pour garder les talents, écrit Evgeny Morozov (« L'étreinte de Wall Street sur la Silicon Valley n'a jamais été aussi forte », *Le Monde*, 2015) : « Vendre des publicités n'est pas, après tout, un travail qui nécessite un doctorat de Stanford ou du Massachusetts Institute of Technology. En réalité, c'est un travail d'une banalité abrutissante. » Il faut donc pouvoir incarner autre chose : être l'entreprise qui veut mettre fin à la mort est quand même beaucoup plus fédérateur et motivant qu'être une régie publicitaire. Nicolas Colin et Henri Verdier (*L'âge de la multitude*, réédition de 2015) rappellent que ces salariés sont surtout des « mercenaires » qui passent d'une entreprise à l'autre très rapidement. Pour les fidéliser, il faut proposer quelque chose de grand et qui fait rêver des millions de personnes.



Apple, l'année de tous les records

par Théo Galula

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



« Extraordinaire » : c'est le terme employé par Tim Cook, directeur général d'Apple, pour qualifier les résultats du groupe au premier trimestre 2015. Entre avril et juin, Apple a dégagé un bénéfice net de 10,7 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros) en hausse de 37 % par rapport à l'année dernière. La marque à la pomme connaît donc une période exceptionnelle, notamment grâce aux ventes de l'iPhone, qui représentent 69 % des revenus d'Apple. La mise en place de nouveaux produits – l'Apple Watch en avril, Apple Music en juin 2015, rumeurs sur le projet d'une voiture Apple – témoigne d'un désir de conquérir de nouveaux marchés et d'accroître la puissance du groupe.

> ILLUSTRATIONS



iPhone : 70 % du chiffre d'affaires d'Apple

- 1 milliard : c'est le nombre de terminaux mobiles iOS (iPhone et iPad) activés fin novembre 2014.
- Apple a été fondée le 1^{er} avril 1976 par Steve Jobs, Steve Wozniak et Ronald Wayne. Le siège social d'Apple est situé à Cupertino, en Californie.
- Steve Jobs, fondateur historique d'Apple est P.-D.G. de l'entreprise au moment de sa mort le 5 octobre 2011, il a été remplacé par Tim Cook.
- La firme a réalisé un chiffre d'affaires de 180 milliards de dollars en 2014. Au dernier trimestre 2014, Apple a réalisé un bénéfice net de 18 milliards de dollars. C'est un record historique, tous secteurs confondus. Auparavant, c'est le groupe pétrolier Exxon qui détenait ce record, avec en 2012, un bénéfice de 15,9 milliards de dollars.
- 74 millions : c'est le nombre d'iPhone vendus au dernier trimestre de 2014. Les iPhone comptent pour 70 % du chiffre d'affaires d'Apple.
- Apple emploie 80 000 personnes à travers le globe.
- En août 2012, Apple devenait la plus forte capitalisation boursière de tous les temps et reste aujourd'hui la première capitalisation du monde.
- L'Apple Watch a été dévoilée en septembre 2014 pour une commercialisation dans seulement neuf pays en avril 2015 du fait d'un souci de production qui inquiète. En effet, la firme doit produire plus de 2 millions de montres par mois pour pouvoir être rentable, ce qui n'est pas encore le cas.



- Apple a refusé de dévoiler les chiffres des ventes de l'Apple Watch. Cependant, selon le cabinet Strategy Analytics, la marque à la pomme aurait vendu 4 millions d'exemplaires de sa montre connectée, ce qui constituerait 75 % du marché.
- Apple a lancé le 30 juin son service de musique en *streaming*, Apple Music. Début août, onze millions de personnes s'étaient abonnées à cette nouvelle plateforme qui promet de concurrencer Deezer et Spotify. L'abonnement s'élève à 9,99 dollars par mois, avec une période d'essai de 3 mois. La question est donc de savoir quelle part de ces 11 millions d'abonnés décidera de prolonger son abonnement au-delà du 30 septembre, date de la fin de la période d'essai.
- Du 20 juillet au 5 août, l'action d'Apple a perdu 13,2 %, passant ainsi de 777 milliards de dollars à 675 milliards. Ceci est dû à la publication des derniers résultats trimestriels du groupe de Cupertino.
- Le 20 juillet, Apple déclare avoir vendu plus de 47,5 millions de smartphones de janvier à juin, soit une hausse de 35 % sur un an, mais une baisse de 22 % par rapport au trimestre précédent, d'autant plus que ce volume est moins élevé que les 49 millions prévus par les observateurs.
- Selon le cabinet ID, les ventes de l'iPad en Chine ont chuté de 17,9 % sur un an. Apple a également perdu le *leadership* en Chine et s'est fait doubler par Xiaomi et Huawei.

ENJEUX

• Une année exceptionnelle pour Apple...

Si la marque à la pomme a connu une croissance spectaculaire au cours des quinze dernières années, initiée par le lancement de l'iPod en 2001, elle a atteint de nouveaux records en 2014. En effet, avec un chiffre d'affaires de 180 milliards de dollars, et surtout un bénéfice net de 18 milliards de dollars, Apple bat le record établi par Exxon, qui avait réalisé un bénéfice de 15,9 milliards de dollars en 2012. Le groupe de Cupertino est également la première capitalisation boursière du monde, cette réussite s'expliquant essentiellement par les ventes d'iPhone 6 et 6+ lancés en septembre 2014. L'iPad est la deuxième source de revenus d'Apple avec 21,4 millions d'unités écoulées en 2014 et les ventes de Mac ont augmenté de 14 % pour atteindre 5,5 millions d'unités. Selon CNN, son P.-D.G., Tim Cook, a vu son salaire doubler en 2014, atteignant ainsi 9,2 millions de dollars.

• ... qui s'explique par le maintien d'une stratégie ambitieuse et innovante qui fait la spécificité d'Apple

Apple est souvent considéré comme un modèle d'entreprise, et ce tout d'abord, du fait de son usage de la communication. La firme réussit à faire de la sortie de chacun de ses produits un événement planétaire si bien que pour le lancement de l'iPad en 2010, l'essentiel de la publicité a été réalisé par les principaux médias qui affichaient les files d'attente devant les Apple Store à travers le monde. De plus, la firme a réussi à se développer en maintenant des prix particulièrement élevés grâce à la force de sa marque. Ainsi, le MacBook le moins cher étant vendu à 999 €, alors qu'en moyenne, le prix d'un ordinateur portable en France

était de 458 euros en 2012. Ceci s'explique, entre autres, par le design très épuré de certains produits et également la durée de vie de ceux-ci, Apple ayant longtemps présenté ses ordinateurs comme résistants à tous virus. Finalement, le succès de la marque s'explique par sa stratégie d'innovation permanente, car, comme déclarait Steve Jobs, « C'est l'innovation qui fait la différence entre un leader et un suiveur. » C'est Apple qui introduisit l'un des premiers téléphones totalement tactiles avec l'iPhone, la première tablette avec l'iPad en 2010, et la première montre connectée aussi complète en 2014. À chaque fois, Apple bouscule les marchés déjà établis en apportant un nouveau produit sur lequel la plupart des concurrents s'alignent... Aujourd'hui, comme de nombreux autres géants de la Silicon Valley tel Google, Apple s'intéresse au secteur automobile, et selon des sources bien informées contactées par l'agence Bloomberg, le groupe à la pomme pourrait lancer une voiture connectée dès 2020.

- **Cependant, la firme rencontre certaines difficultés et est soumise à une concurrence accrue**

Cependant, le modèle Apple est loin d'être parfait et de nombreux éléments permettent d'atténuer le succès de la firme à la pomme. Tout d'abord, les performances spectaculaires de 2014 méritent d'être nuancées. En effet, les ventes d'iPhone au dernier trimestre ont été en baisse de 22 % par rapport à celles du trimestre précédent, et en deçà des estimations des observateurs. Concernant l'Apple Watch, le groupe a refusé de publier des statistiques officielles concernant les ventes ce qui peut soulever certaines incertitudes sur le succès réel de celle-ci. Par ailleurs, Apple souffre d'une concurrence toujours plus importante, et notamment du géant sud-coréen Samsung qui reste le numéro un mondial du marché des smartphones. Au premier trimestre 2015, celui-ci a en a vendu 75 millions contre 31 millions pour Apple sur la même période. De plus, de nombreux scandales concernant la qualité des produits ont éclaboussé l'image d'Apple comme le Bendgate qui a mis en évidence que les derniers iPhone pouvaient se plier lorsqu'ils étaient soumis à une forte pression. En 2010 déjà, l'Antennagate avait exposé les problèmes d'antennes des nouveaux iPhone 4 ce qui a conduit à la condamnation de la firme en Californie, où elle s'est vue obligée de verser 15 dollars à tous les possesseurs d'iPhone 4. Enfin, certains « puristes » de la marque regrettent le manque d'innovation d'Apple ces dernières années, et notamment depuis la disparition de Steve Jobs.



La révolution de l'Internet des objets

par Arnaud Labossière

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



On a connu l'Internet des individus, où du contenu était fabriqué par des individus, pour des individus et au sujet des individus. Il va falloir maintenant s'habituer à l'Internet des objets (*internet of things*) où des objets fabriquent et communiquent entre eux des données. Les objets connectés font parties des grandes tendances technologiques et économiques. Ils ont vocation à bouleverser la quasi-totalité des secteurs de l'économie dans les années à venir.

Le lancement en grande pompe de l'Apple Watch, présentée en 2014 et commercialisée en 2015, a rappelé l'importance des objets connectés. Lors des trois premiers jours de vente, ce sont environ un million de montres de la marque à la pomme qui ont été vendues.

On compte aujourd'hui déjà plus de 10 milliards d'objets connectés à Internet dans le monde, soit plus que d'êtres humains connectés ! Et on estime qu'il y en aura 50 milliards autour de 2020. Une partie des objets est destinée au grand public (montres, bracelets, gadgets, électroménagers...) quand une autre partie est dédiée aux entreprises (ensemble de capteurs pour optimiser les productions et la logistique).

> ILLUSTRATIONS



50 milliards d'objets connectés en 2020

- Le nombre d'objets connectés va passer de 10 milliards aujourd'hui à plus de 50 milliards en 2020.
- D'après *Global Impact*, le marché de la cybercriminalité a déjà augmenté de 3 milliards de dollars grâce aux objets connectés.

• Des objets connectés tous azimuts

L'Internet des objets recouvre une pluralité d'objets connectés. On peut citer dans le domaine de la domotique les ampoules connectées Phillips Hue, les thermostats intelligents Nest (conçus par un groupe d'anciens employés d'Apple, dont le « père » de l'iPod, Tony Fadell). Samsung ou LG proposent depuis plusieurs années des réfrigérateurs connectés. Pendant ce temps la société

française Parrot a lancé le « Flower Power » un bâtonnet à planter dans les pots de fleurs et qui analyse les besoins de la plante avant de les transmettre à son propriétaire. Mais peut-être qu'une des évolutions les plus significatives est la connectivité accrue des automobiles. L'entreprise à la pointe de cette technologie est le fabricant d'automobiles 100 % électriques Tesla Motors (fondé en 2004). À la une de l'actualité, on retrouve des « *wearables* » autrement dit des objets connectés portés : bracelets connectés (*smartwatch*), etc. On peut citer le bracelet Jawbone ou encore les montres Pebble lancées en 2012 sur la plateforme de financement participatif (*crowdfunding*) Kickstarter et qui se sont déjà écoulées à plus d'un million d'exemplaires. Ces objets permettent de mesurer sa santé, les déplacements ou encore les rythmes du sommeil. C'est un pas vers ce qu'on appelle la santé connectée.

- **Un business stratégique et lucratif**

Sur le marché de l'Internet des objets on retrouve les géants technologiques (Apple, Google, Samsung...) mais aussi une multitude de start-up (Jawbone, Parrot, Pebble). Certaines start-up sont spécialisées que dans les objets connectés. Pour les grands groupes, il s'agit surtout d'un relais de croissance pour pallier la saturation des autres marchés (smartphones, tablettes). Les analystes scrutent les ventes de l'Apple Watch pour voir si elle pourra un jour remplacer l'iPhone comme principale source de profits de l'entreprise.

Le cabinet McKinsey a publié en juin 2015 une analyse intitulée « *Unlocking the potential of the Internet of Things* ». L'analyse montre que l'Internet des objets va changer le fonctionnement des usines, des maisons et des villes entières et devrait ainsi être à l'origine d'une vaste création de richesse. Le cabinet estime que d'ici 2025 son impact économique sera entre 3,9 et 11,1 mille milliards de dollars soit 11 % du PIB mondial. Mais d'ici là, on observera une décorrélation entre la croissance des investissements dans les objets connectés et l'augmentation de la productivité. Il faudra du temps pour que l'insertion de l'Internet des objets dans l'économie se traduise en productivité et en rentabilité économique. L'étude prend l'exemple de capteurs placés dans les moteurs des voitures qui permettront d'optimiser l'utilisation du moteur et d'augmenter sa longévité et de réduire la pollution. Une autre étude mettait en évidence que 117 millions de barils de pétrole seront économisés en 2018 grâce à la connectivité des véhicules.

- **Questionnement sur la sécurité**

Google a acquis l'entreprise Dropcam qui propose des caméras de sécurités pour son domicile dont les images sont consultables depuis son smartphone. Certains analystes y voient une preuve supplémentaire que « *Big Brother-Google-is watching you* ». La sécurité des données et la sécurité des individus sont au cœur des préoccupations. Il existe même des serrures connectées pour son domicile. Que se passera-t-il si un individu malveillant « pirate » les serrures ? ou les voitures ? Les voitures sans pilote (*driverless cars*) font planer la menace

de carambolages géants le jour où des hackers les détourneront. On peut déjà trouver en ligne pour moins de 30 \$ des dispositifs qui piratent les voitures. Le dispositif RollJam a par exemple réussi à déverrouiller les serrures de nombreuses marques de voitures (Fiat, Chrysler, Volkswagen...). La multiplication des objets et des relations entre eux (entre le bracelet et l'iPhone, entre le thermostat de la maison et la voiture, etc.) démultiplie la possibilité de brèches de sécurité. Un enfer pour les constructeurs.



Biotechnologie, la 6^e révolution industrielle ?

par Philip Hemme

« Les plus grandes innovations du 21^e siècle seront à l'intersection entre la biologie et la technologie. »

Steve Jobs

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



Les biotechnologies – ou Biotechs pour les plus aguerris – deviennent de plus en plus médiatisées. Que ce soit dans le traitement du diabète, du cancer mais aussi dans la production de l'énergie du futur, de nombreux secteurs sont affectés par les Biotechs.

La définition de référence des biotechnologies provient de l'OCDE, qui les définit comme « l'application des principes scientifiques et de l'ingénierie à la transformation de matériaux par des agents biologiques ». Cela signifie qu'il est possible de modifier génétiquement et d'exploiter des êtres vivants (micro-organismes, animaux, plantes) pour produire des molécules biologiques. On parle alors d'organismes génétiquement modifiés ou OGM. Attention, les OGM peuvent être de diverses natures et ne sont pas seulement ceux que combattent José Bové ou Greenpeace.

Les biotechnologies sont regroupées par couleurs, à savoir :

- Rouges : applications médicales, santé humaine, cosmétologie, industrie pharmaceutique.
- Vertes : agro-alimentaire, biomatériaux, énergie.
- Bleues : issues de l'univers marin.
- Blanches : applications industrielles, polymères, construction, textile, dissolvants, produits chimiques.
- Jaunes : environnement, dépollution.

> ILLUSTRATIONS



123 milliards de \$ de chiffre d'affaires

- La découverte de la double hélice d'ADN en 1953 par Watson et Crick a ouvert la voie au développement de l'industrie biotechnologique. Elle est née à la fin des années 1970 à San Francisco de la découverte du clonage génétique, où la possibilité d'insérer un gène humain dans une bactérie pour produire n'importe quelle protéine de son choix. C'est un changement



de paradigme total à l'époque. Une bactérie peut être transformée en micro-usine à production de médicaments.

- L'entreprise Genentech réussit à produire la première insuline humaine dans une bactérie, permettant ainsi l'arrêt de l'utilisation des pancréas de porcs pour soigner les diabétiques et surtout une production en quantité (théoriquement) illimitée pour répondre à une demande en forte augmentation. L'impact est colossal et se traduit par une réussite économique. Genentech est la première entreprise de biotechnologies à s'introduire sur le NASDAQ et sera ensuite rachetée par le géant pharmaceutique suisse Roche en mars 2009 pour 46,8 milliards de dollars.
- Depuis Genentech, de nombreuses entreprises se sont lancées. Amgen a révolutionné le traitement des problèmes de croissance avec la célèbre EPO (la même molécule utilisée par les coureurs du Tour de France), le cancer du sein est maintenant soigné à 70 % et Novozymes change la façon dont nous lavons nos vêtements avec des enzymes n'utilisant aucun composé chimique. Mises bout à bout, ces entreprises ont constitué une industrie florissante et grandissante.
- Voici les 4 chiffres à retenir du marché mondial des biotechnologies (source : EY) :
 - 123 milliards de dollars de chiffre d'affaires ;
 - 183 610 employés ;
 - 1 063 milliards de dollars de capitalisation boursière ;
 - 714 entreprises cotées en Bourse.

ENJEUX

• Le boom des Biotechs

L'industrie est en pleine croissance. Le marché mondial a plus que doublé entre 2008 (56 milliards de dollars) et 2014 (123 milliards de dollars). Le financement, élément crucial dans ce secteur, est également en ébullition. 2014 a été l'année de tous les records. Selon la National Capital Venture Association et PwC, aux États-Unis, les différentes entreprises de Biotechs ont levé 6 milliards de dollars. À titre comparatif, toutes les sociétés de logiciels/Internet ont levé 19,8 milliards de dollars soit seulement trois fois plus. Une start-up Biotech a particulièrement attiré l'attention : Moderna Therapeutics. Cette entreprise créée en 2010, fondée et dirigée par un Français, Stéphane Bancel, a collecté la plus grosse levée de fonds privés jamais réalisée par une entreprise de biotechnologie : 500 millions de dollars. L'argent doit servir à révolutionner la façon dont nous concevons des médicaments. Au lieu d'injecter le médicament pré-synthétisé, Moderna injecte les instructions pour que notre corps produise directement le médicament. Un changement de paradigme par rapport à tout ce qui se faisait avant dans le secteur de la pharmacie.

• Un potentiel infini

Ce n'est que le début de la révolution biotechnologique. De nombreuses autres innovations de ruptures sont actuellement dans les laboratoires de recherche

des entreprises. Un exemple : en 2012, deux chercheuses – Jennifer Doudna et Emmanuelle Charpentier (une Française) – ont découvert le système CRISPR qui facilite grandement l'édition de gènes chez les mammifères. Elles ouvrent la voie à des applications qui relevaient de la science-fiction il y a encore une dizaine d'années. Il est aujourd'hui possible de remplacer le gène défectueux d'un malade, de modifier génétiquement notre système immunitaire pour l'aider à combattre le cancer ou encore de développer des espèces de bactéries aux propriétés inexistantes sur terre. Le bouleversement de notre société par les biotechnologies n'en est qu'à ses débuts et le futur s'annonce passionnant, bien que ces différentes applications suscitent un débat éthique à travers le monde.



L'intelligence artificielle : opportunité ou danger ?

par Arnaud Labossière

« I think we should be very careful about artificial intelligence. If I had to guess at what our biggest existential threat is, it's probably that. So we need to be very careful. »

Elon Musk, dirigeant de Tesla Motors et SpaceX.

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS



L'intelligence artificielle fait sourire. Les deux types de réactions classiques face à des arguments sur l'intelligence artificielle sont le déni (non, les machines sont et resteront stupides) ou l'apocalypse cynique (Terminator arrive !).

L'intelligence artificielle est un thème récurrent dans les films hollywoodiens avec, par exemple, *2001 L'Odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick ou, plus récemment, *Ex_Machina* réalisé par Alex Garland. On peut définir l'intelligence artificielle (IA) comme la volonté de doter les ordinateurs d'une intelligence et d'une autonomie de pensée. On doit les premiers travaux à Alan Turing. Un « test de Turing » établit la capacité d'un ordinateur à avoir une conversation humaine sans que l'interlocuteur humain ne se rende compte qu'il parle à un ordinateur.

Depuis les années 1980, l'IA a fait d'énormes progrès. En 1997, l'ordinateur d'IBM appelé Deep Blue battait le champion du monde d'échec, Garry Kasparov. Aujourd'hui, l'IA est une discipline universitaire et fait l'objet de recherches intensives dans la plupart des grandes entreprises technologiques (Google, Baidu, Facebook, Apple, IBM...). D'après l'ouvrage de Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *Le deuxième âge de la machine* (2015) l'IA va changer en profondeur nos structures économiques. Le premier âge de la machine était la révolution industrielle amorcée à la fin du XVIII^e siècle. On est aujourd'hui entré dans le deuxième âge de la machine caractérisé par l'émergence de machines intelligentes et autonomes.

• Les opportunités dans la vie de tous les jours... et pour une vie sans fin ?

« Nous ferons des machines qui raisonnent, pensent, et font les choses mieux que nous le pouvons » a déclaré le co-fondateur de Google, Sergey Brin. Il justifiait ainsi les investissements massifs de Google dans l'IA. À ses yeux, ces évolutions technologiques sont un bienfait pour l'humanité. L'IA permettra de moins travailler et surtout de mieux vivre. Il entend démocratiser ces technologies.

L'intelligence artificielle fait déjà partie de nos vies de tous les jours. Le moteur de recherche de Google est intelligent en ceci qu'il anticipe nos besoins et évolue en analysant les préférences de chacun des utilisateurs. Le thermostat Nest est capable d'apprendre les goûts et préférences des utilisateurs pour améliorer leur confort. C'est une IA qu'on ne voit pas mais qui veut améliorer le quotidien (tout en réduisant la facture d'électricité du ménage).

Dans le domaine médical les évolutions présentes et à venir dépassent l'imagination. L'ordinateur *Watson* d'IBM peut déjà faire des diagnostics médicaux. L'IA de l'ordinateur lit, comprend et analyse la totalité de la documentation et de la recherche médicale disponible pour faire un diagnostic. Quand on sait que ce sont plus d'1,5 million d'erreurs de diagnostics médicaux qui sont faites chaque année aux États-Unis, on se doute qu'il y a aussi un enjeu économique de taille. Ray Kurzweil, directeur de l'ingénierie chez Google, annonçait en 2013 dans un article du *New York Times* que d'ici 2030 des nano-robots intelligents pourraient rejoindre notre système immunitaire et nous permettre de vivre potentiellement infiniment. « Quel que soit le problème rencontré, que ce soit un grand challenge pour l'humanité ou un problème très personnel, il y a une idée, une technologie qui attend d'être découverte pour le résoudre » assurait au *Time Magazine* Ray Kurzweil. Pour lui, si le public n'arrive pas encore à prendre en compte la mesure de cette révolution, c'est parce que l'humain pense de manière linéaire tandis que la technologie évolue de manière exponentielle. L'entrepreneur et investisseur Peter Thiel (co-fondateur de l'entreprise d'analyse de *big data*, Palantir Technologies) ne cache pas son optimisme quant à l'arrivée de la « singularité technologique ». Celle-ci décrit un hypothétique moment du futur de l'humanité où grâce à l'intelligence artificielle l'humanité bénéficiera d'un progrès exponentiel dans tous les domaines.

- **Les dangers de l'intelligence artificielle : Terminator et un monde sans emploi ?**

La première question qui vient à l'esprit face à ces évolutions est : y aura-t-il suffisamment d'emplois dans le monde de demain si des machines intelligentes peuvent réaliser notre travail ? Les robots sont moins chers, plus rapides et plus efficaces. Ils travaillent jour et nuit et ne demandent pas de salaire minimum. Prenons l'exemple de l'automobile. Aux États-Unis ce sont 40 000 personnes qui meurent annuellement dans des accidents de la route. Les voitures sans pilote offriront dès lors des perspectives nouvelles qui révolutionneront probablement la conduite sur route. Google, Uber, Tesla ou encore Apple travaillent déjà sur des voitures autonomes et intelligentes. Corollaire de ces développements : ce sont plus de 70 millions de personnes qui sont employées dans les transports et la logistique et qui pourraient, à terme, être remplacées par des machines intelligentes.

Il est fallacieux de croire que seuls les métiers manuels ont vocation à disparaître. Les logiciels s'attaquent aussi aux métiers plus intellectuels (comme les

professions juridiques ou la finance). Les logiciels sont progressivement en train de remplacer les traders dans les salles de marché. Ce qui fait courir le risque de *flash crash*. Il s'agit d'une chute brutale de la Bourse causée par le *trading* algorithmique. Le crash de 2010 où en 10 minutes le Dow Jones a perdu 9,2 % est resté dans les mémoires. Enfin les logiciels, mêmes s'ils commettent des erreurs, ont vocation à s'améliorer. Avec ce qu'on appelle le *Deep Learning* : les logiciels apprennent d'eux-mêmes et de leurs erreurs pour s'améliorer. Google a racheté l'entreprise spécialisée dans ces technologies, DeepMind, en 2014.

De quoi donner raison à la prophétie de l'économiste Jeremy Rifkin qui dès 1997 publiait *La fin du travail*, et annonçait que « l'informatique et les télécommunications menacent des dizaines de millions d'emplois dans les années à venir ».

Le risque n'est pas qu'économique, pour certains c'est la survie de l'humanité qui est en jeu. L'entrepreneur Elon Musk a déclaré que l'IA était probablement « la plus grande menace existante pour l'humanité ». En 2015, il a fait un don de 10 millions de dollars à la fondation *Future of Life Institute* (FLI). Cette fondation a pour mission de s'assurer que l'IA ne se retourne pas contre son créateur. À l'été 2015 de nombreux intellectuels, dont Stephen Hawking, ont signé une pétition pour tenter d'interdire le développement des « armes autonomes offensives sans contrôle significatif d'un être humain ». Autrement dit de robots disposant d'une capacité létale, non contrôlé par un humain (un drone par exemple est un robot-tueur mais contrôlé par un pilote humain qui choisit de frapper, ou non, sa cible).

Pour le moment le législateur et l'opinion publique ne se sont pas encore prononcés sur l'avenir et la réglementation de ces technologies.



Les FinTech : Silicon Valley à l'assaut de Wall Street ?

par Arnaud Labossière

« Le monde de la finance va être bouleversé par les caractéristiques de l'économie numérique : immédiateté, traçabilité, convivialité. »

Bernard-Louis Roques, co-fondateur du fonds de capital-risque Truffle Capital.

> CONTEXTE ET FAITS MARQUANTS

Les *FinTech* désignent les technologies financières et par extension les *start-up* qui se lancent dans ces métiers. Si le phénomène n'est pas nouveau – la société de paiement en ligne PayPal a été fondée en 1998 – il prend aujourd'hui une toute nouvelle dimension avec des start-up en croissance ultra-rapide (*Stripe*, *Lending Club*, *Square*) et l'intérêt des géants du numérique pour ce secteur. On peut mentionner le lancement d'*ApplePay* comme exemple.

En attendant les grandes banques de Wall Street se montrent confiantes face à l'apparition de ces nouveaux acteurs. Llyod Blankfein le P-D.G. de Goldman Sachs (le même qui annonçait en 2009 ne « faire que le travail de Dieu ») a affirmé en 2015 que sa banque était impossible à disrupter car les métiers bancaires sont trop lourdement régulés.

Il existe en effet des réglementations très strictes à ce sujet dans la quasi-totalité des pays développés à économie de marché. Mais n'oublions pas que la force des entreprises du numériques c'est précisément de contourner la réglementation et de conquérir le cœur de millions d'utilisateurs. Uber et Airbnb dans leurs métiers respectifs sont les symboles de cette double tendance.

Les acteurs traditionnels des métiers bancaires peuvent aussi et surtout s'associer aux start-up FinTech afin de devenir partenaires et non concurrents. Visa a investi en 2015 dans Stripe afin de réaliser des partenariats. Suite à cet investissement, Stripe était valorisée à plus de 5 milliards de dollars.

Enfin, notons que si la Silicon Valley attaque les métiers bancaires, les banques s'intéressent plus que jamais aux start-up et les acteurs de la finance prennent de plus en plus part à la vie de ces entreprises. Les investissements massifs du financier Carl Icahn dans Apple ou Lyft (concurrent d'Uber) illustrent cette tendance.

> ILLUSTRATIONS



- À l'été 2015, le site *Business Insider* comptait 25 start-up FinTech dont les valorisations excédaient le milliard de dollars. Voici les dix premières.

Liste des valorisations des dix plus importantes start-up FinTech

Nom de l'entreprise	Valorisation en milliards de dollars (été 2015)
Lufax, prêts de particuliers à particuliers	10
Square, système de paiement par carte bancaire pour smartphone	6
Markit, fournisseur d'informations et de données financières	5,1
Stripe, système de paiement en ligne	5
Lending Club, prêts de particuliers à particuliers	4,7
Zenefits, système de ressources humaines pour les PME	4,5
Credit Karma, notation de crédit	3,5
Powa Technologies, solution de paiements pour mobile	2,7
Klarna, outil de paiement en ligne	2,25
CommonBond, prêt de particuliers à particuliers pour financer la dette étudiante	2

- « Disrupter » les métiers bancaires et financiers

On parle de plus en plus de « disruptions » d'un secteur ou d'un métier. Cela désigne le fait que des acteurs du numérique attaquent le métier d'acteurs traditionnels d'un secteur dans le but de capturer une partie ou la totalité de la valeur ajoutée de ce secteur. En 2011, l'investisseur et entrepreneur Marc Andreessen publiait un article dans le *Wall Street Journal* intitulé « *Why Software is Eating The World* » dans lequel il expliquait que les entreprises du numérique « dévoraient le monde » et avaient vocation à capturer la création de richesse secteur après secteur. Qu'en est-il dans le secteur de la finance ?

La finance est une cible privilégiée. Le degré de satisfaction des clients est faible et les banques souffrent d'un profond discrédit depuis la crise de 2008-2009. Mais les start-up FinTech ne s'attaquent pas frontalement aux banques, elles développent chacune une solution pour un problème précis et pour une tâche précise. On peut citer par exemple :

{Actualité} Les FinTech : Silicon Valley à l'assaut de Wall Street ?

- le prêt avec Lending Club ;
- le paiement en ligne avec PayPal ;
- le suivi de ses comptes avec Bankin ;
- le paiement par carte pour les petits commerçants avec Square ;
- le financement de projet grâce au crowdfunding (Kickstarter par exemple) ;
- l'information financière pour les traders avec Stocktwits.

La liste est longue. Ces entreprises ont en commun de s'attaquer à un seul et unique problème et de bâtir une solution intuitive agréable. L'expérience utilisateur (*user experience*) et le design est au cœur du produit et de la stratégie de l'entreprise. Square fondée en 2009 par Jack Dorsey (qui a aussi créé Twitter) a dès ses débuts fait de l'expérience utilisateur une priorité. Dorsey s'est inspiré d'Apple, mais aussi de l'industrie du luxe et de la culture japonaise pour concevoir ce produit. Square est un lecteur de carte bancaire branché sur iPad qui permet aux commerçants d'accepter les cartes bancaires. Square propose aussi à ces commerçants des logiciels de comptabilité pour suivre leurs budgets mais aussi d'analyser les données des clients pour améliorer leur satisfaction. Le commerçant peut donc personnaliser le service rendu au client parce que Square lui donne les informations sur chaque client au moment où il passe en caisse. Square s'est aussi associé à Snapchat pour lancer « Snapcash » aux États-Unis. Avec cette solution des utilisateurs de Snapchat peuvent s'envoyer de l'argent via le chat de l'application mobile.

D'après le cabinet *Accenture*, les sommes investies dans les FinTech sont passées de 928 millions de dollars à 12,2 milliards de dollars entre 2008 et 2014. Les États-Unis étant en tête avec 82 % des investissements. Notons par ailleurs que, pour une fois, ce n'est pas la Silicon Valley qui a le monopole de ces nouvelles technologies. Beaucoup de start-up FinTech se sont lancées sur le terrain de jeu des grandes places financières, à commencer par Londres et New York. À Londres ce sont déjà 135 000 personnes qui travaillent dans ce secteur. Conscient du retard relatif de la place de Paris, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a admis en 2015 que « la place financière de Paris, le financement de l'économie ont besoin de ces innovations ».

- **Wall Street à l'assaut des entreprises du numérique ?**

Les relations entre le monde des start-up et Wall Street sont plus denses que ce que l'on veut bien croire. Si les FinTech attaquent en apparence le monde de la finance, dans la plupart des cas ces acteurs travaillent main dans la main. C'est le secteur de la finance (via les fonds d'investissement, fonds de capital risque) qui fournit les moyens financiers qui permettent à ces entreprises de se développer aussi rapidement et d'atteindre les valorisations qu'elles annoncent aujourd'hui.

Les start-up en général sont donc aussi et surtout des opportunités d'investissement. Goldman Sachs a, par exemple, investi 1,6 milliard de dollars dans Uber, tandis que Carl Icahn investissait 100 millions de dollars dans Lyft.

Mêmes les géants du numérique qu'on croit tout puissants (ceux qu'on appelle les GAFA : Google, Apple, Facebook et Amazon) doivent rendre des comptes aux marchés financiers. Carl Icahn, encore, a contraint Apple à mener un plan de rachat d'actions et de versement de dividendes à hauteur de plus de 150 milliards de dollars répartis sur plusieurs années. L'entreprise créée en 1976 par Steve Jobs et Steve Wozniak, n'avait alors jamais versé de dividendes par le passé. Ce même financier, après des années de négociations, a forcé l'entreprise eBay (encore un géant du numérique) à se scinder en deux entreprises distinctes : eBay, d'un côté, et PayPal, de l'autre.

La Silicon Valley recrute aussi à Wall Street... pour satisfaire Wall Street. Google a embauché Ruth Porat, la directrice financière de la banque Morgan Stanley moyennant une rémunération de 70 millions de dollars (d'après Bloomberg). Quelques mois plus tard Google devenait le groupe Alphabet. Pour le chercheur Evgeny Morozov, la restructuration de Google en la holding Alphabet a servi à rassurer les marchés financiers. Dans un article publié dans *Le Monde* (« L'étreinte de Wall Street sur la Silicon Valley n'a jamais été aussi forte », 2015), il déclarait que « même des entreprises aussi puissantes que Google ne peuvent pas vraiment faire ce qu'elles veulent, parce qu'elles doivent céder aux desiderata court-termistes des investisseurs » en ajoutant que « la création d'Alphabet révèle que l'idée, souvent rabâchée, que le cœur du pouvoir migre de Wall Street vers la Silicon Valley n'est qu'en partie exacte. En réalité, l'étreinte de Wall Street sur la Silicon Valley n'a jamais été aussi forte. »

Finalement peut-être que « le cœur du pouvoir reste à Wall Street ».

PARTIE 5

Tableaux de bord



Classement des 20 premiers pays selon le PIB*

Rang	Pays	PIB 2015 (milliards \$)	PIB 2014 (milliards \$)	Évolution
1	États-Unis	18 287	17 416	5 %
2	Chine	11 285	10 355	9 %
3	Japon	4 882	4 770	2,40 %
4	Allemagne	3 909	3 820	2,30 %
5	Royaume-Uni	3 003	2 848	5,50 %
6	France	2 935	2 902	1,10 %
7	Brésil	2 357	2 244	5 %
8	Inde	2 248	2 048	9,80 %
9	Italie	2 153	2 129	1,10 %
10	Russie	2 099	2 057	2 %
11	Canada	1 873	1 794	4,40 %
12	Corée du Sud	1 561	1 449	7,70 %
13	Australie	1 535	1 483	3,50 %
14	Espagne	1 422	1 400	1,50 %
15	Mexique	1 367	1 296	5,50 %
16	Indonésie	915	856	6,90 %
17	Pays-Bas	892	880	1,30 %
18	Turquie	861	813	5,90 %
19	Arabie Saoudite	805	778	3,50 %
20	Suisse	680	679	0,20 %

* Estimations 2015, prix courants.

Source : FMI.



Classement des 20 premiers pays selon le PIB par habitant*

Rang	Pays	PIB 2015 par habitant (\$)	PIB 2014 par habitant (\$)	Évolution
1	Luxembourg	118 251	116 752	+1,30 %
2	Norvège	100 439	99 295	+1,20 %
3	Qatar	93 535	94 744	-1,30 %
4	Suisse	83 974	84 344	-0,40 %
5	Australie	64 257	62 822	+2,30 %
6	Danemark	64 186	61 885	+3,70 %
7	Suède	58 472	57 557	+1,60 %
8	Singapour	58 146	56 113	+3,60 %
9	États-Unis	57 045	54 678	+4,30 %
10	Islande	52 967	50 006	+5,90 %
11	Pays-Bas	52 770	52 249	+1 %
12	Autriche	52 368	51 183	+2,30 %
13	Canada	52 287	50 577	+3,40 %
14	Irlande	52 260	51 159	+2,20 %
15	Finlande	51 020	50 451	+1,10 %
16	Allemagne	48 226	47 201	+2,20 %
17	Belgique	47 704	47 164	+1,10 %
18	Royaume-Uni	46 244	44 141	+4,80 %
19	Nouvelle-Zélande	46 204	44 294	+4,30 %
20	Émirats arabes unis	45 944	44 771	+2,60 %

* Estimations 2015, prix courants.

Source : FMI.



Classement des 61 premiers pays selon leur compétitivité*

Pays	Rang 2015	Rang 2014	Évolution		Pays	Rang 2015	Rang 2014	Évolution
États-Unis	1	1	–		Estonie	31	30	–1 ↘
Hong Kong	2	4	+2 ↗		France	32	27	–5 ↘
Singapour	3	3	–		Pologne	33	36	+3 ↗
Suisse	4	2	–2 ↘		Kazakhstan	34	32	–2 ↘
Canada	5	7	+2 ↗		Chili	35	31	–4 ↘
Luxembourg	6	11	+5 ↗		Portugal	36	43	+7 ↗
Norvège	7	10	+3 ↗		Espagne	37	39	+2 ↗
Danemark	8	9	+1 ↗		Italie	38	46	+8 ↗
Suède	9	5	–4 ↘		Mexique	39	41	+2 ↗
Allemagne	10	6	–4 ↘		Turquie	40	40	–
Taiwan	11	13	+2 ↗		Philippines	41	42	+1 ↗
Émirats arabes unis	12	8	–4 ↘		Indonésie	42	37	–5 ↘
Qatar	13	19	+6 ↗		Lettonie	43	35	–8 ↘
Malaisie	14	12	–2 ↘		Inde	44	44	–
Pays-Bas	15	14	–1 ↘		Russie	45	38	–7 ↘
Irlande	16	15	–1 ↘		République slovaque	46	45	–1 ↘
Nouvelle-Zélande	17	20	+3 ↗		Roumanie	47	47	–
Australie	18	17	–1 ↘		Hongrie	48	48	–
Royaume-Uni	19	16	–3 ↘		Slovénie	49	55	+6 ↗
Finlande	20	18	–2 ↘		Grèce	50	57	+7 ↗
Israël	21	24	+3 ↗		Colombie	51	51	–
Chine	22	23	+1 ↗		Jordanie	52	53	+1 ↗
Belgique	23	28	+5 ↗		Afrique du Sud	53	52	–1 ↘
Islande	24	25	+1 ↗		Pérou	54	50	–4 ↘
Corée du Sud	25	26	+1 ↗		Bulgarie	55	56	+1 ↗
Autriche	26	22	–4 ↘		Brésil	56	54	–2 ↘
Japon	27	21	–6 ↘		Mongolie	57	–	–
Lituanie	28	34	+6 ↗		Croatie	58	59	+1 ↗
République tchèque	29	33	+4 ↗		Argentine	59	58	–1 ↘
Thaïlande	30	29	–1 ↘		Ukraine	60	49	–11 ↘
					Venezuela		60	–1 ↘

* Classement selon le World Competitiveness Yearbook.

Source : étude publiée en mai 2015 et réalisée tous les ans par l'école de management suisse IMD (Institut for Management Development).



Classement des 20 plus grandes capitalisations boursières mondiales

Rang	Nom	Nationalité	Secteur	Capitalisation boursière au 31 mars 2014 (milliards \$)
1	Apple	États-Unis	Technologie	725
2	Google Inc	États-Unis	Technologie	375
2	Exxon Mobil Corp	États-Unis	Pétrole et gaz	357
4	Berkshire Hathaway	États-Unis	Finance	357
5	Microsoft	États-Unis	Technologie	334
6	PetroChina	Chine	Pétrole et gaz	330
7	Wells Fargo & Co	États-Unis	Finance	280
8	Johnson & Johnson	États-Unis	Santé	280
9	Industrial & Commercial Bank of China	Chine	Finance	275
10	Novartis	Suisse	Santé	267
11	China Mobile Ltd	Hong-Kong	Télécommunications	267
12	Wal-Mart Stores	États-Unis	Distribution	265
13	General Electric Co	États-Unis	Industrie	250
14	Nestlé	Suisse	Biens de consommation	243
15	Toyota Motor	Japon	Biens de consommation	239
16	Roche Holding AG	Suisse	Santé	237
17	Facebook	États-Unis	technologie	231
18	JP Morgan Chase	États-Unis	Finance	226
19	Procter & Gamble	États-Unis	Biens de consommation	221
20	Pfizer	États-Unis	Santé	214

Source : PwC.



La démographie mondiale en 2015

Pays	Population totale (en milliers)	Taux de natalité (pour mille habitants)	Taux de mortalité (pour mille habitants)	Espérance de vie	Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	Nombre d'enfant(s) par femme	Taux de croissance	Population de 65 ans et plus (en milliers)
Afrique	1 166 239	34,6	10,0	59,1	59,9	4,54	24,2	40 726
Amérique latine et Caraïbes	630 089	17,3	5,9	75,3	16,4	2,12	10,5	48 109
Amérique septentrionale	361 128	12,9	8,2	79,5	5,6	1,94	8,0	53 443
Asie	4 384 844	17,1	7,2	71,9	28,8	2,16	9,6	328 266
Europe	743 123	10,7	11,7	76,5	5,5	1,601	0,4	128 770
Océanie	39 859	16,7	6,8	78,0	19,5	2,37	13,6	4 672
Monde	7 324 779	19,0	8,0	70,5	34,7	2,47	11,0	603 986



Classement des plus grandes agglomérations mondiales en 2015

Rang	Agglomération	Pays	Population
1	Tokyo	Japon	42 796 714
2	Jakarta	Indonésie	30 326 103
3	Séoul	Corée du Sud	25 620 552
4	Karachi	Pakistan	24 475 231
5	Shanghai	Chine	24 256 800
6	Manille	Philippines	24 197 302
7	New York	États-Unis	23 632 722
8	Lagos	Nigeria	22 829 561
9	Mumbai (Bombay)	Inde	21 900 967
10	Delhi	Inde	21 753 486
11	Beijing (Pékin)	Chine	21 516 000
12	Mexico	Mexique	20 879 830
13	Sao Paulo	Brésil	20 853 705
14	Le Caire	Égypte	20 439 541
15	Osaka-Kyoto-Kobé	Japon	19 777 590
16	Krung Thep (Bangkok)	Thaïlande	18 927 786
17	Los Angeles	États-Unis	18 550 288
18	Kolkata (Calcutta)	Inde	15 644 040
19	Chongqing	Chine	15 294 255
20	Moscou	Russie	14 837 510

Source : <http://www.populationdata.net/>

INDEX

A

Abdallah, roi 106-109
Afghanistan 70, 74-75, 94, 114
Agriculture 6, 36-37
Airbnb 13, 22-23, 26, 210
Al-Qaïda 62-63, 70-71, 73-74, 76-77, 96-97
Amazon 13, 19, 212
Apple 13, 19, 192, 198-202, 207-208, 210, 212
Arabie Saoudite 44, 46, 48, 72, 75, 77-78, 105-109, 177
Arctique 117-121
Attentats de Paris 62-69

B

Banque mondiale 44, 104, 171, 192-193
BCE 5, 8-9, 14-16, 86-87
Biotechnologie(s) 204
Blatter, Sepp 142-144
Boko Haram 70-71, 74
Bourse(s) 54-55, 205, 209

C

Cameron, David 157-162
Cannabis 178, 180
Charlie Hebdo 62-67, 70-71
Chine 17, 27-28, 38, 44, 46, 50-54, 56-57, 96, 98, 100, 102, 110-112, 114-116, 121, 174, 178, 190, 199
Cinéma 147
CIO 135-137

Climat 190
Clinton, Hillary 93-95, 164
Commerce extérieur 27
COP21 188-190
Coulibaly, Amedy 62, 71
Croissance 6, 17
Cuba 99-102

D

Daech 70, 72-75, 105

E

Écosse 157-158, 161
Erdogan, Recep Tayyip 82-83
Espagne 7-8, 11, 72, 81, 88, 91, 139, 142, 180-181
État islamique 44, 62, 70-73, 75-77, 82, 84, 105, 107
États-Unis 11-12, 14-15, 20, 28, 39, 42, 46, 48, 50, 52, 75-77, 93-94, 96-104, 109, 112, 114, 117-121, 138, 143, 163-166, 170, 176-178, 181, 190, 205, 208, 212
Europe 4, 6-8, 10, 12, 19, 27-29, 44, 46, 49, 69, 72, 77, 79-82, 86, 104, 119, 142, 144, 152, 156, 159, 161, 171, 180, 183, 190
Euthanasie 181-184

F

Facebook 13, 19, 174, 194-196, 207, 212
Federer, Roger 145-146
Festival de Cannes 147-148, 177

FIFA 142-144

FinTech 210-212

FMI 6, 8-9, 29, 82, 86-87, 106-107, 168

Front national 81, 152, 154-156

G

GAFA 19, 212

Gaz de schiste 50

Google 13, 19, 174, 194-196, 200, 202,
207-209, 212-213

Grèce 4-8, 54, 85-87, 92

Grexit 6

H

Hollande, François 63, 73, 106, 126, 153

I

Immigration 79, 81

Internet 13, 30, 83, 90, 173, 193-194, 197,
201-202, 205

Irak 44, 70, 72-73, 75-78, 82, 84, 94, 105,
108-109, 114

Iran 44, 46, 48, 77-78, 84, 102-105, 109,
177

J

Jeux olympiques 135-137, 146

K

Kouachi, Chérif et Saïd 62, 70-71

L

Lee Kuan Yew 168-169

Leonetti, loi 181

Le Pen, Jean-Marie 152, 154-156

Le Pen, Marine 63, 153-156

Loi Macron 33-35

Loi Royal 39-41

M

Macron, Emmanuel 33, 35, 212

Mariage homosexuel 176

Migrants 79

Moscou 8, 46, 52, 73, 117, 137

Moyen-Orient 49, 72, 74, 76-77, 79, 81-82,
105-109, 115-116, 119, 148, 189

N

Népal 173-175

Nigeria 46, 70, 177, 193

O

Obama, Barack 8, 44, 94, 96-102, 106, 163,
165-168, 177, 190

OCDE 6, 39, 128-129, 133, 204

OGM 204

ONU 73, 102-103, 109, 121, 173-174, 190

OPEP 44, 46, 48, 108

P

Pakistan 70-71, 74, 116

Pékin 50-51, 110-111, 115-116, 137, 146,
190

Podemos 7-8, 88-92

Polytechnique 131-134

Poutine, Vladimir 52, 83, 117, 143

Productivité 11

Q

Quantitative easing 14

R

Républicains 93-95, 101, 104, 150-153

Rifkin, Jeremy 22, 30-32, 209

Royaume-Uni 9, 11, 35, 81, 119, 157-162,
168, 179-181

Russie 27, 37, 44, 46, 48, 51-52, 82, 102,
114, 117-118, 120-121, 142-143

S

Sarkozy, Nicolas 39, 126, 131, 134, 150-153
Séisme 173-175
Shebab 96-97
Silicon Valley 197, 210, 212-213
Singapour 42, 143, 168-172, 189
Spratley, îles 110-112, 114
Syrie 65, 70-71, 73, 75-77, 79, 82, 84, 100,
105, 108-109
Syriza 4, 7, 9-10, 85, 87, 90, 92

T

Téléphones portables 191-193
Terrorisme 70-74
TIC 11, 18-20
Tour de France 139-140, 205
Traité transpacifique 42-44
Trump, Donald 163-164

Tsipras, Alexis 7-8, 85-87
Turquie 29, 65, 82-84

U

Uber 13, 24, 195, 208, 210, 212
UMP 126, 150
Union européenne 28, 40, 79, 82, 90, 120,
160-161

V

Vallaud-Belkacem, Najat 126
Valls, Manuel 33, 63, 67, 70, 126, 128

W

Wall Street 197, 210, 212-213
Wawrinka, Stanislas 145-146

Z

Zone euro 11



MyPrepa est le leader numérique de la préparation aux concours d'entrée aux Grandes Écoles de commerce. Porté par son fondateur et directeur pédagogique Olivier Sarfati, MyPrepa propose des cours complémentaires interactifs entièrement en ligne qui allient cours particuliers, cours en micro-groupes de 4 étudiants et classes interactives.

Les cours sont assurés par Olivier Sarfati et des professeurs ayant brillamment intégré les Grandes Écoles, scrupuleusement sélectionnés par ses soins.

Depuis près de 20 ans, des centaines d'étudiants de toute la France suivent les cours chez MyPrepa et intègrent les meilleures écoles.



MyPrepa LiveClass est la plateforme de cours en ligne imaginée par Olivier Sarfati. Son objectif : allier à un accompagnement académique d'excellence gain de temps, confort et efficacité, précieux pour des élèves dont chaque minute compte pour la réussite aux concours.

Fort de près de 20 ans de coaching particulier, Olivier Sarfati a traduit dans cette plateforme les besoins et attentes des élèves au travers de nombreuses fonctionnalités qui rendent les cours en ligne encore plus efficaces que les cours traditionnels : le mode « solo » pour un coaching individualisé, la classe interactive, ou l'archivage de documents par exemple. Il a également veillé à ce que l'écriture manuscrite sur « cahier numérique » soit aussi agréable que sur une feuille de papier. Résoudre des équations mathématiques complexes en ligne est donc désormais possible !

Contact, témoignages et réunions d'informations :
www.myprepa.fr
contact@myprepa.fr